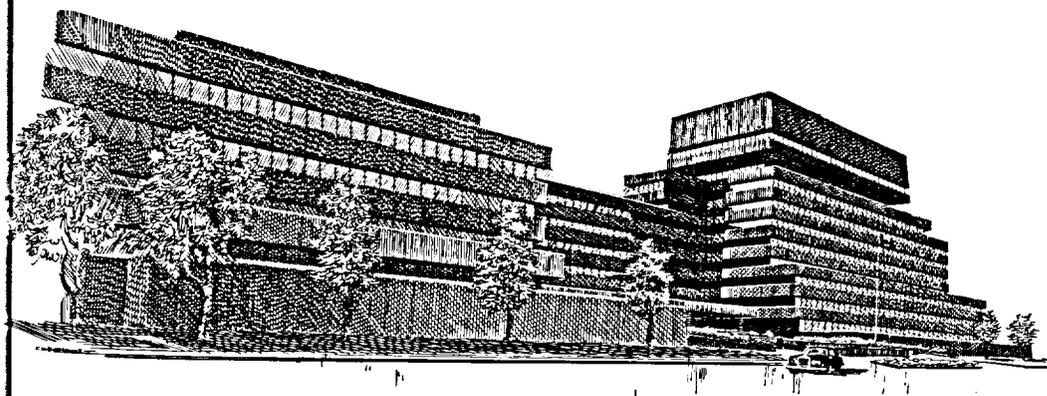


Ministère des Affaires extérieures



Revue annuelle 1981

Ministère des Affaires extérieures

Revue annuelle 1981

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1983

N° de cat. E 1-1981

ISBN 0-662-52360-1

Office of
The Under Secretary of State
for External Affairs



Cabinet du
Sous-Secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures

OTTAWA K1A 0G2

le 7 février 1983

Monsieur Allan J. MacEachen

Vice-premier ministre
et Secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures.

J'ai l'honneur de vous soumettre la Revue annuelle
du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du Ministère,
ce rapport rend compte de notre activité au cours de l'année
1981.

Le Sous-secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures

A handwritten signature in cursive script, reading "Marcel Massé".

Marcel Massé

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
<u>VUE D'ENSEMBLE</u> - Le Canada et le monde en 1981	1
<p>Principaux événements (scène mondiale, Canada). Sécurité du Canada (Instabilité mondiale et recherche de la paix, Relations Est-Ouest et défense collective, Contrôle des armements et désarmement, Terrorisme). Questions humanitaires (Réfugiés et droits de l'homme, Immigration). Canada et tiers monde (Questions Nord-Sud, Soutien au développement international). Prospérité économique du Canada (Relations économiques internationales, Questions commerciales, Questions énergétiques, Droit international). Coopération régionale (États-Unis, Amérique latine et Caraïbes, Europe, Afrique et Moyen-Orient, Asie et Pacifique). Services et aide aux Canadiens à l'étranger. Image du Canada à l'étranger.</p>	
<u>PARTIE A</u> - LE CANADA ET L'ORDRE INTERNATIONAL	23
Chapitre 1 : Sécurité collective et résolutions des conflits	24
<p>(Conseil de sécurité des Nations unies, Maintien de la paix, Afrique australe, Moyen-Orient, Afghanistan et Cambodge, Autres questions politiques, Contrôle des armements et désarmement mondial, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Coopération bilatérale en matière de défense, Programme d'aide à l'instruction militaire, pourparlers sur les armes stratégiques (SALT/START), Modernisation des forces nucléaires de portée intermédiaire et contrôle des armements, Pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR).</p>	
Chapitre 2 : Système économique international	36
<p>(Politique économique générale, Sommet d'Ottawa, Politique commerciale, Énergie, Échanges nucléaires internationaux et non-prolifération, Politique environnementale multilatérale, Politique scientifique et technologique, Transports aériens, Transports maritimes et multimodaux, Espace et communications, Politique de l'investissement, propriété intellectuelle, Financement des exportations).</p>	
Chapitre 3 : Relations Nord-Sud	48
<p>(Sommet Nord-Sud, Négociations globales, Produits de base et Fonds commun, Alimentation et agriculture, Aide publique au développement, Énergie, Questions monétaires et financières internationales, Coopération industrielle, Transfert de technologie, Système de financement pour la science et la technologie au service du développement.)</p>	

Chapitre 4 : Droit international et concepts de droit	55
 (Droit de la mer, Aspects juridiques des questions de développement, Droit de l'environnement, Droit des pêches, Droit de l'espace extra-atmosphérique, Réfugiés, Réunion des familles, Droits de l'homme, Mesures juridiques internationales contre le terrorisme, Droit conventionnel.)	
Chapitre 5 : Associations D'États	69
 Nations unies (Secrétaire général, Assemblée générale, Conseil de sécurité et Conseil économique et social, Contribution financière du Canada au système des Nations unies). Commonwealth (Association du Commonwealth, Réunion des chefs d'État à Melbourne, Réunions ministérielles, Secrétariat du Commonwealth, Commonwealth parallèle). Francophonie.	
 <u>PARTIE B - LE CANADA ET SES OBJECTIFS RÉGIONAUX</u>	 77
Chapitre 1 : États-Unis	79
 (Environnement, Énergie, Frontières maritimes et pêches, Questions commerciales et économiques, Transports, Extraterritorialité, Imposition et sécurité sociale, Défense, Communications).	
Chapitre 2 : Amérique latine et Caraïbes	85
 (Commerce, Autres activités).	
Chapitre 3 : Europe	88
 (Communauté européenne, Europe de l'Ouest, Europe de l'Est).	
Chapitre 4 : Afrique et Moyen-Orient	96
 (Moyen-Orient, Afrique francophone, Afrique anglophone).	
Chapitre 5 : Asie et Pacifique	101
 (Asie du Nord et Pacifique Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique Sud, Asie du Sud, Asie du Sud-Est).	
 <u>PARTIE C - LES ÉCHANGES CULTURELS ET L'INFORMATION AU SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES</u>	 113
Chapitre 1 : Relations culturelles internationales	114
 (Accords culturels, Consultations avec les provinces, Échanges artistiques et promotion culturelle, Organisation des Nations	

unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Bourses, Études canadiennes à l'étranger, Echanges universitaires, Conférences internationales et rencontres sur l'éducation, Relations avec les universités, Sports).

Chapitre 2 : Programmes d'information et service de presse 121

(Programmes d'information à l'étranger, Programmes d'information au Canada, Relations avec les universités, Affaires historiques, Expositions universelles, Service de presse).

PARTIE D - LA PROTECTION DES CANADIENS À L'ÉTRANGER 127

Affaires sociales internationales (Assistance consulaire, Transfèrement des délinquants, Conventions et ententes consulaires, Programme de sensibilisation, Politique consulaire pour les années 80, Immigration, Réclamations étrangères, Droits international privé, Services de passeports).

PARTIE E - LA FORMULATION DES POLITIQUES ET LES SYSTÈMES DE GESTION 137

(Planification des politiques, Sécurité et renseignements, Coordination fédérale-provinciale, Information pour la haute direction, Communications et informatique, Personnel, Coordination interministérielle, Évaluation et vérification internes, Service d'inspection, Budget 1981-1982, Immeubles et autres biens, Représentation étrangère au Canada et protocole, Privilèges et immunités).

ANNEXES - 149

I Accords internationaux 151
II Déploiement des missions, du personnel et des programmes 165
III Organigramme du ministère 168

VUE D'ENSEMBLE
LE CANADA ET LE MONDE
EN 1981



PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

Scène mondiale

En 1981, l'économie mondiale s'est davantage enlisée dans la récession et, d'une façon générale, on s'est entendu pour reconnaître que, pour en atténuer les effets perturbateurs, sur le plan social, le règlement des questions politiques devait aller de pair avec celui des problèmes économiques. La libération des otages américains en Iran et les deux missions de la navette spatiale américaine, de bon augure à ce qu'il semblait, ont rapidement cédé le pas à une longue année de marasme économique ponctuée d'assassinats et de tentatives d'assassinats, avec, pour toile de fond, un climat d'incertitude constante en Pologne. L'année a également été marquée par l'instabilité au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique centrale ainsi que par l'insuccès des efforts déployés pour combler le fossé entre nations riches et pauvres, pour mieux assurer le respect des droits de l'homme et pour enrayer le flot des réfugiés.

La question énergétique, qui avait dominé la scène économique internationale en 1980, a été, cette année encore, un problème écrasant pour certains pays en développement. Toutefois, pour les nations occidentales, elle n'a pas revêtu la même importance que l'année précédente, époque où celles-ci n'avaient pas encore absorbé le choc pétrolier occasionné par les événements d'Iran, puis par la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Les effets conjugués d'une diminution de la consommation, des mesures de conservation et du marasme de l'économie, d'une part, et du maintien d'une forte production pétrolière par l'Arabie saoudite, d'autre part, ont fait que les approvisionnements ont été suffisants, sans pour autant permettre aux gouvernements de relâcher leur vigilance.

Les pays d'Europe occidentale en sont venus à critiquer de plus en plus la politique américaine de taux d'intérêt élevés et ses conséquences économiques déplorables : face à d'énormes déficits, ils se sont vus obligés d'emprunter massivement et de réduire leurs services sociaux, au moment même où ceux-ci s'avéraient de plus en plus nécessaires. Le protectionnisme a fait surface dans nombre de pays. En Pologne, les problèmes sociaux et politiques, intimement liés à une économie chancelante, ont compliqué la tâche des gouvernements et des institutions financières.

Les représentants des sept grands pays industrialisés et du Marché commun européen se sont attaqués à ces problèmes au Sommet économique d'Ottawa tenu en juillet et présidé par le premier ministre Trudeau, ainsi qu'au Sommet Nord-Sud de Cancun, qu'il a coprésidé. Les chefs de gouvernement du Commonwealth réunis à Melbourne ont également promis de rechercher des solutions concrètes.

Les tensions Est-Ouest ne se sont pas atténuées. Les troupes soviétiques sont restées en Afghanistan, et les événements de Pologne, étant donné la menace permanente d'une intervention soviétique, ont tenu une place importante dans les consultations de l'Organisation du traité de

l'Atlantique Nord. Bien que les deux situations aient fait ressortir la fragilité de la détente, les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance ont réaffirmé leur détermination de rechercher la paix et la sécurité en stabilisant l'équilibre des forces et en entretenant des relations constructives; mentionnons à cet égard les pourparlers américano-soviétiques sur les armes nucléaires de portée intermédiaire tenus en novembre, la décision américaine de reprendre les entretiens sur les armes stratégiques en 1982 ainsi que tous les préparatifs faits en vue de la tenue d'une deuxième Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au désarmement (UNSSOD) en 1982.

Au Moyen-Orient, l'instabilité est restée une réalité de la vie quotidienne. Tandis qu'exécutions et assassinats se succédaient sur son territoire, l'Iran a poursuivi sa guerre avec l'Iraq malgré les efforts de médiation. Il y a eu reprise des hostilités au Liban; Israël a attaqué le réacteur nucléaire iraquien en juin, et l'assassinat du président Sadate en octobre est venu ajouter aux incertitudes. Le projet saoudien de résolution du conflit israélo-arabe et les discussions auxquelles il a donné lieu ont été sans lendemain; quant à l'élargissement du droit israélien aux hauteurs du Golan, il a été vivement dénoncé par le Canada et d'autres nations.

En Afrique, le Groupe de contact des pays occidentaux, dont le Canada est membre, a repris les négociations visant à mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Certaines initiatives encourageantes sont venues de l'Organisation de l'unité africaine, qui a proclamé une charte des droits pour ses États membres et envoyé une force de paix au Tchad. Le Maroc a accepté l'idée d'un référendum au Sahara occidental, et des entretiens ont eu lieu sur le projet de confédération sénégalienne. La République centrafricaine, quant à elle, a été le théâtre d'un nouveau coup d'État. Enfin, la vie est revenue à la normale en Ouganda après que le président Obote eut assumé le pouvoir en décembre 1980.

Aux Nations unies, les négociations sur le droit de la mer, qui avaient si bien progressé en 1980, ont marqué le pas en 1981, tandis que la nouvelle Administration américaine en réévaluait les résultats. Néanmoins, la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer était censée achever ses travaux au printemps de 1982 et ouvrir une convention à la signature à Caracas, en automne 1982. Parmi les autres événements importants survenus aux Nations unies, mentionnons le large appui accordé à l'Année internationale des personnes handicapées, l'attribution du prix Nobel de la paix au haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés et l'élection, en décembre, d'un Péruvien, M. Javier Perez de Cuellar, au poste de secrétaire général de l'ONU, en remplacement de M. Kurt Waldheim.

Canada

Tout comme elle a dominé la scène internationale, la récession a dominé la scène canadienne. Pendant cette année des sommets, le premier ministre Trudeau a effectué de nombreux voyages pour préparer le Sommet économique d'Ottawa et le Sommet Nord-Sud de Cancun. À titre de président

du Sommet d'Ottawa, il avait la responsabilité toute particulière d'assurer le déroulement harmonieux d'une conférence dont la plupart des participants allaient se rencontrer pour la première fois. Un marché pétrolier relativement stable a permis aux dirigeants de se concentrer sur la stagflation et les relations Nord-Sud, mais aucune solution satisfaisante n'a émergé des rencontres d'Ottawa et de Cancun. Les doutes des Américains quant à la possibilité que les négociations globales parviennent à régler les problèmes connexes du monde développé et en développement ont mené à la décision de poursuivre les discussions, mais sans échéancier fixe.

C'est avec les États-Unis que le Canada a continué d'entretenir ses relations bilatérales les plus importantes. Les questions traditionnelles de l'énergie, de l'investissement et de l'environnement sont venues en tête de liste des problèmes examinés dans le cadre de ces relations, le Programme énergétique national et les pluies acides étant les plus discutés.

Sur le plan intérieur, les Canadiens se sont intéressés au règlement des problèmes fédéraux-provinciaux entourant le rapatriement de la Constitution, mais, de même que les citoyens des autres pays, ils ont ressenti une inquiétude croissante face à la montée de l'inflation et au chômage. Malgré ses réductions budgétaires, le Canada a continué d'accorder une haute priorité à l'aide au développement; à la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés tenue à Paris, le premier ministre a d'ailleurs annoncé l'intention du gouvernement de consacrer dans les années à venir 0,15 % du produit national brut à l'aide aux pays les plus pauvres. Le Canada a également créé la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale, société de la Couronne autorisée à dépenser jusqu'à \$250 millions dans les cinq prochaines années pour aider les pays en développement à trouver et à exploiter de nouvelles sources d'hydrocarbures. Il a également conclu un certain nombre d'accords de coopération scientifique avec des pays en développement, dont le Mexique, le Brésil et la Chine.

En janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a annoncé que les Caraïbes du Commonwealth recevraient la priorité dans la politique étrangère du Canada; en juillet, notre pays s'est associé aux États-Unis, au Mexique et au Venezuela dans le cadre de l'Initiative du bassin des Caraïbes. En outre, la Chambre des communes a créé un sous-comité des relations du Canada avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

Les relations du Canada avec certains pays du Moyen-Orient ont été renforcées par des visites ministérielles fédérales et provinciales. Lorsque le roi Hussein de Jordanie a visité Ottawa en octobre, le Canada a annoncé qu'il ouvrirait une ambassade à Amman en 1982. Signalons, par ailleurs, qu'il a levé les sanctions imposées contre l'Iran en 1980 sans, pour autant, réaffecter de personnel à son ambassade de Téhéran.

En tant que membre du Groupe de contact des pays occidentaux, le Canada a contribué activement à la reprise des négociations visant à mettre

fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Ses liens commerciaux de plus en plus nombreux avec d'autres États africains ont été resserrés par les visites du premier ministre Trudeau au Zimbabwe, au Nigeria et au Kenya et par celles du ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, et du ministre au Commerce international, M. Ed Lumley. Le ministre Pierre De Bané a visité de nombreux pays d'Afrique francophone en sa capacité de conseiller pour les affaires de la Francophonie. Des visites réciproques de personnalités venues de divers pays d'Asie et du Pacifique et de personnalités canadiennes ont consolidé nos relations commerciales avec ces pays ainsi qu'avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Responsable des programmes d'immigration depuis le 1^{er} avril, le ministère des Affaires extérieures a été amené à participer plus activement aux programmes touchant les réfugiés, la réunion des familles et les exilés volontaires. Ces questions humanitaires ont tenu une grande place dans la formulation de la politique étrangère du Canada, et les délégués canadiens aux conférences internationales ont milité en faveur d'une meilleure protection des droits de l'homme.

Les 118 ambassades, hauts-commissariats et consulats du ministère ont continué de représenter et de protéger les intérêts canadiens dans leurs pays d'accréditation et à offrir toute une gamme de services consulaires aux Canadiens voyageant ou résidant à l'étranger. Ils ont également créé l'image d'un Canada dynamique, bilingue et multiculturel et d'un pays technologiquement avancé. On s'est davantage intéressé aux communications internationales, surtout aux échanges transfrontières de données et à l'augmentation des crédits affectés aux programmes spatiaux canadiens, ainsi qu'au programme L-SAT de l'Agence spatiale européenne. Pendant l'année, le Canada a lancé des invitations à participer à l'Expo 86, exposition internationale sur les transports qui se tiendra à Vancouver.

En janvier 1982, le premier ministre Trudeau devait annoncer une grande réorganisation des ministères à vocation économique. Ce changement, a amené une restructuration du ministère des Affaires extérieures. On y a, en effet, intégré des éléments de l'ancien ministère de l'Industrie et du Commerce, ce qui lui permettra de mieux conseiller le gouvernement sur la politique étrangère et le commerce extérieur et de donner une plus grande cohésion aux relations extérieures du Canada.

SÉCURITÉ DU CANADA

Instabilité mondiale et recherche de la paix

Les relations Est-Ouest ont continué à se détériorer en 1981: les troupes soviétiques ont poursuivi leur occupation de l'Afghanistan et les signes prometteurs d'un changement pacifique en Pologne ont subitement disparu avec l'instauration de la loi martiale le 13 décembre. À l'anxiété causée par l'instabilité persistante au Moyen-Orient sont venues s'ajouter les préoccupations engendrées par les conflits renaissant en Amérique centrale. En Turquie, les militaires ont pris le pouvoir après une longue période de graves troubles civils et économiques.

Au Moyen-Orient, les négociations visant un règlement pacifique des différends se sont éternisées sans succès notable. Les hostilités ont repris au Liban, la guerre s'est poursuivie entre l'Iran et l'Iraq malgré les efforts de médiation, et Israël a attaqué le réacteur nucléaire iraquien en juin. Quant à la perspective de règlement du conflit israélo-arabe, l'optimisme et le pessimisme qu'elle a fait naître se sont succédé à un rythme étourdissant. Les propositions soumises par l'Arabie saoudite en août ont fait l'objet d'une intense discussion entre pays arabes pendant le reste de l'année. En septembre, après une suspension de plus d'un an, les entretiens ont repris entre Israël et l'Égypte concernant l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza; mais l'année s'est terminée sans apporter de solution. L'élargissement du droit israélien aux hauteurs du Golan en décembre a généralement été considéré comme une mesure d'annexion et a suscité la vive opposition du Canada et d'autres pays.

L'année 1981 a, par ailleurs, été témoin d'une relance du mouvement de réforme et de renouveau dans la vie nationale polonaise, mouvement amorcé avec la création de Solidarité en 1980. Le Canada, tout en se disant favorable à cette évolution, a déclaré qu'il importait que la Pologne puisse régler ses problèmes sans ingérence extérieure. Comme ce fut une année difficile pour l'économie polonaise, le Canada a fourni une aide économique considérable à ce pays. L'instauration de la loi martiale en décembre a interrompu le processus de réforme, et les mesures prises par le régime ont nettement contrevenu aux obligations contractées par la Pologne du fait de son adhésion à l'Acte final d'Helsinki. C'est pourquoi le Canada s'est joint à ses alliés de l'OTAN pour réclamer la levée de la loi martiale, la libération des personnes détenues et la reprise du dialogue entre Solidarité, l'Église et le gouvernement.

Comme les années précédentes, les événements d'Afrique ont été porteurs de bonnes et de mauvaises nouvelles. La guerre du Tchad est entrée dans une nouvelle phase lorsque, à la demande des autorités de N'Djamena, les forces libyennes se sont retirées pour être remplacées par une force interafricaine de maintien de la paix placée sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le Maroc a accepté l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ce qui devrait mener à un règlement pacifique dans cette région contestée, et l'OUA a adopté une charte des droits de l'homme que ses membres ont été appelés à ratifier. Le général André Kolingba a pris le pouvoir après un coup d'État en République centrafricaine. Par contre, une tentative de coup d'État en Gambie a amené le Sénégal à intervenir et les deux États à entreprendre l'étude d'un projet de confédération.

Pour ce qui est de l'Amérique centrale, région tourmentée par des conflits internes et une guérilla qui ont entraîné la mort de milliers d'innocents, le Canada a continué de réclamer des solutions politiques qui ne résulteraient pas d'interventions étrangères; mais à la fin de l'année, aucun règlement pacifique n'était en vue.

Relations Est-Ouest et défense collective

Les troupes soviétiques se trouvant toujours en Afghanistan et l'avenir de la Pologne restant incertain, les relations Est-Ouest ont continué à se détériorer: réunie à Madrid, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a largement dépassé sa vie utile en ne donnant que très peu de résultats concrets. De façon plus précise, elle n'a permis d'entente ni sur la convocation d'une conférence sur le désarmement en Europe, ni sur le développement d'une coopération sur le plan humanitaire dans le cadre offert par la CSCE. En décembre, un nouveau coup a été porté à la confiance que l'on souhaite voir régner entre l'est et l'ouest lorsque la loi martiale a été déclarée en Pologne.

Les participants au Sommet économique ont convenu de la nécessité de soutenir fermement et de façon non équivoque les efforts de défense des pays occidentaux. À l'instar des autres nations occidentales, le Canada a appuyé une approche à deux volets reconnaissant la nécessité d'établir un équilibre entre le désir d'égaliser la puissance militaire soviétique et celui de s'entendre sur des mesures équilibrées et vérifiables de contrôle des armements et de désarmement.

La façon d'envisager les relations Est-Ouest face à la menace permanente d'une intervention soviétique en Pologne et aux événements de Pologne même a joué un rôle de premier plan dans les consultations de l'OTAN. Lors des réunions ministérielles ordinaires du Conseil de l'Atlantique Nord, à Rome, puis, à Bruxelles en décembre, les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance ont réaffirmé leur détermination de collaborer à la paix et à la sécurité en assurant l'équilibre des forces et en faisant en sorte que les relations Est-Ouest soient constructives.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a commencé à assumer le rôle de président d'honneur du Conseil de l'Atlantique Nord avant la réunion de décembre du conseil. Dans sa déclaration d'ouverture, M. MacGuigan a souligné que l'Alliance était le fondement de la sécurité occidentale, a rejeté le désarmement unilatéral et réclamé une meilleure politique de communications qui serait davantage convaincante aux yeux de ceux qui n'ont pas bien compris la stratégie de dissuasion de l'OTAN. Au nom de ses collègues de l'Alliance, il a accueilli le ministre des Affaires étrangères d'Espagne lors d'une cérémonie de signature de protocole qui marquait la première étape de l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN. Le Canada s'est également efforcé, au sein de l'Organisation, d'améliorer les méthodes prescrites en cas de crise. Il a, en outre, participé activement à la réunion de Madrid de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

L'Accord sur la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) a été reconduit et un accord a été conclu avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) visant à permettre la formation d'équipages de l'aviation de la RFA au Canada.

Dans le cadre du programme à long terme de remplacement et de renouvellement de l'équipement de défense du Canada, l'avion de chasse CF-18 (Hornet) de McDonnell Douglas a subi des tests préliminaires, les avions patrouilleurs Aurora à long rayon d'action ont continué d'être livrés et le programme d'acquisition de nouvelles frégates de patrouille pour les Forces canadiennes en est arrivé à l'étape contractuelle du prototype définitif.

Contrôle des armements et désarmement

La conclusion d'accords sur des mesures vérifiables de contrôle des armements et de désarmement étant l'une des priorités de sa politique étrangère, le Canada a participé activement aux consultations de l'OTAN concernant les préparatifs des pourparlers américano-soviétiques sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (INF), qui ont débuté en novembre. De plus, il s'est réjoui de la décision américaine de reprendre les entretiens sur les armes stratégiques en mettant l'accent sur les réductions.

Au sein du Comité du désarmement, organisme multilatéral de négociation siégeant à Genève, le Canada a cherché à faire avancer le dossier de l'interdiction complète des essais et de l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques. Les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) se sont poursuivis à Vienne; par ailleurs, la CSCE, lors de sa réunion à Madrid a tenté sans grand succès de s'entendre sur une conférence sur le désarmement en Europe qui aurait initialement pour rôle de négocier de nouvelles mesures de confiance.

Le Canada a consacré beaucoup de temps aux deux sessions du comité préparatoire à la deuxième Session extraordinaire des Nations unies de 1982 consacrée au désarmement (UNSSOD II) et, dans le cadre de ces préparatifs, a publié et largement diffusé une brochure intitulée Le Canada et UNSSOD II. La Chambre des communes a décidé de tenir, au début de 1982, des audiences sur la sécurité et le désarmement en accordant une attention toute particulière au rôle du Canada à l'UNSSOD II.

Terrorisme

En 1981, la violence et le terrorisme ont fait la manchette presque chaque jour. Aussi est-il de plus en plus évident que, malgré les préoccupations exprimées à l'échelle mondiale et reprises dans les initiatives conjointes proposées par le Canada au Sommet de Bonn et les déclarations faites à Venise et aux Nations unies, il est très difficile de se protéger d'un fanatique. La personne des diplomates n'est plus inviolable ni invulnérable, et plusieurs d'entre eux ont été enlevés, blessés ou tués au cours de l'année.

En Iran, les otages américains ont été libérés mais les luttes internes se sont poursuivies, accompagnées d'attaques à la bombe et d'assassinats comme ceux du premier ministre, du président et d'autres dirigeants politiques. Au Bangladesh, Ziaur al Rahman a été abattu lors

d'un coup d'État. Le président égyptien Anouar el-Sadate est tombé sous les balles d'intégristes musulmans. Les attentats perpétrés contre le président Reagan et le Pape nous ont rappelé de façon saisissante l'impuissance du rationnel devant l'irrationnel.

QUESTIONS HUMANITAIRES

Réfugiés et droits de l'homme

Toujours des plus actifs lorsque un besoin d'aide se fait ressentir dans le monde, le Canada a consacré \$52 millions aux réfugiés en 1981. Par l'intermédiaire de divers organismes, dont le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, il a fait parvenir une aide alimentaire ou financière aux réfugiés d'Afrique, du Pakistan, d'Indochine et d'Amérique centrale.

Il y a actuellement quelque 10 millions de réfugiés qui ont besoin d'aide. Le Canada reçoit, per capita, plus de réfugiés que tout autre pays : en 1981, il en a accueilli 14 000 de toutes les régions du monde, dont 8 000 d'Indochine, ce qui porte à environ 70 000 le nombre des réfugiés indochinois établis sur son territoire depuis 1978.

Le Canada a été réélu à la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour un troisième mandat consécutif et, à la 37^e session de la Commission, a appuyé un certain nombre d'initiatives visant la promotion et la protection des droits de l'homme. Il a, par exemple, parrainé une étude qui a mené à une résolution sur la nomination d'un rapporteur spécial ayant pour tâche d'examiner le lien qui existe entre les violations des droits de l'homme et l'exode massif de réfugiés, de même qu'à une résolution sur les droits et devoirs qu'ont les individus, les groupes et les organisations de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Après des années d'efforts de la part du Canada et d'autres pays, la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale des Nations unies ont enfin approuvé la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou les convictions.

Le 10 décembre 1981, le Canada a été le trente-deuxième État à ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Immigration

La responsabilité des programmes d'immigration à l'étranger a été assignée au ministère des Affaires extérieures le 1^{er} avril 1981. Ces programmes englobent le recrutement d'immigrants, l'acceptation de réfugiés ainsi que l'entrée de touristes, d'étudiants et de travailleurs temporaires; ils concernent également les activités de suivi, l'évaluation et les comptes rendus touchant l'utilisation des ressources humaines, les politiques de

main-d'oeuvre, les mouvements de réfugiés et les droits de l'homme. Les services réguliers d'immigration ont été fort actifs: les missions du Canada ont délivré 128 095 visas d'immigrant et 242 279 visas de visiteur pendant l'année.

Les faits marquants de l'année se sont produits dans la région de l'Asie et du Pacifique et en Amérique latine. Le programme des réfugiés indochinois a été poursuivi en mettant l'accent sur la réunion des familles. Notons que le processus de réunion des familles de la République socialiste du Vietnam a connu un succès mitigé. À la fin de l'année, les citoyens de l'Inde se sont vu retirer leur privilège d'exemption de visa de visiteur parce que l'accroissement exceptionnel des demandes suspectes de statut de réfugié risquait de nuire au bon fonctionnement des services concernés et qu'il fallait faciliter l'entrée chez nous de visiteurs légitimes de ce pays.

Les événements d'Amérique latine ont exigé un suivi permanent des questions relatives aux réfugiés et aux droits de l'homme. Des accords ont été conclus avec le Mexique et les Caraïbes du Commonwealth pour l'embauche de travailleurs agricoles saisonniers.

Le ministère a continué à encourager la venue d'exilés volontaires d'Europe de l'Est au Canada. Un groupe de travail spécial s'est rendu à Vienne pour accélérer l'examen des demandes d'exilés volontaires polonais qui souhaitaient s'établir au Canada.

CANADA ET TIERS MONDE

Questions Nord-Sud

Dans un monde de plus en plus en proie à la récession, la nécessité d'instaurer une certaine harmonie entre l'économie des nations développées et celle des nations en développement s'est faite encore plus pressante. Les pays industrialisés du Nord en sont largement venus à reconnaître l'interdépendance des économies du monde, mais, à une époque où le chômage sévit et où la croissance est réduite, la propension est aux politiques de protectionnisme.

Le Canada s'est engagé à faire progresser le dialogue Nord-Sud, et le premier ministre a consacré énormément de temps -- au cours de nombreux déplacements en Afrique, en Amérique latine et en Europe notamment -- à la préparation des discussions du Sommet économique d'Ottawa et du Sommet Nord-Sud de Cancun. Au printemps, le gouvernement, par l'entremise du ministère, a entrepris de réexaminer sa politique Nord-Sud, ce qui l'a amené à conclure que l'amélioration des relations entre pays développés et en développement devait rester l'une de ses grandes politiques à long terme. En juin, le gouvernement a fait siennes les grandes lignes du rapport du Groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud relatif à l'année 1980 qui avait été déposé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Au Sommet d'Ottawa en juillet, les dirigeants occidentaux ont confirmé leur engagement de favoriser une meilleure intégration des nations en développement au système économique international. La Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables tenue en août à Nairobi a adopté un programme d'action équilibré, et le premier ministre y a annoncé que le Canada affecterait \$1 milliard à l'aide énergétique au cours des cinq prochaines années. En septembre, à la conférence sur les pays les moins avancés, avec réunions annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale), ainsi qu'à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth les participants ont réclamé de nouvelles politiques d'ajustements réels et ont approuvé tant les Négociations globales que le projet de création d'une filiale énergie au sein de la Banque mondiale.

Dans leur Déclaration de Melbourne, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont reconnu la nécessité d'un esprit de coopération et se sont engagés à faire entrer la communauté internationale dans une nouvelle ère de relations constructives entre pays développés et en développement, relations fondées sur l'interdépendance, le respect mutuel et la communauté d'intérêts.

Le sommet qui s'est tenu à Cancun, au Mexique, en octobre et qui a été coprésidé par le premier ministre Trudeau et le président mexicain Lopez Portillo a marqué le point culminant de cette série de réunions axées sur les questions Nord-Sud. Les discussions qui se sont déroulées librement ont généralement été considérées utiles pour permettre une meilleure compréhension mutuelle et accroître la confiance, et ont abouti à un consensus sur certaines questions, notamment sur celles qui avaient trait à l'alimentation et l'agriculture, mais non sur la question cruciale des Négociations globales. Le compromis qui en est résulté a maintenu un élan qui devait favoriser, par la suite, d'autres discussions de ce genre au sein de l'Assemblée générale des Nations unies, sans que l'Assemblée, toutefois, parvienne à un accord avant d'ajourner ses travaux en décembre.

Soutien du développement international

Plusieurs grandes initiatives ont confirmé l'engagement du Canada en matière d'aide, d'aide au développement en particulier, qui a représenté quelque \$1,3 milliard en 1981. Dans le prolongement de la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, le Canada a annoncé qu'il consacrerait 0,15 % de son produit national brut aux pays les plus pauvres. Répondant aux préoccupations du tiers monde à propos des coûts de l'énergie, le gouvernement a créé la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale, société de la Couronne autorisée à dépenser jusqu'à \$250 millions au cours des cinq prochaines années pour aider les pays en développement à explorer et exploiter de nouvelles sources d'hydrocarbures. À la Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, le premier ministre a promis d'accroître de \$10 millions les fonds affectés à la recherche énergétique dans les pays en développement.

Sur le plan bilatéral, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé que l'aide canadienne aux Caraïbes du Commonwealth serait doublée, pour atteindre \$90 millions d'ici 1987. Les premiers contacts ont été établis en vue de la mise sur pied d'un programme d'aide au développement de la République populaire de Chine, et plusieurs politiques intérieures ont permis de mieux adapter les programmes d'aide canadiens aux besoins particuliers des pays bénéficiaires.

La réalisation d'importants programmes d'aide à la Tanzanie, au Ghana, à la Zambie et au Kenya se poursuit. De plus, le Canada a annoncé, en mars, une aide de \$50 millions au Zimbabwe et a pris part à la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe en novembre.

PROSPÉRITÉ ECONOMIQUE DU CANADA

Relations économiques internationales

Les pressions sur le système économique international se sont accrues en 1981, à un moment où la plupart des pays industrialisés et en développement connaissent des taux d'intérêt de plus en plus élevés, des taux de change fluctuants, une faible croissance, une inflation persistante et des niveaux de chômage à la hausse. Tandis que la nécessité d'une étroite coopération a été nettement comprise, le désir latent de recourir au protectionnisme pour contrer le chômage et aider les industries menacées n'a pas manqué de se faire ressentir.

Au Sommet d'Ottawa, les dirigeants des sept plus grandes nations industrialisées et le représentant de la Communauté européenne ont réaffirmé leur intention commune de revitaliser leurs économies grâce à un ensemble de politiques équilibré. Dans le cadre des travaux concernant l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le Fonds monétaire international et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Canada a recherché des solutions à ces problèmes commerciaux et monétaires internationaux.

Questions commerciales

En raison des sérieuses difficultés posées par la conjoncture économique internationale, il a fallu régulièrement renforcer la politique commerciale pour résister aux pressions protectionnistes intérieures. Aussi le Canada a-t-il appuyé la proposition du GATT d'organiser une réunion ministérielle en 1982 pour traiter des questions à débattre dans une large perspective de politique commerciale.

L'année 1981 a marqué le début de la deuxième étape de l'entrée en vigueur des réductions tarifaires acceptées lors des Négociations commerciales multilatérales (NCM) du Tokyo Round, qui doivent s'échelonner sur huit ans. En décembre, le Comité des textiles du GATT a accepté de reconduire l'Arrangement concernant le commerce international des textiles. Cet accord, que l'on appelle habituellement l'Arrangement multifibres,

prévoit la commercialisation ordonnée de quelque 80 % des échanges internationaux de textiles et de vêtements, qui représentent environ \$80 milliards.

Sur le plan national, la Commission canadienne du tarif a déposé un rapport sur le projet de loi visant la mise en application de l'Accord du GATT sur la valeur en douane. Le gouvernement a donné suite au rapport, et la Commission peut maintenant enquêter sur la façon dont l'amendement législatif influera sur les niveaux de protection tarifaire.

L'importance économique du commerce des services étant maintenant largement reconnue, un groupe de travail interministériel du commerce des services a été créé pour préciser le volume des exportations et importations canadiennes de services et pour évaluer les obstacles à leur libre mouvement. Il semble que cette question sera inscrite au programme de travail du GATT pour les années 80.

La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, cette année encore, s'est efforcée de régler les problèmes du commerce international des produits de base et de renforcer ce système commercial ouvert que nous avons tous intérêt à préserver. Le Canada a participé à la négociation du sixième Accord international sur l'étain et ratifié l'Accord international de 1979 sur le caoutchouc, premier accord entre producteurs et consommateurs comportant des dispositions économiques relatives au commerce du caoutchouc naturel.

Questions énergétiques

Le marché pétrolier a connu à nouveau une stabilité relative, mais la menace permanente de déstabilisation, les hausses de coûts auxquelles on s'attend à long terme et la compression de la demande ont fait que l'énergie est restée une question d'intérêt tant international que national. Le Canada et ses partenaires économiques ont poursuivi leur coopération pour garantir les approvisionnements, tout en maintenant les mesures de conservation, en accroissant l'efficacité des méthodes d'utilisation du pétrole et en favorisant l'utilisation de produits de substitution. Dans la poursuite de ces objectifs, le Canada a participé à de nombreuses rencontres internationales, notamment celles de l'Agence internationale de l'énergie, ainsi qu'aux préparatifs du Sommet économique d'Ottawa.

Ayant reconnu que nombre de pays en développement ont été sérieusement touchés par la crise pétrolière, le Canada a pris l'initiative de trouver de nouveaux mécanismes de financement, (une filiale de l'énergie au sein de la Banque mondiale, par exemple) afin d'aider ces pays à satisfaire leurs futurs besoins énergétiques. À la Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables tenue à Nairobi, le premier ministre Trudeau a annoncé la création de la Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale afin d'aider les pays en développement à explorer et exploiter les hydrocarbures. Il a également promis que l'Agence canadienne de développement international consacrerait \$1 milliard aux

programmes énergétiques pendant les cinq prochaines années, et annoncé une subvention destinée à appuyer des programmes énergétiques établis par le Centre de recherches pour le développement international.

Sur le plan bilatéral, le Canada a renforcé ses relations avec divers pays fournisseurs de pétrole -- Mexique, Venezuela, Arabie saoudite, etc. -- en participant à des discussions intergouvernementales et en facilitant les visites du secteur privé. De plus, il a recherché des possibilités de commercialisation de certaines de ses exportations de ressources énergétiques de remplacement -- charbon, uranium, électricité et gaz naturel -- dans plusieurs pays mais, surtout, aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon.

L'évolution de la situation énergétique nationale et les politiques fédérales et provinciales connexes ont eu en 1981 une incidence sur les relations internationales du Canada en matière d'énergie. Il a souvent été nécessaire d'expliquer, et parfois de défendre, le Programme énergétique national et son application devant des gouvernements étrangers et d'autres parties intéressées. Le Canada s'est, par ailleurs, efforcé de tenir compte des préoccupations des autres pays lorsque celles-ci pouvaient être conformes à ses objectifs énergétiques.

L'industrie nucléaire canadienne a maintenu ses efforts de commercialisation à l'étranger et a continué de chercher à vendre des réacteurs au Japon, à la Corée, au Mexique, à l'Indonésie et à la Yougoslavie. En 1981, le Canada a produit 7 746 tonnes d'uranium (valant \$770 millions) dont 90 % ont été exportés. Des progrès considérables ont été réalisés dans notre politique de non-prolifération et de garanties nucléaires, et l'Australie, tout comme les Philippines, a signé des accords de garanties et de coopération nucléaires. Enfin, il y a eu le 18 décembre des échanges de lettres ou de notes diplomatiques avec l'Euratome et la Suède traitant du surenrichissement, du retraitement ainsi que du stockage et de l'utilisation du plutonium. Les négociations avec le Japon, la Finlande, l'Indonésie et la Yougoslavie se poursuivent.

Sur le plan multilatéral, le Canada a participé activement aux travaux du Comité de la sécurité des approvisionnements (CSA) et des groupes d'experts, au Projet international de stockage du plutonium et à la Gestion internationale du combustible irradié. Ces activités, parrainées par l'Agence internationale de l'énergie atomique, visent à mettre en place des pratiques ou des institutions internationales destinées servir la communauté des nations et à améliorer la protection des matières nucléaires. Le Canada se prépare actuellement à la Conférence des Nations unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Droit international

La Conférence des Nations unies sur le droit de la mer a marqué le pas, la nouvelle Administration américaine passant en revue les ententes intervenues en 1980 sur les marges continentales et l'exploitation minière

des fonds marins. Entre temps, il y a eu certains progrès sur d'autres questions en suspens, notamment celle de la délimitation des frontières maritimes entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face qui a donné lieu à la rédaction d'un nouvel article. Les délégations ont convenu que le texte de négociation serait intitulé Projet de convention sur le droit de la mer. La conférence devait terminer ses travaux au printemps de 1982 et ouvrir la Convention sur le droit de la mer à la signature à Caracas, en automne.

Une réunion de hauts fonctionnaires convoquée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) à Montevideo, à la fin de l'automne, a préparé un programme pour le développement et l'examen périodique du droit de l'environnement qui sera utilisé jusqu'à la fin de la décennie. Ce programme recense les secteurs problèmes et établit des stratégies devant permettre aux gouvernements et aux organisations internationales de concentrer leurs efforts en matière d'élaboration du droit de l'environnement. Le Conseil d'administration du PNUE devait se pencher sur ce rapport en vue de son adoption à sa dixième session, en mai 1982.

Le Parlement adoptera bientôt une loi définissant et restreignant l'immunité des États étrangers. La Loi sur l'immunité des États (S-19) alignera les pratiques du Canada sur celles des autres pays occidentaux, dont la Grande-Bretagne et les États-Unis. Les États étrangers continueront de jouir en principe de l'immunité, sauf dans certains cas d'exception, les plus importants étant qu'ils ne bénéficieront pas de l'immunité de juridiction dans les poursuites qui portent sur leurs activités commerciales, et que les jugements rendus contre eux pourront dorénavant être exécutés sur leurs biens s'ils sont utilisés dans le cadre d'une activité commerciale.

COOPÉRATION RÉGIONALE

États-Unis

Les relations entre le Canada et les États-Unis -- pays voisins qui sont chacun le plus important partenaire commercial de l'autre -- sont fondées sur une multitude d'intérêts mutuels d'ordre géographique, commercial et personnel. Jouant un rôle capital dans la politique étrangère du Canada, ces relations complexes et importantes exigent une attention soutenue.

Comme les années précédentes, l'énergie, les investissements et les questions environnementales ont dominé la scène en 1981. Des retards ont été enregistrés dans certains domaines tandis que la nouvelle Administration américaine prenait le temps de réévaluer ses engagements internationaux et bilatéraux. Le président Reagan a effectué deux visites à Ottawa, l'une en mars, l'autre, à l'occasion du Sommet économique, en juillet.

Les pluies acides ont continué de préoccuper grandement le Canada. Les négociateurs canadiens et américains se sont réunis deux fois pour élaborer un accord sur la pollution atmosphérique transfrontière. Le

Mémoire déclaratif d'intention d'août 1980 a établi des groupes de travail d'experts canadiens et américains pour rassembler les données scientifiques qui formeront la base d'un tel accord; leur travail s'est poursuivi tout au cours de l'année. Les préoccupations concernant le déversement et l'enfouissement de substances nuisibles et toxiques dans la région de la rivière Niagara ont donné lieu à la formation d'un comité bilatéral des substances toxiques qui sera appelé à surveiller la pollution de la rivière Niagara. Le projet de dérivation de Garrison au Dakota du Nord -- qui pourrait entraîner la présence de biotes étrangers dans les eaux canadiennes -- a continué de préoccuper le Canada. Parmi les autres questions environnementales non réglées, mentionnons l'inondation d'une région restée à l'état de nature de la vallée de la Skagit en Colombie-Britannique et le projet de construction d'une raffinerie à Eastport au Maine, projet qui pourrait menacer l'industrie de la pêche au Canada.

Le Programme énergétique national annoncé par le Canada en octobre 1980 pour assurer notre autosuffisance pétrolière d'ici 1990 a continué de faire l'objet de critiques aux États-Unis. Ces critiques se sont intensifiées au début de 1981, après que plusieurs sociétés canadiennes eurent présenté des offres publiques d'achat de compagnies pétrolières américaines et de leurs filiales canadiennes. Le gouvernement a répondu à ces critiques dans une série de déclarations publiques et lors de plusieurs réunions bilatérales de haut niveau. Ainsi des représailles américaines contre des points particuliers du Programme énergétique national ont-elles été évitées. Les travaux du Gazoduc du Nord se sont poursuivis, le Canada réussissant à faire accepter par les États-Unis un ensemble de dérogations aux lois américaines en vertu desquelles sa construction avait été retardée.

Amérique latine et Caraïbes

L'Amérique latine et les Caraïbes retiennent de plus en plus l'attention en raison de l'industrialisation rapide du Mexique et de l'Amérique du Sud, évolution par ailleurs contrebalancée par les problèmes économiques dans les Caraïbes et par la violence en Amérique centrale.

La décision canadienne d'accorder plus d'attention à cette région a donné lieu à plusieurs initiatives importantes dans nos relations internationales. Le premier ministre s'est rendu au Brésil et au Mexique; d'autres ministres ont également visité ces deux pays ainsi que le Venezuela, le Pérou, l'Équateur et le Chili. La Commission ministérielle mixte s'est réunie au Mexique, et des réunions sectorielles ont eu lieu au Mexique et au Brésil.

En janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé que les Caraïbes du Commonwealth occuperaient une place de premier plan dans la politique étrangère du Canada; en juillet, le Canada s'est associé au Mexique et au Venezuela dans le cadre de l'Initiative du bassin des Caraïbes. La Chambre des communes a créé un sous-comité des relations avec l'Amérique latine et les Antilles après avoir consacré beaucoup de temps à des discussions sur la situation en Amérique centrale lors des débats de mars et juin sur la politique étrangère.

Europe

Les difficultés économiques engendrées par la récession ont suscité des problèmes sociaux et politiques d'une ampleur que l'Europe n'avait pas connue depuis les années 30. Dans la seule Communauté européenne, la production industrielle a diminué de 3,2 %, le taux d'inflation moyen a été de 12 %, le déficit commercial global a atteint \$45 milliards et le taux de chômage est monté à 8,3 %. La Communauté n'a réalisé aucun progrès sensible sur des questions aussi importantes que le budget ou la politique agricole commune; en matière commerciale, d'importantes divergences survenues entre ses membres ont engendré chez eux une forte montée du sentiment protectionniste à l'égard les uns des autres, ainsi qu'à l'égard d'autres pays comme les États-Unis et le Japon.

Des partis socialistes ont pris le pouvoir en France et en Grèce. (Cette dernière a adhéré à la Communauté en janvier.) On a également assisté à des changements de gouvernement en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège, en Irlande et en Italie. Les nouvelles démocraties portugaise et espagnole ont continué de montrer leur vigueur en dépit de leurs sérieuses difficultés économiques et d'une tentative de coup d'État en Espagne. En Grande-Bretagne, la nouvelle alliance social-démocrate-libérale a obtenu un appui qui a surpris de nombreux observateurs.

Les tensions suscitées tout au cours de l'année par les événements de Pologne et par les progrès peu marqués de la CSCE lors de sa réunion de Madrid ont souligné la fragilité de la détente, et l'état des relations Est-Ouest n'a pas manqué de préoccuper vivement. Les divergences entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis sur les questions Est-Ouest, les taux d'intérêt, le commerce, alliées à l'inquiétude des populations devant le déploiement de missiles nucléaires en Europe ont créé parfois un climat pesant au sein de l'Alliance atlantique. Le développement des relations avec l'Union soviétique a été sérieusement entravé par la présence de troupes soviétiques en Afghanistan et par l'influence de l'URSS sur l'évolution des événements de Pologne. Le Canada a continué de resserrer ses liens avec les pays de l'Europe de l'Est, conscient des avantages qu'il peut en retirer en matière de commerce et d'autres échanges et du rôle ces liens dans la réduction des tensions Est-Ouest.

Le Canada a maintenu des relations bilatérales et multilatérales actives et fructueuses avec l'Europe de l'Ouest. Le premier ministre s'est rendu à Rome, Paris, Londres et Bonn, afin, surtout, de discuter des questions Nord-Sud et de la situation économique mondiale avec les gouvernements de la CE avant les Sommets d'Ottawa et de Cancun. Le gouverneur général et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont visité cinq pays scandinaves en mai. Le chancelier Schmidt est venu à Ottawa avant le début du sommet.

Afrique et Moyen-Orient

Les visites de ministres fédéraux et provinciaux ont renforcé les relations du Canada avec plusieurs pays du Moyen-Orient et il faut noter

l'élargissement de nos relations avec cette région du monde en matière de commerce, d'aide, d'investissements et d'énergie. Lors de la visite du roi Hussein de Jordanie à Ottawa, en octobre, le gouvernement canadien a annoncé qu'il ouvrirait une ambassade à Amman en 1982.

Après que l'Iran eut relâché les otages américains, le Canada a levé les sanctions prises en 1980 contre ce pays mais sans réaffecter de personnel à son ambassade de Téhéran.

Le premier ministre a visité la Tanzanie à la suite de la Conférence des Nations unies sur l'énergie; lui et M. Marc Lalonde, ministre de l'Énergie, ont eu des entretiens approfondis avec leurs homologues kényans en rapport avec la conférence. Nos liens commerciaux avec le Nigeria se multiplient. Ils ont été renforcés par les visites du premier ministre et du ministre au Commerce international, M. Ed Lumley, ainsi que par la visite du gouverneur Goni au Canada.

Le Zimbabwe a franchi sa première année d'indépendance. Le Canada s'est engagé à lui verser \$50 millions en aide au développement et a conclu avec lui une importante vente de locomotives. Il a également contribué au relèvement de l'Ouganda en approuvant l'octroi de subventions à des groupes gouvernementaux et à des organismes internationaux d'aide humanitaire actifs dans ce pays.

Le premier ministre s'est rendu au Sénégal, en Algérie et au Maroc pour discuter des questions Nord-Sud et établir des liens bilatéraux. Le ministre M. De Bané a visité la Côte-d'Ivoire, le Niger, le Mali, la Haute-Volta, la Guinée, le Gabon, le Zaïre, le Burundi et le Rwanda. Il a également dirigé une délégation canadienne à la Conférence de Libreville de l'Agence de coopération culturelle et technique, délégation dont faisait partie des représentants du Québec, dirigés par le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, et des représentants du Nouveau-Brunswick, dirigés par le ministre de la Jeunesse, des Loisirs et des Ressources culturelles de cette province.

Notons que plusieurs réunions des commissions bilatérales du Canada avec le Sénégal, le Gabon, la Côte-d'Ivoire et le Zaïre ont eu lieu en 1981.

Asie et Pacifique

L'année a permis une nouvelle expansion des liens commerciaux importants qui existaient déjà entre le Canada et la région de l'Asie et du Pacifique. Les pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est ont continué d'être les premiers bénéficiaires de l'aide canadienne bilatérale au développement.

Un certain nombre de visites réciproques de dirigeants ont souligné l'importance croissante que le Canada attache à la région. Tandis qu'il se rendait à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth en Australie, le premier ministre a effectué une visite officielle en

République de Corée pour s'arrêter ensuite à Fidji sur le chemin du retour. Pour la deuxième année consécutive, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré aux Philippines, en juin, les ministres des Affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE). En septembre, les relations entre le Canada et l'ANASE se sont resserrées davantage lorsque les cinq ministres des Affaires étrangères de l'Association et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. MacGuigan ont signé un accord de coopération économique.

Des ministres du Cabinet ont visité la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, Hong Kong, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et l'Inde. Le premier ministre d'Australie, le premier ministre du Japon et le vice-président de l'Inde sont venus au Canada. Durant la visite au Canada du vice-premier ministre et du ministre des Affaires étrangères de Nouvelle-Zélande, un nouvel accord, remplaçant l'Accord de commerce préférentiel en vigueur, fut signé par les représentants des deux pays.

SERVICES ET AIDE AUX CANADIENS À L'ÉTRANGER

Bien qu'il y ait eu diminution du nombre des Canadiens voyageant à l'étranger, le nombre total des services consulaires fournis par les missions a continué de s'accroître, à l'exception des services fournis aux Canadiens en difficulté qui sont restés les mêmes qu'en 1980. Des plans ont été conçus pour aider les Canadiens se trouvant dans des situations d'urgence, notamment dans les régions en proie à des troubles civils ou politiques. On a entrepris un examen détaillé de l'ensemble du programme des services consulaires afin de recenser les secteurs où il conviendrait de rendre ces services plus efficaces.

Toujours désireux d'offrir des services consulaires dans les meilleurs délais aux Canadiens voyageant et résidant à l'étranger, le Canada a nommé des consuls honoraires à Nicosie (Chypre), à Mazatlan (Mexique) et à Barcelone (Espagne), portant à 15 le nombre total des consuls honoraires.

Des consultations consulaires se sont tenues avec les autorités italiennes à Ottawa et à Rome, et le Canada a continué de discuter avec la Hongrie et la Pologne du règlement de questions particulières ou d'améliorations à apporter aux traités.

Les services consulaires courants englobent non seulement la délivrance de passeports, la prestation de services et la communication de renseignements relatifs à la citoyenneté, mais aussi l'assistance offerte dans des cas graves: maladies, décès, accusations au criminel, garde d'enfants et problèmes d'argent sérieux.

IMAGE DU CANADA À L'ÉTRANGER

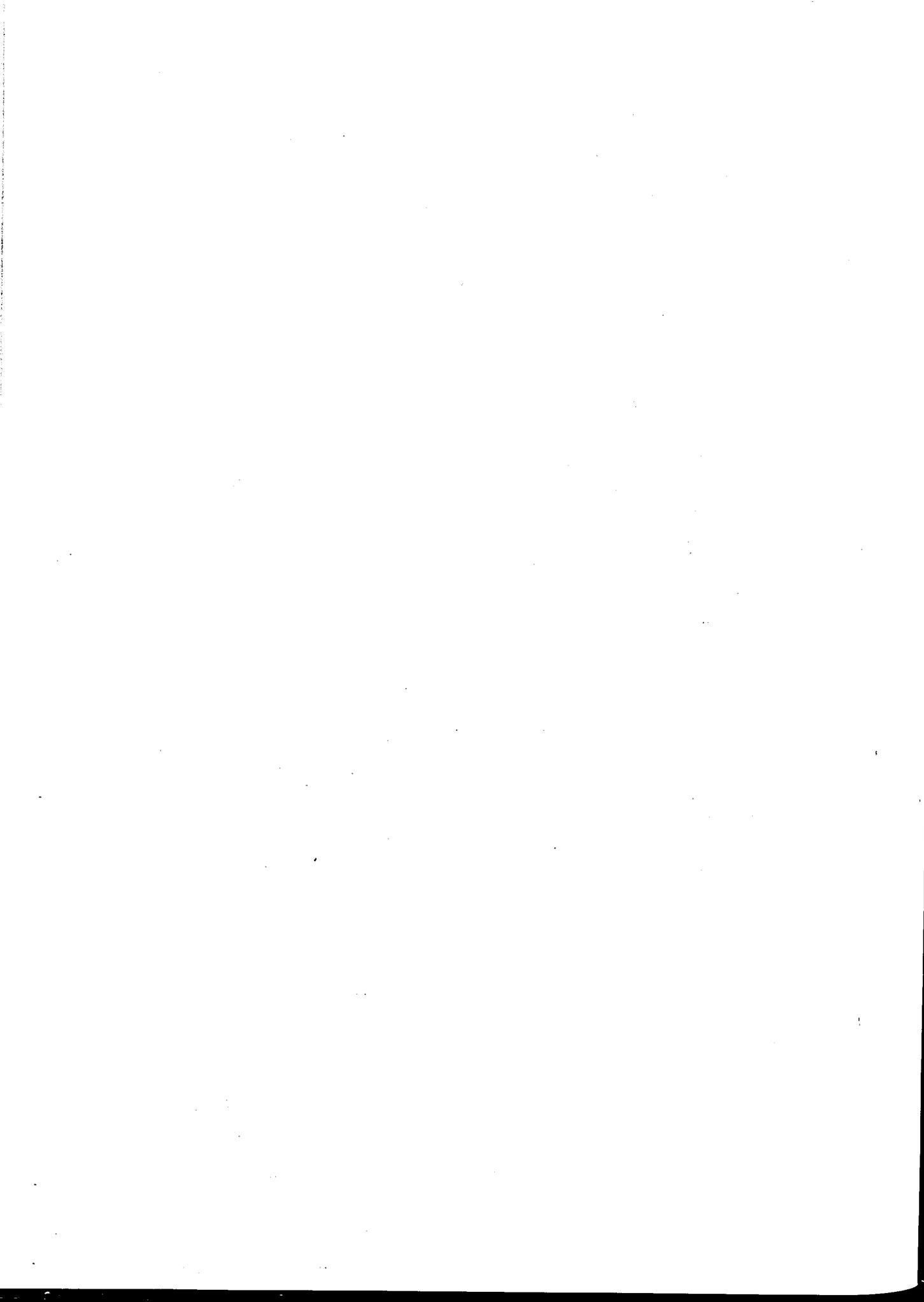
Grâce à ses 118 ambassades, hauts-commissariats et consulats, le ministère représente le Canada à l'étranger et il y défend les intérêts de

tous les Canadiens. Pour ce faire, il doit prendre en considération les intérêts des provinces, des régions, des minorités, du monde des affaires et des groupes non gouvernementaux. Il doit également chercher par divers moyens à faire connaître les ressources et les réalisations du Canada dans tous les domaines.

Ces dernières années, le Canada a assez bien réussi à donner l'image d'un pays technologiquement avancé, image que le succès de Télidon, système de télévision interactive, et du Canadarm, bras télémanipulateur utilisé par les astronautes à bord de la navette spatiale américaine Columbia, n'a pu que renforcer en 1981. En outre, sa diplomatie s'efforce de refléter la réalité d'une société canadienne bilingue, multiculturelle et humaine, dotée d'un système de gouvernement fédéral souple, société dont l'avenir reste des plus prometteurs.

Grâce aux efforts que le ministère déploie afin de promouvoir les réalisations canadiennes dans le domaine culturel, des expositions et des troupes d'arts d'interprétation canadiennes ont été invitées par des institutions et des festivals étrangers prestigieux. Les contacts entre institutions canadiennes et étrangères étant encouragés et facilités, le nombre de demandes de subventions provenant de tous les secteurs du monde artistique n'ont cessé de croître : des écrivains et des troupes d'artistes du spectacle ont parcouru l'Europe, les États-Unis, l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique, des expositions ont été organisées, tout cela sous l'égide du ministère.

Le ministère s'est réjoui de la formation d'un Conseil international des études canadiennes par sept associations étrangères et leurs homologues canadiennes. Il continue, d'ailleurs, d'encourager le développement des études canadiennes dans certains pays. Le Canada n'a pas cessé d'être le zélé promoteur des expositions internationalement reconnues : il a annoncé son intention de prendre part à l'Exposition internationale de Knoxville sur l'énergie (Expo Énergie 82) et, en outre, il a lancé des invitations pour l'Expo 86, exposition internationale sur les transports et les communications qui se tiendra à Vancouver.



P A R T I E A

LE CANADA ET L'ORDRE INTERNATIONAL

Le Canada adhère à un grand nombre d'organisations internationales où toutes les grandes questions touchant la communauté mondiale (sécurité collective, relations commerciales, désarmement, aide au développement, économie, droits de la personne, etc.) font l'objet de délibérations. Lors de ces délibérations, les représentants du Canada présentent le point de vue de leur pays, font valoir ses intérêts tout en travaillant à l'instauration de la paix et de la justice dans le monde.

PARTIE A

Chapitre 1: SÉCURITÉ COLLECTIVE ET RÉOLUTION DES CONFLITS

Le Canada oeuvre pour la sécurité collective et la résolution des conflits au sein de deux instances: les Nations unies, au niveau mondial, et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dans le contexte Est-Ouest. L'ONU s'occupe principalement de la résolution des conflits bien que la sécurité collective ait été l'objectif primordial de sa Charte promulguée en 1945 (article 1) et que le Conseil de sécurité continue d'assumer certaines responsabilités dans ce domaine. L'OTAN, créée en 1949 pour servir d'organisme régional de défense collective ainsi que le prévoyait la Charte des Nations unies (article 51), est la pierre angulaire de la coopération militaire du Canada avec ses principaux alliés occidentaux. Les négociations sur le contrôle des armements et le désarmement ont d'importantes répercussions sur la sécurité et la résolution des conflits, et elles revêtent aujourd'hui un caractère hautement prioritaire pour les deux organisations. D'autres aspects du travail accompli par le Canada au sein du système onusien sont étudiés aux chapitres suivants.

Conseil de sécurité des Nations unies

Le monde n'ayant, heureusement, connu aucun nouveau conflit majeur en 1981, la plupart des questions examinées par le conseil dans le cadre de ses responsabilités à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité internationales ont porté sur la situation au Moyen-Orient et en Afrique australe. A la suite de l'échec retentissant d'importantes négociations sur la Namibie en janvier, la déception fut grande en Afrique et c'est ainsi que cinq projets de résolutions réclamant la prise d'un certain nombre de sanctions économiques et politiques contre l'Afrique du Sud, dont un embargo pétrolier, furent présentés au Conseil de sécurité, en avril. Ces résolutions n'ont pas été adoptées, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis y ayant opposé leur veto. En juin, le conseil, saisi d'une plainte de l'Angola concernant l'invasion de son territoire par l'Afrique du Sud, a adopté une résolution réclamant le retrait des troupes sud-africaines. Puis, en août, la situation en Angola a, une fois de plus, fait l'objet des délibérations du conseil, mais les États-Unis ont opposé leur veto à une résolution condamnant de nouvelles incursions sud-africaines en territoire angolais parce que celle-ci ne mentionnait pas d'autres présences militaires étrangères en Angola, à savoir la présence de combattants cubains et celle de conseillers militaires soviétiques.

Pour ce qui est du Moyen-Orient, le conseil a renouvelé, à deux reprises, les mandats de six mois de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement et de la Force intérimaire des Nations unies au Liban. En juin, il a été saisi d'une plainte de l'Iraq concernant l'attaque aérienne par Israël de ses installations nucléaires et une résolution condamnant vigoureusement le raid israélien et reconnaissant le droit de l'Iraq à une réparation appropriée pour les dommages subis a été adoptée à l'unanimité. Le conseil a, par ailleurs, adopté en décembre une autre

résolution sur le Moyen-Orient, déclarant nulle et non avenue, et sans effet en droit international, la décision d'Israël d'imposer sa législation, sa juridiction et son administration au territoire occupé des hauteurs syriennes du Golan.

Parmi les autres questions examinées par le conseil au cours de l'année, citons notamment le maintien de la paix à Chypre, l'admission de Vanuatu, du Belize et d'Antigua-et-Barbuda aux Nations unies et l'attaque des mercenaires aux Seychelles qui s'est terminée par le détournement d'un avion sur l'Afrique du Sud.

Au début de l'année, l'Irlande, le Japon, Panama, l'Espagne et l'Ouganda sont devenus membres du Conseil de sécurité avec un mandat de deux ans; à la fin de l'année, la Guyane, la Jordanie, la Pologne, le Togo et le Zaïre ont été élus avec un mandat de deux ans commençant en 1982.

Maintien de la paix

Les forces de maintien de la paix de l'ONU continuent d'apporter une importante contribution à la stabilité et à la paix dans certaines régions. Le Conseil de sécurité autorise la constitution de ces forces et en assure la supervision, mais leurs opérations sur le terrain et leur financement relèvent du secrétaire général et de l'Assemblée générale (voir partie A, chapitre 5). À cet égard, l'un des événements les plus encourageants de l'année a été le règlement auquel a abouti l'Assemblée générale. Celui-ci met un terme au refus de la Chine de verser des contributions au titre du maintien de la paix, l'Union soviétique restant désormais le seul grand pays à opposer un tel refus. Le Conseil de sécurité a renouvelé le mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) jusqu'au 19 juin 1982, de même que les mandats des deux autres forces de maintien de la paix auxquelles le Canada apporte une importante contribution. Le mandat de la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) sur les hauteurs du Golan, entre Israël et la Syrie, a été prolongé jusqu'au 31 mai 1982, et celui de la Force des Nations unies à Chypre (UNFICYP) jusqu'au 15 juin 1982.

La présence de plus de 500 militaires canadiens au sein de la Force des Nations unies à Chypre représente toujours la principale contribution du Canada au rétablissement de la paix dans cette île. Notre pays a, de plus, appuyé fortement les efforts déployés par le secrétaire général des Nations unies pour favoriser l'aboutissement heureux des négociations intercommunautaires entre les Chypriotes d'origine grecque et d'origine turque. Ces négociations se sont poursuivies dans une atmosphère positive grâce aux bons offices du représentant du secrétaire général et certains progrès ont été réalisés, comme en témoigne la création d'un Comité des personnes disparues. L'Assemblée générale n'a pas tenu de débat sur Chypre en 1981.

Le Canada demeure un membre actif du Comité spécial des opérations de maintien de la paix de l'Assemblée générale, également connu sous le nom de Comité des 33, qui s'est réuni à deux reprises en 1981. Malheureusement, les membres du comité n'ont pas réussi à s'entendre sur les principes

devant régir l'organisation, le financement et le contrôle quotidien des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Aussi l'Assemblée générale a-t-elle exhorté une fois de plus le comité à redoubler d'efforts afin de s'entendre définitivement sur de tels principes directeurs.

Afrique australe

L'action entreprise, depuis cinq ans, par le Groupe de contact des pays occidentaux (Canada, Grande-Bretagne, France, République fédérale d'Allemagne et États-Unis) pour ménager une transition pacifique vers l'indépendance en Namibie par la voie d'élections supervisées par les Nations unies s'est poursuivie en 1981 sur la base de la résolution 435 du Conseil de sécurité (1978). Les négociations ayant progressé, il a été décidé de convoquer une rencontre de mise au point qui se tiendrait à Genève en janvier, sous les auspices des Nations unies et qui réunirait pour la première fois toutes les parties intéressées. Cette rencontre devait fixer la date d'entrée en vigueur du règlement. Malheureusement, les espoirs qu'avait fait naître un peu partout la rencontre de Genève se sont évanouis devant le refus de l'Afrique du Sud de mettre immédiatement le plan des Nations unies en application. La nouvelle Administration du président Reagan a entrepris une revue en profondeur de la politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique, plus particulièrement en ce qui concerne la Namibie. Par ailleurs, l'intransigeance de l'Afrique du Sud a conduit les pays africains à présenter au Conseil de sécurité cinq résolutions réclamant la prise de sanctions contre l'Afrique du Sud. Quatre d'entre elles se sont heurtées, en avril, au veto de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis; quant à la cinquième, elle n'a pas été mise aux voix étant donné le sort réservé aux quatre autres. En septembre, à sa huitième session extraordinaire d'urgence convoquée à la demande des pays africains pour examiner la situation en Namibie, l'Assemblée générale a adopté un certain nombre de résolutions faisant preuve de fermeté. Les membres du Groupe de contact se sont, pour leur part, abstenus sur toutes ces résolutions afin de ne pas compromettre leurs efforts. À la fin de septembre, les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Groupe de contact annonçaient une réactivation de l'initiative occidentale par étapes; ils espéraient que cette façon de procéder conduirait à un règlement en 1982. Dans les derniers mois de l'année, des progrès ont été réalisés quant à la première étape, à savoir l'élaboration d'un ensemble de principes constitutionnels pour l'avènement d'une Namibie indépendante. Dans le même temps, cependant, il est apparu de plus en plus évident que l'Afrique du Sud était d'autant moins disposée à aller de l'avant qu'elle était préoccupée par la présence de troupes cubaines en Angola.

Le fait que l'Afrique du Sud maintienne ses politiques d'apartheid provoque un mécontentement de plus en plus grand au sein de la communauté internationale, comme en témoigne le nombre croissant de résolutions des Nations unies sur l'apartheid et le racisme. Ainsi, l'Assemblée générale a proclamé l'année 1982 Année internationale de mobilisation pour des sanctions contre l'Afrique du Sud. Le Canada s'est toutefois vu dans l'obligation de voter contre la moitié environ des nombreuses résolutions adoptées

sur l'apartheid et le racisme; non pas qu'il ait perdu de son ardeur dans sa ferme opposition à l'apartheid, mais parce qu'il n'était toujours pas disposé à voter en faveur de résolutions condamnant nommément des pays de l'OTAN, appuyant explicitement la lutte armée, établissant un lien entre Israël et l'Afrique du Sud (ou entre le sionisme et le racisme), ou réclamant la cessation de toutes relations économiques ou autres avec l'Afrique du Sud.

Moyen-Orient

L'Assemblée générale a adopté quarante résolutions touchant de près ou de loin la situation au Moyen-Orient, nombre qui, par comparaison avec celui de l'année précédente, était impressionnant. Ce changement s'explique, à la fois, par l'inclusion du Moyen-Orient dans des secteurs d'activités onusiens qui lui étaient auparavant étrangers (par exemple, le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique) et par l'introduction de nouvelles résolutions dans le cadre de questions traditionnelles du Moyen-Orient comme l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Le Canada a continué de traiter les questions relatives au Moyen-Orient de façon objective et en tenant compte des développements récents dans la région. Ainsi, dans le cadre du débat sur l'UNRWA, nous avons maintenu nos positions de 1980 sur les résolutions annuelles concernant le droit de retour, l'aide aux personnes déplacées du fait des hostilités de 1967, le financement de l'UNRWA, le renouvellement de son mandat et les bourses d'études supérieures offertes aux Palestiniens. Par contre, nous avons modifié notre position sur la résolution concernant le logement des réfugiés, passant de l'abstention à un vote favorable, afin de marquer notre désapprobation devant la destruction des habitations des réfugiés palestiniens par Israël, à titre de représailles.

Au cours du débat sur les pratiques israéliennes, le Canada a maintenu ses positions de 1980 sur les six résolutions qui constituent ce point de l'ordre du jour. Cependant, suite à la décision du gouvernement israélien d'annexer les hauteurs du Golan le 14 décembre, le Canada, à l'instar d'un certain nombre d'autres membres des Nations unies et afin de manifester son opposition à l'action israélienne, a voté en faveur de la résolution en séance plénière alors qu'il s'était abstenu en commission. Le Canada a également exprimé sa désapprobation en apportant son appui à un paragraphe d'une résolution générale sur la situation au Moyen-Orient condamnant les politiques et les pratiques d'Israël dans les hauteurs du Golan. Toutefois, il n'a pu appuyer une nouvelle résolution sur cette question étant donné qu'elle comportait d'autres éléments qu'il jugeait inacceptables.

Le Canada ne s'est écarté de ses positions de 1980 sur aucune des cinq résolutions annuelles qui figurent sous le titre: question de Palestine, et qui portent, notamment, sur le statut de Jérusalem, les accords de camp David et le Groupe spécial des droits des Palestiniens du

Secrétariat des Nations unies. Il n'a pas, non plus, appuyé la seule nouvelle résolution introduite sous ce titre et qui visait la convocation d'une conférence internationale sur la question de Palestine, estimant peu probable que la conférence, étant donné son mandat, encourage les parties intéressées à rechercher un règlement négocié de leurs différends.

L'Assemblée générale s'est, en outre, penchée, pour la première fois, sur deux questions importantes concernant le Moyen-Orient, à savoir: l'agression israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et le projet de construction d'un canal reliant la Méditerranée à la mer Morte. En ce qui concerne la première question, tout en appuyant la condamnation de l'action israélienne, le Canada s'est abstenu sur la résolution parce que celle-ci allait au delà de la condamnation et empiétait sur les prérogatives du Conseil de sécurité en tentant d'établir que l'action israélienne constituait une menace contre la paix et la sécurité internationales aux termes du chapitre VII de la Charte des Nations unies. Par contre, le Canada a voté en faveur de la résolution critiquant le projet unilatéral d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte en raison de ses effets préjudiciables pour la Jordanie.

Afghanistan et Cambodge

L'absence de progrès concernant le retrait des troupes soviétiques de l'Afghanistan et des troupes vietnamiennes du Cambodge et ce, malgré les efforts des représentants du secrétaire général des Nations unies pour promouvoir des solutions politiques, a amené les Non-alignés à adopter sur ces deux questions, lors de leur réunion ministérielle à New Delhi en février, des positions passablement fermes qui ont été accueillies avec satisfaction par les Occidentaux. En juillet, lors de la Conférence internationale des Nations unies sur le Cambodge, le Canada s'est joint aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour demander l'ouverture de négociations en vue d'un retrait total des forces étrangères du Cambodge ainsi que la tenue, dans ce pays, d'élections libres sous l'égide des Nations unies.

À la session d'automne de l'Assemblée générale, les résolutions condamnant l'occupation soviétique en Afghanistan et l'occupation vietnamienne au Cambodge ont été adoptées à des majorités sans précédent. Par ailleurs, le siège disputé du Cambodge à l'ONU a de nouveau été attribué au Kampuchea démocratique. Cette décision, prise elle aussi à une plus forte majorité qu'en 1980, traduisait à la fois l'opinion générale que le gouvernement du Kampuchea démocratique est le représentant légitime du Cambodge et l'espoir que ce gouvernement en vienne à englober, dans une coalition, tous les groupes opposés à l'occupation vietnamienne. Enfin, il a été décidé que l'enquête des Nations unies sur la prétendue utilisation d'armes chimiques au Cambodge, au Laos et en Afghanistan se poursuivrait. Le Canada a coparrainé les quatre résolutions portant sur ces questions.

Autres questions politiques

Lors de son sommet en juin, l'Organisation de l'unité africaine est parvenue à s'entendre sur la tenue d'un référendum au Sahara occidental afin de décider du sort de cette ancienne colonie espagnole dont l'Algérie réclame l'indépendance et que le Maroc prétend annexer en invoquant des droits de souveraineté historique. Or, si l'Assemblée générale a adopté par consensus une résolution priant les Nations unies de participer à l'organisation et à la conduite du référendum, elle a aussi adopté une résolution de l'Algérie tendant à préjuger de l'issue du référendum envisagé. Le Canada continue, pour sa part, d'observer une stricte neutralité sur cette question, à la satisfaction des parties concernées.

Sur la question du Timor oriental, l'Assemblée générale a réitéré son appel en faveur de l'autodétermination et de l'octroi de secours humanitaires pour cette ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1976. Le Canada et plus de 40 autres pays ont voté contre la résolution, considérant que l'intégration du Timor oriental, quoique n'étant pas tout à fait conforme au principe de l'autodétermination, est désormais un fait accompli et irréversible qu'aucune résolution ne saurait modifier et que la Communauté internationale devrait maintenant faire porter ses efforts sur l'aide humanitaire et sur les moyens de résoudre les problèmes de développement qui se posent à la population.

Appuyé par une résolution au ton très ferme adoptée par l'Assemblée générale en 1980, le Belize a finalement accédé à l'indépendance en septembre et a été admis aux Nations unies. L'Assemblée générale a, par ailleurs, marqué en 1981 le vingtième anniversaire du Mouvement des non-alignés, dont le Canada a loué l'action en faveur de la décolonisation et de la détente. Enfin, si l'assemblée a pris note d'une recommandation faite en commission et visant l'inscription de la question de Porto Rico à son ordre du jour pour 1982, elle n'a adopté aucune résolution sur la Pologne et ce, même après l'imposition de la loi martiale en décembre.

Contrôle des armements et désarmement mondial

Les espoirs de signature de nouveaux accords multilatéraux de contrôle des armements et de désarmement sont demeurés minces en 1981. Les répercussions de l'invasion de l'Afghanistan et les événements de Pologne, du Moyen-Orient et d'Amérique centrale ont contribué à créer un climat peu propice à la négociation. La nouvelle Administration américaine ayant, par ailleurs, entrepris une revue en profondeur de la politique de sécurité, notamment en matière de contrôle des armements et de désarmement, il ne fallait guère espérer de progrès sur ce point avant la fin de 1981 et même au delà.

Le gouvernement canadien a commencé ses préparatifs en vue de la deuxième Session extraordinaire des Nations unies consacrée au désarmement (UNSSOD II) qui doit se tenir du 7 juin au 9 juillet 1982. Il a exposé ses vues sur cette deuxième session dans une lettre au secrétaire général

des Nations unies en avril, et a également participé à deux réunions du Comité préparatoire d'UNSSOD II.

L'ambassadeur au désarmement a participé à un grand nombre de consultations bilatérales et multilatérales en vue d'assurer le succès d'UNSSOD II. En juin, un important débat de politique étrangère a eu lieu à la Chambre des communes; dans leurs interventions, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont mis l'accent sur l'importance du contrôle des armements et du désarmement et réaffirmé la stratégie de l'asphyxie qui avait été énoncée par le premier ministre à UNSSOD I, en 1978. Puisant dans son fonds du désarmement, le ministère des Affaires extérieures a versé des contributions au titre d'activités liées à UNSSOD II et financé la préparation et la production d'une brochure intitulée : Le Canada et UNSSOD II : une perspective canadienne, qui sera tirée à 15 000 exemplaires et distribuée à des groupes et à des personnes voulant étudier les questions susceptibles de se poser à la deuxième session extraordinaire. En outre, le groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements du ministère a tenu deux réunions au cours desquelles il s'est penché sur les questions qui seront soulevées à UNSSOD II. Par ailleurs, Le bulletin du désarmement, revue semestrielle des activités nationales et internationales en matière de désarmement et de contrôle des armements, a été adressé à quelque 2 000 personnes, et le nombre de ses lecteurs ne cesse d'augmenter. Enfin, en décembre, la Chambre des communes a autorisé son Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale à se pencher sur les questions relatives à la sécurité et au désarmement en accordant une attention spéciale à la participation du Canada à UNSSOD II.

La session de 1981 du Comité du désarmement, organe multilatéral de négociation siégeant à Genève, n'a guère été fructueuse en ce qui concerne les points inscrits à l'ordre du jour. Par contre, le comité a accompli un travail utile dans certains domaines particuliers, notamment celui des armes chimiques. Comme en 1980, quatre groupes de travail ont été formés pour s'occuper respectivement des armes chimiques, des garanties de sécurité négatives, des armes radiologiques et du programme global de désarmement. Le Groupe spécial d'experts sur la vérification sismologique a, par ailleurs, poursuivi ses travaux quant à la vérification d'un futur traité sur l'interdiction complète des essais. Enfin, le Canada a déposé un document de travail conceptuel sur la vérification dans le domaine du contrôle des armements, le dernier d'une trilogie traitant de l'importante question de la vérification des accords de contrôle des armements et de désarmement.

La Commission du désarmement des Nations unies a tenu une réunion de trois semaines à la fin du printemps; quatre points étaient inscrits à son ordre du jour: le désarmement nucléaire, la réduction des budgets militaires, une étude sur les armes classiques et la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Cependant, les participants n'ont réussi à s'entendre que sur un seul de ces points, à savoir le rapport final du débat sur le désarmement nucléaire. Pour ce qui est des trois autres, la commission s'est contentée d'en faire mention dans son rapport à la 36^e session de

l'Assemblée générale. L'un des principaux problèmes de la commission tient au fait qu'elle semble incapable de s'en tenir à un nombre de sujets raisonnable étant donné le peu de temps dont elle dispose et à sa tendance à discuter de questions trop vastes ou périphériques.

La 36^e session de l'Assemblée générale pourrait être définie comme une session de transition pour les questions de contrôle des armements et de désarmement. Peu de progrès ont été accomplis, les pays membres semblant préférer laisser les discussions sérieuses à la deuxième Session extraordinaire des Nations unies consacrée au désarmement¹ (UNSSOD II). La Première commission a été saisie de 49 résolutions sur le contrôle des armements et le désarmement, ce qui représente une augmentation par rapport aux sessions précédentes; cependant, un nombre anormalement élevé d'entre elles étaient de nature procédurale et il y a eu aussi un plus grand nombre de résolutions rivales : alors que d'habitude l'on s'efforce d'obtenir un compromis sur des projets de résolutions, cette fois, on se trouvait généralement face à des façons différentes d'aborder le même problème. Reflétant l'engagement de son gouvernement à l'égard de la stratégie de l'asphyxie et à l'égard de l'évolution d'un régime de non-prolifération efficace, le Canada a de nouveau déposé une résolution priant le Comité du désarmement de se pencher au moment opportun sur la question d'un accord visant l'interdiction de la production de matières fissiles à des fins d'armement, et coparrainé une résolution demandant l'interdiction complète des essais. Il a aussi coparrainé deux résolutions sur les armes chimiques, des résolutions sur la réduction des budgets militaires et sur l'espace extra-atmosphérique, et des résolutions portant sur deux études du désarmement achevées récemment par les Nations unies. Un expert canadien a participé à chacune de ces études, dont l'une porte sur les mesures propres à accroître la confiance et l'autre, sur les rapports entre le désarmement et le développement. (Le ministère a financé la rédaction d'une version du rapport rédigé à la suite de cette dernière étude, destinée au grand public.)

Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

L'appartenance du Canada à l'OTAN, organisation de défense collective et mécanisme de consultation politique, est l'un des principaux facteurs qui déterminent la conduite de sa politique étrangère depuis les trente années et plus que l'Alliance existe. Par son adhésion au programme de défense de l'OTAN, le Canada contribue indirectement à sa propre défense en participant directement à celle de l'Europe. Fondée sur la coopération entre ses membres -- plusieurs nations européennes, États-Unis et Canada -- ainsi que sur l'indivisibilité de la défense de ses deux secteurs continentaux, l'Alliance a fait ses preuves en sauvegardant la paix depuis trois décennies.

Au fil des ans, le processus de consultation de l'Alliance a donné aux États membres la possibilité d'échanger leurs vues et de s'accorder sur d'importantes questions ayant une incidence directe sur les relations Est-Ouest. En 1981, lors des réunions ministérielles ordinaires du Conseil de

l'Atlantique Nord (tenues à Rome, en mai, et au siège de l'OTAN, à Bruxelles, en décembre), la crise d'Afghanistan, le renforcement continu de l'arsenal des pays membres du Pacte de Varsovie et la menace d'une intervention militaire soviétique en Pologne ont dominé les discussions entre ministres des Affaires étrangères. La réunion de décembre, qui s'est déroulée deux jours à peine avant l'imposition de la loi martiale par les autorités polonaises, a fourni l'occasion de se pencher plus particulièrement sur la situation de Pologne. Parmi les autres questions ayant retenu l'attention dans les consultations de l'OTAN au cours de l'année, notons la conférence de la CSCE à Madrid, qui a repris ses travaux en octobre, ainsi qu'un large éventail de questions relatives au contrôle des armements et au désarmement dans le contexte Est-Ouest (voir plus loin), dont les négociations MBFR de Vienne et les pourparlers visant la réduction des forces nucléaires de portée intermédiaire en Europe. L'OTAN a également permis à des experts des pays membres de se rencontrer pour discuter des événements survenus dans certaines régions du monde.

Le désir de l'Espagne de se joindre à l'OTAN est venu confirmer la validité et la viabilité de l'Alliance en tant qu'organisation de défense collective. En décembre, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont signé un protocole d'adhésion qui, une fois ratifié par tous les membres, autorisera le secrétaire général à inviter l'Espagne à devenir membre de l'Alliance. Pour sa part, le Canada a offert son appui et son encouragement à l'Espagne en vue de son adhésion à l'OTAN.

En septembre 1981, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, a assumé pour un an la charge de président d'honneur du Conseil de l'Atlantique Nord, organe de direction de l'OTAN. En cette qualité, il a prononcé un important discours-programme lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion ministérielle de l'Alliance en décembre.

Sur le plan militaire, le Canada a poursuivi son programme de rééquipement de ses forces. L'intercepteur CF-18 a été soumis à des essais avancés en vue de sa livraison aux Forces canadiennes en automne 1982; par ailleurs, les avions patrouilleurs Aurora à long rayon d'action ont tous été livrés et de nouveaux progrès ont été faits en vue du choix d'une nouvelle frégate de patrouille. Le Canada a, en outre, réaffirmé sa promesse d'accroître la réserve de matériel qu'il a constituée en Norvège à l'intention de sa brigade aéroportée dont le déploiement rapide dans la partie septentrionale du pays, en cas de montée des tensions ou de conflit, représente l'un de ses engagements envers l'OTAN.

Coopération bilatérale en matière de défense

Le Canada a conclu des ententes bilatérales de défense avec un certain nombre de ses partenaires de l'OTAN. Celles qui concernent la défense de la zone nord-américaine de l'OTAN font appel à une consultation et une collaboration des plus étroites entre le Canada et les États-Unis. Les grands objectifs du Canada sont d'assurer sa souveraineté et sa sécurité en apportant sa contribution à la défense collective de l'Amérique du Nord.

Les travaux de la Commission mixte permanente de défense Canada-États-Unis, principal organisme consultatif en matière de défense continentale, sont dirigés par deux coprésidents qui sont directement responsables devant leurs chefs de gouvernement respectifs. En 1981, la Commission a étudié diverses questions, dont l'amélioration des systèmes de défense aérienne de l'Amérique du Nord, la possibilité d'accroître l'utilisation des polygones d'essai militaires canadiens par les États-Unis et la validité des programmes bilatéraux de partage de la recherche et de la production de défense.

On revoit régulièrement l'accord NORAD afin de s'assurer qu'il répond constamment aux besoins du moment. En mai 1980, l'accord a été prorogé d'un an afin de permettre au Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale de la Chambre des communes d'étudier les conditions de son renouvellement éventuel. Après de longues audiences, le comité avait recommandé à l'unanimité, en décembre, que l'accord soit renouvelé pour une période de cinq ans, en insistant sur le fait qu'il serait souhaitable que le Canada participe aux programmes spatiaux de NORAD, en particulier aux activités de surveillance. L'accord NORAD a donc été renouvelé pour une période de cinq ans au cours de la visite du président Reagan à Ottawa, en mars 1981.

Si l'une des grandes priorités, dans nos relations de défense avec les États-Unis, est de veiller à être prêts à agir en cas de conflit militaire, il reste que nous nous consacrons, en temps de paix, à la poursuite d'importantes activités collectives militaires et civiles : opérations de recherche et de sauvetage, production de rapports météorologiques, planification civile d'urgence et recherches sur le Grand Nord.

Programme d'aide à l'instruction militaire

Ce programme relève d'un comité interministériel présidé par le ministère des Affaires extérieures. Lorsque des places sont disponibles et que les ressources le permettent, une formation dans des établissements du ministère de la Défense nationale est donnée aux militaires de certains pays non membres de l'OTAN, à la demande de ces pays. Le programme offre une vaste gamme de stages d'instruction militaire, pour officiers ou officiers d'état-major subalternes en particulier, et des cours de formation professionnelle permettant d'exercer un métier au sein des forces armées. En 1981, trente candidats des Caraïbes et d'Afrique ont reçu une formation au Canada, la grande majorité d'entre eux suivant les cours d'officier.

Pourparlers sur les armes stratégiques (SALT/START)

Les pourparlers sur les armes stratégiques entre les États-Unis et l'Union soviétique étaient bloqués depuis 1979 par suite de la non-ratification de SALT II par les États-Unis et de l'intervention soviétique en Afghanistan, et du fait que l'Administration Reagan devait faire le point sur sa position en vue des négociations. Il est cependant généralement admis que les deux parties n'en n'ont pas moins respecté les termes de

l'accord SALT II. En novembre 1981, désireux de mettre l'accent sur l'intention de son pays de s'efforcer d'obtenir des réductions sensibles des armements, de manière à parvenir à des niveaux équivalents et vérifiables, le président Reagan annonçait que les États-Unis étaient prêts à reprendre en 1982 les pourparlers sur les armes stratégiques, rebaptisés START (Strategic Arms Reduction Talks : pourparlers sur la réduction des armes stratégiques).

Ferme partisan de ces négociations, le Canada continue d'appuyer entièrement les efforts déployés en vue d'obtenir un accord sur des mesures susceptibles de contribuer à réduire et limiter les armements nucléaires stratégiques, de manière à accroître la stabilité de l'équilibre stratégique et à diminuer les risques de guerre.

Modernisation des forces nucléaires de portée intermédiaire et contrôle des armements

La modernisation des forces nucléaires de portée intermédiaire de l'OTAN a été l'une des grandes questions sur lesquelles l'Alliance a dû se pencher ces dernières années. Ces armements, dont le nombre n'avait, pour ainsi dire, pas varié, sont devenus de plus en plus désuets pendant que ceux de l'Union soviétique ne cessaient de progresser de façon spectaculaire, qualitativement et quantitativement. Lors d'une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères et de la Défense (Bruxelles, 12 décembre 1979), l'OTAN décidait de contrer le déploiement massif du nouveau missile balistique soviétique de portée intermédiaire SS-20 par un plan visant la production et le déploiement en Europe, à compter de la fin de 1983, d'un certain nombre de nouveaux missiles balistiques et de croisière. Parallèlement, les ministres de l'OTAN invitaient l'Union soviétique à entamer des négociations en vue de réduire le plus possible le nombre de ces armes de part et d'autre.

Les négociations sur les forces nucléaires de portée intermédiaire ont débuté en novembre 1981 à Genève. Des exposés sur les positions initiales ont été déposés de part et d'autre. La position des États-Unis, élaborée en étroite consultation avec les alliés de l'OTAN, s'appuie sur une approche hardie, dite option zéro et proposant le non-déploiement des nouveaux missiles Pershing et missiles de croisière américains en échange du démantèlement des systèmes soviétiques SS-20, SS-4 et SS-5. L'Union soviétique a réitéré, pour sa part, sa proposition visant à geler le déploiement de ces systèmes d'armes et à en réduire le nombre à 300 de part et d'autre. La proposition soviétique aurait pour effet de permettre le maintien des missiles SS-20 à triple ogive déjà en place tout en interdisant aux Occidentaux toute possibilité de déployer des systèmes équivalents.

Pourparlers sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR)

L'autre grande série de négociations permanentes Est-Ouest sur le contrôle des armements se poursuit au sein de la Conférence sur les réductions mutuelles de forces et d'armements et sur les mesures connexes en

Europe centrale (MBFR), qui a débuté à Vienne en 1973. L'OTAN et le Pacte de Varsovie s'efforcent de conclure une entente sur les moyens de réduire l'importance des forces qui s'opposent en Europe centrale sans que la sécurité de l'une ou de l'autre partie en pâtisse. Comme on l'avait prévu dès le début, de nombreuses difficultés ont surgi et les progrès ont été lents. L'un des principaux obstacles a été l'incapacité de s'entendre sur l'importance numérique des forces du bloc de l'Est dans la région qui seraient touchées par des réductions. Les négociations se sont poursuivies tout au cours de l'année, sans toutefois produire aucun progrès réel. Comme ce fut le cas dans le cadre des pourparlers SALT et d'autres négociations sur le contrôle des armements, la détérioration du climat politique Est-Ouest qui a suivi l'invasion de l'Afghanistan et la menace d'une intervention soviétique en Pologne ont forcément diminué les chances de parvenir à une entente.

Le Canada estime toujours qu'une réduction mutuelle des forces en Europe centrale allégerait les tensions Est-Ouest et contribuerait à faire régner une plus grande confiance. Une telle réduction, outre l'importance qu'elle revêt en soi, pourrait entraîner d'autres progrès en matière de désarmement et de contrôle des armements. Au sein de l'Alliance de l'Atlantique Nord, le Canada a toujours fortement appuyé les objectifs des MBFR et participé activement à la formulation des politiques connexes et à la conduite des négociations.

PARTIE A

Chapitre 2: SYSTÈME ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

Politique économique générale

La situation économique mondiale a été caractérisée par la persistance de taux d'inflation élevés dans nombre de pays et par un net ralentissement de la croissance dans la plupart des économies industrialisées. Il en est résulté une hausse des taux de chômage et une chute du rythme d'expansion du commerce mondial. Les taux d'intérêt pratiqués, fort élevés, ont été tout particulièrement source d'incertitude et d'inquiétude. Certains pays industrialisés ont enregistré des déséquilibres de compte courant extrêmement importants et inhabituellement fluctuants dans leurs opérations avec l'étranger, alors qu'un accroissement sensible des déficits en compte courant occasionnait des problèmes de financement à nombre de pays en développement. Notons cependant que l'année a été marquée par une tendance positive, à savoir, la modération des prix du brut.

Sur le plan intérieur, le Canada n'a pu se soustraire aux effets contagieux, ressentis dans le monde entier, d'une inflation galopante, de taux d'intérêt extrêmement élevés et de forts niveaux de chômage. Si, au premier semestre de 1981, l'économie a mieux progressé qu'on ne l'avait prévu, il y a eu essoufflement marqué au deuxième semestre tandis que la croissance des économies de nos principaux partenaires commerciaux, notamment des États-Unis, commençait à ralentir sensiblement. Mais, au cours de l'année, le produit national brut (PNB) réel s'est accru de 3 % après être resté stationnaire en 1980. Évalué d'après l'évolution de l'indice des prix à la consommation, le taux d'inflation au Canada s'est établi, en moyenne, à 12,5 % en 1981, ce qui représente une hausse sensible par rapport à 1980 (10,25 %). Alors que l'excédent de notre commerce de marchandises était de \$7 milliards en 1981, notre déficit en compte courant s'est accru sensiblement, passant de 2 milliards en 1980 à 6,5 milliards en 1981. Ce fait est attribuable à une nette détérioration des termes de l'échange et à un accroissement sensible des versements nets d'intérêt à l'étranger. Le phénomène a également été alimenté par l'importante sortie d'investissements directs découlant de la prise de contrôle d'entreprises étrangères, cette prise de contrôle étant financée par de nouvelles émissions d'obligations canadiennes vendues à l'étranger et par des emprunts à court terme sur les marchés étrangers.

Le taux privilégié aux États-Unis s'est maintenu à près de 20 % pendant la plus grande partie de l'année, ce qui reflète la politique stricte pratiquée par l'Administration américaine en ce qui concerne l'argent. Ce facteur a pris de l'importance sur les marchés financiers internationaux: les forts taux d'intérêt américains ont influé sur les taux d'intérêt et, partant, sur la valeur des monnaies des principales nations industrialisées, dont le Canada. La Banque du Canada a réagi aux pressions qui se sont exercées, en conséquence, sur le taux de change des monnaies canadienne et américaine en haussant les taux d'intérêt au Canada.

Pendant l'année, le Canada a participé activement à diverses rencontres économiques internationales. Mentionnons, notamment, la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en juin; le Sommet économique d'Ottawa en juillet; le Sommet Nord-Sud de Cancun en octobre; la réunion conjointe annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) en septembre; deux sessions du Conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et la session annuelle des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

À la réunion de l'OCDE tenue au niveau ministériel en juin 1981, les ministres des pays membres, reconnaissant que leurs économies étaient aux prises avec des problèmes particulièrement difficiles et complexes, ont déclaré qu'on ne parviendrait à les régler qu'en y consacrant beaucoup de temps et d'efforts. Les vues des participants ont divergé quant à l'évaluation de la situation et aux perspectives d'un assainissement à long terme des économies de l'OCDE. Les ministres ont toutefois souligné que l'inflation et le chômage étaient leurs grandes préoccupations et ils ont convenu que, dans le but d'assurer une croissance économique soutenue, ils adopteraient des politiques qui équilibrent ces deux problèmes connexes.

Les relations économiques avec les pays en développement ont été l'un des grands points de mire de l'action internationale pendant l'année. Malgré un certain allègement de la situation, le niveau élevé des cours pétroliers, la récession et les forts taux d'intérêt en cours dans les pays industrialisés ont eu une sérieuse incidence sur les économies en développement. L'accroissement sensible des déficits en compte courant a engendré des problèmes de financement. Les apports financiers internationaux par la voie du marché privé ont été remarquablement soutenus. Cependant, un certain nombre de pays en développement non exportateurs de pétrole et ne disposant que d'un accès limité aux marchés de capitaux ont été incapables de réunir des crédits suffisants pour maintenir les niveaux d'importation nécessaires à une croissance économique satisfaisante. Le Sommet de Cancun en d'octobre 1981 a porté les discussions sur les questions Nord-Sud à un niveau politique élevé chez les principaux dirigeants mondiaux.

Sommet d'Ottawa

En juillet 1981, le Canada a accueilli le sommet économique des sept plus grands pays industrialisés. Tandis que les deux sommets économiques précédents avaient largement mis l'accent sur l'énergie, celui d'Ottawa a accordé la priorité à la situation macro-économique et aux problèmes connexes que sont l'inflation et le chômage. La lutte contre l'inflation a été considérée comme une condition préalable à une croissance soutenue et à une hausse du niveau de l'emploi. Les dirigeants ont souligné l'importance de la modération en matière d'emprunts publics et de croissance de la masse monétaire, ainsi que l'opportunité de réduire au minimum l'instabilité des taux d'intérêt et de change. Ils se sont engagés, à nouveau, à

maintenir des politiques commerciales libérales et à résister aux pressions protectionnistes. Largement sur l'initiative du Canada, une partie importante de la déclaration d'Ottawa a été consacrée aux problèmes des pays en développement. Les dirigeants du sommet ont souligné leur volonté de coopérer avec ces pays et, de façon plus précise, de participer aux préparatifs visant à amorcer un processus de négociations globales qui soit mutuellement acceptable. Les relations Est-Ouest ont également préoccupé les participants du sommet, vu le renforcement de la puissance militaire soviétique et l'occupation de l'Afghanistan par les forces soviétiques.

Politique commerciale

Le commerce est l'un des grands facteurs du développement de l'économie canadienne et du maintien du niveau de vie élevé des Canadiens. Quelque 30 % de notre PNB provient du commerce des biens et des services, et environ la moitié de tous les biens que nous produisons est destinée à l'exportation. L'importance du commerce pour notre économie a été soulignée dans un document conceptuel du gouvernement intitulé Le développement économique du Canada dans les années 80, publié pendant l'année. Dans cet énoncé de politique, il est reconnu qu'il est de l'intérêt du pays et de celui de ses partenaires commerciaux de protéger l'ordre commercial international tout en le rénovant. Il y est également affirmé que le Canada rejette le protectionnisme comme solution viable aux problèmes de concurrence, qu'il continuera d'oeuvrer dans le cadre des institutions et des ententes internationales pour élargir et libéraliser les échanges commerciaux, et qu'il améliorera les dispositions permettant de prendre rapidement des mesures efficaces contre une concurrence étrangère déloyale et préjudiciable.

En 1981, nos relations commerciales internationales ont été menées dans le contexte de la première période de déclin, sur deux années consécutives, de la valeur des échanges internationaux depuis 1958, d'une montée du chômage et d'une intensification des pressions visant à amener les gouvernements à recourir à des mesures protectionnistes. La stagnation du commerce mondial a été le reflet direct de la récession mondiale. Dans ces circonstances, la communauté internationale a reconnu la nécessité d'examiner le rôle que peut jouer le GATT pour renforcer le système commercial international et pour libéraliser davantage les échanges dans les années 80. Les parties contractantes au GATT ont décidé, comme mesure d'exception, de tenir leur session de 1982 à un niveau plus élevé, c'est-à-dire, au niveau ministériel, pour traiter des questions commerciales dans une large perspective politique. Le Canada a appuyé activement cette proposition dès le début, et a contribué à la faire approuver lors du Sommet économique d'Ottawa.

Les efforts se sont poursuivis pour faire avancer le processus de mise en application des résultats du Tokyo Round. Le deuxième volet des réductions tarifaires convenues lors des Négociations commerciales multilatérales (NCM) a été mis en application le 1er janvier. L'Accord relatif aux marchés publics est entré en vigueur pour le Canada et pour les 10

autres signataires de ce code. L'assentiment royal a été donné au projet de loi amendant le tarif douanier de façon à donner légalement effet aux concessions tarifaires consenties par le Canada dans le cadre des NCM, lui permettant ainsi de ratifier le protocole au GATT fait à Genève en 1979 et d'accepter le protocole additionnel au protocole de Genève de 1979. Les représentants canadiens ont participé activement aux travaux du Conseil du GATT (menés sous la présidence de l'ambassadeur canadien, M. Don McPhail), des comités établis pour administrer les codes NCM ainsi que des comités créés en vertu de l'accord général. Les parties contractantes ont eu plus souvent recours au mécanisme de règlement des différends du GATT que les années précédentes. Les groupes spéciaux établis, à la demande du Canada, pour examiner les interdictions américaines frappant l'importation de thons du Canada et de produits canadiens à base de thon ainsi que les restrictions imposées par la Communauté européenne à l'importation de boeuf de première qualité ont achevé leurs travaux et se sont prononcés en faveur de la position canadienne. Le Canada a également demandé qu'un groupe spécial soit mis sur pied pour examiner certaines mesures américaines liées à des cas d'allégation de contrefaçon de brevets.

Au Canada, un comité fédéral-provincial du commerce a été créé pour servir de centre de consultations sur les questions commerciales internationales à la suite des NCM. L'examen du projet de loi sur l'évaluation en douane auquel la Commission du tarif a procédé a été achevé et déposé à la Chambre des communes; le projet de loi avait été préparé en prévision de l'application par le Canada de l'accord NCM sur la valeur en douane d'ici le 1^{er} janvier 1985. Dans le prolongement de ses activités dans ce domaine, la Commission du tarif a également entrepris d'étudier l'incidence de la loi proposée sur les droits de douane canadiens.

Un sous-comité parlementaire a entrepris l'étude d'un document de travail du gouvernement visant à modifier la législation canadienne sur l'importation, en ce qui concerne la pratique de l'anti-dumping, les droits compensateurs, et divers autres instruments afin de protéger les producteurs canadiens contre les importations préjudiciables. En outre, la Commission du tarif a achevé la première partie de son étude sur l'incidence qu'aurait sur la production canadienne l'inclusion de nouveaux produits dans le Tarif de préférence générale (TPG) ainsi que l'admission en franchise de certains produits provenant des pays les moins avancés. (Le gouvernement a annoncé qu'il appliquerait les recommandations de la Commission du tarif dans ce domaine.) Quant à la deuxième partie de cette étude, elle a donné lieu à des audiences.

En juin, le gouvernement a annoncé une nouvelle politique concernant le textile et le vêtement. Celle-ci a pour but de donner au Canada une industrie viable et concurrentielle et de revitaliser l'économie des collectivités les plus touchées par la concurrence étrangère dans ce secteur. Un organisme spécial, l'Office canadien pour un renouveau industriel, qui appelle la participation de dirigeants du secteur privé, a été établi pour assurer l'efficacité de ce programme. Par ailleurs, le gouvernement a entrepris des négociations visant le maintien des arrangements de

limitation conclus avec des pays fournisseurs de textiles et de vêtements à faible coût de revient et ce, durant une période d'ajustement. À la fin de l'année, certaines de ces négociations étaient terminées alors que d'autres se poursuivaient.

Dans le même domaine, les représentants canadiens ont participé aux négociations visant à proroger l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (Arrangement multifibres ou AMF). L'heureuse conclusion de ces négociations, en décembre, a donné un protocole prorogeant l'arrangement pour une nouvelle période de quatre ans et sept mois. L'AMF fournit le cadre de la commercialisation ordonnée des produits dans ces secteurs sensibles du marché international. Ses signataires se partagent bien au delà des quatre cinquièmes du commerce mondial des textiles et des vêtements. Vers la fin de l'année, à la suite de la publication d'un rapport du Tribunal anti-dumping, le gouvernement a également imposé un contingentement global sur les importations de chaussures autres qu'en cuir; applicable pour une période de trois ans, ce contingentement remplace celui qui avait expiré. Au préalable, le Canada a finalisé ses discussions avec la Communauté européenne concernant l'effet du contingentement applicable aux chaussures en cuir sur les exportations de la CE au Canada, et convenu d'un certain nombre de concessions tarifaires provisoires relatives à des produits dont l'exportation intéresse la CE.

Energie

Malgré la guerre irano-irakienne, le marché pétrolier a connu à nouveau une stabilité relative en 1981 après les majorations massives des coûts en 1979 et 1980 et les perturbations causées par la révolution iranienne dans les approvisionnements. Cette amélioration qui s'explique, en partie, par une chute sensible de la demande résultant, à la fois, du renchérissement des coûts et des politiques gouvernementales, et par l'accroissement de la production de divers pays pétroliers, dont l'Arabie saoudite, n'a pas empêché l'énergie de rester un sujet de préoccupation majeur sur le plan international et national. Personne ne sous-estime, en effet, les conséquences qu'auraient d'éventuelles perturbations des approvisionnements pétroliers, et la nécessité de réduire une dépendance générale à l'égard du pétrole.

En 1981, les pays industrialisés ont continué d'unir leurs efforts en vue de réduire la demande pétrolière, de trouver de nouvelles sources d'énergie et d'accroître les échanges énergétiques. L'énergie a été un point important, bien que non prioritaire, à l'ordre du jour du Sommet économique d'Ottawa. Le Canada et d'autres pays industrialisés ont participé activement à l'examen des questions d'énergie au sein de l'Agence internationale de l'énergie et d'autres instances multilatérales. Il a également pris des mesures pour renforcer ses relations avec plusieurs grands pays pétroliers grâce, notamment, à un certain nombre de visites de haut niveau et à des programmes d'échange d'informations. Lors de ses visites en Algérie, au Nigeria et en Arabie saoudite, le premier ministre a discuté des approvisionnements énergétiques; des ministres se sont rendus à

de nombreuses reprises au Mexique et au Venezuela, et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a eu des discussions avec plusieurs ministres du pétrole de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). L'accord d'approvisionnement pétrolier signé entre le Canada et le Mexique en 1980 a pris pleinement effet en 1981 : il donne au Canada une nouvelle source d'énergie en Amérique du Nord et lui permet, par conséquent, de diversifier considérablement ses sources d'approvisionnement. Le gouvernement a également facilité de nombreuses visites de représentants du secteur privé liées aux questions énergétiques et la conclusion d'accords dans ce domaine avec des entités étrangères par des sociétés privées ou publiques, telle Pétro-Canada.

Les crises pétrolières des années 70 ont suscité, de la part des pays étrangers, un intérêt grandissant pour les abondantes ressources énergétiques du Canada. Nos politiques concernant les échanges d'énergie visent à stimuler nos exportations énergétiques et à diversifier nos relations dans ce secteur, celles-ci étant, à l'heure actuelle, principalement axées sur les États-Unis. Des entretiens ont eu lieu avec la France, la République fédérale d'Allemagne et la Communauté européenne à propos d'une éventuelle coopération en vue de l'exploitation et de l'exportation possible du gaz naturel de l'Arctique canadien. De même, un grand nombre de délégations japonaises ont visité le Canada pour y discuter avec des représentants du secteur public et privé de la possibilité d'exporter de l'Ouest du Canada du gaz naturel, du charbon et du charbon liquéfié. En 1981, le Canada est devenu pour la première fois un exportateur net de charbon, approvisionnant de nouveaux marchés en Asie et en Europe.

Le Programme énergétique national (PEN) annoncé en octobre 1980 est devenu un important facteur dans nos relations bilatérales et multilatérales. Bien que les mesures prises pour réduire la consommation pétrolière et valoriser la production énergétique doivent permettre au Canada de jouer son rôle dans le règlement des problèmes énergétiques globaux, certaines des mesures visant à lui donner une certaine mainmise dans le secteur énergétique ont suscité des critiques et des questions de la part d'entreprises et de gouvernements étrangers. C'est pourquoi les représentants du Canada ont fourni des explications détaillées sur le PEN aux gouvernements étrangers et à des institutions multilatérales telles que l'OCDE.

La question de l'énergie a occupé une place de premier plan dans les relations du Canada avec les pays en développement, à un moment où des factures pétrolières de plus en plus lourdes ont grevé les plans de développement du tiers monde l'an dernier; aussi le gouvernement canadien a-t-il pris dans ce domaine un certain nombre d'initiatives qui sont exposées au chapitre portant sur les relations Nord-Sud.

Echanges nucléaires internationaux et non-prolifération

Dans le cadre des politiques nucléaires internationales du Canada, notre industrie nucléaire a activement cherché à conclure des ventes de

réacteurs dans un certain nombre de pays. L'Énergie atomique du Canada Ltée (EACL) a passé un contrat avec la société de commerce d'État roumaine Romenergo englobant la fourniture de services, techniques et autres, nécessaires au fonctionnement d'un deuxième réacteur CANDU (les contrats relatifs au premier réacteur ont été signés en 1978). Un grand effort de commercialisation du CANDU a été lancé au Mexique qui avait demandé des soumissions détaillées d'un certain nombre de fournisseurs nucléaires internationaux, dont l'EACL, pour des réacteurs d'une capacité de production de 1 800 à 2 600 MWe. Une étude du CANDU, considéré comme composante possible du programme nucléaire du Japon, effectuée par le gouvernement de ce pays a été transformée en évaluation technique globale. La Yougoslavie, la Corée et l'Indonésie sont d'autres marchés potentiels qui ont été prospectés.

Les exportations d'uranium ont été importantes malgré un net ralentissement du marché international de ce produit. Le Canada a produit 7 746 tonnes d'uranium en 1981, dont environ 90 % ont été exportés. Les principaux acheteurs de l'uranium canadien restent le Japon, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis.

La politique de la non-prolifération s'est reflétée dans des accords de coopération nucléaire signés avec un certain nombre de nouveaux partenaires nucléaires. Un accord a été conclu avec l'Australie le 9 mars et un autre avec les Philippines le 19 juin. Des notes diplomatiques concrétisant la façon d'envisager à long terme le retraitement des matières nucléaires d'origine canadienne ont été échangées avec l'Euratom et la Suède le 18 décembre. Des discussions sur un accord similaire ont été entreprises avec le Japon. Des accords globaux de coopération nucléaire ont fait l'objet de discussions avec le Mexique et l'Indonésie, et il a été proposé à la Corée d'élargir ses relations actuelles avec le Canada dans le domaine nucléaire au moyen d'une série d'arrangements instituant une collaboration entre les deux pays dans des domaines comme la réglementation nucléaire, la sécurité nucléaire et les mesures d'urgence à prendre en cas de radiation.

Sur le plan multilatéral, le Canada a participé activement aux travaux du Comité de la sécurité des approvisionnements de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi qu'à ceux des groupes d'experts sur le stockage international du plutonium et sur la gestion internationale du combustible irradié. Ces groupes sont chargés de l'élaboration de pratiques et de structures internationales visant à améliorer la sauvegarde des matières nucléaires. Le Canada a entrepris la préparation de la Conférence des Nations unies sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire qui doit se tenir en 1983.

Politique environnementale multilatérale

Le Canada s'est attaché à soutenir les efforts constructifs qui ont été déployés à l'échelle internationale pour résoudre les problèmes environnementaux nationaux et mondiaux: pollution due aux pluies acides, pollution des mers, pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, déforestation, produits chimiques toxiques, élimination des

déchets nuisibles et destruction de la couche d'ozone. Citons, parmi les organismes les plus actifs dans ces domaines: l'OCDE, la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE), le Comité des défis de la société moderne (CDSM) de l'OTAN et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

L'organisation d'une réunion internationale de hauts fonctionnaires spécialistes du droit de l'environnement, qui s'est tenue à Montevideo en octobre et novembre 1981 sous l'égide du PNUE, a été d'un intérêt notable. Le Canada a contribué au succès de cette rencontre qui a jeté les bases sur lesquelles on pourra s'appuyer, à l'avenir, pour élaborer le droit international de l'environnement. Cet élément de progrès sera tout particulièrement important dans les domaines prioritaires que sont la pollution marine d'origine tellurique, la protection de la couche d'ozone de la stratosphère ainsi que le transport, la manipulation et l'élimination des déchets toxiques et dangereux. Le PNUE devrait participer dans une large mesure aux travaux de suivi sur ces questions.

Le Canada a ratifié en décembre 1981 la Convention de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, et il encourage d'autres membres de la commission à faire de même afin que la convention entre en vigueur le plus tôt possible. Il s'agit là du premier accord international visant à réduire les pluies acides causées par les émissions de polluants qui traversent les frontières nationales. La commission a déjà entrepris les travaux liés à la mise en application provisoire de la convention.

Le gouvernement canadien accorde une très haute priorité à sa participation aux travaux du Comité de l'environnement de l'OCDE, notamment en ce qui concerne les produits chimiques et l'environnement, l'énergie et l'environnement et l'économie environnementale.

Politique scientifique et technologique

Les activités scientifiques internationales du gouvernement visent principalement à faire en sorte que le Canada garde une place prééminente parmi les pays industrialisés et technologiquement avancés. Divers éléments entrent en jeu dans la poursuite de cet objectif: travail des conseillers scientifiques de nos principales ambassades à l'étranger, échanges d'information, visites d'experts techniques et projets de recherches internationales conjointes.

Les efforts déployés par le Canada pour valoriser les activités de recherche - développement (R-D) se sont poursuivis. Fait des plus significatifs, le gouvernement a annoncé son intention de porter les dépenses de R-D à 1,5 % du PNB d'ici 1985 et de trouver des moyens de compléter ses programmes de R-D en entreprenant d'agir à l'échelle internationale. Des progrès ont été réalisés dans la promotion d'activités conjointes avec un certain nombre de pays dont les États-Unis, la France, le Japon et l'Allemagne. Le Canada a participé à d'importantes rencontres scientifiques

avec certains de ces pays. Les échanges scientifiques généraux bilatéraux et les échanges relatifs aux sciences de l'Arctique avec l'Union soviétique restent toutefois en suspens.

Le Canada a été actif au sein de diverses organisations internationales à vocation scientifique et technologique, tels le Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE, le Comité scientifique de l'OTAN, le groupe des conseillers en science et technologie des gouvernements des pays membres de la Commission économique pour l'Europe, l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes et le Conseil des sciences du Commonwealth. Le Canada a en outre joué un rôle actif dans les relations scientifiques avec le tiers monde. Un certain nombre d'accords scientifiques inter-institutions ont été conclus avec des pays en développement, dont le Mexique, le Brésil et la Chine. Enfin, le Canada a participé de façon soutenue aux activités du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement, organisme chargé des travaux mis en train par la Conférence des Nations unies de 1979 sur la science et la technique au service du développement (CNUSTD).

Transports aériens

Le plafonnement de la croissance du trafic passagers à l'échelle internationale, une vive concurrence du point de vue des tarifs et la surcapacité de certains grands marchés ont fait de 1981 l'une des pires années pour l'aviation commerciale. Les compagnies d'aviation canadiennes n'ont pas échappé à ces tendances et, si elles n'ont pas été aussi durement touchées que celles d'autres pays, elles n'en ont pas moins été forcées de réduire certains services.

Le Canada a poursuivi avec la République fédérale d'Allemagne une série de négociations visant la modification de l'accord bilatéral de services aériens de 1973. Les négociations ont repris avec les États-Unis sur la large gamme de relations aériennes transfrontalières et les pourparlers ont repris avec l'Inde sur l'établissement des premières liaisons aériennes directes entre les deux pays. Aucune de ces négociations n'a pris fin pendant l'année. Par ailleurs, l'accord avec la Roumanie, paraphé en juin, n'était toujours pas finalisé à la fin de l'année. Des négociations ont également eu lieu avec le Mexique, la Barbade et la Jamaïque sur des questions bilatérales de transport aérien.

Le ministère a participé activement à l'établissement d'un certain nombre de contrats informels qui pourraient mener à de futures négociations. Il a également apporté son aide dans le règlement de difficultés qui se sont posées à propos de certains partenaires du Canada du fait de politiques de réglementation différentes et de divergences quant aux prix des billets et aux tarifs ainsi que du fait de problèmes associés à l'application des accords.

Le ministère s'est aussi occupé intensivement de l'adoption des arrangements internationaux requis pour l'organisation d'un programme

spécial qui a permis le transport aérien de près de 60 000 réfugiés de l'Asie du Sud-Est au Canada par des vols nolisés. Ces vols ont été organisés dans le cadre du Programme canadien pour les réfugiés indochinois conclu pendant l'année.

Transports maritimes et multimodaux

La communauté internationale a poursuivi son examen des grandes questions liées au transport maritime, questions qui ont été recensées à la cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED V) en 1979. L'étude de l'élimination progressive du régime de libre immatriculation réalisée par la CNUCED a été caractérisée par une nette divergence de vues entre les pays en développement et les pays industrialisés.

Les systèmes de parts de cargaison réservées n'ont pas cessé d'être source de préoccupation, la CE poursuivant ses préparatifs en prévision de l'adhésion de l'Europe au code de conduite des Nations unies concernant les conférences maritimes. À l'instar d'un certain nombre d'autres pays de l'OCDE -- États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande, en particulier -- le Canada n'est toujours pas convaincu de l'utilité d'adopter le code. Il a continué de collaborer avec les autres pays de l'OCDE pour s'opposer à l'introduction de parts de cargaison réservées dans le commerce de vrac sec et liquide.

Le Canada, cette année encore, a participé activement aux travaux de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (OMCI) tant au sein du conseil de l'organisation dont son représentant a été réélu président lors de l'assemblée biennale de novembre, qu'au sein des comités techniques. Il a également participé à un certain nombre de conférences et de réunions techniques sur diverses questions de transports tenues sous l'égide de l'OCDE, de la Commission économique pour l'Europe, du Conseil des ministres des transports de l'Europe et d'autres organisations et institutions internationales.

Espace et communications

La coopération internationale dans les activités spatiales a toujours été un élément essentiel du programme spatial canadien.

Le Canada n'a pas cessé, en 1981, de participer activement aux travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU. Parmi les questions d'intérêt particulier, mentionnons l'emploi de sources d'énergie nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique ainsi que le projet de principes régissant l'utilisation de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe. Les préparatifs pour la deuxième Conférence des Nations unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, qui doit se tenir en août 1982 à Vienne, ont été source d'activités considérables.

Le Canada a continué d'appuyer concrètement les activités de l'Agence spatiale européenne (ASE) où il a le statut de membre coopératif. Il a annoncé sa participation au programme L-SAT de l'agence, et il est l'un des quatre grands contributeurs à ce programme. La coopération Canado-américaine s'est poursuivie dans le cadre de diverses activités spatiales, activités relatives à télédétection et aux sciences de l'espace en particulier, et on lui doit le succès du premier essai en vol du bras télémanipulateur canadien installé à bord de la navette spatiale américaine Columbia.

Dans le secteur de la politique des communications internationales, la question des échanges de données transfrontières a été d'un intérêt croissant pour le Canada et d'autres pays. L'OCDE a été particulièrement active à cet égard; un groupe d'experts sur les aspects économiques de ces mouvements de données a été présidé par le Canada.

Un événement important pour le Canada a été la session finale de la Conférence administrative régionale de l'Union internationale des télécommunications. Les participants ont convenu de maintenir les dix KHZ actuels entre les canaux de la bande MA plutôt que de resserrer davantage l'espacement. La conférence a produit un nouveau plan pour les stations de radiodiffusion MA des Amériques.

Politique de l'investissement

La participation active du Canada à l'étude multilatérale des questions d'investissement étranger s'est poursuivie tout au long de l'année. Les travaux entrepris au sein de l'OCDE sur les stimulants et les entraves à l'investissement ont presque été achevés en 1981. On a rédigé un rapport de mi-parcours sur l'élaboration de la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et des principes directeurs à l'intention des entreprises multinationales. Ce rapport a été adopté, ce qui constitue une étape importante dans la préparation de la révision générale de la déclaration prévue pour 1984. Les activités à venir sur le traitement national, l'investissement lié au commerce et les questions concernant les principes directeurs ont été examinées.

À la fin de l'année, on fit appel au Canada pour étudier une vaste stratégie américaine d'actions multilatérales visant à renforcer le régime international de l'investissement. Tandis que le Canada s'est engagé à favoriser un climat constructif et stable d'investissement international, on a craint que certains éléments de la stratégie américaine aillent à l'encontre de sa politique, notamment en ce qui a trait aux questions liées au commerce.

À l'ONU, les négociations concernant le code de conduite des sociétés transnationales se sont intensifiées mais on ne s'attend pas que le texte soit prêt en 1982; de nouvelles décisions seront requises sur la façon d'appliquer le code.

Un certain nombre de décisions canadiennes sur des questions d'investissement ont suscité l'intérêt international. La première a été l'annonce, dans le budget de novembre, que le Canada n'avait pas l'intention de renforcer le mandat de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE), mais qu'il entreprendrait une revue administrative des activités de l'agence pour en améliorer l'efficacité. Les consultations sur les mesures de canadianisation contenues dans le PEN se sont poursuivies aux niveaux bilatéral et multilatéral. Le Canada a fait savoir clairement qu'il continuait de souscrire à l'idée qu'il était souhaitable d'appliquer le traitement national, mais que des niveaux élevés de mainmise étrangère le forçaient à adopter certaines mesures spéciales. Les consultations avec les États-Unis sur un certain nombre de questions bilatérales d'investissement liées, notamment, au PEN et à l'AEIE, ont été fréquentes.

Propriété intellectuelle

La Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, principal instrument international régissant les droits de propriété industrielle, brevets et marques de commerce en particulier, a poursuivi son travail de révision dans le domaine de la propriété intellectuelle. Certains progrès ont été réalisés en ce sens pendant la conférence diplomatique de Nairobi, en novembre 1981. En outre, des négociations devraient reprendre à Genève en octobre 1982.

Les consultations entre le ministère et le monde canadien des affaires ont continué à se multiplier au cours de l'année sur toute la gamme des questions liées à l'investissement, à la propriété intellectuelle et à la politique de concurrence.

Financement des exportations

Avec d'autres parties, le Canada a poursuivi les négociations entourant l'arrangement informel sur les crédits d'exportation. Une entente a été réalisée sur des réductions notables de l'élément subvention dans les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

Le Canada a poursuivi ses négociations avec 18 pays en vue de la conclusion d'accords d'assurance-investissements étrangers. Cependant, aucun nouvel accord n'a été conclu. Trente accords de ce genre sont actuellement en vigueur.

Le Canada a également participé aux réunions du Club de Paris, petit comité de créanciers publics qui rencontrent les pays aux prises avec de sérieux problèmes de remboursement de leurs dettes. L'objectif des réunions était de réaménager la dette de ces pays de façon à leur en faciliter le remboursement, c'est-à-dire d'alléger leur fardeau. De telles réunions ont été tenues avec neuf pays, la plupart situés en Afrique.

PARTIE A

Chapitre 3: RELATIONS NORD-SUD

Le gouvernement avait non seulement espéré qu'en 1981 -- l'année des sommets -- l'attention internationale se concentrerait sur les questions Nord-Sud à un niveau politique élevé et, partant, donnerait un nouvel élan au dialogue Nord-Sud : il avait tout fait pour qu'il en soit ainsi. Or, l'absence de progrès réels dans le dialogue Nord-Sud a suscité de vives inquiétudes; en effet, la situation économique des pays en développement ne s'est pas améliorée sensiblement pendant l'année et il est évident que la détérioration de l'économie mondiale a eu un effet néfaste sur presque tous ces pays, y compris ceux qui exportent du pétrole.

Les discussions du Sommet économique d'Ottawa sur les questions Nord-Sud ont été fructueuses, comme en témoigne d'ailleurs la déclaration publiée à l'issue de la rencontre. Les participants de la Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables tenue à Nairobi en août et de la Conférence sur les pays les moins avancés tenue à Paris en septembre se sont entendus sur l'adoption de programmes d'action qui intensifieront la future coopération internationale. Les discussions franches et positives qui ont eu lieu entre les principaux dirigeants du monde lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Melbourne au début d'octobre et lors du Sommet de Cancun, plus tard le même mois, ont favorisé un engagement politique renouvelé à l'égard du dialogue Nord-Sud.

Le gouvernement canadien a poursuivi ses efforts pour sensibiliser davantage la population aux relations Nord-Sud et pour rallier des appuis plus nombreux en faveur du rôle que le Canada joue dans le dialogue Nord-Sud. D'une façon générale, sa position ressort bien de sa réaction positive au rapport du Groupe de travail parlementaire sur les relations Nord-Sud. Les politiques du gouvernement ont reflété, à la fois, la motivation humanitaire du peuple canadien ainsi qu'une appréciation des avantages mutuels qui découlent d'une relation équitable et ouverte avec les pays en développement. Les grands objectifs du gouvernement étaient de chercher à harmoniser les politiques extérieures et intérieures du Canada qui ont une incidence sur les pays en développement, d'utiliser divers instruments de politique pour répondre directement aux besoins économiques et sociaux des pays en développement et de mieux intégrer le Sud au système économique international.

Sommet Nord-Sud

Le Sommet Nord-Sud tenu à Cancun, au Mexique, les 22 et 23 octobre a été le grand événement de l'année dans ce domaine. Son plus grand mérite a été d'amener les principaux dirigeants des pays industrialisés et en développement à participer davantage, de façon directe et personnelle, au dialogue Nord-Sud. La réunion a été un succès à bien des points de vue. Sous la coprésidence du premier ministre Trudeau et du président mexicain

Lopez Portillo, les dirigeants de 22 pays développés et en développement ont pu avoir des discussions franches, libres et constructives sur une vaste gamme d'importantes questions touchant les relations Nord-Sud. Malgré des divergences de conceptions et d'intérêts, il s'est dégagé un climat de confiance qui a permis aux participants de s'entendre sur les domaines, dont le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, où une coopération concrète s'impose immédiatement. Enfin, les participants ont réaffirmé qu'ils s'engageaient à agir pour que l'on amorce des Négociations globales sur une base choisie avec l'accord de chacun, dans le cadre des Nations unies. Cet engagement renouvelé a pavé la voie à de nouveaux progrès.

Négociations globales

Les Négociations globales visent à examiner les grandes questions qui se posent dans les domaines du commerce et des matières premières, de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie, des questions monétaires et financières et de l'aide au développement. Le Canada a fermement appuyé ces négociations comme moyen de traiter de problèmes complexes et particulièrement urgents.

Bien que des consultations officieuses sur le lancement des Négociations globales se soient poursuivies pendant toute l'année, ce n'est qu'après le Sommet Nord-Sud de Cancun que les négociations sérieuses ont repris à New York. Les efforts se sont concentrés sur la rédaction d'une brève résolution habilitante qui permettrait à l'Assemblée générale de confirmer certains principes essentiels tant pour les pays industrialisés qu'en développement, et qui prévoirait le lancement des Négociations globales en 1982. L'adoption de cette résolution a été bloquée par un désaccord sur les rôles respectifs que devraient jouer dans les négociations les instances internationales existantes et l'organe central (ou conférence) proposé pour les Négociations globales. Les pays en développement ont préconisé un large mandat pour l'organe central, alors que les pays occidentaux industrialisés, notamment les États-Unis, ont cherché à faire protéger de façon plus précise les mandats d'institutions telles que le FMI et le GATT.

Produits de base et Fonds commun

Les négociations et les discussions sur les règles commerciales devant régir plusieurs produits de base se sont poursuivies sous l'égide de la CNUCED en 1981. L'entente intervenue sur le texte du sixième Accord international sur l'étain, qui doit entrer en vigueur le 1er juillet 1982, est une réalisation particulièrement notable: d'une part, ses dispositions économiques contribueront grandement à stabiliser, au besoin, le marché de l'étain; d'autre part, les cinq accords internationaux précédents servaient, à de nombreux égards, comme modèles et comme exemples du type de stabilisation des marchés des produits de base que l'on peut obtenir par une coopération entre exportateurs et importateurs.

Le premier Accord international sur le caoutchouc naturel, que le Canada avait signé l'année précédente et ratifié en décembre 1981, est entré

en vigueur pendant l'année. En outre, au sein de la CNUCED, les discussions sur les régimes devant régir le commerce de divers produits de base, dont le sucre, le café, le plomb et le zinc, se sont poursuivies.

Le Canada a signé l'Accord portant création du Fonds commun en janvier. Le Fonds commun pour les produits de base vise deux objectifs à atteindre grâce à l'établissement de deux comptes distincts: le premier, de 400 millions de dollars américains, servira au financement de stocks régulateurs internationaux dans le cadre d'accords internationaux de produits associés; et le deuxième, doté d'un budget cible de \$300 millions (dollars américains) recueillis sous forme de contributions volontaires, servira à financer des programmes tels que ceux de recherche et de développement et la promotion des marchés en vue de favoriser le développement des produits de base. L'accord entrera en vigueur quand 90 États l'auront ratifié, à condition que leurs souscriptions totales représentent les deux tiers du total des actions de capital représenté par les contributions directes et la moitié de l'objectif spécifié pour les annonces de contributions volontaires.

Alimentation et agriculture

La sécurité alimentaire et le développement agricole du tiers monde ont continué de préoccuper la communauté internationale.

Le Canada a participé à un certain nombre de rencontres de haut niveau organisées par des institutions internationales s'occupant d'alimentation et de développement agricole. Les plus importantes ont été la réunion du Conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que la réunion ministérielle du Conseil mondial de l'alimentation tenue à Novi Sad, en Yougoslavie. Lors de ces réunions, le Canada a cherché à favoriser la mise en application de stratégies alimentaires nationales dans les pays en développement afin de mieux assurer leur sécurité alimentaire, et à faire en sorte que les actions des organisations internationales dans ce domaine fussent les plus productives et les plus rentables possible. On a connu un certain succès dans ces deux domaines.

Pendant l'exercice 1980-1981, le Canada a versé aux pays en développement \$106 millions d'aide alimentaire multilatérale et \$73 millions d'aide alimentaire bilatérale; à la réunion du Fonds international de développement agricole en 1981, il a annoncé une contribution de \$42 millions pour appuyer les efforts conjoints des pays industrialisés et exportateurs de pétrole dans ce domaine. Lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Melbourne, le premier ministre a annoncé que le Canada consacrerait \$5 milliards (45 % de l'aide canadienne globale) à la sécurité alimentaire et au développement agricole pendant les cinq prochaines années. Le Canada est le deuxième pays du monde par l'importance de son aide alimentaire.

Aide publique au développement

L'aide publique au développement (APD) est un important instrument de notre politique étrangère. Le Canada s'est en effet engagé à consacrer 0,5 % de son PNB à son programme d'aide d'ici le milieu de la décennie, et à augmenter sa contribution jusqu'à ce qu'elle atteigne, si possible, à 0,7 % de son PNB d'ici 1990. Pour l'exercice 1980-1981, les décaissements nets d'APD du Canada ont représenté \$1,241 milliard, soit 0,416 % de son PNB. Sur ce total, \$581,5 millions ont été alloués aux programmes bilatéraux de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) destinés principalement aux pays en développement les plus pauvres, et \$510 millions au programme multilatéral. Le reste des fonds a permis de subventionner les activités du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et des organisations non gouvernementales oeuvrant dans le domaine du développement international.

L'aide canadienne au développement vise à aider les pays les plus pauvres et se concentre sur trois secteurs d'une importance vitale : l'agriculture et la production alimentaire, l'énergie, et la mise en valeur des ressources humaines. L'un des points importants de l'engagement du Canada d'aider les pays les plus pauvres a été la décision prise par le gouvernement d'affecter 0,15 % de son PNB à l'aide accordée aux 31 pays les moins avancés; cette décision a été annoncée à l'issue de la Conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés tenue en septembre 1981.

On a entamé l'élaboration d'une politique de mise en valeur des ressources humaines qui comprend, notamment, un programme de formation de vulgarisateurs agricoles dans les pays en développement. Reconnaisant que les organisations non gouvernementales (ONG) réussissent particulièrement bien à réaliser les programmes axés sur les besoins fondamentaux de l'homme, des ressources plus importantes leur ont été accordées par l'intermédiaire de l'ACDI, dans le cadre de ses programmes intéressant les ONG. Pour tenter d'alléger les sérieux problèmes de balance des paiements des pays en développement, on a mis en place un nouveau programme d'aide d'urgence à la balance des paiements. (Les premiers bénéficiaires ont été la Jamaïque, la Turquie et l'Ouganda.) Quant aux crédits consacrés aux secours d'urgence pour les victimes de catastrophes et les réfugiés, on prévoyait de les doubler afin de répondre à d'autres cas d'urgence.

Sur le plan bilatéral, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a annoncé que l'aide canadienne aux Caraïbes du Commonwealth doublerait pour atteindre \$90 millions par année d'ici 1987. Les premiers contacts ont été pris en vue d'établir un programme de développement pour la République populaire de Chine, et une stratégie d'aide à l'Amérique centrale a par ailleurs été élaborée. Des programmes d'aide innovateurs ont été entrepris dans des pays à revenu intermédiaire comme le Nigeria, le Maroc, le Brésil et les pays de l'ANASE. Toutefois, les pays à faible revenu du Sahel, de l'Afrique orientale, des Caraïbes, de l'Amérique latine et du sous-continent indien sont restés les principaux bénéficiaires de l'aide canadienne.

Energie

Le coût élevé du pétrole sur le marché international a continué de poser un problème majeur aux pays en développement importateurs de pétrole où, souvent, il a été la cause de déficits chroniques de balance des paiements. Bien que ce coût ait semblé vouloir diminuer vers la fin de l'année, il était clair que, pour de nombreux pays, les importations pétrolières resteraient la première préoccupation dans le secteur énergétique et constitueraient un sérieux problème économique. C'est pour alléger cette dépendance à l'égard du pétrole importé que, dans le programme d'action publié à l'issue de la Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables (UNERG) tenue à Nairobi, on fait appel à une coopération internationale pour la mise en valeur des ressources locales autres que les hydrocarbures.

Le Canada a participé activement à l'UNERG et aux activités qui lui ont succédé dans le cadre de la mise en application de son programme d'action. Il a également annoncé qu'il prévoyait d'accroître son aide dans ce secteur: environ \$1 milliard d'aide énergétique sera accordé aux pays en développement d'ici les cinq prochaines années, dont \$250 millions affectés à Pétro-Canada international (PCI). PCI, filiale de Pétro-Canada, a été créée pour diminuer la dépendance des pays en développement à l'égard du pétrole importé en les aidant à rechercher des sources d'hydrocarbures sur leurs territoires. À Nairobi également, le premier ministre a annoncé que des crédits plus importants seraient consacrés à la recherche sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables par l'intermédiaire du Centre de recherches pour le développement international.

Sur le plan multilatéral, le Canada n'a cessé de se déclarer partisan d'un projet de création d'une filiale énergie au sein de la Banque mondiale, quoique, à la fin de l'année, les possibilités d'une entente rapide entre pays donateurs en vue de lancer ce nouvel organisme de prêts aient semblé s'estomper.

Questions monétaires et financières internationales

Les institutions financières internationales, telles la Banque mondiale et les banques régionales de développement (par exemple la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement et le Fonds africain de développement) ont été soumises à des pressions financières croissantes dues, pour une bonne part, à une réduction des contributions financières des États-Unis. Le Canada a continué de jouer un rôle de premier plan dans les activités de ces institutions, et il s'est associé sans relâche aux efforts déployés pour maintenir leurs capacités réelles de crédit face aux arrérages de certaines contributions. Au sein de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, organisme d'aide concessionnelle aux pays les plus pauvres, il a contribué à assurer de meilleures conditions de prêts; en assouplissant les dispositions de financement proportionnel, il a, en effet, obtenu des donateurs (autres que les États-Unis) qu'ils acceptent de remettre intégralement leur premier versement avant l'échéance prévue.

Comme par les années précédentes, le Canada a participé activement aux travaux du Fonds monétaire international et a encouragé l'étude, par le Fonds, de moyens devant permettre de mieux répondre aux besoins des pays en développement qui connaissent de sérieux problèmes économiques. Le fonds a rendu ses ressources plus accessibles aux membres qui font de sérieux efforts d'ajustement, et il a élargi la portée de sa facilité de financement compensatoire, qui a été conçue pour traiter des problèmes soulevés par les déficits des recettes d'exportation. Il a également pris des mesures pour accroître ses ressources en concluant avec l'Agence monétaire de l'Arabie saoudite une entente prévoyant l'emprunt de quelque 4 milliards de DTS* pour chacune des deux premières années, et d'un montant supplémentaire éventuel la troisième année. En outre, le fonds a prévu un financement à court terme par certains pays industrialisés. Le Canada a vigoureusement soutenu tous ces efforts.

En 1981, le Canada a assuré la présidence du Groupe des 10 qui constitue une sorte de comité des grands pays industrialisés au sein du FMI et s'occupe des questions intéressant le fonds ainsi que des accords généraux régissant les emprunts. Le ministre des Finances du Canada a été élu président du Comité intérimaire du FMI. Ce comité conseille le Conseil des gouverneurs du fonds sur les questions de gestion, sur les projets d'amendement des statuts du fonds ainsi que sur les perturbations subites qui menacent le système monétaire international.

Coopération industrielle

La mise en application des programmes de coopération industrielle avec les pays en développement s'est poursuivie dans le cadre des relations commerciales internationales et des programmes d'aide au développement du Canada.

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a continué de s'acquitter de ses activités avec l'appui du Canada et des autres États membres. Les crédits consentis par l'organisation en 1981 pour l'aide technique (\$88,500 millions) se comparent favorablement à ceux de 1980. La décision de faire du système de consultations entre experts techniques sur des secteurs industriels particuliers une activité permanente de l'ONUDI a été bien accueillie, et le Canada a favorisé cette évolution en jouant un rôle actif au sein du groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner le transfert, l'application et la mise au point des techniques employées dans le secteur de l'industrie alimentaire.

* Droits de tirage spéciaux : unités monétaires conçues par le FMI pour mesurer les réserves internationales. Le système est fondé sur les cinq principales monnaies du monde : le dollar américain, la livre britannique, le yen japonais, le franc français et le deutsche mark.
Transfert de technologie

Les sessions de négociation de la CNUCED sur le transfert de technologie ont été interrompues en 1981, les questions en suspens relatives au code de conduite pour le transfert de technologie étant renvoyées à l'Assemblée générale des Nations unies pour décision. L'Assemblée générale a établi un comité spécial auquel elle a confié la tâche d'examiner ces questions et de proposer des résolutions. Le Canada a pris une part active à ces négociations sur le transfert de technologie et a appuyé les efforts visant à permettre aux pays en développement d'accéder plus facilement à la technologie actuelle, tout en respectant des normes universelles mutuellement acceptables. Les questions de transfert de technologie ont également été soulevées durant les négociations qui se sont déroulées sans interruption au cours de la session finale de la Conférence sur le droit de la mer, où le Canada a également joué un rôle actif.

Système de financement pour la science et la technique au service du développement

Le Canada a apporté sa contribution à un certain nombre de discussions visant l'établissement d'un système de financement efficace pour la science et la technique au service du développement. Le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement a tenu sa troisième session en 1981 et convenu d'établir un fonds intérimaire pour la science et la technique au service du développement (administré par le Programme des Nations unies pour le développement), étant entendu qu'un mode de financement permanent serait bientôt mis en place. Bien que cet objectif n'ait pas encore été réalisé, le Canada a continué de favoriser l'idée d'un système de financement sous le contrôle central du PNUD.

PARTIE A

Chapitre 4: DROIT INTERNATIONAL ET CONCEPTS DE DROIT

Droit de la mer

La dixième session de la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'est tenue à New York du 9 mars au 24 avril 1981 et à Genève du 3 au 28 août, a été quelque peu décevante et moins fructueuse qu'on ne l'aurait espéré. Après sept années de négociations, les délégations avaient unanimement convenu que la session de New York (mars et avril) serait la dernière. Toutefois, à la veille de la session, le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'en raison d'un changement d'Administration, il n'était pas disposé à conclure les négociations à New York et qu'il reverrait l'ensemble du texte de négociation qui lui posait de sérieux problèmes. Ce faisant, il avisait les délégations que ce nouvel examen ne serait pas terminé avant l'automne 1981 et que les États-Unis ne seraient donc pas en mesure de participer aux négociations d'ici là. Cet aléa n'empêcha pas la conférence de faire certains progrès et de régler certaines questions en suspens. La réalisation la plus importante a été un accord quasi-unanime sur une nouvelle formule visant à régler la vieille question de la délimitation de la zone économique exclusive et du plateau continental entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face. Après de nombreuses années de négociations, les deux groupes d'intérêts en présence (l'un -- dont le Canada -- favorisant l'équidistance, et l'autre, des principes d'équité) ont finalement pu s'entendre sur un texte de compromis. La nouvelle formule a été largement appuyée et a été incorporée au projet de convention révisé; elle prévoit que la délimitation, pour être équitable, devrait se faire par voie d'accord et être fondée sur le droit international comme il est stipulé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice.

Lors de sa session de Genève, la Conférence sur le droit de la mer a décidé que la Jamaïque serait le lieu d'implantation de l'Autorité internationale des fonds marins et que la ville de Hambourg, en République fédérale d'Allemagne, accueillerait le Tribunal international du droit de la mer.

Pendant cette même session, la conférence s'est également penchée attentivement sur certaines préoccupations de l'Administration américaine concernant la Convention sur le droit de la mer. Les États-Unis n'avaient pas alors achevé leur examen, mais ils ont jugé utile de connaître les réactions des autres délégations à certains des problèmes qu'ils avaient relevés dans le texte de la convention. M. Malone, ambassadeur et chef de la délégation américaine, a fait savoir que huit points des dispositions relatives à l'exploitation des fonds marins -- sur lesquelles la délégation avait concentré son attention -- faisaient réellement problème pour les États-Unis, à savoir les points portant sur :

- 1) le processus de prise de décisions de l'Autorité internationale des fonds marins;

- 2) la composition et les méthodes de vote du Conseil;
- 3) le fait que l'on se prononce contre l'établissement de politiques de production qui régiraient l'exploitation minière des fonds marins;
- 4) la nécessité d'un libre accès aux ressources des fonds marins;
- 5) les avantages discriminatoires accordés à l'Entreprise (organe d'exploitation minière de l'Autorité);
- 6) la conférence d'examen;
- 7) Une ingérence réglementaire inacceptable dans les affaires des exploitants miniers des fonds marins;
- 8) Les lourdes obligations imposées aux États et aux exploitants miniers des fonds marins.

De façon générale, les autres délégations n'étaient pas disposées à aller au devant des préoccupations américaines. Le Groupe des 77, le bloc soviétique et un certain nombre de pays moyennement industrialisés, y compris le Canada, ont fait allusion à la longueur des négociations, aux compromis qui étaient intervenus et mentionné que, tout en étant disposés à prendre acte des préoccupations américaines, ils ne pouvaient envisager d'apporter aucun changement fondamental au texte.

À la fin de la session, la conférence a rédigé la version officielle d'un projet de convention sur le droit de la mer; le texte sera prêt pour adoption à la prochaine et dernière session de la conférence qui se tiendra à New York du 8 mars au 30 avril 1982. Le nouveau projet reprend les recommandations du groupe de rédaction approuvées à ce jour ainsi que les résultats des consultations qui ont eu lieu pendant la dixième session.

Aspects juridiques des questions de développement

L'année a été marquée par une série de négociations se rapportant aux aspects juridiques des questions de développement. Au niveau le plus général, les discussions ont repris sur les modalités et l'ordre du jour requis pour lancer les Négociations globales sur la base de la résolution 34/138 de l'Assemblée générale qui réclamait une plus grande coopération économique pour le développement à l'échelle internationale. Les cinq secteurs qui devraient être étudiés sont : les matières premières, l'énergie, le commerce, le développement, ainsi que les questions monétaires et financières. Comme les négociations n'ont pas encore débuté, il est impossible pour le moment de prévoir leur issue. Toutefois, elles soulèvent un certain nombre de questions juridiques internationales fort intéressantes dont la relation juridique entre les résultats de ces négociations et les travaux des institutions spécialisées des Nations unies qui sont chargées au premier chef de l'étude de nombre des questions négociées. C'est ainsi que

la création d'une filiale énergie au sein de la Banque mondiale, l'une des propositions suggérées ou envisagées par les représentants canadiens dans le cadre du dialogue Nord-Sud, soulève des questions juridiques liées à la structure et à la composition de la filiale, ainsi qu'à ses rapports avec la Banque.

La sixième Commission de l'Assemblée générale a continué d'examiner la proposition d'un pays en développement ainsi que les travaux de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) concernant la systématisation et le développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international. Ce projet prévoit l'élaboration et l'analyse de principes du droit économique international qui existent déjà et sont en évolution -- principes qui ont pu découler de développements survenus dans la communauté internationale à propos de questions économiques -- afin d'encourager la modification, la réforme et l'amélioration de la législation internationale actuelle. Le Canada s'est abstenu de voter sur la résolution, considérant celle-ci trop vague et trop englobante, mais il continue d'appuyer les initiatives opportunes qui s'avèrent utiles à l'élaboration progressive du droit international dans le contexte du nouvel ordre économique international.

L'attention internationale s'est également concentrée sur les questions liées à la science, à la technologie et au savoir-faire. Les négociations ont progressé relativement à l'adoption d'un code international de conduite applicable au transfert de technologie, négociations pendant lesquelles le Canada a continué d'agir comme porte-parole des pays développés. Le code vise à établir un ensemble de règles destinées à favoriser la transmission de techniques par les pays développés aux pays en développement. D'autres négociations se sont poursuivies sur l'établissement d'un code de conduite des sociétés transnationales. Ce code vise à clarifier les responsabilités respectives des États hôtes, des États d'envoi et des sociétés transnationales. Enfin, la deuxième session de la conférence diplomatique de révision de la Convention de Paris avait pour but de réviser la convention (qui régit la protection de la propriété industrielle) de façon à refléter les préoccupations des pays en développement.

Avec l'adoption de l'accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, une commission préparatoire a été établie afin d'établir les règles devant régir les opérations du Fonds dès que celles-ci commenceront. À ce sujet, l'une des questions juridiques les plus intéressantes consistera à déterminer les rapports juridiques existant entre chacun des accords de produit et le Fonds commun proprement dit.

Droit de l'environnement

Plusieurs événements importants sont survenus pendant l'année, notamment dans le domaine de la coopération multilatérale. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a tenu à Montevideo (Uruguay), du 28 octobre au 6 novembre, une réunion de hauts fonctionnaires d'administra-

tions nationales spécialistes du droit de l'environnement. La décision de convoquer la réunion a été prise par le Conseil d'administration du PNUE à sa huitième session en avril 1980, en réponse à une initiative conjointe du Canada et de la Suède. À sa neuvième session, en mai 1981, le conseil a décidé que l'assemblée de hauts fonctionnaires aurait pour mandat d'établir le cadre et les méthodes devant permettre l'élaboration et l'examen périodique du droit de l'environnement et qu'elle devrait, pour ce faire, se concentrer sur des problèmes dans lesquels l'établissement d'une meilleure coordination et d'une meilleure coopération globales et régionales entrerait en jeu, notamment en ce qui touche les intérêts des pays en développement. L'assemblée a également reçu pour instruction de préparer un programme faisant place aux initiatives globales, régionales et nationales en vue de promouvoir les objectifs susmentionnés. C'est au groupe de travail d'experts du droit de l'environnement du PNUE réuni à Genève du 9 au 18 septembre, qu'a incombé la tâche de cette réunion de hauts fonctionnaires.

Le rapport du groupe de hauts fonctionnaires contient trois chapitres. Le premier expose les conclusions auxquelles ces fonctionnaires sont parvenus à Montevideo et les recommandations qu'ils ont faites. Il se présente sous la forme d'une déclaration des hauts fonctionnaires d'administrations nationales en leur capacité de spécialistes du droit de l'environnement. Cette première partie du document situe les résultats de la réunion dans le contexte des développements positifs survenus depuis la Conférence de Stockholm de 1972 et présente une esquisse de ce que seront les exigences premières du droit de l'environnement pour les dix prochaines années. Le deuxième chapitre contient le Programme relatif au développement et à l'examen périodique du droit de l'environnement, programme dont les spécialistes demandent l'adoption par le Conseil d'administration à sa dixième session en mai 1982. Parmi les principaux domaines touchés mentionnons la pollution marine d'origine tellurique, la protection de la couche d'ozone ainsi que le transport, la manipulation et l'élimination des déchets toxiques et dangereux. Figurent dans le deuxième chapitre des recommandations touchant à certains détails de la stratégie à adopter pour chacun des domaines prioritaires. Les neuf autres domaines ont été traités un peu moins en détail. Le chapitre contient également des sections détaillées sur les méthodes d'application, d'examen et de suivi, sur l'évolution générale du droit de l'environnement ainsi que sur des recommandations particulières portant sur les premières mesures à prendre. Le troisième chapitre du rapport contient un compte rendu des délibérations de la réunion des hauts fonctionnaires.

En février 1980, le Groupe de travail d'experts du droit de l'environnement a achevé ses travaux sur la responsabilité et l'indemnisation, la quatrième et dernière partie de son étude sur les aspects juridiques des activités marines d'exploitation minière et de forage prenant place dans les limites de la juridiction nationale. À sa neuvième session, en mai 1981, le Conseil d'administration du PNUE a demandé au directeur exécutif du Programme de distribuer le texte des conclusions du Groupe de travail à tous les gouvernements afin de recueillir leurs commentaires à ce sujet; de plus, il a recommandé que les gouvernements tiennent compte de ces

conclusions lorsqu'ils prépareront des projets de loi ou négocieront des accords, et demandé au directeur exécutif de faire rapport à ce sujet à la dixième session du conseil.

À sa neuvième session, le Conseil a également décidé d'engager les travaux sur une convention-cadre globale sur la protection de la couche d'ozone. Il a, à cette fin, établi un groupe de travail spécial d'experts juridiques et techniques à qui il a demandé de faire rapport, par l'intermédiaire du directeur exécutif du programme, à la dixième session du conseil.

La préparation d'une convention sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de pollution causée par le transport de substances toxiques et dangereuses par mer s'est poursuivie au sein du comité juridique de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale en vue de tenir une conférence diplomatique pour conclure la convention en 1983 ou 1984.

Sur le plan bilatéral, les négociations officielles portant sur un accord canado-américain sur la pollution atmosphérique transfrontière se sont ouvertes à Washington le 23 juin, conformément au Mémoire d'intention concernant la pollution atmosphérique transfrontière signé par les deux gouvernements en août 1980. Dans cet instrument, les gouvernements s'engageaient à négocier un accord sur la pollution atmosphérique et établissaient un comité chargé d'entreprendre les travaux préparatoires devant mener à des négociations officielles. Les rapports du comité sur la modélisation de l'atmosphère, l'évaluation des répercussions, l'évaluation des techniques, coûts et émissions ainsi que l'élaboration et l'application des stratégies ont été soumis aux gouvernements en février 1981. Le rapport du groupe juridique, des dispositions institutionnelles et de la rédaction, qui rassemble les données disponibles sur les questions de droit national et international liées à la négociation d'un accord sur la pollution atmosphérique transfrontière, a été achevé en juillet.

Le 9 octobre, la Commission mixte internationale a émis un avis de décision indiquant qu'une décision définitive sur la demande présentée par la province de la Colombie-Britannique en août 1980 serait prise le plus tôt possible (au plus tard, le 2 avril 1982). Dans cette demande, la Colombie-Britannique contestait la validité juridique d'une ordonnance de la commission datant de 1942 et autorisant le relèvement du barrage Ross dans l'État de Washington, projet qui aurait pour effet d'inonder la vallée de la Skagit en Colombie-Britannique.

En 1979 et 1980, le Canada et le Danemark ont tenu plusieurs sessions de négociation en vue de la préparation d'un accord de coopération concernant l'environnement marin dans la région située entre le Canada et le Groenland. Bien qu'aucune nouvelle séance de négociation n'ait été tenue en 1981, plusieurs échanges informels ont eu lieu entre les deux gouvernements en vue d'une reprise des négociations officielles en 1982.

Droit des pêches

Le Canada a poursuivi ses efforts pour régler les différends frontaliers et élargir ses relations bilatérales en matière de pêche; il a par ailleurs cherché à renforcer la coopération multilatérale aux fins de la conservation et de la gestion des ressources biologiques de la mer. Voici un résumé des faits saillants de l'année :

En mars, le président Reagan a retiré du Sénat l'Accord sur les ressources halieutiques de la côte est signé par le Canada et les États-Unis en mars 1979. Il demandait en même temps officiellement au Sénat d'approuver la ratification du Traité sur la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine, qui avait été lié à l'accord de pêche. Pendant le reste de l'année, représentants canadiens et américains se sont rencontrés fréquemment pour discuter de la gestion des stocks de poisson dans la zone contestée. On a réussi à obtenir une certaine collaboration à propos de la gestion des stocks de pétoncles.

Le Traité de la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine est entré en vigueur le 20 novembre. Il confie à une chambre de la Cour internationale de Justice le soin de décider du tracé d'une seule frontière maritime délimitant le plateau continental et la zone de pêche des deux parties dans la région du golfe du Maine, cette décision étant finale et exécutoire pour les deux parties. La chambre se compose des membres suivants :

Le juge Ago (Italie), président; le juge Gros (France); le juge Mosler (République fédérale d'Allemagne); le juge Schwebel (États-Unis) et le juge ad hoc Cohen (Canada).

Pour ce qui est des relations canado-américaines de pêche sur la côte ouest, les deux pays ont signé, le 26 mai, un traité concernant les thoniers (thon blanc) du Pacifique et leurs privilèges portuaires. Le traité dispose que les bâtiments de pêche canadiens peuvent pêcher le thon blanc dans la zone de pêche américaine, et vice versa, et autorise les bâtiments de l'un et l'autre pays qui pêchent le thon blanc conformément au traité à entrer dans des ports désignés de la côte du Pacifique de l'autre pays afin d'y décharger leurs prises de thons blancs et de les transborder en transit vers un port de leur pays, de les vendre en transit en vue de l'exportation ou de les vendre sur place. Le traité permet également à ces bâtiments d'obtenir carburant, fournitures, etc., dans les ports désignés, dans les mêmes conditions que les navires de l'autre pays qui pêchent le thon blanc.

L'accord sur le thon a été signé sans préjudice de la démarche canadienne auprès du GATT à Genève concernant l'embargo américain de 1979 sur les produits canadiens du thon. Le groupe spécial du GATT a terminé ses travaux en novembre en déclarant que l'embargo américain n'était pas conforme aux dispositions de l'Article XI de l'Accord général et que les États-Unis n'avaient pas suffisamment prouvé que l'interdiction d'importation se conformait aux prescriptions de l'Article XX g).

Les gestionnaires canadiens et américains des stocks de saumon du Pacifique ont coopéré pour régler leurs activités respectives de pêche au saumon, conformément à une stratégie convenue pour 1981 et 1982. Les négociations se sont également poursuivies en vue de la conclusion d'un accord à long terme sur la gestion coopérative du saumon du Pacifique.

Le 12 mai, le Canada a notifié à la Pologne et à l'URSS sa décision de mettre fin aux accords de pêche conclus avec chacun des deux pays en 1976, et annoncé que l'avis de dénonciation prendrait effet en mai 1982. Les négociations ont pour objectifs premiers : a) de réduire le délai de notification requis pour dénoncer les accords; b) de renforcer les dispositions concernant la conservation des stocks au delà de 200 milles; et c) de trouver des dispositions plus satisfaisantes concernant l'achat de produits du poisson canadiens. Dans le cas de la Pologne, ces objectifs ont été satisfaits par la conclusion d'un traité bilatéral en mai 1982. Les négociations se poursuivent avec l'URSS.

Le Canada et la Communauté économique européenne (CEE) ont parafé un accord de pêche à long terme en novembre 1980. Signé et entré en vigueur en décembre 1981, l'accord prévoit notamment que la CEE accordera des concessions tarifaires sur certains produits du poisson intéressant le Canada (morue, hareng et sébaste). Ces concessions tarifaires s'appliquent dans les limites d'un contingentement portant sur des quantités de poissons qui s'accroîtront périodiquement pendant la période d'application de l'accord. Le texte prévoit également des chiffres de contingentement annuels (poissons pris dans les eaux canadiennes) applicables à la CEE -- y compris des quantités non excédentaires de morues -- ainsi qu'une limitation des prises de saumon au large de la partie ouest du Groenland.

Nos relations de pêche avec le Portugal ont tout spécialement avantage les industries de nos deux pays. Le Canada a fait un effort tout particulier pour allouer des stocks de morues au Portugal, reconnaissant les problèmes auxquels se heurte la flotille morutière de ce pays. Le Portugal a, pour sa part, collaboré pleinement aux efforts de conservation, notamment dans le contexte des règlements de l'Organisation de pêche de l'Atlantique nord-ouest (OPAN), et a intensifié ses achats de produits du poisson canadiens.

Nos relations de pêche avec l'Espagne ont été décevantes. Ce pays a rejeté le principe canadien du contingentement des stocks non excédentaires et refusé d'appliquer les mesures et règlements de conservation de l'OPAN applicables aux stocks dans les eaux contiguës à la zone de 200 milles du Canada. L'Espagne a, en outre, entravé l'octroi de licences pour les importations de produits de la pêche canadiens. Des négociations ont eu lieu pendant l'année pour régler ces problèmes et d'autres questions connexes.

Des négociations canado-françaises sur les frontières maritimes se sont engagées entre le Canada et la France à la suite de l'extension à 200 milles de la juridiction canadienne sur les pêches en 1977 et de l'éta-

blissement d'une zone économique française de 200 milles au large de Saint-Pierre et Miquelon. Les discussions se sont poursuivies en 1981, mais aucun accord n'a été conclu. Les bâtiments français ont continué de pêcher dans les eaux canadiennes conformément à l'accord de pêche Canada-France de 1972.

Le Canada a participé à la négociation d'une convention sur la conservation du saumon de l'Atlantique nord, qui a été adoptée lors d'une conférence diplomatique tenue à Reykjavik le 22 janvier 1982. L'acte final a été signé par le Canada, les États-Unis, la CEE, l'Islande, la Norvège et le Danemark (iles Féroé). Ce traité vise à promouvoir la conservation, la restauration, la valorisation et la gestion rationnelle des stocks de saumons dans l'Atlantique nord grâce à la coopération internationale. En définissant les fonctions de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique nord, le traité reconnaît l'opportunité de réduire les interceptions et interdit la pêche du saumon au delà des mers territoriales, sauf au large du Groenland (40 milles) et des îles Féroé (200 milles).

Lors d'une réunion organisée en novembre, la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique a recommandé de réduire les prises de thons rouges dans l'Atlantique ouest. Cette décision se fonde sur des raisons scientifiques et a répondu aux nombreuses demandes faites par le Canada en vue d'établir une meilleure réglementation pour la protection des stocks de thons rouges qui vont en s'amenuisant.

La réunion annuelle de l'OPAN à Halifax, qui a eu lieu en septembre, avait pour but d'établir des mesures de conservation et de gestion applicables à trois stocks situés dans sa zone de réglementation ainsi qu'aux stocks chevauchant les eaux de pêche canadiennes. Notons que, lors de cette réunion, il a été décidé d'éliminer les réserves spéciales dont l'Espagne bénéficiait habituellement. Cette décision a suivi deux autres décisions de l'organisation. La première, prise en avril, allouait des contingents à l'Espagne à la condition que ses bâtiments respectent les règlements de conservation et de police de l'OPAN et que ce pays participe au régime scientifique d'observation de l'organisation; la deuxième, prise en juin, demandait à l'Espagne de cesser de pêcher dans la zone de réglementation de l'OPAN puisque ses bâtiments ne s'étaient pas conformés à la décision d'avril.

Droit de l'espace extra-atmosphérique

Le Canada a continué de jouer un rôle de premier plan concernant deux points à l'ordre du jour du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de son sous-comité juridique: la radio-diffusion directe par satellite et l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace.

Bien que les premières tentatives faites pour élaborer des principes relatifs à l'utilisation des satellites de radiodiffusion directe remontent au moins à 1973, l'année 1981 s'est écoulée sans que l'on soit parvenu à une entente générale. À la vingtième session du sous-comité

juridique, à Genève, le Canada a coparrainé avec d'autres délégations (tout d'abord au nombre de onze, puis de quinze) un texte de négociation qui tenait compte des discussions de la session et qui a été soumis comme base de discussion pour la vingt-quatrième session du comité. Là encore, les délégations n'ont pu parvenir à un accord général, en raison surtout d'un désaccord sur le dernier principe portant sur la consultation et les accords entre États. Toutefois, le 18 novembre, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique devrait, à sa vingt-cinquième session (1982), faire de nouveaux efforts pour achever la préparation d'un projet d'ensemble de principes régissant l'utilisation par les États de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe, et décidait d'étudier l'adoption de l'ensemble de principes en question au cours de sa trente-septième session (1982).

Le sous-comité juridique a convoqué pour la première fois un groupe de travail pour discuter de la question des sources d'énergie nucléaires dans l'espace. La discussion s'est concentrée sur la révision d'un document de travail présenté par le Canada, mais que le sous-comité n'avait pas encore examiné. Fait important, ce document posait comme principe que les États qui ne profitent pas directement de l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace ne devraient pas courir le risque d'être exposés aux rayonnements engendrés par leur utilisation. Cette conception a été tirée des principes établis par la Commission internationale de protection contre les radiations, principes acceptés par tous les pays. La délégation canadienne a toutefois admis que cette approche pourrait mener à l'interdiction de la plupart des utilisations actuelles des sources d'énergie nucléaires, éventualité inacceptable aux yeux des puissances spatiales. À la fin de la session, elle a, par conséquent, reconnu ce problème et souligné l'importance d'élaborer des principes internationaux établissant au moins des exigences de sécurité spécifiques. Ainsi pourrait-on réduire les risques associés à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace.

Il faut noter qu'a été signé à Moscou, le 2 avril, le Protocole entre le Canada et l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant la réclamation pour dommages occasionnés par le satellite soviétique Cosmos-954. Ce protocole prévoyait que le gouvernement soviétique verserait \$3 millions en règlement intégral et définitif de toutes les questions liées à l'incident de janvier 1978. Le montant a été versé peu après la signature du protocole.

Réfugiés

Le problème des réfugiés à l'échelle mondiale est resté une source de vive préoccupation pour la communauté internationale. Outre le sort tragique de quelque 10 millions de réfugiés, on a déploré les sérieuses incidences socio-économiques et politiques de ce problème qui ont menacé la stabilité de plusieurs régions. Notons que si l'on a ressenti la nécessité de venir en aide à tous les réfugiés, les mouvements massifs de réfugiés au

Moyen-Orient, en Indochine, dans la corne de l'Afrique, au Pakistan et en Amérique centrale ont été cause d'une inquiétude particulière. Répondant à ce problème international, le Canada a continué à être des plus actifs en ce qui touche l'aide humanitaire, la réinstallation des réfugiés et les contacts diplomatiques.

Pendant l'année, le Canada a versé quelque \$52 millions en aide humanitaire aux réfugiés, versé des contributions à des organismes internationaux, tel le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), et à divers programmes d'aide alimentaire. En 1981, l'Afrique, où se trouvent environ 5 millions de réfugiés, a été, du point de vue de l'aide canadienne, une région prioritaire par excellence. La Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique, tenue à Genève en avril, a permis de recueillir plus de \$550 millions (U.S.) et a porté les problèmes des réfugiés africains à l'attention de la communauté internationale. Le Canada a été l'un des principaux contributeurs, annonçant le versement de \$22,4 millions sous forme de contributions aux programmes du HCR et d'aide alimentaire d'urgence. Ces contributions étaient destinées aux réfugiés se trouvant en Éthiopie, en Somalie, au Soudan, à Djibouti, en Ouganda, au Tchad, au Zaïre et en Angola. Le Canada a également fait d'importantes contributions au profit des réfugiés d'autres régions : \$7,4 millions pour les réfugiés palestiniens, \$10 millions pour les réfugiés afghans, \$0,5 million pour les réfugiés d'Amérique centrale. Plus de \$6 millions ont été consacrés aux opérations de secours d'urgence en Indochine, cette contribution portant à plus de \$23 millions l'aide canadienne accordée à cette région depuis 1979.

Notre contribution de ces dernières années aux activités de réinstallation des réfugiés a été, per capita, la plus importante au monde. Le nombre total de réfugiés indochinois accueillis au Canada depuis 1979 a dépassé les 70 000 en 1981. De plus, un grand nombre de réfugiés polonais ont été réinstallés. Dans le cadre du plan de 1981 pour les réfugiés, quelque 15 000 réfugiés ont été admis au Canada. Si la plupart venaient d'Indochine et d'Europe de l'Est, d'autres étaient originaires d'Amérique latine et d'Afrique.

Le conseiller spécial du ministère pour les questions relatives aux réfugiés a continué de représenter le ministère au sein du Comité consultatif du statut des réfugiés. Sur 2 080 demandes de personnes désireuses d'obtenir le statut de réfugié au Canada, 407, soit 19,6 %, ont été retenues conformément aux obligations assumées par le Canada en vertu de la Convention de l'ONU de 1951. Par ailleurs, le conseiller spécial a représenté le ministère au sein d'un groupe consultatif interministériel chargé de l'examen des demandes de parrainage de prisonniers politiques et de dissidents à l'étranger. De plus, en consultation avec la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada, le ministère a entrepris l'examen des relations du Canada avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME). À l'heure actuelle, le Canada a le statut d'observateur auprès de ce comité.

Préoccupé par la gravité des déplacements massifs de réfugiés, le Canada a été au nombre de ceux des membres de l'ONU qui ont cherché à susciter des initiatives politiques propres à régler certains des aspects fondamentaux de ce sérieux phénomène. Il a continué de promouvoir au sein de la Commission des droits de l'homme son initiative de 1979 concernant les droits de l'homme et les exodes massifs, qui visait à attirer l'attention de la communauté internationale sur le rapport existant entre les violations des droits de l'homme et les exodes massifs de réfugiés. Dans le prolongement de cette initiative, l'ONU a demandé une étude sur la question qui, nous l'espérons, constituera la première étape en vue du règlement de ce problème difficile. Le Canada a également coparrainé une initiative qui, présentée par la République fédérale d'Allemagne à l'Assemblée générale des Nations unies, consiste à examiner les moyens d'empêcher les courants de réfugiés et de préparer, à cet effet, des lignes directrices acceptables pour tous les pays.

Réunion des familles

Le ministère a entrepris une nouvelle série de démarches officielles sur la réunion de familles auprès de divers gouvernements, de gouvernements d'Europe de l'Est en particulier. Nous avons réussi à réunir un certain nombre de citoyens et de résidents permanents du Canada avec des membres de leur famille dont ils étaient séparés, parfois depuis longtemps. Toutefois, l'instauration de la loi martiale en Pologne et d'autres événements survenus en Europe de l'Est ont mené à de nouvelles demandes d'intercession relativement à des cas de réunion des familles et de visites familiales.

Droits de l'homme

Le Canada, qui a poursuivi ses activités de promotion des droits de l'homme aux Nations unies et ailleurs, a été réélu à la Commission des droits de l'homme des Nations unies pour un troisième mandat consécutif. Lors de la trente-septième session de la commission, la délégation canadienne a pris un certain nombre d'initiatives qui ont mené, entre autres, à la nomination d'un rapporteur spécial qui a pour tâche d'étudier la question du lien existant entre les violations des droits de l'homme et les exodes massifs de réfugiés; à une résolution rappelant le droit et la responsabilité qu'ont les individus, les groupes et les organismes de promouvoir le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales tout en déplorant le traitement infligé à toutes les personnes qui ont été punies et emprisonnées pour avoir défendu des droits fondamentaux; ainsi qu'à une résolution réclamant l'envoi en Bolivie d'un représentant spécial chargé de mener une étude approfondie sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. La délégation canadienne a contribué à assurer l'adoption de ces résolutions en rappelant le droit à l'autodétermination des peuples du Kampuchea et de l'Afghanistan et en condamnant l'occupation étrangère. Le Canada a également pris une part active aux travaux d'un groupe de travail de la commission qui s'efforce de rédiger un projet de convention contre la torture.

Le Canada a continué d'assumer ses obligations aux termes du Protocole facultatif du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966); il a répondu aux plaintes adressées par des particuliers résidant sur son territoire au sujet de violations présumées de droits que leur reconnaît le pacte. Le Comité des droits de l'homme des Nations unies, groupe de 18 personnes siégeant à titre personnel, a jugé inadmissibles un certain nombre de communications présentées par des individus alléguant que le Canada avait violé leurs droits en vertu du pacte. Toutefois, deux d'entre elles ont été retenues : dans le cas de Sandra Lovelace, le comité a constaté une violation de l'article 27 du pacte; dans le cas de Larry Pinkney, il a constaté une violation du droit d'un individu d'être jugé sans retard indu. Le gouvernement du Canada discute actuellement avec des tribus indiennes de mesures qu'il conviendrait d'adopter à la lumière de la décision du comité dans l'affaire Lovelace.

Lors de la réunion de Melbourne, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont étudié le rapport du groupe de travail du Commonwealth sur les droits de l'homme. Ce groupe, formé par le secrétaire général du Commonwealth en 1980, a pour tâche de présenter des recommandations sur un rôle possible pour le Commonwealth dans le domaine des droits de l'homme. Le groupe de travail, présidé par l'ambassadeur du Canada près le Saint-Siège et représentant de notre pays auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, s'est réuni en 1980 et 1981. À Melbourne, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont rappelé l'importance que tous les gouvernements du Commonwealth attachent au respect des droits de l'homme. Ils ont appuyé en principe les recommandations du groupe de travail concernant la création d'un service spécial au sein du Secrétariat en vue de promouvoir les droits de l'homme dans le Commonwealth, sous réserve d'une entente sur le financement de ce nouveau service. Ils ont également pris note des propositions du groupe concernant la création d'un comité consultatif pour la protection et le maintien des droits de l'homme et demandé que ces propositions soient étudiées plus à fond lors de la prochaine réunion des ministres de la Justice du Commonwealth. En 1982, le secrétaire général consultera à nouveau les gouvernements membres sur une définition convenue des droits de l'homme dans le contexte du Commonwealth, ainsi que sur les fonctions du service proposé.

Mesures juridiques internationales contre le terrorisme

En mars, un appareil de la Pakistan International Airlines ayant quelques Canadiens à son bord a été détourné du Pakistan vers l'Afghanistan, puis vers la Syrie où l'incident a pris fin. Le gouvernement canadien a effectué diverses démarches afin que les responsables soient extradés ou poursuivis en justice conformément aux dispositions de la Convention de La Haye de 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. Lorsqu'il apprit que les pirates de l'air s'étaient enfuis en Afghanistan où ils avaient ensuite harcelé des diplomates pakistanais à Kaboul, il coparraina une résolution au Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) le 26 juin 1981. Cette résolution évoquait, entre autres, les incidents récents et particulièrement sérieux entourant la

capture illicite de l'appareil pakistanais et demandait aux États sur le territoire desquels se trouvaient des présumés coupables de tels actes de respecter pleinement les obligations solennelles qu'ils avaient contractées en vertu de la Convention de La Haye, c'est-à-dire de prendre immédiatement les mesures qui s'imposaient. Lors du Sommet économique d'Ottawa, les chefs d'Etat et de gouvernement ont déclaré, le 20 juillet, qu'ils se proposaient de suspendre tous les vols à destination et en provenance de l'Afghanistan en application de la Déclaration de Bonn de 1978 sur la piraterie aérienne si le régime Babrak Karmal ne prenait pas des mesures pour se conformer aux obligations internationales de l'Afghanistan. Le 30 novembre, le cabinet du premier ministre émettait un communiqué déclarant, notamment, que, puisque aucune réponse n'avait été reçue des autorités afghanes, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni (seuls pays des Sept desservis par la compagnie aérienne afghane Ariana) avaient décidé, en accord avec les autres membres, de dénoncer leurs accords ou arrangements de services aériens avec l'Afghanistan. Le communiqué ajoutait que le gouvernement canadien jugeait la dénonciation des accords bilatéraux de services aériens comme une mesure sérieuse dans la conduite des affaires internationales et que cette mesure révélait la vive insatisfaction ressentie devant le comportement de l'Etat impliqué.

Parmi les autres résolutions adoptées par le Conseil de l'OACI et appuyées par le Canada relativement aux interventions illicites dans les activités de l'aviation civile, mentionnons la résolution de novembre condamnant le sabotage criminel perpétré à l'aéroport international du Caire et qui a provoqué plusieurs morts et blessures parmi le personnel au sol et endommagé certaines parties d'un appareil d'Air Malta; cette résolution demandait instamment aux États contractants de faire en sorte que les auteurs du sabotage soient traduits devant la justice conformément aux dispositions de la Convention de Montréal de 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile. Une deuxième résolution appuyée par le Canada condamnait le détournement d'un appareil d'Air India en République des Seychelles et réitérait la nécessité que les États concernés appliquent les mesures appropriées prévues par les conventions applicables à l'aviation civile internationale. Par la suite, les présumés auteurs du détournement des Seychelles ont été jugés en Afrique du Sud.

La Loi portant interdiction de certains services aériens internationaux a reçu l'assentiment royal le 30 juin et est entrée en vigueur au Canada à la date de sa proclamation, le 31 juillet. Cette loi vise à permettre au Canada d'appliquer, avec toute l'efficacité voulue, la Déclaration de Bonn sur la piraterie aérienne (1978). Elle permet au gouverneur général, sur l'avis du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, de suspendre les liaisons aériennes entre le Canada et un Etat qui n'a pas extradé ou poursuivi des pirates de l'air ou qui n'a pas permis aux passagers et à l'équipage d'un aéronef détourné de poursuivre leur voyage.

Droit conventionnel

Pendant l'année, le Canada a signé 36 accords bilatéraux. (Vingt-deux accords bilatéraux sont entrés en vigueur au Canada dès leur signature, et dix sont entrés en vigueur par ratification ou par échange de notification.) Il a signé six accords multilatéraux et est devenu partie à dix par ratification, adhésion ou acceptation.

On a achevé la préparation d'un répertoire des traités en vigueur au Canada. La première édition de cette publication intitulée Traités en vigueur pour le Canada (au 1^{er} janvier 1981) paraîtra vers le milieu de l'année 1982.

Outre ses responsabilités au titre de l'élaboration et de l'interprétation des traités et de l'élaboration de tous les instruments officiels qui les constatent, le ministère tient à jour un répertoire de tous les traités touchant le Canada. Les accords internationaux régis par le droit international et dont le Canada est signataire ou partie sont inscrits au Registre des traités du Canada, qui donne le lieu et la date de signature de chaque traité, la date de son dépôt devant le Parlement ou de son approbation par ce dernier, ainsi que les détails de la ratification ou de l'adhésion, s'il y a lieu, et enfin des renseignements sur l'entrée en vigueur et l'extinction du traité, les réserves ou déclarations qui l'accompagnent, les accords connexes et les amendements ultérieurs. Les arrangements non contraignants conclus par le Canada, comme les protocoles d'entente, sont répertoriés dans le Registre des protocoles d'entente et arrangements. (Pour de plus amples renseignements, communiquer avec la section des traités du ministère).

PARTIE A

Chapitre 5: ASSOCIATIONS D'ÉTATS

Nations unies

Organisation mondiale par excellence, l'ONU offre le plus important mécanisme multilatéral pour le règlement des différends et la promotion de la coopération internationale dans nombre de domaines. Ses nombreuses institutions spécialisées et ses multiples programmes et conférences englobent, pour ainsi dire, toute la gamme des activités collectives de l'humanité.

Secrétaire général

L'un des événements marquants de l'année aura été l'élection d'un nouveau secrétaire général des Nations unies, en décembre. Se trouvant dans la plus longue impasse de son histoire, face à deux candidatures -- le titulaire du poste, l'Autrichien Kurt Waldheim, et son concurrent, le Tanzanien Salim Salim -- le Conseil de sécurité a arrêté son choix sur le diplomate péruvien Javier Perez de Cuellar, seul candidat de compromis à faire l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil ayant le droit de veto. M. Perez de Cuellar a ensuite été élu secrétaire général par acclamation à l'Assemblée générale, pour la période 1982-1986. Cinquième titulaire de cette haute charge, il est le premier secrétaire général originaire de l'hémisphère occidental.

Compte tenu des tendances qui se sont manifestées ces dernières années au sein des Nations unies, les observateurs ont noté avec un intérêt particulier le discours inaugural du secrétaire général, dans lequel celui-ci a affirmé «sa ferme intention... de réactiver le rôle politique du secrétaire général». Comme sa campagne fut discrète et qu'il ne prévoit pas solliciter de nouveau mandat, M. Perez de Cuellar jouit d'une indépendance que n'ont pas toujours eue ses prédécesseurs. De plus, il apporte à sa nouvelle charge une aisance à s'exprimer dans les trois langues principales de l'ONU, des talents de négociateur affinés par ses précédentes affectations aux questions délicates de Chypre et de l'Afghanistan, et un intérêt pour la gestion de l'organisation et du personnel avivé par sa propre expérience au sein du Secrétariat.

Assemblée générale

À sa trente-sixième session ordinaire, l'Assemblée générale s'est penchée sur une vaste gamme de questions d'ordre politique, économique, humanitaire, juridique, social et financier, ainsi que sur les problèmes du désarmement. (Voir les chapitres 1 et 3 de la partie A pour le détail des activités de l'assemblée touchant les questions politiques, le désarmement et le domaine économique; la participation du Canada aux travaux sur les droits de l'homme, les réfugiés et les affaires juridiques est exposée au chapitre 4 de la partie A, et on trouvera dans ce qui suit un compte rendu

des développements dans le domaine social.) Avant l'ouverture de sa session ordinaire, l'Assemblée générale a tenu, en septembre, sa huitième session extraordinaire d'urgence pour examiner la question de la Namibie.

La trente-sixième Assemblée générale a adopté un budget net de \$1 221 millions (dollars américains) pour les années 1982 et 1983, ce qui ne représente que 0,9 % de croissance réelle, même si l'on fait la part des ajouts de dernière heure. Le Canada a appuyé ce budget, estimant qu'il constitue un pas important dans le sens des mesures d'austérité adoptées par la plupart des grands pays donateurs. Parmi les autres décisions financières prises par l'assemblée, citons notamment l'augmentation depuis longtemps attendue du fonds de roulement et le maintien d'une formule de contributions qui reflète équitablement la capacité de payer tant des pays du tiers monde que des pays occidentaux.

Avec l'admission de Vanuatu, du Belize et d'Antigua-et-Barbuda à l'Assemblée générale de 1981, l'ONU compte maintenant 157 États membres.

Conseil de sécurité et Conseil économique et social

Bien que n'en étant pas membre en 1981, le Canada a suivi de près les activités du Conseil de sécurité (voir chapitre 1). Il y a fait deux déclarations concernant l'Afrique australe.

Après trois années en qualité d'observateur, le Canada a retrouvé son siège au Conseil économique et social (ECOSOC) et a eu l'honneur d'assurer la vice-présidence de cet organe au nom du groupe occidental. Parmi les faits saillants des sessions de printemps et d'été de l'ECOSOC, notons la réélection du Canada pour un troisième mandat à la Commission des droits de l'homme, l'adoption d'un projet de déclaration sur l'intolérance religieuse à l'issue de près de vingt années de négociations, et des recommandations visant l'institution d'une année mondiale des communications (1983) et d'une année internationale du logement des sans-abri (1987).

Deux grandes conférences se sont tenues pendant l'été de 1981, l'une à Paris, sur l'aide aux pays les moins avancés, et l'autre à Nairobi, sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Notons que le premier ministre Trudeau a pris la parole à cette dernière et que le Canada a joué un rôle majeur dans les accords auxquels on est parvenu à l'issue des deux conférences.

La participation du Canada aux affaires sociales sur le plan international s'est considérablement accrue au cours des dernières années, et l'année 1981 aura été particulièrement active à cet égard. Le Canada avait coparrainé en 1976 une résolution des Nations unies proclamant l'année 1981 «Année internationale des personnes handicapées». Centrée sur le thème «Pleine participation et égalité», l'année visait à mettre en lumière le droit des personnes handicapées de participer pleinement à la vie de leur collectivité. Élu membre du Comité consultatif, le Canada a pris une part active aux nombreux projets réalisés au cours de l'année. Au

Canada même, un comité parlementaire a été constitué pour faire rapport sur les problèmes des personnes handicapées, et un grand nombre de projets, élaborés par les handicapés dans leur propre intérêt, ont été mis en train aux quatre coins du pays.

L'année 1981 a revêtu une importance particulière pour ce qui est des questions concernant les femmes. Élu au sein de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, le Canada a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, convention qu'il avait signée l'année précédente à la Conférence de Copenhague. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux ont consenti un effort particulier à cet égard, afin de hâter la ratification de la convention.

Le Canada a pris une part active aux travaux de la trente-quatrième Assemblée mondiale de la santé. La délégation canadienne, dirigée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Mme Monique Bégin, a notamment appuyé l'adoption du code de l'OMS pour la commercialisation des substituts du lait maternel.

En 1981, le Canada a versé une importante contribution au Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et a participé aux discussions sur l'orientation et les préparatifs de la Conférence mondiale de la population, prévue pour 1984. En outre, par l'entremise du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, il a versé \$25 000 dans un fonds de fiducie au titre de la participation à l'Assemblée mondiale sur le vieillissement qui se réunira en 1982.

Contribution financière du Canada au système des Nations unies

Les contributions du Canada à l'Organisation des Nations unies se répartissent dans trois grandes catégories: a) des contributions annuelles aux budgets ordinaires des Nations unies et des institutions spécialisées; b) des contributions volontaires au titre des activités relevant de divers programmes multilatéraux économiques, sociaux et humanitaires; et c) des contributions au titre des opérations de maintien de la paix.

Le barème de contributions approuvé par la trente-quatrième Assemblée générale fixait à 3,28 % la quote-part du Canada au budget ordinaire des Nations unies pour 1981. Comme ce barème est établi en fonction du revenu national, la contribution du Canada au budget général des Nations unies s'est élevée à environ \$23,7 millions, ce qui en fait la huitième en importance. Le Canada a, en outre, versé plus de \$42 millions en contributions aux budgets des institutions spécialisées.

Comme ce fut le cas en 1980, des versements supplémentaires sont allés aux deux plus récentes forces de maintien de la paix des Nations unies au Moyen-Orient, à savoir la Force des Nations unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) et la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Les contributions du Canada à ce titre pour 1981-1982 se sont

élevées à environ \$1,2 million pour la FNUOD, et à \$6,4 millions pour la FINUL. Quant à la force de maintien de la paix à Chypre, l'UNFICYP, elle est financée grâce à des contributions volontaires établies par voie d'entente préalable. La contribution annuelle du Canada à ce titre correspond aux frais d'entretien de son contingent qui, en 1981, se sont élevés à environ \$26 millions.

La contribution du Canada à l'UNFICYP n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'appui financier que celui-ci apporte au système des Nations unies en sus de ses quotes-parts statutaires. En fait, les sommes que le Canada verse en contributions volontaires, principalement au titre de l'aide au développement, dépassent de beaucoup le montant de ses quotes-parts. Ainsi, ses versements volontaires au titre du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et au Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population ont dépassé \$66,6 millions en 1981, tandis que sa contribution au Programme alimentaire mondial (PAM) était d'environ \$94,2 millions (soit 10 millions en espèce et 84,2 millions en denrées alimentaires). Par ailleurs, l'apport volontaire du Canada aux programmes d'aide aux réfugiés mis en oeuvre par l'entremise de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) et du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est chiffré à quelque \$21,3 millions en 1981.

COMMONWEALTH

Association du Commonwealth

Avec l'adhésion du Belize et d'Antigua-et-Barbuda (automne 1981), le Commonwealth compte maintenant 46 États membres qui représentent à peu près le tiers des pays du globe et le quart de sa population.

L'année 1981 marquait le cinquantième anniversaire de l'adoption du statut de Westminster qui a consacré juridiquement l'indépendance du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande et permis l'évolution du Commonwealth. L'adhésion de l'Inde en 1947 a donné le coup d'envoi à la formation du nouveau Commonwealth au sein duquel les anciennes colonies britanniques devenues indépendantes ont été accueillies, selon le principe fondamental de l'association: l'égalité entre les nations. Tous les membres du Commonwealth, les nouveaux comme les anciens, se sentent chez eux au sein de l'association; leur sentiment d'appartenance est renforcé par les contacts personnels et une réelle collaboration que favorise le processus de consultation du Commonwealth.

Membre actif et ardent défenseur du Commonwealth, le Canada participe aux diverses réunions de ministres, d'experts et de fonctionnaires qui permettent d'activer les consultations et la coopération et de promouvoir la compréhension et l'accord général face aux problèmes mondiaux. La question des droits de l'homme a particulièrement retenu l'attention en 1981. Un groupe de travail, placé sous la présidence du

Canada, a formulé des recommandations quant aux moyens qui s'offrent au Commonwealth pour appliquer les décisions internationales visant la promotion et la protection des droits de l'homme. De plus, les chefs de gouvernement ont demandé au secrétaire général de procéder à de nouvelles consultations auprès des États membres dans le but de convenir d'une définition des droits de l'homme dans le cadre du Commonwealth et de déterminer les moyens pratiques par lesquels le Secrétariat serait à même de promouvoir les droits de l'homme dans les pays du Commonwealth.

La coopération fonctionnelle au sein de l'association est peut-être le mieux illustrée par les activités du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT), principal programme administré par le Secrétariat. Le FCCT fournit une assistance technique aux pays membres en développement, sous la forme de services de conseils, d'experts, de cours ou stages de formation et d'autres services favorisant la réalisation de projets. À cette fin -- et c'est là un principe important -- il fait appel aux ressources techniques, aux spécialistes et aux contributions financières de tous ses membres, pays développés et pays en développement, ces derniers étant ainsi, à la fois, donateurs et bénéficiaires. Par sa contribution annuelle, qui représente environ 40 % des ressources du Fonds et qui s'est élevée à quelque \$11 millions pour 1981, le Canada est parmi les plus importants contributeurs au FCCT depuis sa création en 1971. Il a, en outre, joué un rôle majeur au cours de l'année pour ce qui est de la mise en place d'une nouvelle structure financière qui permettra au FCCT de consolider sa base de ressources et de planifier ses activités sur un cycle de trois ans.

Réunion des chefs de gouvernement à Melbourne

À la réunion de Melbourne, à laquelle participait le premier ministre Trudeau, on a reconnu qu'il était, plus que jamais, nécessaire d'instaurer un nouvel esprit de coopération internationale, une nouvelle moralité, et que le Commonwealth avait une contribution à apporter à cet égard. Les chefs de gouvernement étaient conscients du rapport existant entre les sommets d'Ottawa et de Cancun, ainsi que du rôle que le Commonwealth est en mesure de jouer dans le dialogue Nord-Sud, dans l'instauration d'un ordre nouveau reposant sur des relations économiques constructives entre pays développés et pays en développement, c'est-à-dire des relations fondées sur l'interdépendance, le respect mutuel et un intérêt commun face à cette évolution. Le communiqué final témoigne d'ailleurs de leur engagement à prendre des mesures concrètes dans l'esprit de la Déclaration de Melbourne, adoptée à la réunion.

Sur le plan politique, les chefs de gouvernement se sont dits vivement préoccupés par l'absence de progrès dans les négociations portant sur l'indépendance de la Namibie et, dans leur communiqué final, ils ont engagé les parties à redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement conforme à la résolution 435 du Conseil de sécurité le plus tôt possible en 1982. Par ailleurs, ayant examiné la situation en Afghanistan, en Angola, au Kampuchea et en Pologne, ils ont réaffirmé le droit des peuples à

déterminer leur avenir sans intervention de l'extérieur. Enfin, ils ont réitéré leur appui aux pays du Commonwealth tels le Belize, Chypre et la Guyane, dont les structures sociales sont menacées par des problèmes particuliers.

Les chefs de gouvernement ont aussi pris fermement position contre le protectionnisme et se sont déclarés en faveur d'une réunion ministérielle du GATT en 1982. Ils ont reconnu la contribution apportée au développement économique par les organisations multilatérales, tout en soulignant que celles-ci devraient se montrer sensibles aux considérations politiques nationales dans l'élaboration de leurs politiques opérationnelles.

Pour ce qui est des secteurs de l'énergie et de l'alimentation, les chefs de gouvernement ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts, aux niveaux tant multilatéral que bilatéral, de manière à accroître la productivité et à améliorer la répartition des ressources. Ils ont accueilli avec satisfaction la décision du gouvernement canadien de créer un centre international pour la mise en valeur des océans et d'instituer un programme de formation des agents de vulgarisation agricole qui reflète le rôle important joué par les femmes dans la production agricole.

Enfin, les chefs de gouvernement ont convenu d'instituer une section des droits de l'homme au sein du secrétariat du Commonwealth, initiative que le Canada a vigoureusement appuyée.

Réunions ministérielles

Il est d'usage que les ministres des Finances du Commonwealth se réunissent avant les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI afin de se pencher sur les problèmes économiques mondiaux et d'étudier certaines questions d'ordre pratique liées à la coopération au sein du Commonwealth. Réunis en juillet, les ministres ont adopté un profil de planification triennale qui permettra de consolider la base financière du FCCT, et recommandé que celui-ci soit soumis aux chefs de gouvernement à leur réunion d'octobre, où il a été dûment approuvé. Les ministres ont également adopté une autre proposition, elle aussi approuvée par les chefs de gouvernement, visant à assurer la stabilité financière du FCCT et à mieux faire connaître le Commonwealth: il s'agit de l'émission, tous les cinq ans à compter de 1983, d'un timbre spécial à l'occasion du Jour du Commonwealth. Les recettes tirées de la vente de ce timbre seront versées dans la réserve opérationnelle du FCCT.

Les ministres de l'Agriculture et de la Santé, qui se sont réunis séparément, ont, eux aussi, déterminé les secteurs où il y a lieu d'intensifier la coopération au sein du Commonwealth, à savoir les trois secteurs suivants: diffusion de l'information, programmes visant la santé publique, et mobilisation des ressources et des compétences en vue de venir en aide aux membres en développement dans les domaines de la production alimentaire et du développement rural.

Secrétariat du Commonwealth

Conformément à la décision prise en 1980 par les hauts fonctionnaires du Commonwealth, les opérations du secrétariat feront l'objet d'une étude en deux étapes, la première portant sur les priorités et objectifs de cet organe, et la seconde sur sa structure et son effectif.

Commonwealth parallèle

Le Commonwealth compte plus de 200 organisations non gouvernementales (ONG) dont les activités s'étendent à tous les pays membres. À leur réunion de Lusaka en 1979, les chefs de gouvernement avaient engagé la Fondation du Commonwealth, conformément à son mandat élargi, à faciliter les échanges entre les organes officiels et officieux du Commonwealth. Ces échanges sont d'une grande diversité; au cours de l'année considérée, citons notamment : des ateliers régionaux sur les méthodes d'enseignement et de vulgarisation agricole et sur les techniques d'essai des machines agricoles; un atelier régional sur l'adoption du système métrique; un atelier sur les méthodes et techniques de travail auprès de la jeunesse; une réunion de planification de projets visant le logement en milieu rural; un atelier pour la région Afrique sur les services de soutien aux enseignants; enfin, une réunion de planification de projets régionaux visant la mise en place de services techniques traditionnels.

Au Canada, la Société royale du Commonwealth, qui a des bureaux dans les principales villes du pays, a continué de mieux faire connaître le Commonwealth, grâce à la diversité de ses activités. À cet égard, citons la célébration du Jour du Commonwealth, en mars, et l'organisation de la neuvième Conférence des étudiants du Commonwealth à Ottawa, en mai. Le ministère des Affaires extérieures a aidé la Société à organiser cette conférence à laquelle ont participé plus de 100 étudiants venus de toutes les régions du pays.

Francophonie

Les réunions internationales tenues en 1981 dans le cadre de la Francophonie sont dignes de mention, tant par leur nombre que par leur importance. En mars, la réunion des ministres de l'Agriculture s'est tenue à Paris sous les auspices de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Les participants ont convenu d'accorder une place de choix à l'agriculture et au développement rural. En outre, afin de se concentrer sur des activités déjà en train, ils ont recommandé l'intégration du développement rural, ainsi que l'établissement d'un inventaire et de plans de mise en valeur des ressources naturelles, aux fins de l'adaptation technologique et de la diffusion de l'information. M. Pierre de Bané, ministre de l'Expansion économique régionale, était à la tête de la délégation canadienne. En septembre, la réunion des ministres de la Culture s'est tenue à Cotonou, au Bénin. Les participants ont émis une déclaration sur le libre échange de la propriété culturelle, sur les échanges culturels et sur la protection du patrimoine, et formulé un certain nombre de recommanda-

tions. La délégation canadienne était dirigée par M. Francis Fox, ministre des Communications.

Enfin, en décembre, l'agence a tenu sa huitième Conférence générale à Libreville. M. de Bané, qui dirigeait cette fois encore la délégation canadienne, a été élu premier vice-président. L'événement le plus marquant de la conférence a été l'élection d'un nouveau secrétaire général destiné à remplacer le professeur Dankoulodo Dan Dicko du Niger. Les participants ont arrêté leur choix sur M. François Owono Nguéma, ministre d'État à la Culture, aux Arts et à l'Instruction populaire du Gabon. Parmi les autres décisions importantes prises à la Conférence générale, citons l'admission du Congo et de la Guinée en qualité d'États membres, ainsi que du Maroc et de Sainte-Lucie à titre d'États associés. L'agence compte ainsi 36 États membres, six États associés et deux gouvernements participants (les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick). La conférence a examiné le rapport du conseil de direction. Réuni au même endroit quelques jours auparavant, selon l'usage, ce dernier avait adopté un budget de consolidation et un programme d'activités qui, en raison des difficultés économiques que connaissent nombre des États membres, était plutôt modeste.

L'année a, en outre, été marquée par la tenue de deux autres conférences, celle des ministres de l'Éducation des pays d'expression française, à Paris, et celle des ministres de la Jeunesse et des Sports, à Port-au-Prince. Le Canada a, par ailleurs, appuyé maintes initiatives d'associations internationales francophones, tant publiques que privées. À cet égard, citons les réunions, en septembre, de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), à Québec, et de l'Institut international de droit d'expression française (IDEF), à Montréal.

Le Canada a ainsi poursuivi sa politique habituelle qui consiste à promouvoir activement le resserrement des relations des pays de la communauté francophone et leur étroite collaboration. Si les préparatifs en vue de la Conférence des chefs d'État ont marqué un temps d'arrêt en 1981, les contacts et les consultations n'en ont pas moins été maintenus au plus haut niveau. Par ailleurs, l'intérêt manifesté par le nouveau gouvernement de la France à l'égard de la Francophonie et des relations Nord-Sud laisse présager une intensification de la coopération dans ces domaines entre pays partiellement ou entièrement de langue française.



PARTIE B

Chapitre 1: ETATS-UNIS

L'année a débuté avec l'installation à Washington d'une nouvelle Administration vouée au redressement de l'économie au moyen d'une politique de l'offre, assortie d'une approche de déréglementation, et résolue à exercer le leadership des États-Unis dans bon nombre de domaines des affaires internationales. Les relations ont été parfois tendues entre le Canada et les États-Unis au cours de l'année, et les deux pays ont dû faire face à un ordre du jour bilatéral plus chargé qu'à l'ordinaire. L'environnement, la pêche et certaines questions économiques et commerciales ont constitué les dossiers les plus importants du point de vue du Canada, tandis que les questions relatives à l'énergie et aux investissements ont été au premier plan des préoccupations des États-Unis.

Les échanges de visites entre ministres et représentants canadiens et leurs homologues américains se sont multipliés et ont pris de l'envergure, ce qui s'explique, en partie, par le fait qu'il était nécessaire d'établir des contacts avec le nouveau gouvernement américain et par le désir exprimé par ce gouvernement d'entretenir des relations plus étroites avec le Canada, ainsi que par le fait que la liste des questions bilatérales en suspens ne cesse de s'allonger. Les visites les plus importantes au cours de l'année ont été celles qu'a effectuées le président Reagan à Ottawa, d'abord en mars (il s'agissait, à la fois, de sa première visite à l'étranger en tant que président et de la première visite officielle d'un président des États-Unis au Canada depuis 1972), puis en juillet à l'occasion du Sommet d'Ottawa, et les visites du premier ministre Trudeau à Washington, en juillet, et à Grand Rapids (Michigan), en septembre. (À la réunion de Grand Rapids participait aussi M. Lopez Portillo, président du Mexique, pays voisin, lui aussi, des États-Unis et avec lequel le président Reagan souhaitait également resserrer les liens.) Ces visites ont été d'une importance capitale dans la conduite de relations bilatérales actives.

Nombre d'autres réunions se sont tenues au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires, les deux pays ayant discuté d'un vaste éventail de questions bilatérales et internationales. Le ministre des Affaires extérieures M. MacGuigan et le secrétaire d'État, M. Haig, se sont rencontrés à maintes reprises au cours de l'année. Au niveau des législateurs, la réunion la plus importante à été celle du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis, tenue à Halifax en mai.

Environnement

Les questions environnementales transfrontières ont continué d'occuper une place de choix dans les relations entre le Canada et les États-Unis. La question des pluies acides a retenu plus particulièrement l'attention. Des négociateurs des deux pays se sont réunis à deux reprises au cours de l'année pour entamer l'élaboration d'un accord sur la pollution atmosphérique transfrontière. Des groupes de travail scientifiques, consti-

tués d'experts canadiens et américains et créés aux termes d'un Mémoire d'intention signé en août 1980, se sont réunis fréquemment en vue de réunir les données scientifiques devant servir de base à l'accord envisagé. Les efforts se sont poursuivis en vue de l'assainissement des Grands lacs, dans le cadre de l'Accord de 1978 sur la qualité de l'eau dans les Grands lacs. Les inquiétudes suscitées par l'élimination de déchets dangereux et toxiques dans la région du Niagara ont conduit les deux pays à constituer un comité bilatéral chargé de surveiller le degré de pollution du Niagara. Le projet de dérivation de Garrison au Dakota du Nord, qui pourrait entraîner la présence de biotes étrangers dans des eaux canadiennes, est demeuré source de préoccupation pour le Canada. Une autre question environnementale est restée sans solution, à savoir l'inondation d'une région sauvage de la vallée de la Skagit envisagée par une entreprise de service public de Seattle.

Energie

Les deux pays ont poursuivi leurs consultations sur certains points du Programme énergétique national canadien (PEN), notamment en ce qui concerne la part de la production pétrolière et gazière des terres du Canada devant revenir à la Couronne et le Comité des avantages industriels et régionaux des méga-projets. La Loi sur le pétrole et le gaz du Canada, qui contient des dispositions visant ces sujets, a été adoptée par le Parlement en décembre après que plusieurs amendements eurent été apportés au projet de loi C-48. Le ministère a joué un rôle de premier plan pour ce qui est d'exposer les objectifs du PEN aux Américains.

En réaction aux dispositions du PEN et aux activités de l'Agence d'examen de l'investissement étranger (AEIE), l'Administration américaine a entrepris une enquête sur le statut de réciprocité du Canada aux termes du Mineral Lands Leasing Act des États-Unis (enquête qui a abouti à la confirmation de ce statut au début de 1982).

L'Administration américaine a réussi à faire adopter par le Congrès un ensemble de dérogations à des lois américaines qui faisaient obstacle au progrès des ententes financières privées visant le tronçon nord du gazoduc du Nord. Par ailleurs, le tronçon ouest de la partie déjà construite du gazoduc, reliant l'Alberta à la Californie, a été mis en service en octobre.

En mai, l'Office national de l'énergie a approuvé en principe l'exportation aux États-Unis de 1 200 mégawatts de puissance garantie, devant être fournis par l'Hydro Ontario de 1981 à 1991.

La valeur des exportations canadiennes de pétrole, de gaz naturel et d'électricité aux États-Unis est passée de \$8,5 milliards en 1980 à 9,6 milliards en 1981.

Frontières maritimes et pêches

En novembre, les deux pays ont renvoyé à la Cour internationale de Justice leur différend quant à la frontière maritime dans la région du golfe du Maine. À la veille de sa visite à Ottawa, en mars, le président Reagan avait retiré du Sénat américain l'Accord sur les ressources halieutiques de la côte est, accord lié au Traité concernant la délimitation de la frontière maritime, étant parvenu à la conclusion que l'Accord n'obtiendrait pas l'approbation des sénateurs. Le gouvernement canadien a exprimé sa vive déception en apprenant que cet important instrument, destiné à régler un difficile problème bilatéral et signé à l'issue de longues négociations, n'entrerait pas en vigueur.

L'absence d'un régime convenu pour la gestion des stocks de poissons de la côte est dans la zone contestée a continué de nuire considérablement à la conservation des stocks. Néanmoins, il est apparu à la fin de l'année que les États-Unis adopteraient bientôt, et pour la première fois de leur histoire, un plan de gestion des pétoncles propre à imposer certains contrôles aux pêcheurs américains. Par contre, la situation était moins prometteuse pour ce qui est des poissons de fond, les États-Unis étant en voie d'assouplir un régime de gestion qui, de l'avis du Canada, devrait plutôt être resserré. Les discussions bilatérales se sont poursuivies tout au long de l'année en vue de rechercher un terrain d'entente qui permette d'assurer la conservation et la gestion des stocks dans une certaine mesure.

En ce qui concerne les pêches du Pacifique, les négociations ont progressé en vue de la conclusion d'un Accord sur l'interception du saumon. Les deux pays ont, par ailleurs, signé et ratifié un Accord sur le thon albacore du Pacifique.

Questions commerciales et économiques

Le Canada est resté le plus important partenaire commercial des États-Unis, et vice versa. L'accès aux marchés s'est amélioré de part et d'autre, grâce à l'introduction graduelle des réductions tarifaires et autres mesures convenues dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales. La valeur des échanges commerciaux s'est élevée à près de \$110 milliards, ce qui représente une augmentation de 15,4 % des ventes canadiennes aux États-Unis et de 12 % des importations en provenance des États-Unis. Le Canada a enregistré un excédent de \$1,7 milliard au compte des marchandises et un déficit de 3,5 milliards au titre des transactions sur invisibles, ce qui a entraîné un déficit de \$1,8 milliard au compte des opérations courantes avec les États-Unis.

Dans le secteur du commerce de l'automobile, qui a représenté près du quart du total des échanges, le déficit canadien, quoique inférieur à celui de 1980, est demeuré considérable, s'élevant à \$1,7 milliard. Particulièrement préoccupant à cet égard a été le secteur des pièces à haute technicité et à fort coefficient de compétences, où le déficit a atteint le chiffre record de \$5 milliards. Les deux pays ont poursuivi leurs consulta-

tions sur l'avenir de l'industrie automobile en Amérique du Nord et sur le rôle du Canada à cet égard. Par ailleurs, le Canada a ressenti une certaine inquiétude face au déséquilibre de plus en plus marqué que l'on constate, en faveur des États-Unis, à propos des échanges se faisant dans le cadre des Arrangements de partage des activités de recherche et de production en matière de défense.

En dépit de la récession économique et des pressions protectionnistes, aucun des deux pays n'a pris de mesures portant sérieusement atteinte aux intérêts de l'autre. Une innovation bien accueillie, résultant des Négociations commerciales multilatérales, a été l'introduction d'un critère de préjudice dans la législation américaine sur les droits compensateurs. Ainsi ont pu être levées au cours de l'année la plupart des mesures compensatoires imposées antérieurement par les États-Unis. Par ailleurs, l'Administration américaine a obtenu, pour des motifs constitutionnels, la prise d'une injonction contre certains règlements d'inspection; imposés par l'État du Maine, ces règlements auraient empêché l'entrée des pommes de terre canadiennes aux États-Unis. Par contre, l'adoption par le Sénat américain, en décembre, d'une résolution confiant à la Commission américaine du commerce international la conduite d'une enquête sur les prétendues subventions aux exportations canadiennes de bois d'oeuvre vers les États-Unis, a été source d'inquiétude.

L'année a été jalonnée de fréquentes consultations bilatérales sur un grand nombre de questions relatives au commerce et aux investissements. Le Canada s'est surtout préoccupé des subventions américaines aux exportations dans le cadre du DISC (lois Buy America, qu'elles proviennent du gouvernement fédéral ou des États), des restrictions américaines aux importations d'uranium et de certains aspects du Transportation Assistance Act des États-Unis. Quant aux États-Unis, ils se sont particulièrement attachés à certaines pratiques de l'AEIE et du PEN touchant le commerce, ainsi qu'aux dispositions du PEN visant les intérêts de la Couronne. En ce qui concerne l'AEIE, les États-Unis, après avoir annoncé qu'ils envisageaient de porter plainte devant le GATT, ont finalement eu recours au mécanisme de règlement des différends prévu par celui-ci.

Le Canada et les États-Unis ont tous deux tiré parti de réunions ou d'accords multilatéraux dans leurs tentatives de règlement de certaines questions bilatérales en suspens relatives au commerce et aux investissements. Le Canada a tenu des consultations avec les États-Unis dans le cadre du GATT concernant les restrictions américaines sur les importations d'uranium. Un groupe spécial du GATT a maintenu la plainte déposée par le Canada par suite de l'embargo américain de 1979-1980 sur les produits canadiens du thon. Le Canada a renvoyé à un groupe spécial du GATT l'emploi par les États-Unis d'une procédure discriminatoire pour l'adjudication des marchés d'importation dans les cas de prétendues infractions aux droits de brevet. Enfin, les États-Unis ont soulevé dans le cadre de l'OCDE la question des exceptions canadiennes au traitement national contenues dans le PEN.

Transports

Les deux pays ont entamé la négociation d'un nouvel accord bilatéral sur le service aérien. Le Canada s'est efforcé, par ailleurs, d'empêcher que la déréglementation aux États-Unis ne porte atteinte aux intérêts canadiens en matière de transports par chemins de fer et de camionnage, et de faire échec à la prise de mesures législatives visant à étendre le contrôle réglementaire des États-Unis aux marchandises américaines passant par des ports canadiens. Enfin, les deux pays ont renégocié les droits de péage de la voie maritime du Saint-Laurent.

Extraterritorialité

Les tentatives du gouvernement des États-Unis et des organismes américains de réglementation pour exercer leur juridiction sur des personnes et des biens se trouvant sur le territoire canadien ou sur des événements qui s'y déroulent ont été une source constante de préoccupation pour le Canada. En outre, le Congrès américain a adopté des mesures législatives visant à étendre la juridiction des États-Unis au delà de leur territoire. L'étroite interdépendance des économies canadienne et américaine crée parfois des situations où la législation américaine entre en conflit avec des lois et des intérêts canadiens. Un important sujet de frictions à cet égard semble vouloir trouver une solution définitive. Il est apparu, en effet, que les procédures civiles antitrust intentées auprès de tribunaux américains par des particuliers contre des producteurs d'uranium canadiens s'acheminent vers un règlement à l'amiable. Le projet de loi C-41, déposé au Parlement en juillet 1980, vise à protéger les sociétés et les citoyens canadiens contre les décisions de portée extraterritoriale des tribunaux étrangers.

Imposition et sécurité sociale

La Convention canado-américaine de double imposition, signée en 1980, a été soumise à l'examen du Sénat américain mais n'a pas encore été ratifiée, de nouvelles négociations devant être entreprises sur des modifications visant notamment le traitement fiscal des gains en capital provenant des ventes de biens immobiliers. Au cours de la visite du président Reagan en mars, les deux pays ont signé l'Accord canado-américain sur la sécurité sociale, qui prévoit la transférabilité des prestations. Avant d'entrer en vigueur, l'accord doit être ratifié par les deux parties, ce qui, du fait de certaines difficultés techniques, ne devrait pas s'accomplir avant 1983.

Défense

Deux événements majeurs ont marqué les relations bilatérales en matière de défense : le renouvellement de l'Accord NORAD et la réaffirmation des Arrangements de partage des activités de production et de développement en matière de défense entre le Canada et les États-Unis au cours de la visite du président Reagan à Ottawa en mars. La Commission mixte

permanente de défense (Canada-États-Unis) a discuté, par ailleurs, d'un grand nombre de questions liées à la défense. Enfin, les deux pays ont poursuivi leurs consultations sur la modernisation des moyens de défense de l'espace aérien nord-américain.

Communications

Les relations canado-américaines dans le domaine des communications l'emportent en complexité sur toutes autres relations entre deux pays. Si elles ont été marquées dans la pratique par un esprit de coopération et par une étroite collaboration, les différences qui caractérisent les politiques des deux pays à l'égard des télécommunications (conception américaine des cieux ouverts et du marché libre s'opposant à la conception canadienne d'une politique plus réglementée) ont donné lieu à certains conflits qui, souvent, reflétaient un contexte économique, politique et culturel différent dans chaque pays. La question de la radiodiffusion frontalière en constitue un exemple. En 1976, une disposition de la Loi canadienne sur l'impôt sur le revenu (article 19.1) a été modifiée de manière à assurer la viabilité de l'industrie canadienne de la radio-diffusion, c'est-à-dire à favoriser une meilleure utilisation des marchés canadiens. Par suite de pressions exercées par un certain nombre de télédiffuseurs frontaliers américains, l'Administration Reagan a proposé au Congrès, en novembre 1981, des mesures législatives de rétorsion destinées à faire pendant à l'article 19.1.

PARTIE B

Chapitre 2: AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Le Canada a poursuivi en 1981 sa politique de resserrement des liens avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, concentrant ses efforts au Mexique, au Brésil et au Venezuela ainsi que dans les Caraïbes du Commonwealth. Un certain nombre de visites officielles, très importantes sur les plans tant politique qu'économique (des visites de chefs de gouvernements en particulier), ont eu lieu au cours de l'année. C'est ainsi que, pour la première fois, un premier ministre canadien s'est rendu au Brésil.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont suscité un intérêt croissant dans l'opinion publique et chez les parlementaires. Ainsi, la Chambre des communes a consacré, en mars et en juin, deux jours de débat à la situation au Salvador et en Amérique centrale. Par ailleurs, un sous-comité de la Chambre des communes chargé des relations avec l'Amérique latine et les Caraïbes a été créé. Ce comité a présenté un rapport intérimaire en décembre.

En janvier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures M. Mark MacGuigan, s'est rendu en Jamaïque pour y participer à la première réunion ministérielle du Comité commercial et économique conjoint Canada-CARICOM; M. MacGuigan a également effectué des visites officielles à la Barbade et à Saint-Christophe-et-Nièves. À Kingston, M. MacGuigan a annoncé qu'à l'issue d'une importante revue des relations du Canada avec les Caraïbes du Commonwealth par le Cabinet, il avait été décidé que le Canada considérerait désormais ses liens avec la région comme une priorité dans ses relations extérieures et qu'il doublerait, au cours des cinq prochaines années, le montant de son aide publique au développement de la région. Le Canada s'est par ailleurs engagé à fournir aux Caraïbes du Commonwealth une assistance plus importante au titre de la prévention du crime, de la gestion de l'environnement côtier et des capacités de pêche et de sauvetage, ainsi qu'en ce qui concerne la planification d'urgence en cas de désastres naturels (tremblements de terre, éruptions volcaniques, ouragans, etc.). Enfin, le Canada a participé à l'organisation d'une réunion spéciale, tenue à Antigua en mai, en vue de discuter des problèmes de développement propres aux îles Leeward et Windward, petits États des Caraïbes orientales.

En juillet, les ministres des Affaires étrangères du Canada, des États-Unis, du Mexique et du Venezuela, réunis à Nassau, ont approuvé l'Initiative du bassin des Caraïbes qui vise à promouvoir le développement social et économique de la région, sans entrer, au départ, dans des considérations quelconques, des considérations politiques en particulier.

En septembre, le Dialogue Nord-Sud s'est poursuivi dans le cadre de la réunion au sommet tenue à Cancun, au Mexique.

En septembre également, le Belize (l'ancien Honduras britannique) a accédé à l'indépendance et a fait son entrée au Commonwealth et aux Nations unies.

Commerce

En 1981, nos exportations en Amérique du Sud ont accusé une baisse de 15,8 % par rapport à l'année précédente, tandis que nos importations en provenance de la région augmentaient de 8 %. En ce qui concerne nos échanges avec l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes, nos exportations se sont accrues de 22,4 % et nos importations de 71,6 %, ces accroissements ayant été particulièrement marqués pour ce qui est de nos échanges avec le Mexique et la Trinité-et-Tobago. Comme nos exportations dans ces pays sont constituées à quelque 30 % de produits manufacturés ou semi-finis, elles assurent un nombre appréciable d'emplois au Canada. Nos échanges ont été particulièrement importants avec le Brésil (exportations : \$675 millions, importations : \$429 millions), le Venezuela (exportations : \$552 millions, importations : \$2 385 millions), le Mexique (exportations : \$714 millions, importations : \$97 millions) et Cuba (exportations : \$452 millions, importations : \$196 millions).

Le Canada a signé un Accord de développement industriel avec l'Argentine et un Accord de fourniture de produits agricoles avec le Mexique, ce qui souligne non seulement l'importance que le gouvernement attache au développement et à la valorisation de ses relations commerciales avec les pays d'Amérique latine mais aussi l'appui qu'il apporte aux milieux d'affaires canadiens en vue de l'expansion des exportations.

Le premier ministre a effectué des visites au Brésil et au Mexique en janvier. Le ministre d'État au Commerce international, pour sa part, est allé au Brésil et en Colombie en décembre. Quant au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, il s'est rendu au Brésil en mars afin d'y présider la quatrième réunion du Comité économique mixte Canada-Brésil. En juin, c'était au tour du gouverneur de l'État de Sao Paulo de venir au Canada à la tête d'une mission de 80 hommes d'affaires brésiliens. Enfin, l'Office national du film et la société Embrafilme ont commencé à planifier des activités de coproduction au Brésil.

Autres activités

Le Canada a joué un rôle actif au sein de la Banque inter-américaine de développement (BID) et de la Banque de développement des Caraïbes; il a aussi veillé aux intérêts des pays de la région au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Dans le domaine culturel, le Canada s'est attaché à développer ses liens avec les pays de la région en favorisant les échanges bilatéraux dans le domaine universitaire et en encourageant des expositions et des concerts d'artistes canadiens. Plusieurs journalistes de la région ont été invités à venir se rendre compte sur place du développement politique, social et

industriel du Canada. Enfin, diverses autres activités ont été engagées en vue d'améliorer les relations culturelles avec l'Amérique latine et les Caraïbes.

En 1981 encore, le Canada a participé aux travaux de l'Organisation des États américains (OEA) en qualité d'observateur permanent. Un Canadien a été nommé vice-président de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire. Le Canada a également joué un rôle actif au sein de divers autres organismes interaméricains spécialisés et effectué des démarches en vue de devenir membre à part entière de la Conférence interaméricaine de télécommunications.

PARTIE B

Chapitre 3: EUROPE

Communauté européenne

L'année 1981 marquait le cinquième anniversaire de la signature de l'Accord cadre de coopération commerciale et économique entre le Canada et la Communauté européenne (CE). À cette occasion, le vice-président aux Relations extérieures de la Communauté est venu à Ottawa en juillet pour y présider, de concert avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, une réunion du Comité mixte de coopération, organe chargé de suivre de près le programme de travail entrepris en application de l'accord. M. MacGuigan avait, pour sa part, effectué une visite à Bruxelles en mai afin d'y avoir des entretiens avec le président de la Communauté, M. Gaston Thorn. Par ailleurs, le ministre de l'Expansion économique régionale et le président de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) se sont aussi rendus à Bruxelles en mai, pour y entrer en consultations avec la Commission européenne. Enfin, Mme Simone Veil, président du Parlement européen, est venue à Ottawa en octobre à l'invitation du président de la Chambre des communes.

Le 30 décembre, le Canada et la Communauté ont signé un accord de pêche d'une durée de six ans. Aux termes de cet accord, issu de négociations entamées en 1977, le Canada obtiendra de meilleurs débouchés pour certains de ses produits de la pêche sur les marchés de la CE; il accordera, en retour, des droits de pêche particuliers à plusieurs États membres de la Communauté.

En décembre également, un Échange de lettres entre le Canada et la Communauté est venu marquer l'aboutissement du processus engagé en janvier 1978 par l'Échange de lettres modifiant l'Accord de 1959 entre le Canada et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom). L'Échange de lettres de 1981, qui établit une approche type du retraitement, représente un important progrès dans l'application de la politique canadienne de non-prolifération et de garanties nucléaires. Il fournira au Canada les garanties qu'il exige, assurera la prévisibilité à long terme nécessaire aux programmes d'énergie nucléaire de l'Euratom et favorisera l'évolution d'un régime de non-prolifération efficace et internationalement convenu.

Le Canada et la Communauté sont parvenus à régler en 1981 la question de l'accès des exportations canadiennes de fromage cheddar, de boeuf de choix et de pommes de terre de semence aux marchés de la CE. La Communauté a continué de manifester de l'intérêt pour la mise en valeur des ressources pétrolières et gazières du Canada, mais elle a aussi exprimé son inquiétude quant à certains aspects de la mise en oeuvre du Programme énergétique national et de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger. À la fin de l'année, le Canada était préoccupé par la perspective d'une résolution réclamant l'interdiction par la CE des importations de produits

du phoque; cette résolution devait être déposée au Parlement européen au début de 1982.

Les échanges commerciaux entre le Canada et les États membres de la CE se sont élevés à \$15,1 milliards, ce qui représente une augmentation de 1,3 % par rapport aux \$14,9 milliards enregistrés en 1980. Comme à l'accoutumée, le Canada a connu un excédent au compte des échanges de marchandises avec la Communauté, mais celui-ci n'a été que de \$2,6 milliards, contre \$3,8 milliards en 1980. Ce recul est dû à une diminution de 6,5 % de nos exportations vers la CE, par suite de la crise économique, de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises européennes et de la baisse des cours des produits de base.

Europe de l'Ouest

Nos relations avec l'Europe de l'Ouest sont demeurées prioritaires, non seulement à cause de notre identité de vues sur un grand nombre de questions internationales, de la vigueur de nos liens historiques et culturels, mais aussi, du fait que la région présente la plus forte concentration de démocraties industrialisées, dont quatre des sept États qui participent aux sommets économiques.

L'année a été marquée par un accroissement important des contacts de haut niveau. Le gouverneur général, accompagné par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a effectué des visites officielles dans les cinq pays scandinaves au printemps. Le premier ministre s'est rendu, pour sa part, en Grande-Bretagne, en France, en République fédérale d'Allemagne et en Italie dans le cadre des préparatifs du Sommet économique d'Ottawa. Le projet de rapatriement de la Constitution a donné lieu, par ailleurs, à un certain nombre de contacts de haut niveau avec le gouvernement britannique. Ces contacts bilatéraux ont été appuyés dans le courant de l'année par de nombreuses discussions collectives sur des questions d'intérêt commun, notamment dans le cadre de l'OTAN, de l'OCDE et de la CSCE.

Les relations avec le Royaume-Uni ont gravité, dans l'ensemble, autour du rapatriement de la Constitution, processus qui s'est acheminé vers sa conclusion au cours de l'année grâce, en particulier, à l'entente fédérale-provinciale intervenue en novembre. Le très vif intérêt manifesté pour ce dossier compliqué par les parlementaires et la presse britanniques a exigé du haut-commissariat de Londres la conduite d'un programme soutenu de contacts et d'information.

Le Canada a monté une exposition commerciale et culturelle, les Journées canadiennes de Birmingham, qui a remporté un très réel succès. Notons, par ailleurs, qu'en 1981 le Royaume-Uni est resté notre première source d'immigration (16 % du nombre total d'immigrants), notre deuxième source d'investissement étranger et notre troisième marché d'exportation (\$3,3 milliards).

Au cours des six premiers mois de 1981, les relations bilatérales avec la France ont été dominées par l'imminence de l'élection présidentielle en France et par les préparatifs du Sommet d'Ottawa. L'élection du président Mitterrand et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement socialiste ont amené un regain des efforts de rapprochement entrepris par les deux pays depuis plusieurs années.

Le sommet a fourni au président Mitterrand et à ses ministres l'occasion d'un premier contact officiel avec le Canada. Le ton général des relations a été donné par une réunion tenue en juin à Paris entre le président Mitterrand et le premier ministre Trudeau, ainsi que par plusieurs visites ministérielles de part et d'autre. À cet égard, signalons les visites au Canada des ministres français du Plan et du Développement économique, de la Recherche et de la Technologie, et du Travail, de même que les visites en France des ministres canadiens chargés des Sciences et de la Technologie, de l'Industrie et du Commerce, de la Commission canadienne du blé et de l'Expansion économique régionale. Des efforts particuliers ont été déployés en vue de l'élaboration de projets de coopération concrets entre les deux pays. En octobre, le Groupe de travail sur l'énergie et les matières premières a évoqué des perspectives de coopération dans le domaine de l'énergie et, lors de sa dixième réunion en décembre, la Commission mixte a établi un programme biennal de coopération culturelle. Ces activités entrent dans le cadre des préparatifs de la visite au Canada du premier ministre Mauroy, prévue pour 1982.

Nos relations avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) ont pris un essor remarquable en 1981, le premier ministre Trudeau et le chancelier Schmidt ayant convenu, lors de la visite officielle de M. Schmidt au Canada en juillet, de la nécessité de prendre des mesures particulières en vue de mettre en valeur le potentiel des relations économiques entre les deux pays. Les deux leaders ont nommé des représentants personnels qu'ils ont chargés de rechercher des moyens propres à favoriser la réalisation de cet objectif. Sur la recommandation du représentant personnel du premier ministre, une équipe interministérielle chargée d'étudier les relations Canada-RFA a été constituée à Ottawa, dans le but de faciliter et d'accélérer les initiatives bilatérales issues des secteurs tant public que privé et d'élaborer une stratégie pour la conduite à long terme des relations canado-allemandes. Les relations politiques avec la RFA ont continué de reposer sur un esprit de collaboration et une entente mutuelle.

Tandis que l'Italie comptait toujours parmi les principaux partenaires du Canada en Europe, en 1981, des visites ministérielles plus nombreuses ont permis de resserrer les liens entre les autorités des deux pays. M. MacGuigan a effectué une visite officielle en Italie, devenant par la même occasion le premier secrétaire d'État aux Affaires extérieures à prendre part à des discussions officielles avec le Saint-Siège. Le bien-être des Italiens résidant au Canada et des citoyens canadiens d'origine italienne est resté au rang des préoccupations des deux pays, de même que les négociations en vue de la signature d'un accord culturel qui se sont poursuivies au cours de l'année.

En ce qui concerne les relations avec les pays scandinaves, l'événement marquant de l'année a été la visite officielle effectuée par le gouverneur général, en compagnie du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, en Suède, en Finlande, en Norvège, au Danemark et en Islande, à la fin de mai et au début de juin. Au cours de la visite, l'accent a été mis sur la similitude des nombreux problèmes, dont les problèmes de développement, que connaissent le Canada et les pays scandinaves du fait de leur environnement nordique. La visite a également fourni l'occasion d'examiner un certain nombre de questions multilatérales, notamment les relations Nord-Sud et le désarmement, sur lesquelles le Canada et certains des pays scandinaves ont adopté des positions analogues.

Les relations entre le Canada et l'Autriche ont été rehaussées par la visite au Canada du ministre des Affaires étrangères M. Pahr, en octobre, ainsi que par les visites en Autriche effectuées dans le courant de l'année par le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, le ministre d'Etat aux Sciences et à la Technologie et le ministre de l'Energie, des Mines et des Ressources. Par ailleurs, bon nombre de hauts fonctionnaires ont saisi l'occasion de leur participation à des réunions des Nations unies à Vienne, troisième ville de l'ONU, pour avoir des entretiens avec leurs homologues autrichiens. Le Canada et l'Autriche partagent les mêmes vues sur nombre de questions débattues au sein d'instances internationales telles que les Nations unies et la CSCE.

L'Espagne a présenté en décembre sa demande officielle d'adhésion à l'OTAN. Celle-ci a été chaleureusement accueillie par le Canada qui assumait alors la présidence honoraire de l'Alliance. Par contre, les relations canado-espagnoles sont restées tendues dans le secteur des pêches, les deux pays n'étant pas parvenus à conclure un accord à cet égard.

Signalons, également en 1981, la première visite au Canada d'un ministre des Affaires étrangères de la Suisse, ainsi que la visite du ministre-président de l'Exécutif wallon qui faisait suite à la visite en Belgique du ministre de l'Expansion économique régionale.

Dès son élection, le nouveau premier ministre de Grèce, M. Papandreou, a été invité par le premier ministre Trudeau à effectuer une visite au Canada. A la fin de l'année, le gouverneur général faisait des projets en vue de se rendre en Grèce en 1982, confirmant ainsi l'intérêt que se portent les deux pays et l'importance qu'ils attachent à leurs relations bilatérales.

Europe de l'Est

Le Canada a cherché à développer ses liens avec les pays de l'Europe de l'Est, s'appuyant sur l'idée d'avantage mutuel et de réciprocité et sur l'esprit de l'Acte final d'Helsinki. La coopération commerciale et économique comporte en effet des avantages de part et d'autre, l'expansion des échanges bilatéraux, commerciaux et autres, pouvant contribuer à réduire les tensions Est-Ouest. Aussi, bien que les relations avec l'Union

soviétique se soient sérieusement ressenties de la réaction occidentale au comportement soviétique, les liens du Canada avec les pays de l'Europe de l'Est ont continué à évoluer de façon satisfaisante.

Les relations canado-soviétiques se sont améliorées dans certains domaines au cours des onze premiers mois de 1981, mais les espoirs d'une amélioration à plus long terme ont été anéantis à la fin de l'année par suite de l'appui apporté par les Soviétiques à l'imposition de la loi martiale en Pologne. En conséquence, peu de progrès ont été réalisés pour ce qui est du développement des intérêts bilatéraux d'ordre politique et économique.

La grande exception a été enregistrée dans le secteur des céréales, où les ventes du Canada à l'Union soviétique ont atteint le chiffre record de \$1,7 milliard. La valeur totale des échanges a été de \$1,8 milliard en 1981, la balance commerciale étant fortement excédentaire en faveur du Canada. L'Union soviétique a, en outre, été le premier client du Canada pour ce qui est des produits alimentaires. Les deux pays ayant, par ailleurs, des intérêts communs dans le domaine de l'agriculture, le ministre canadien de l'Agriculture s'est rendu en octobre en Union soviétique; il y a signé un accord portant création d'une Commission agricole mixte qui se réunira une fois l'an en vue de promouvoir la coopération dans le secteur agricole.

En septembre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures rencontra le ministre des Affaires étrangères de l'URSS aux Nations unies et lui exposait les considérations politiques faisant obstacle aux relations canado-soviétiques, dont principalement le maintien de l'occupation soviétique en Afghanistan. À cette occasion, ainsi qu'à d'autres reprises au cours de l'année, le Canada a réaffirmé qu'il ne saurait envisager une normalisation de ses relations avec l'URSS tant que les forces soviétiques n'auraient pas quitté l'Afghanistan. L'influence exercée par l'Union soviétique sur les événements de Pologne et l'imposition de la loi martiale dans ce pays sont venues renforcer la réticence du Canada à relancer pleinement les efforts en vue d'accroître les relations canado-soviétiques.

Au cours des onze premiers mois de 1981, la Pologne a vécu dans un climat de réforme et de renouveau. Le point de départ de cette évolution s'est situé au mois d'août de l'année précédente, lors de la signature des accords de Gdansk et de Szczecin entre le gouvernement et les travailleurs en grève.

En 1981, le Canada a apporté une aide considérable à une Pologne en proie à des difficultés économiques, poursuivant ses livraisons de céréales dans le cadre de l'Accord bilatéral sur les céréales et fournissant un crédit additionnel de \$500 millions en vue de faciliter ces livraisons. En outre, une allocation spéciale de pêche de 8 000 tonnes a été octroyée à la Pologne, venant s'ajouter à son allocation annuelle traditionnelle de 12 000 tonnes. Par ailleurs, l'engagement de la Pologne au titre des achats de poisson a été réduit de \$8 millions à 5 millions. Enfin, le Canada a été

partie à l'accord multilatéral de rééchelonnement de la dette officielle polonaise pour 1981, conclu à Paris en avril par les 15 États occidentaux créanciers de la Pologne.

L'imposition de la loi martiale qui, le 13 décembre, devait marquer l'arrêt brutal du processus de réforme en Pologne, a amené le gouvernement canadien à entreprendre un examen détaillé de ses relations avec le régime militaire polonais et avec l'Union soviétique. Les consultations au sein de l'OTAN devaient, par ailleurs, conduire à un appel commun des alliés occidentaux en faveur de la levée de la loi martiale, de la libération des personnes internées et de la reprise du dialogue entre le gouvernement, l'Église et Solidarité. Dans les derniers jours de 1981, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont exprimé l'inquiétude du Canada devant l'évolution des événements de Pologne et exhorté le peuple et le gouvernement polonais à s'acheminer vers une réconciliation nationale, à l'abri de toute ingérence étrangère.

Les relations canado-hongroises ont été rehaussées par la première visite à Budapest d'un ministre canadien des Affaires extérieures. La visite, qui a eu lieu en mars, a fourni l'occasion de discussions approfondies sur l'état des relations Est-Ouest et sur les moyens propres à élargir la coopération commerciale et économique entre les deux pays. L'inauguration par le ministre d'une exposition de peintures canadiennes à Budapest est venue renforcer les liens culturels naissants entre les deux pays. Par ailleurs, les deux parties ont fait le point des progrès réalisés en vue de la conclusion d'une convention consulaire bilatérale. La convention comportera une annexe sur les questions de nationalité devant servir de cadre juridique aux mesures propres à assurer la protection consulaire des Canadiens d'origine hongroise en visite dans leur ancienne patrie. En mai, le président du Sénat s'est rendu en Hongrie, à la tête d'une délégation de parlementaires.

La coopération nucléaire constituant la principale composante des relations entre le Canada et la Roumanie, bon nombre des échanges effectués en 1981 ont porté, directement ou indirectement, sur le projet CANDU en cours de réalisation à Cernavoda. Le ministre d'État au Commerce s'est rendu à Bucarest en mai afin d'y signer un Accord économique à long terme, ce qui témoigne de l'accroissement sensible des échanges commerciaux entre les deux pays au cours des dernières années. Du côté roumain, le secrétaire d'État au Commerce extérieur et à la Coopération économique est venu au Canada en novembre à l'occasion de la réunion de la Commission gouvernementale mixte pour la promotion du commerce et de la coopération économique. Sur le plan politique, les consultations Canada-Roumanie pour 1981, qui se sont tenues à Ottawa en octobre, ont fait ressortir l'intérêt des deux pays à l'égard des questions Est-Ouest et l'avantage d'une fréquente coopération au sein des instances internationales. La délégation roumaine avait à sa tête un vice-ministre des Affaires étrangères. Par ailleurs, une délégation de parlementaires canadiens, dirigée par le président du Sénat, s'est rendue en Roumanie en mai.

Des négociations déjà en cours l'année précédente se sont poursuivies en 1981 entre le Canada et la Roumanie en vue de la conclusion d'une convention consulaire et d'un accord sur l'aviation civile. Les deux pays ont par ailleurs commencé à travailler à l'organisation de la première réunion de la Commission mixte de coopération agricole Canada-Roumanie.

Pour ce qui est des relations avec la Tchécoslovaquie, la visite qu'a effectuée à Prague, en mai, le ministre d'État au Commerce a rehaussé dans ce pays l'image du Canada en tant que puissance commerciale. En octobre, le ministre de la Défense nationale, en sa qualité de ministre suppléant des Affaires des anciens combattants, accompagné d'une délégation, a assisté aux cérémonies à la mémoire des Canadiens tombés en Tchécoslovaquie pendant la guerre. Pendant son séjour à Prague, le ministre a été reçu par le premier ministre et a eu des entretiens avec les dirigeants tchèques. Des consultations politiques portant sur des questions bilatérales et internationales se sont également déroulées à Prague au début de l'année.

Les relations avec la Bulgarie ont été marquées par la visite du sous-ministre bulgare des Affaires étrangères, venu à Ottawa en octobre pour y prendre part à des consultations politiques. Plus tard, au cours du même mois, une délégation canadienne s'est rendue à Sofia pour y procéder à des discussions portant sur des questions commerciales. Un accord est par ailleurs intervenu sur le règlement des réclamations canadiennes résultant du non-paiement de certaines dettes en obligations de la Bulgarie. Enfin, les deux pays ont engagé des pourparlers en vue d'un Échange de notes sur les relations culturelles.

Quoique limitées, les relations entre le Canada et la République démocratique allemande ont connu quelques progrès en 1981. Les deux pays sont entrés en consultations politiques à Berlin-Est en février. Par ailleurs, des universitaires de la RDA ont participé à la Conférence annuelle de Gummersbach sur les études canadiennes dans les pays de langue germanique, témoignant ainsi d'un intérêt pour le Canada qui pourrait conduire à une intensification des échanges de scientifiques et d'universitaires entre les deux pays. Enfin, dans un accord commercial paraphé en septembre, les deux pays ont évoqué les possibilités de future coopération économique.

L'intérêt considérable du Canada pour la Yougoslavie tient à l'importance stratégique de ce pays et à son rôle dans le Mouvement des non-alignés et le dialogue Nord-Sud, ainsi qu'à l'existence de plus de 150 000 Canadiens d'origine yougoslave. Si les échanges commerciaux constituent pour l'instant une composante importante des relations entre le Canada et la Yougoslavie, les deux pays s'efforcent d'étendre leur coopération à d'autres domaines, notamment au domaine culturel, scientifique, technique et agricole.

De fréquents contacts de haut niveau ont eu lieu en 1981 entre le Canada et la Yougoslavie. En mars, le secrétaire parlementaire du ministre

de l'Énergie, des Mines et des Ressources, accompagné d'une délégation, s'est rendu en Yougoslavie afin d'y participer à un colloque sur la technologie nucléaire canadienne. En avril, le ministre yougoslave du Commerce extérieur est venu au Canada à l'invitation du ministre d'État au Commerce; en mai, le ministre canadien de l'Agriculture s'est rendu à Belgrade en visite officielle; puis, dans le courant de l'année, le ministre de la Défense nationale, en sa qualité de ministre suppléant des Affaires des anciens combattants, est allé assister à la tête d'une délégation aux cérémonies organisées à la mémoire des Canadiens tombés en Yougoslavie pendant la guerre.

PARTIE B

Chapitre 4: AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

Moyen-Orient

Le Moyen-Orient, région instable et en proie à de nombreuses tensions, n'a pas cessé, en 1981, d'offrir des possibilités au Canada sur le plan des relations bilatérales. Le processus de paix de Camp David s'est poursuivi malgré les changements de gouvernement intervenus aux États-Unis, avec l'installation du président Ronald Reagan au début de l'année, et en Égypte, avec l'élection du président Hosni Moubarak (à la suite de l'assassinat du président Sadate) en octobre. Notons que le premier ministre israélien Begin, qui fut l'un des signataires des accords de Camp David, est demeuré au pouvoir après les élections générales du 30 juin.

Le Liban est resté un dangereux point chaud dans le conflit arabo-israélien. En avril, des hostilités se sont déclarées à Zahlé tandis qu'éclatait la crise des missiles, les Syriens ayant installé des missiles dans la vallée de la Bekaa après que deux de leurs hélicoptères eurent été abattus par Israël. En juillet, les raids aériens d'Israël contre des cibles de l'OLP à Beyrouth ont fait de nombreuses victimes civiles et ont entraîné une nouvelle montée des tensions. Le Canada a exprimé sa vive préoccupation devant cette situation et exhorté les parties au conflit à mettre fin aux hostilités et à conclure un cessez-le-feu, les engageant, par ailleurs, à respecter les autorités légalement constituées, à rechercher un règlement négocié et à s'employer à rétablir la stabilité dans la région. Les efforts de l'envoyé spécial des États-Unis, Philip Habib, ont enfin abouti le 24 juillet à la conclusion d'un fragile cessez-le-feu concernant les affrontements militaires entre le Liban et Israël; ce cessez-le-feu était toujours respecté à la fin de l'année. Le bombardement, par Israël, des installations nucléaires iraqiennes près de Bagdad, le 7 juin, a été universellement condamné. Le considérant, pour sa part, extrêmement préjudiciable à la cause de la paix au Moyen-Orient, le Canada a fait des représentations à cet égard au gouvernement israélien. Il a, en outre, condamné fortement cette intervention au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique, où la question a été débattue tant au conseil des gouverneurs, en juin, qu'à la conférence générale, en septembre. Par contre, il n'a pas appuyé les tentatives visant à suspendre l'exercice, par Israël, de ses droits et privilèges de membre de l'agence, considérant qu'une telle action porterait gravement atteinte au principe de l'adhésion universelle auquel il attache une grande importance.

En 1981, les controverses au sujet du différend arabo-israélien se sont intensifiées dans l'ensemble du système des Nations unies. Ainsi, l'Assemblée générale a adopté quelque 35 résolutions portant sur ce différend, dont la plupart critiquaient la conduite d'Israël. La campagne anti-israélienne menée par les Arabes aux Nations unies devait prendre une ampleur particulière à la suite de l'extension, par Israël, de sa législation au territoire occupé des hauteurs du Golan, le 14 décembre. Pour sa

part, le Canada a exprimé sa ferme opposition à l'action israélienne, la considérant l'équivalent d'une annexion, contraire au droit international, et une entrave à la paix. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a fait des représentations à cet égard au ministre des Affaires étrangères d'Israël.

Face au conflit irano-iraquien qui a continué de prélever un lourd tribut en vies humaines, le Canada est demeuré strictement neutre et a accordé son appui à divers efforts de médiation.

Signalons, au nombre des événements positifs, qu'au début de l'année les autorités iraniennes ont libéré les 52 Américains détenus en otages depuis le 4 novembre 1979. Cette libération a amené le gouvernement canadien à lever les sanctions qu'il avait imposées à l'Iran (dont un embargo sur les exportations) en guise de protestation contre la détention par ce pays de personnel américain, en violation du droit international.

Par ailleurs, poursuivant la normalisation de leurs relations, l'Égypte et Israël sont parvenus à un accord sur la constitution d'une force multinationale et d'un groupe d'observateurs chargés de veiller à l'application du traité de paix conclu par les deux pays, après le retrait des forces israéliennes du Sinaï en avril 1982. En outre, les pourparlers israélo-égyptiens sur l'autonomie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ont repris en septembre mais ils n'avaient abouti à aucun résultat à la fin de l'année. Le Canada a continué, pour sa part, d'appuyer le processus de paix de Camp David.

Enfin, en août, le prince héritier Fahd d'Arabie Saoudite a annoncé une proposition en huit points en vue d'un règlement de la situation au Moyen-Orient, faisant notamment mention du droit de tous les États de la région de vivre en paix. Cependant, le Sommet arabe, réuni à Fez en novembre, s'est séparé avant d'avoir étudié la proposition Fahd.

Le décès prématuré du président Sadate en octobre a semé la consternation dans le monde. Le Canada était représenté aux obsèques par le gouverneur général et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. L'intérêt que nous attachons au développement de l'Égypte se manifeste de façon concrète par l'accroissement de nos contributions au titre de l'aide à ce pays (qui dépasseront \$25 millions au cours de l'année 1982-1983), par des échanges commerciaux très actifs (plus de \$133 millions en 1981) et par le resserrement de nos liens socio-culturels.

En décembre, à l'issue de négociations menées à Bagdad, les délégations canadienne et iraquienne ont paraphé le texte d'un Accord de coopération commerciale, économique et technique.

Les exportations du Canada au Moyen-Orient, constituées dans une forte proportion de biens manufacturés et de services techniques, se sont élevées à \$1,384 milliard en 1981, contre \$1,05 milliard en 1980. Nous avons, par ailleurs, enregistré des résultats extrêmement positifs quant aux

exportations de services d'ingénierie, de consultation et de planification, dont la valeur s'est élevée à quelque \$500 millions. Nos principaux débouchés ont été l'Arabie Saoudite, Israël et l'Iraq. Enfin, en 1981, le Canada a acheté au Moyen-Orient environ 38 % de son pétrole importé, ce qui représente une baisse de quelque 12 % par rapport à 1980.

L'année a été marquée par un certain nombre de visites de haut niveau. M. Ed Lumley, ministre d'État (Commerce international), a effectué des visites en Égypte (février) et en Arabie Saoudite (mai); il a également assisté à la Foire de Bagdad (octobre). M. Jean-Jacques Blais, ministre des Approvisionnements et Services, a assisté, quant à lui, aux cérémonies de la fête nationale iraquienne à Bagdad, en juillet. Enfin, M. Donald Johnston, président du Conseil du Trésor, s'est rendu en Israël, en avril, à la tête d'une mission commerciale. D'autre part, le roi Hussein de Jordanie a effectué une visite à Ottawa, en novembre, et M. Bashir Judah, secrétaire libyen à la Bonification agricole et à la Mise en valeur des terres, a visité l'Alberta en août.

Afrique francophone

Le Canada a poursuivi en 1981 la mise en oeuvre de sa politique générale d'expansion et de consolidation de ses liens avec les pays d'Afrique francophone. Des visites de haut niveau plus nombreuses sont venues donner une impulsion nouvelle à notre dialogue politique avec les gouvernements africains. Par ailleurs, un grand nombre de programmes de développement et de relations commerciales, ainsi qu'un intérêt renouvelé pour les échanges culturels et sportifs, ont contribué à l'intensification de nos relations avec les pays de la région.

Le premier ministre a effectué des visites au Sénégal, en Algérie et au Maroc; plusieurs ministres ont parcouru près de la moitié des pays d'Afrique francophone se rendant, notamment, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Maroc, au Gabon, en Guinée, en Haute-Volta, au Mali, au Niger, au Rwanda, au Burundi et au Zaïre. De son côté, le Canada a reçu les ministres des Affaires étrangères de Côte d'Ivoire, du Maroc et du Togo, ainsi que divers autres ministres d'Algérie, de Guinée, de Haute-Volta, du Niger, du Rwanda, des Comores, du Sénégal, de Tunisie et de République centrafricaine.

Ces visites ont fourni l'occasion de procéder à des consultations approfondies sur des questions politiques d'intérêt bilatéral ou général et de promouvoir divers projets de commerce et de développement. Certaines d'entre elles ont été effectuées dans le cadre de réunions de commissions bilatérales qui ont permis de revoir l'ensemble des relations du Canada avec les pays concernés. Pareilles réunions ont été organisées avec l'Algérie, le Sénégal, le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Zaïre.

Sur le plan économique, 1981 aura été une autre année de stagnation relative pour la plupart des pays d'Afrique francophone, à l'exception des pays exportateurs de pétrole tels l'Algérie, la Tunisie, le Cameroun et le Gabon. Des problèmes de structure, conjugués à la baisse des cours des

produits agricoles tropicaux et des matières minérales de base, notamment le cuivre et les phosphates, ont conduit à des taux de croissance insuffisants. Le besoin d'aide économique s'étant fait particulièrement aigu dans les pays moins développés, ceux-ci ont organisé diverses conférences de donateurs afin de faire connaître leurs difficultés.

Plusieurs différends majeurs sont demeurés sans règlement. Les hostilités se sont poursuivies au Sahara occidental, les parties au conflit n'ayant pas réussi à s'entendre sur les modalités d'un référendum dont ils avaient accepté la tenue à l'instigation de l'organisation de l'unité africaine (OUA). Au Tchad, la force panafricaine de maintien de la paix envoyée par l'OUA après le retrait des troupes libyennes a réussi à contenir quelque peu la guerre civile, sans toutefois parvenir à susciter un règlement politique durable entre les parties. Le Sénégal est intervenu militairement en Gambie pour soutenir le gouvernement de ce pays menacé par un coup d'État. Par ailleurs, les deux pays sont convenus de s'unir pour former la Confédération de Sénégalie, au sein de laquelle tous deux conserveront leur souveraineté tout en collaborant étroitement dans le domaine économique ainsi qu'en ce qui concerne leurs politiques extérieures et leurs politiques de défense. Enfin, un coup d'État sans effusion de sang a conduit à un changement de gouvernement en République centrafricaine.

Si divers autres pays ont connu une certaine instabilité intérieure, le tableau général n'est cependant pas sans présenter des aspects positifs. Ainsi, la Tunisie a adopté le multipartisme et le Sénégal a renforcé ses institutions démocratiques. Par ailleurs, une charte des droits de l'homme a été adoptée au Sommet de l'OUA, sous réserve de ratification par les États membres. Enfin, les pays du Sahel ont connu de meilleures récoltes que l'année précédente, et les perspectives se sont faites plus prometteuses en ce qui concerne la découverte de nouveaux gisements pétroliers dans le golfe de Guinée.

Le Canada a appuyé les efforts de développement des pays de la région par une aide bilatérale de plus de \$158 millions, dont la plus grande partie a été versée sous forme de subventions. Les échanges commerciaux ont continué de progresser; nos exportations se sont élevées à \$764 millions, et nos importations à \$487 millions, principalement en raison d'importants achats de pétrole algérien. Le Canada a, par ailleurs, continué de participer pleinement aux activités des organisations de la Francophonie, favorisant ainsi non seulement le développement de relations bilatérales avec les pays de la région, mais l'épanouissement de ses relations multilatérales.

Afrique anglophone*

L'année 1981, qui a débuté par la Conférence de Genève sur la Namibie en janvier et s'est terminée par un coup d'État au Ghana la veille du Nouvel An, a été riche en événements pour l'Afrique anglophone.

* La Direction de l'Afrique anglophone du ministère s'occupe, à la fois, des anciens territoires portugais de l'Angola et du Mozambique et des pays d'Afrique dits anglophones.

Le Canada a maintenu son engagement à l'égard du développement économique de l'Afrique et du règlement pacifique des différends dans l'ensemble de la région. Les ambassades et hauts-commissariats du Canada en Afrique anglophone ont, en 1981, assuré la réalisation de programmes d'aide bilatérale s'élevant à quelque \$166 millions. Par ailleurs, les négociateurs canadiens ont poursuivi leurs efforts au sein du Groupe de contact des cinq pays occidentaux, dont le Canada fait partie, en vue de parvenir à un règlement pacifique en Namibie; ces efforts ont été particulièrement marqués dans la seconde moitié de l'année, lorsqu'une équipe du Groupe de contact a effectué une tournée en Afrique afin que l'on engage de nouveaux pourparlers dans le cadre d'une réactivation des négociations.

Le Canada s'est appliqué à resserrer ses liens bilatéraux avec un certain nombre de pays de la région grâce à une série de visites de haut niveau. À cet égard, signalons d'abord la visite du premier ministre Trudeau au Nigeria en janvier (suivie de celle du ministre du Commerce, M. Lumley, en avril), puis au Kenya et en Tanzanie en août. Parmi les visites effectuées au Canada en 1981 par des personnalités africaines, les plus marquantes ont été celles de M. Bernard Chidzero, ministre des Affaires économiques du Zimbabwe, et de M. da Moura, vice-ministre des Affaires étrangères de l'Angola.

Le Canada a participé en mars à la Conférence ZIMCORD, convoquée pour coordonner l'aide internationale au nouvel État du Zimbabwe. Ses représentants ont, en outre, pris part à la Conférence de Genève sur la Namibie, en janvier, à la Conférence sur les réfugiés d'Afrique (à Genève également), en avril, à la Conférence de Paris, en septembre, sur l'aide aux pays les moins avancés, dont neuf sont situés en Afrique anglophone, et, enfin, à la réunion ministérielle de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe, organisée à Blantyre en novembre.

PARTIE B

Chapitre 5: ASIE ET PACIFIQUE

Asie du Nord et Pacifique Nord

Deux visites au Canada du premier ministre du Japon sont venues souligner en 1981 le resserrement constant des liens entre les deux pays, ainsi que leur désir commun d'approfondir leur compréhension mutuelle grâce à des échanges au niveau le plus élevé. La première visite, en mai, fournit aux deux premiers ministres l'occasion de procéder à un vaste tour d'horizon des questions multilatérales et bilatérales de l'heure. La deuxième eut lieu en juillet, le premier ministre du Japon venant, en compagnie de ses ministres des Affaires étrangères et des Finances, participer au Sommet d'Ottawa.

Le Canada demeure très désireux de favoriser des consultations politiques avec le Japon. À cette fin, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu à Tokyo en novembre afin de prendre part à la deuxième série de consultations annuelles des ministres des Affaires étrangères. (Institués en 1980, ces entretiens permettent aux deux pays de se tenir pleinement et constamment au courant de leurs politiques respectives concernant des questions d'intérêt mondial et régional.) Cinq autres ministres canadiens se sont rendus au Japon en 1981, dont le ministre d'État au Commerce et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Du côté japonais, le ministre du Commerce international et de l'Industrie et le ministre de la Construction ont visité le Canada. Par ailleurs, le ministre japonais des Finances a effectué une brève visite en Alberta et en Colombie-Britannique au lendemain du Sommet d'Ottawa.

Une délégation de quatre membres de la Diète a effectué un séjour au Canada en juin et juillet, sous les auspices de la Ligue des parlementaires Japon-Canada. Par ailleurs, l'Association de l'amitié Canada-Japon, constituée de membres de la Chambre des communes et du Sénat, a poursuivi tout au long de l'année ses diverses activités visant à resserrer les liens entre parlementaires des deux pays.

En ce qui concerne les relations économiques, le Japon est demeuré le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. La valeur totale des échanges entre le Canada et le Japon a atteint le chiffre record de \$8,5 milliards, ce qui représente une augmentation de 19 % par rapport à 1980. Notons que cette augmentation a été due, en grande partie, à celle de nos importations du Japon, qui ont été de \$4,04 milliards, et que notre excédent commercial a régressé de \$1,6 milliard en 1980 à 446 millions en 1981. La faible croissance des ventes canadiennes est largement attribuable à un recul cyclique de la demande et à une baisse des cours des produits de base. Nos exportations vers le Japon se composent principalement de produits bruts et transformés tels que métaux, minéraux, céréales, pâte de bois, bois d'oeuvre, porc et laitances de poisson. Quant à notre premier produit d'exportation, la houille cokéifiable, les perspectives de

son exportation au Japon se sont considérablement améliorées grâce à la conclusion d'importants nouveaux marchés à long terme visant la fourniture, à compter de l'année 1983-1984, de charbon du nord-est de la Colombie-Britannique. Les deux pays ont, par ailleurs, mené à bien la négociation d'un accord de réciprocité sur les opérations bancaires, ce qui illustre bien la complexité et la constante diversification de l'intérêt que présente le Japon pour le Canada.

Le Groupe de travail intergouvernemental de la transformation des ressources, créé en 1980 par le Comité économique mixte (Canada-Japon), s'est réuni à deux reprises en 1981. L'objectif du Canada est d'amener le Japon à s'associer à l'idée qu'il est souhaitable de procéder à une transformation plus poussée des ressources canadiennes avant de les exporter. La quatrième Conférence d'hommes d'affaires Canada-Japon, tenue à Vancouver en mai, a permis aux secteurs privés des deux pays d'avoir un échange de vues plus fructueux et d'acquiescer, au sujet de leurs politiques respectives et de leur contexte une compréhension essentielle à l'établissement de liens commerciaux durables et plus étroits entre les deux pays.

Les deux visites du premier ministre de Colombie-Britannique, M. Bennett, et les nombreuses autres missions ministérielles provinciales qui se sont rendues au Japon sont révélatrices du vif intérêt que portent les provinces au resserrement des relations canado-japonaises. L'ambassade du Canada à Tokyo s'est employée, en étroite collaboration avec les leaders et représentants provinciaux, à sensibiliser le gouvernement japonais aux préoccupations des provinces. En outre, la tenue de consultations fédérales-provinciales périodiques sur des questions économiques et autres intéressant particulièrement les provinces permet à ces dernières de se tenir au courant de l'évolution des relations canado-japonaises.

Plusieurs des activités de l'ambassade du Canada à Tokyo méritent l'attention. Ainsi, les contacts dans le domaine des sciences et de la technologie n'ont cessé de se multiplier. À cet égard, signalons notamment la mise en train des essais de liquéfaction du charbon canadien au Japon et la signature de mémorandums d'accord visant la recherche particulière fondamentale et l'enrichissement des huiles lourdes. Enfin, les préparatifs ont commencé en vue de la cinquième série de consultations Canada-Japon sur les sciences et la technologie, qui doit se tenir à Ottawa en juin 1982.

Dans le domaine culturel, la première exposition de peintures canadiennes, organisée par l'entremise de la Galerie nationale du Canada avec l'aide du ministère, a reçu un accueil très positif au Musée d'art moderne de Tokyo, ainsi qu'à Sapporo et à Oitsu. D'autres expositions, de moindre envergure, présentant des gravures, des photographies et des documents d'information, ont permis de faire connaître à un plus vaste public diverses facettes de la culture canadienne. Enfin, dans le cadre de l'Accord culturel de 1976, la deuxième série biennale de consultations culturelles Canada-Japon s'est tenue à Ottawa, en juin.

Les études canadiennes suscitent de plus en plus d'intérêt chez les universitaires et les étudiants japonais. M. David Smith, professeur à l'Université de la Saskatchewan, a assumé en 1981 les fonctions de conférencier invité dans le cadre du programme des études canadiennes au Japon parrainé par le ministère. Outre les résultats obtenus dans la région de Tokyo, lieu de concentration des activités de M. Smith, les études canadiennes ont connu des débuts prometteurs à l'université Kwansai-Gakuen de Kobe et à l'université Hokkai-Gakuen d'Hokkaido. Les études canadiennes au Japon sont appuyées par les programmes de bourses d'études et de complément de spécialisation du gouvernement du Canada, qui permettent à des étudiants de valeur et à des professeurs de venir poursuivre leurs études dans des établissements canadiens.

Les relations du Canada avec la Chine ont été rehaussées en 1981 par la visite en Chine du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, au mois d'août. Au cours de sa visite, M. MacGuiguan a eu des entretiens avec le ministre des Affaires étrangères Huang Hua ainsi qu'avec d'autres membres des milieux dirigeants chinois, dont le vice-président Deng Xiaoping. Ces entretiens ont débouché sur l'annonce de discussions plus poussées visant l'établissement d'un programme de coopération au développement.

En avril, le ministre de l'Environnement s'est rendu en Chine à la tête d'une délégation. Il y a signé un memorandum d'accord sur les questions forestières. Par ailleurs, le président de la Société Radio-Canada a visité la Chine en septembre.

Les échanges commerciaux entre la Chine et le Canada sont passés de \$1,021 milliard en 1980 à 1,224 milliard en 1981. Les exportations canadiennes ont augmenté de \$117,6 millions. Le blé vient encore une fois au premier rang, mais on note une hausse des exportations de pâte de bois, de potasse, de papier journal et de matières plastiques. Quant aux exportations de produits chinois, elles se sont accrues de \$66 millions.

Sur le plan des échanges culturels, les faits saillants de l'année ont été la visite en Chine d'une délégation d'écrivains canadiens et le séjour de neuf mois effectué par deux membres de l'Académie de danse de Beijing parmi la Theater Ballet Company of Canada. Les échanges scientifiques et technologiques ont été particulièrement nombreux en 1981. Divers secteurs en ont bénéficié : agriculture, énergie atomique, foresterie, transports, hydro-électricité, géologie, exploitation pétrolière, métallurgie, océanographie, radiotechnique, fabrication de produits chimiques, médecine et botanique.

Dans la lancée du mouvement amorcé en 1979 par la signature d'une Entente sino-canadienne sur l'éducation, il a été convenu de prolonger cette dernière pour une troisième année. À la fin de 1981, quelque 380 universitaires chinois étudiaient au Canada en vertu de cette entente, qui est mise en application par le Conseil canadien des ministres de l'Éducation; 500 autres Chinois étaient inscrits, à titre privé, dans des établissements canadiens. Dans le cadre du programme de réunion des familles, 6 500

Chinois sont arrivés au Canada au cours de l'année, soit plus du tiers des 18 000 personnes acceptées depuis le lancement du programme en 1974.

Les relations entre le Canada et Hong Kong sont généralement très bonnes, d'autant plus qu'un grand nombre de réfugiés indochinois provenant des camps de Hong Kong ont été accueillis au Canada et que beaucoup de ressortissants de Hong Kong y émigrent et y poursuivent leurs études. Des 70 000 réfugiés indochinois acceptés par le Canada, quelque 13 000 provenaient de camps établis à Hong Kong et, en 1981, 2 600 autres sont venus grossir leurs rangs. C'est ainsi que le Canada, qui compte actuellement plus de 15 000 étudiants de Hong Kong, est devenu le troisième pays d'émigration pour les habitants de cette colonie.

Dans le secteur du commerce, nos ventes à Hong Kong ont accusé une légère baisse en 1981, s'établissant à \$184,1 millions. Quant à nos importations en provenance de Hong Kong, elles ont progressé de 45 % pour atteindre 674,5 millions de dollars, ce qui a entraîné un déficit de \$490,4 millions.

L'année 1981 fera date dans la rapide expansion des relations entre le Canada et la République de Corée. L'événement le plus marquant a été la visite effectuée en Corée, en septembre, par le premier ministre Trudeau. Au cours de sa visite, ce dernier a eu des entretiens avec le président et le premier ministre de la Corée, ainsi qu'avec divers autres ministres coréens, sur une vaste gamme de sujets bilatéraux et multilatéraux, dont les questions stratégiques et sécuritaires concernant la péninsule coréenne et le ferme désir du Canada de développer ses relations économiques avec la Corée. Le premier ministre a également saisi cette occasion pour honorer la mémoire des soldats canadiens inhumés au cimetière de l'ONU à Pusan, rendre visite à la collectivité canadienne du chantier Candu de Wolsung et visiter le site historique de Kwangju.

Le voyage du premier ministre a constitué le point culminant d'une série de visites dont le rythme n'a cessé de s'accélérer. Le ministre coréen du Commerce et de l'Industrie est venu au Canada en avril et le ministre d'État au Commerce lui a rendu sa visite en juin. Le président du Sénat a été l'envoyé spécial du Canada aux cérémonies d'installation du président Chun en mars. Par ailleurs, des membres canadiens de l'Association Canada-Corée des parlementaires se sont rendus à Séoul en mai et ont reçu leurs homologues coréens à Ottawa en août.

En 1981, la République de Corée et le Canada ont continué de développer leurs relations économiques et commerciales. Les échanges commerciaux ont dépassé le milliard de dollars (1,053 milliard). Le Canada a exporté en Corée des produits bruts et semi-finis (charbon, pâte de bois, amiante, aluminium, potasse) et des articles à haute technicité d'une valeur de \$446 millions; quant à nos importations, elles se sont élevées à \$608 millions et se composaient, notamment, de textiles, de vêtements et de produits de l'industrie légère. Les provinces ont participé activement à l'expansion des relations canado-coréennes, particulièrement dans le domaine

des ressources. Les activités du Conseil canado-coréen des hommes d'affaires dont la réunion inaugurale a eu lieu à Séoul à la mi-septembre, illustrent bien l'importance que les deux pays accordent à l'élargissement de leurs relations dans le domaine économique.

Le Canada appuie depuis longtemps les efforts déployés en vue d'assurer la paix et la stabilité de la péninsule coréenne, partant du principe que la République de Corée doit participer à la négociation de tout plan de réunification. Lors de son séjour à Séoul, le premier ministre a souscrit publiquement aux propositions faites par le président coréen, (janvier et juin 1981) et rejetées par la Corée du Nord visant la tenue de discussions au plus haut niveau entre les deux Corées. De même, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré en septembre, dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies, que le Canada était encouragé par les démarches faites par la République de Corée dans la perspective d'un dialogue et d'une réconciliation inconditionnelle. Le gouvernement canadien a continué, par ailleurs, de porter à la connaissance du gouvernement coréen les inquiétudes exprimées par les Canadiens au sujet du respect des droits de la personne et des libertés civiles en Corée.

Australie, Nouvelle-Zélande, Pacifique Sud

Les relations du Canada avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont progressé de façon considérable en 1981. Nos liens avec ces deux pays se sont, à la fois, multipliés et resserrés, s'étendant au delà des secteurs traditionnels grâce à de nouvelles orientations au sein du Commonwealth et dans la région du Pacifique.

C'est dans ce contexte que le premier ministre d'Australie, M. Fraser, est venu à Ottawa en juin pour discuter avec le premier ministre Trudeau des trois sommets - le Sommet d'Ottawa, celui de Cancun et la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth. Quant au ministre australien des Affaires étrangères, en trois mois, il a rencontré son homologue canadien à trois reprises : deux fois au Canada, une fois à Manille, à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE. Par ailleurs, le ministre d'État aux Mines a effectué une visite en Australie en automne afin de procéder à un échange de vues sur la mise en valeur des ressources minérales. Enfin, le premier ministre Trudeau s'est rendu à Melbourne en octobre, à l'occasion de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth.

Nos liens avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande n'intéressent pas seulement le gouvernement fédéral mais, également, les provinces canadiennes. Notons qu'ils intéressent aussi les divers États australiens. Au nombre des visites provinciales effectuées dans la région, signalons notamment celle du premier ministre de l'Ontario en Australie et en Nouvelle-Zélande, en septembre, et celle du ministre de l'Industrie et de la Petite entreprise de la Colombie-Britannique en Australie, en février.

Tout au long de l'année, douze représentants du gouvernement australien ont occupé des postes clés à Ottawa dans le cadre de détachements de deux ans, tandis qu'un nombre égal de fonctionnaires canadiens faisaient de même à Canberra. Les échanges de journalistes et d'universitaires, souvent parrainés par les gouvernements fédéral et provinciaux ou effectués dans le cadre de programmes mis en oeuvre par des universités, ont continué de se multiplier de façon impressionnante, tant entre le Canada et l'Australie qu'entre le Canada et la Nouvelle-Zélande. Par ailleurs, plusieurs milliers de Canadiens se sont rendus en Australie et en Nouvelle-Zélande à titre privé, pour affaires, ou en touristes.

L'envergure de nos liens commerciaux et économiques avec l'Australie et la Nouvelle Zélande reflète l'importance de nos relations avec ces deux pays. Avec eux, nous avons poursuivi nos efforts en vue de conclure des ententes intergouvernementales propres à favoriser des arrangements commerciaux plus vigoureux : il s'agit, en effet, tout en maintenant l'accès préférentiel que nous accordons mutuellement à nos produits, de faire en sorte que le Canada soit davantage en mesure de participer aux mégaprojets énergétiques actuellement en cours dans les deux pays et de jouer un rôle dans l'essor que connaissent en Australie l'exploitation des ressources et la mise en place d'infrastructures. En particulier, le ministère a appuyé, en collaboration avec les milieux d'affaires et d'autres ministères, les soumissions présentées par des entreprises canadiennes en vue d'un important projet de télécommunications par satellite et de l'implantation d'un réseau vidéotex Télidon en Australie.

Le Canada a conclu avec la Nouvelle-Zélande un nouvel accord de coopération commerciale et économique, censé entrer en vigueur le 1er janvier 1982. Par ailleurs, les négociations commerciales entreprises avec l'Australie sont en bonne voie. Celles-ci ont pour but de réviser l'accord préférentiel actuel de manière à tirer profit des immenses possibilités qu'offre l'avenir.

L'intérêt croissant que manifeste le Canada pour ses relations avec le Pacifique Sud a été avivé par les discussions des premiers ministres qui participaient à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de Melbourne et par la visite du premier ministre Trudeau à Fidji en octobre. Un certain nombre de fonctionnaires canadiens ont été détachés dans le cadre du programme Échange Canada pour fournir une aide dans des secteurs clés à Vanuatu et au Samoa-Occidental. Par ailleurs, un programme de formation de cadres administratifs a été mis en train grâce à une subvention canadienne de promotion de la gestion annoncée par le premier ministre au cours de son escale à Fidji. Administrée par la mission, cette subvention permet de fournir une aide au titre de projets de développement communautaire de faible envergure. L'initiative s'étant révélée particulièrement appropriée et fructueuse dans la région du Pacifique Sud, le fonds a été porté de \$600 000 à \$850 000 au cours de l'année écoulée.

Asie du Sud

En 1981, un certain nombre de visites bilatérales de haut niveau et des consultations économiques et politiques de plus en plus actives ont donné un éclat particulier aux relations du Canada avec les pays de l'Asie du Sud. L'attention que le Canada porte à ces relations reflète l'importance de cette région au regard de la stabilité mondiale et du développement économique. Mille neuf cent quatre-vingt-un a marqué la deuxième année d'occupation soviétique en Afghanistan où le régime Babrak Karmal ne bénéficie toujours que du soutien des seules forces soviétiques face à la forte résistance que lui oppose une vaste majorité de la population. Le Canada a continué d'appuyer les efforts déployés dans le cadre des Nations unies en vue de parvenir à un règlement acceptable de la crise, règlement qui prévoit, notamment, le retrait des forces soviétiques et le rétablissement de la liberté en Afghanistan. Il a, par ailleurs, apporté sa contribution aux secours humanitaires internationaux destinés aux deux millions d'Afghans réfugiés au Pakistan. La vulnérabilité du Pakistan, à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan, est demeurée source de préoccupations, tandis que l'Inde manifestait son inquiétude devant le danger de voir la crise afghane entraîner un engagement plus marqué des superpuissances en Asie du Sud. Le Canada s'est non seulement inquiété de la situation en Afghanistan, mais il a cherché, par sa politique de non-prolifération nucléaire, à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité dans la région. Toujours aux prises avec d'énormes problèmes de pauvreté et de sous-développement, l'Asie du Sud est restée le plus important bénéficiaire de l'aide canadienne au développement. En participant au sommet Nord-Sud de Cancun, le Bangladesh et l'Inde ont témoigné du vif intérêt que porte l'Asie du Sud aux questions relatives au dialogue Nord-Sud.

Les efforts se sont poursuivis en 1981 en vue d'un règlement de la crise afghane. En novembre, l'Assemblée générale des Nations unies a tenu son troisième débat plénier sur la question. Le Pakistan, de concert avec d'autres pays de la Conférence islamique, a joué une fois de plus un rôle de premier plan en présentant une résolution qui condamnait l'invasion de l'Afghanistan, exigeait le retrait immédiat des forces étrangères et, condamnant toute intervention extérieure, réaffirmait le droit du peuple afghan à l'autodétermination. Vigoureusement appuyée par le Canada, cette résolution a été adoptée par l'Assemblée générale à une majorité sans précédent (116 voix pour, 23 contre et 12 abstentions).

Le Canada ne s'est pas contenté d'adopter une position ferme aux Nations unies. De concert avec ses alliés, il a continué de condamner l'invasion soviétique au sein d'autres instances et d'insister sur le fait que le retrait des troupes soviétiques doit être le préalable de tout règlement de la crise. Malheureusement, bravant le poids écrasant de l'opinion internationale, l'Union soviétique avait, à la fin de l'année, porté à plus de 90 000 hommes ses effectifs en Afghanistan. Toutefois, une vaste majorité de la population afghane ne cesse de s'opposer à la présence soviétique et au régime Karmal, et les résistants continuent de livrer un

rude combat contre l'occupant. Les conséquences de cette situation pour le Pakistan se sont aggravées au cours de l'année. À la fin de 1981, on estimait que quelque 2 millions d'Afghans s'étaient réfugiés au Pakistan, imposant à ce pays une lourde charge, à la fois sur le plan économique en général et, en ce qui concerne les régions situées le long de la frontière, sur le plan social. Épousant cette cause humanitaire, le Canada a augmenté les contributions qu'il verse au Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, au Comité international de la Croix-Rouge et au gouvernement pakistanais pour venir en aide aux réfugiés afghans. En 1981, les contributions canadiennes, en espèces et en aide alimentaire, se sont établies aux environs de \$13 millions.

Les relations bilatérales avec le Pakistan ont pris de l'envergure au cours de l'année, en partie du fait de la situation qui règne en Afghanistan. En outre, le Canada a continué de consacrer des crédits importants au développement du Pakistan (environ \$45 millions). Enfin, en décembre, des hauts fonctionnaires des deux pays se sont rencontrés à Islamabad et y ont pris part à une série de consultations politiques bilatérales qui s'est révélée des plus fructueuses.

Dans le domaine du commerce, signalons un événement d'importance capitale : la création, en octobre, d'un Conseil commercial et économique Canada-Pakistan, inauguré à Montréal par le ministre des Finances du Pakistan. Le Canada, par ailleurs, a conservé une balance commerciale nettement excédentaire dans ses échanges avec le Pakistan, la valeur de ses exportations dans ce pays ayant atteint les \$80 millions en 1981.

Le Canada voit en l'Inde une nation importante étant donné son essor sur le plan économique et son rôle de premier plan en tant que puissance régionale. Un certain nombre de visites importantes et d'événements marquants ont témoigné du resserrement des relations indo-canadiennes. En février, le ministre d'État au Commerce s'est rendu en Inde à la tête d'une mission commerciale, puis ce fut le tour du ministre de l'Immigration qui devait revoir certains aspects du programme d'immigration. La valeur des exportations du Canada en Inde s'est maintenue au cours de l'année à quelque \$350 millions, tandis que l'on s'est efforcé de mettre sur pied d'importantes coentreprises de sociétés canadiennes et indiennes. L'Inde a, par ailleurs, continué de bénéficier de l'aide canadienne au développement, les décaissements s'étant établis à près de \$50 millions en 1981-1982. La visite effectuée en octobre, à Ottawa, Montréal et Toronto, par le vice-président indien Hidayatullah offre un autre exemple des relations de plus en plus étroites existant entre les deux pays. En outre, les premiers ministres Trudeau et Gandhi se sont rencontrés à trois reprises au cours de l'année, soit à la Conférence des Nations unies sur l'énergie (Nairobi), au sommet Nord-Sud de Cancun et à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth. En novembre, une troisième série de consultations bilatérales sur des questions politiques et économiques s'est déroulée à New Delhi entre hauts fonctionnaires.

En mai, l'assassinat du président Zia Rahman est venu priver le Bangladesh d'un leader dynamique et énergique; le président Sattar lui a succédé. Le Bangladesh a continué de bénéficier du plus important programme canadien d'aide bilatérale au développement, le Canada lui ayant fourni en 1981 quelque 80 millions de dollars sous forme de denrées alimentaires et de projets d'aide. Malheureusement, alors que son expansion agricole et économique avait progressé à un rythme encourageant en 1980, sa production alimentaire et son rendement économique devaient baisser sensiblement en 1981, par suite de la sécheresse.

Le Canada a maintenu en 1981 ses bonnes relations avec le Sri Lanka, où les travaux d'aménagement hydro-électrique du bassin du Maduru Oya progressent rapidement dans le cadre du plus important projet canadien d'aide au développement.

Le Canada a, de plus, continué de fournir une aide importante au Royaume du Népal où, conformément au processus d'évolution constitutionnelle en cours, on a procédé, en 1981, à l'élection d'un parlement national.

Le Canada a établi en 1981 des relations diplomatiques avec la République des Maldives; un ambassadeur non résident a été accrédité auprès de ce pays.

Les relations entre le Canada et la Birmanie ont continué d'être amicales, en dépit de contacts politiques et commerciaux limités.

Le Canada a manifesté son intérêt pour la sécurité de l'Asie du Sud en participant activement aux travaux du Comité spécial de l'océan Indien des Nations unies. Par ailleurs, des progrès encourageants ont été réalisés en vue de la création d'un Forum de l'Asie du Sud, visant à promouvoir des relations plus étroites entre les pays du sous-continent.

Asie du Sud-Est

Le Canada a continué de développer et de consolider ses relations avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE: Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), reconnaissant ainsi la position stratégique de ces pays, leur importance politique et leur potentiel économique croissants, ainsi que le rôle toujours plus grand qu'ils sont appelés à jouer dans la région du Pacifique. Les échanges commerciaux entre le Canada et les pays de l'ANASE ont dépassé \$1 milliard en 1981. Si ce chiffre représente une baisse de 10,7 % par rapport à 1980, il n'empêche que l'on puisse déceler des preuves tangibles de rapprochement. Ainsi, en compagnie des ministres des Affaires étrangères des autres pays ayant engagé un dialogue avec l'ANASE, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a rencontré les ministres des Affaires étrangères de l'Association à la suite de leur réunion annuelle à Manille en juin.

Le fait le plus important à signaler dans les relations Canada-ANASE a été la signature, en septembre, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et les ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, d'un Accord de coopération économique qui aura l'avantage d'accélérer les transferts de techniques tout en raffermissant les bases de la coopération Canada-ANASE dans la région.

En janvier 1981 est paru le premier numéro de la revue Canada-ASEAN, publication régionale des missions canadiennes dans les cinq pays de l'ANASE. Cette revue trimestrielle s'est révélée fort utile pour informer les secteurs publics et privés de ces pays des activités et des intérêts du Canada dans la région.

Des visites ministérielles réciproques sont venues souligner l'importance croissante des relations entre le Canada et les pays membres de l'ANASE. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le premier ministre de la Colombie-Britannique ont effectué des visites en Indonésie et aux Philippines; le ministre d'État aux Mines a visité la Thaïlande; le ministre des Approvisionnements et Services et le ministre de l'Emploi et de l'Immigration se sont rendus, pour leur part, dans divers pays de l'ANASE. Par ailleurs, huit ministres de pays membres de l'ANASE sont venus au Canada : les ministres des Affaires étrangères de la Thaïlande, de l'Indonésie et des Philippines; le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports de la Malaisie; les ministres de l'Agriculture de la Thaïlande et de l'Indonésie; enfin, le ministre de l'Industrie de la Thaïlande.

Une bonne partie de l'aide canadienne au développement est restée axée sur l'Asie du Sud-Est. L'Indonésie, qui reste le principal bénéficiaire de l'aide canadienne doit, au cours des cinq prochaines années, recevoir des crédits de \$340 millions. Par ailleurs, la Thaïlande a été désignée pays de concentration de l'aide canadienne et recevra jusqu'à \$50 millions au cours des cinq prochaines années pour financer des projets de développement rural et industriel.

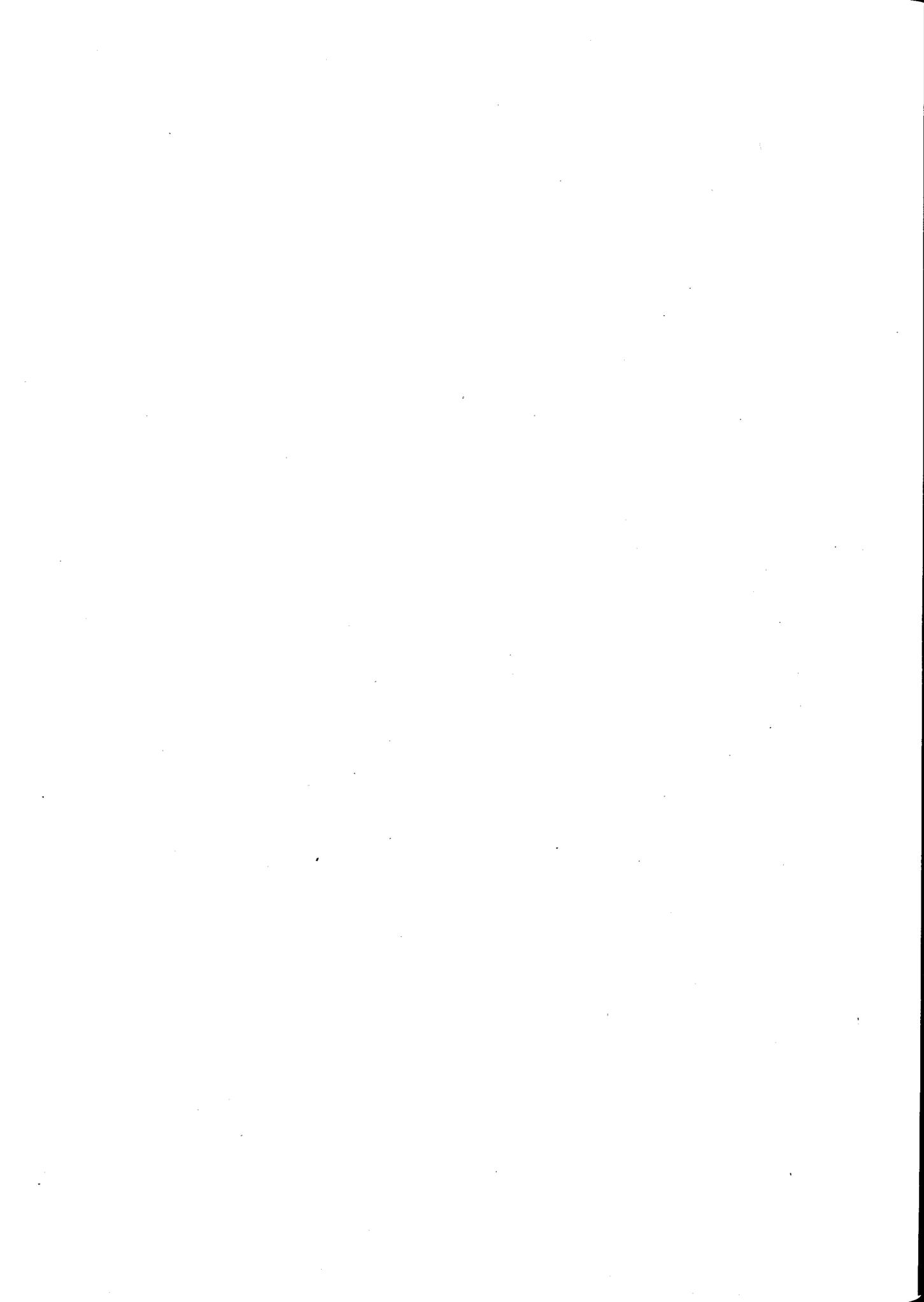
Le nombre des étudiants originaires de Malaisie qui fréquentent des écoles canadiennes est demeuré stationnaire. (Plus de 8 000 étudiants étaient inscrits en décembre 1981.)

Le désir que manifeste le Canada d'assurer la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est s'est reflété dans la façon dont il appuie les efforts déployés dans le but de trouver des solutions aux problèmes politiques et humanitaires de l'Indochine. La poursuite de cet objectif s'est traduite par une étroite collaboration avec les pays de l'ANASE, la Thaïlande en particulier. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a participé à New York, en juillet, à la Conférence internationale sur le Kampuchea qui a établi les bases d'un règlement pacifique au Cambodge dans une déclaration réclamant, entre autres, un cessez-le-feu, le retrait des forces étrangères sous la supervision et l'observation des Nations unies, la tenue d'élections libres sous la surveillance des Nations unies et l'application de mesures

appropriées en vue de maintenir l'ordre et d'éviter toute perturbation dans le déroulement des élections. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a réitéré, lors de la conférence, le désir du Canada de voir s'installer au Cambodge un gouvernement qui rallie les suffrages de l'ensemble de la population khmère. Les résultats de la conférence ont été entérinés par l'Assemblée générale des Nations unies en octobre. A cette occasion, le Canada a coparrainé, pour la troisième année consécutive, une résolution sur la situation au Cambodge qui a été adoptée à la plus forte majorité jamais enregistrée (100 voix pour, 24 contre et 22 abstentions). Malheureusement, la République socialiste du Vietnam a refusé de collaborer avec les Nations unies dans la recherche d'une solution au problème cambodgien.

Bien que le Canada reconnaisse le Kampuchea démocratique comme seul gouvernement légitime du Cambodge, il ne saurait -- ainsi que devait le souligner à nouveau le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures lors de la conférence -- appuyer un retour au pouvoir du régime Pol Pot. C'est dans cet esprit qu'il a accueilli avec satisfaction les efforts déployés en 1981 en vue de la formation d'un nouveau gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique qui compterait dans ses rangs des représentants des mouvements de résistance khmers non communistes. Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a encouragé ces efforts lors de sa rencontre avec M. Son Sann, chef du Front de libération nationale du peuple khmer, venu en visite officieuse au Canada en décembre.

En 1981, le Canada a accueilli de nouveaux réfugiés indochinois provenant des pays de premier asile, c'est-à-dire, principalement, des pays de l'ANASE; plus de 70 000 réfugiés d'Indochine ont été reçus depuis 1975. De plus, le Canada a continué de verser des contributions à des organisations internationales et non gouvernementales qui fournissent des secours humanitaires au Cambodge. Ainsi, le chiffre des contributions provenant du Canada, depuis 1979, a été porté à plus de \$22 millions.



P A R T I E C

LES ÉCHANGES CULTURELS ET L'INFORMATION
AU SERVICE DES RELATIONS INTERNATIONALES

La façon dont le Canada est perçu à l'étranger joue un rôle important dans nos relations avec les autres pays. Le ministère des Affaires extérieures encourage donc les échanges culturels et universitaires et s'efforce de faire connaître le Canada à l'étranger, en particulier dans les milieux influents. Au Canada, il s'emploie à donner plus d'envergure aux discussions sur les intérêts du Canada à l'étranger, à mieux faire comprendre son rôle, et à informer les Canadiens sur les services qu'il met à leur disposition en communiquant de façon constante avec les médias, les organisations intéressées et le grand public.

PARTIE C

Chapitre 1 : RELATIONS CULTURELLES INTERNATIONALES

Accords culturels

Les relations culturelles du Canada avec la Belgique, la France, le Japon, le Mexique, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie sont régies par des accords culturels, et ses relations avec l'URSS par un accord général de coopération scientifique, universitaire et culturelle. Ses échanges culturels avec la Grande-Bretagne et les Pays-Bas font l'objet de consultations périodiques, tandis que ses liens culturels avec certains pays se manifestent à l'occasion d'activités ponctuelles.

Dans le cadre des accords, la quatrième réunion culturelle Canada-Mexique a eu lieu les 4 et 5 février à Ottawa tandis que la deuxième série de consultations culturelles Japon-Canada s'y déroulaient le 8 juin. La septième session de la Commission mixte belgo-canadienne tenait ses assises à Québec du 22 au 24 octobre et la dixième session de la Commission mixte France-Canada avait lieu à Ottawa les 7, 8 et 9 décembre.

Consultations avec les provinces

Suite aux consultations qui ont eu lieu à l'automne de 1980 avec les provinces, une première réunion fédérale-provinciale dans le domaine culturel avait lieu à Ottawa, en mai, afin d'améliorer les pratiques de consultation auxquelles le ministère a recours à propos de ses programmes culturels internationaux. Toutes les provinces étaient représentées à cette réunion ainsi que les ministères et agences fédéraux responsables de l'administration de programmes culturels. Une réunion fédérale-provinciale est prévue pour 1982 en vue de faire le point sur les recommandations adoptées à cette occasion.

Echanges artistiques et promotion culturelle

Le ministère des Affaires extérieures a satisfait aux demandes de plus en plus nombreuses qui lui ont été adressées à propos de tournées d'artistes professionnels à l'étranger. Malgré un budget restreint, il aura réussi à collaborer à un nombre croissant de projets et à promouvoir les activités artistiques canadiennes sur les cinq continents. Il est réjouissant de constater que le talent des interprètes canadiens soit reconnu par des publics de cultures et de langues très variées. Soulignons que l'on s'est efforcé d'ouvrir de nouveaux marchés et de recourir à des échanges pour diffuser des spectacles. Ce rapprochement dans le domaine des arts de la scène avec les autres pays est aussi dû à la présence dynamique de nos centres culturels et de nos missions. Impréarios et artistes ont davantage fait appel aux représentants du ministère, tant au pays qu'à l'étranger, dans le but d'organiser efficacement leurs tournées.

Dans le domaine de la danse, le Ballet national du Canada a été l'objet de critiques élogieuses dans toutes les villes allemandes (RFA) et luxembourgeoises où il s'est produit. La compagnie Eddy-Toussaint a, elle aussi, reçu des commentaires favorables en France et en Belgique. Quant à la danseuse Margie Gillis, elle a suscité l'émerveillement tout au long de son périple aux Indes, en Chine et en Nouvelle-Zélande ; il en fût de même pour le Groupe de la Place Royale qui a présenté son spectacle devant un public chaleureux en France et au Royaume-Uni.

Les groupes de théâtre n'ont pas manqué de frapper par leur originalité. La Ligue nationale d'improvisation a donné en France une série de représentations remarquables qui lui ont valu d'être invitée au prochain Festival d'Avignon. La compagnie pour enfants Theatre Direct présenta près de quarante fois son spectacle en Grande-Bretagne et sur le continent. De retour de France et de Belgique, la troupe La Marmaille soulignait qu'elle serait, désormais, en mesure de travailler aisément à l'étranger durant la moitié de sa saison. Dans un autre domaine théâtral, signalons la troupe Mime Omnibus qui partagea son temps entre les États-Unis, le Mexique et l'Europe de l'Ouest. Enfin, à la suite du succès qu'il connut il y a deux ans, le mime Claude St-Denis s'est produit cette année dans quatre pays du continent africain.

Le ministère permit à un nombre imposant de musiciens de se faire entendre dans la plupart des régions du globe. Tandis que l'Orchestre symphonique de Montréal recueillait la faveur des critiques aux États-Unis, l'Orchestre de chambre McGill parcourait avec succès l'hémisphère sud-américain. Le célèbre ensemble Quatuor Orford se fit remarquer aussi bien en Belgique qu'en Espagne. Pour sa part, le quintette York Winds se rendit jusqu'au Moyen-Orient. Obtenant une première subvention du ministère, le groupe très populaire de l'Orchestre sympathique effectua une tournée de trois mois consécutifs dans huit pays européens.

Dans le but de favoriser des contacts directs dans les milieux artistiques, le ministère poursuivit sa politique d'inviter régulièrement des directeurs de festival et des responsables d'organismes artistiques étrangers à venir juger sur place du travail qui s'accomplit au Canada. Les résultats ne se firent pas attendre ; plusieurs compagnies furent invitées à présenter leurs spectacles à l'extérieur du pays.

Pour ce qui est du cinéma, le ministère a assuré, en collaboration avec le Bureau des festivals du ministère des Communications et l'Office national du film, la participation canadienne à divers festivals cinématographiques à l'étranger. Il a, en outre, subventionné la venue au Canada de personnalités étrangères du monde du cinéma lors de festivals tels que le Festival des festivals et le Festival du film super-huit, qui ont eu lieu à Toronto, et le Festival des films du monde, le Festival du nouveau cinéma et le Festival du film sur l'art, organisés à Montréal.

Dans le domaine des arts plastiques, le ministère a aidé des artistes, revues d'art, musées et galeries privées à participer à des mani-

festations culturelles à l'étranger, Foire internationale de Bâle et Journées canadiennes d'Edimbourg en particulier. Il a, par ailleurs, pris part à l'organisation d'expositions telles que celle des oeuvres de Jean-Paul Riopelle, coordonnée par le Musée du Québec et présentée au Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, à Paris, au Musée d'art moderne de Mexico et au Musée des beaux-arts de Caracas ; celle de la collection McMichael aux États-Unis ; celle d'une collection de la Banque d'art en Alaska ; l'importante exposition organisée par la Galerie nationale du Canada, « Peintres Canadiens du vingtième siècle », présentée dans trois musées au Japon ; l'exposition de la collection « Art canadien de la nature » du Musée national des sciences naturelles, présentée en Allemagne, en France et en Angleterre ; et enfin, l'exposition vidéo, accompagnée d'un spectacle, qui fut présentée au Palais des beaux-arts de Bruxelles. Le ministère a également commandé au Agnes Etherington Art Centre de Kingston le montage d'une collection de tapisseries canadiennes contemporaines pour l'ouverture du Centre Barbican, à Londres. En outre, les douze collections permanentes de lithographies, de tapisseries et de sculptures du ministère, une fois de plus, ont été présentées dans diverses régions du monde: Europe, États-Unis, Mexique, Australie et Amérique du Sud.

Dans le domaine littéraire, le ministère a subventionné vingt-cinq tournées d'écrivains canadiens à l'étranger (surtout en Europe de l'Ouest et aux États-Unis) et l'accueil au Canada de participants étrangers à la Rencontre internationale québécoise des écrivains et au Festival international de la poésie de Toronto. Le programme destiné à apporter un soutien aux milieux littéraires canadiens a été renforcé par le développement de liens entre les associations d'écrivains canadiens et leurs homologues à l'étranger; c'est ainsi que cinq délégués de l'association nationale des écrivains d'Allemagne fédérale ont visité le Canada en 1981 et que Henry Beissel et Marian Engel ont assisté au congrès annuel de l'Association des écrivains allemands à Hanovre, en septembre dernier. Antonine Maillet a participé au colloque annuel de l'Association des études canadiennes en Europe germanique, dans le cadre d'une tournée en Europe et en Afrique francophone. Toujours en collaboration avec les associations canadiennes, le ministère a subventionné le premier numéro de deux bulletins - l'un sur l'actualité littéraire au Québec, l'autre sur l'actualité littéraire du Canada anglais - qui seront distribués aux milieux intéressés à l'étranger. De plus, il a subventionné l'établissement de listes d'oeuvres canadiennes récentes dans le but de stimuler la vente de leurs droits d'auteurs et leur traduction en langues étrangères. Il a aussi décidé d'accorder chaque année une subvention de voyage devant permettre à un écrivain canadien d'assister à la Foire internationale du livre de Francfort. Les candidats doivent remplir la condition suivante: l'une de leurs oeuvres doit être lancée soit en République fédérale d'Allemagne, soit dans un pays limitrophe influencé par la publicité de la Foire de Francfort. En 1981, la subvention a été accordée à Marian Engel, dont le roman Bear fut lancé en Suède.

Le ministère continue de parrainer deux prix littéraires, le Conseil des Arts étant responsable de la constitution des jurys de sélection. Le prix Canada-Belgique, pour les oeuvres de langue française, a été

octroyé au poète belge Jacques-Gérard Linze ; le prix Canada-Australie, réservé aux oeuvres de langue anglaise, fut accordé au romancier australien Roger MacDonald. Le lauréat canadien de 1980, Michael Ondaatje, a visité l'Australie en juin 1981. Comme chaque année, le ministère a fait don de livres et de revues canadiens rédigés dans les deux langues officielles à une cinquantaine de bibliothèques étrangères afin de leur permettre d'enrichir de façon systématique leurs collections d'oeuvres et publications canadiennes.

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

A- Conférences intergouvernementales

- 1) Le Canada, qui est membre du Conseil intergouvernemental chargé de coordonner le programme international de développement de la communication, a participé à la première réunion de ce conseil qui a eu lieu à Paris, en juin.
- 2) Le Canada a participé à la trente-huitième session de la Conférence internationale de l'Éducation qui a eu lieu du 10 au 19 novembre au siège du Bureau international de l'éducation, à Genève. La délégation canadienne était dirigée par M. Gerald R. McCarthy, sous-ministre de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse.
- 3) Dans le cadre de l'Année des handicapés, l'UNESCO, en collaboration avec le gouvernement espagnol, a organisé une conférence sur l'éducation spéciale, la prévention, la rééducation et l'aide aux déficients physiques et mentaux. La conférence a eu lieu à Torremolinos, du 2 au 7 novembre. La délégation canadienne était composée de M. André LeBlanc du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, de M. Edward Bruce du ministère de l'Éducation et de la main-d'oeuvre de l'Alberta et de M. John Dyck, du ministère de l'Éducation du Manitoba.
- 4) La réunion biennale du Conseil international de coordination du programme « l'Homme et la biosphère » a eu lieu en septembre. La délégation canadienne était dirigée par M. J. Harrisson.

B- Réunions d'experts (non gouvernementales)

M. Noël Vallerand, Directeur artistique du Grand Théâtre de Québec, a participé à une réunion d'experts destinée à préparer la Conférence mondiale sur les politiques culturelles, prévue pour juillet 1982.

M. John McWhinnie, du ministère des Affaires indiennes et du Nord, a été invité à participer à une réunion d'experts sur l'élaboration et l'application des indicateurs sociaux pour les personnes handicapées. La réunion a eu lieu à Bruxelles en décembre.

Le Canada a été l'hôte des réunions internationales suivantes :

- 1) Le colloque sur les stratégies de conservation des eaux . Ce colloque, qui a eu lieu en juin à l'université Laval, était organisé conjointement par l'université Laval et l'UNESCO.
- 2) Le symposium sur les ressources renouvelables et l'économie du Nord qui a eu lieu à Banff. Ce symposium réunissait des représentants de l'Association des universités canadiennes pour les études nordiques ainsi que des pays suivants : l'Islande, la Finlande, la Suède, la Norvège, le Danemark (Groenland), les États-Unis (Alaska) et l'URSS. La réunion était patronnée par l'UNESCO.
- 3) La réunion sur le Planning with People for the Environment of Man qui a eu lieu à l'Université de Waterloo (Ontario), en mai. Cette réunion a été organisée conjointement par l'université de Waterloo et le Commonwealth Human Environment Council sous le patronage de l'UNESCO. Des représentants des différents pays du Commonwealth y participaient.

C- Programme de protection du patrimoine mondial culturel et naturel

Deux nouveaux sites naturels ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial culturel et naturel. Il s'agit de Anthony Island, en Colombie-Britannique et de Head-Smashed-in-Bison-Jump, en Alberta.

D- Prix

- 1) Le prix Carlos J. Finlay pour la microbiologie (prix de \$15 000) a été décerné au professeur Roger Y. Stanier. Le professeur Stanier travaille à l'Institut Pasteur de Paris et enseigne à l'université Berkeley. Il est connu particulièrement pour ses travaux en biologie moléculaire.
- 2) A l'occasion de l'Année des handicapés, l'UNESCO et l'IGGRADA (Conseil international d'associations graphiques) ont organisé un concours d'affiche-calendrier sur le thème : "Pleine intégration des personnes handicapées dans la société." C'est le graphiste montréalais Varco Ceccon qui a remporté le deuxième prix de ce concours.

Bourses

Le ministère assure la réalisation du programme de bourses du gouvernement canadien. En 1981, il a alloué 150 bourses de perfectionnement ou de travail libre à des ressortissants des 18 pays suivants : Belgique, Brésil, Danemark, Finlande, France, République fédérale d'Allemagne, Hongrie, Italie, Japon, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Espagne, Suède, Suisse et Yougoslavie. C'est l'Entraide universitaire mondiale du Canada qui est désormais responsable de ce programme pour le

compte du ministère. A titre de réciprocité, les pays partenaires octroient un nombre à peu près équivalent de bourses à des Canadiens, généralement par l'entremise de l'Association des universités et collèges du Canada.

Études canadiennes à l'étranger

Bien que, pour des raisons budgétaires, on ne se soit jusqu'alors efforcé de promouvoir les études canadiennes (enseignement, recherche et publications) que dans quelques pays : États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Italie et Belgique, on a entrepris, en 1981, de favoriser ces études, grâce à une aide modeste, en Scandinavie, en Australie, en Irlande, en Autriche et aux Pays-Bas. La promotion des études canadiennes constitue le volet le plus important du programme de relations universitaires du ministère. Elle a pour but de susciter et de cultiver à l'étranger un intérêt particulier pour le Canada parmi les milieux influents et comporte divers aspects : possibilité d'acquérir une formation supplémentaire pour les universitaires envisageant de donner des cours nouveaux ou plus approfondis sur le Canada; appui limité à des conférences et à des séminaires sur le Canada organisés par des universités étrangères ou des établissements connexes; appui limité aux universités des pays cibles qui invitent des universitaires canadiens à donner, dans le cadre des études canadiennes, des conférences ou des cours sur le Canada; appui limité aux associations étrangères d'études canadiennes (aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, au Japon et en Italie); fourniture aux bibliothèques étrangères de livres et de publications de sociétés savantes ainsi que de tout autre matériel didactique devant servir à l'enseignement et à la recherche sur le Canada; enfin, aide aux universités étrangères désireuses de rassembler, à l'usage des établissements d'enseignement de leur pays, un matériel didactique sur le Canada. (Ceci vaut surtout pour les États-Unis et la Grande-Bretagne).

En 1981, ont été créées en Australie et en Irlande des associations d'études canadiennes constituées sur le modèle de celles qui existaient déjà aux États-Unis, en France, en Grande-Bretagne, au Japon, en Italie et en République fédérale d'Allemagne. En juin, ces associations ont fondé, de concert avec leur homologue canadienne, le Conseil international des études canadiennes qui doit faire office de centre de documentation.

Échanges universitaires

Dans la mesure du possible, le ministère a continué d'encourager les échanges directs entre universités. Il a aussi prêté son appui au programme d'échanges avec la Chine qui touche 15 étudiants de part et d'autre. Enfin, l'échange annuel de chercheurs avec la France s'est poursuivi, ce programme étant désormais placé sous la responsabilité du Conseil national de recherches.

Conférences internationales et rencontres sur l'éducation

Le ministère, en collaboration avec les autres ministères et le Conseil des ministres de l'Éducation, a continué de promouvoir la participa-

tion canadienne aux conférences internationales et aux rencontres portant sur l'éducation qui sont convoquées sous les auspices de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'UNESCO et du Commonwealth.

Relations avec les universités

Dans le cadre du programme de relations avec les universités canadiennes, 60 agents du ministère ont tenu 82 conférences ou colloques dans 44 universités et établissements connexes aux quatre coins du pays. L'objectif de ce programme est de permettre aux étudiants et aux membres du corps universitaire de se tenir au fait de l'évolution de la politique étrangère du Canada. En outre, trois agents supérieurs ont été détachés auprès de l'université Laval et des universités de Calgary et de Moncton afin d'y contribuer directement à l'étude de la politique étrangère du Canada et des relations internationales et d'y donner des cours.

Sports

Première du cycle olympique, l'année 1981 a plutôt été consacrée à la planification et les rencontres internationales de haut niveau y ont été moins nombreuses que d'ordinaire. Le fait le plus marquant de l'année a été la décision d'organiser les Jeux Olympiques d'hiver de 1988 à Calgary, en Alberta, décision prise lors du 11^e Congrès olympique tenu en septembre à Baden-Baden, en République fédérale d'Allemagne. La demande adressée par la ville de Calgary et appuyée par le gouvernement du Canada a fait l'objet d'une promotion soutenue par nos missions diplomatiques. La « victoire » de Calgary à Baden-Baden a été rehaussée par la présence du secrétaire d'État et ministre chargé du Sport amateur, M. Gerald Regan, et du premier ministre de l'Alberta, M. Peter Lougheed. Un agent du ministère avait été attaché à la délégation canadienne pour lui prêter assistance.

En avril 1981, le ministre chargé du Sport amateur s'est rendu à Cuba, où il a renouvelé l'Accord sur les échanges sportifs entre le Canada et Cuba.

PARTIE C

CHAPITRE 2: PROGRAMMES D'INFORMATION ET SERVICE DE PRESSE

Programmes d'information à l'étranger

Les affaires publiques représentent un domaine essentiel pour nos missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. En effet, la diffusion d'information sur le Canada et le maintien de relations avec les milieux culturels et universitaires étrangers jouent un rôle capital dans la promotion des objectifs de la politique étrangère du Canada auprès d'importants partenaires politiques et économiques. Ces activités visent principalement les politiciens, les journalistes, les gens d'affaires, les universitaires, ainsi que d'autres observateurs de la scène canadienne, mais aussi le grand public.

L'objectif est de donner du Canada l'image

- 1) d'un État fédéral démocratique et d'un important partenaire sur le plan international;
- 2) d'un partenaire commercial digne de confiance et d'un pays urbanisé et industrialisé ouvert à l'investissement étranger;
- 3) d'un pays doté d'une technologie de pointe et d'une expression culturelle raffinée; et
- 4) d'un pays bilingue à héritage multiculturel.

Ces activités servent aussi à appuyer des objectifs particuliers de notre politique étrangère, notamment la promotion du commerce, la stimulation de l'investissement, et la sensibilisation de cercles étrangers aux politiques intérieures et extérieures du Canada. La diffusion de l'information s'effectue au moyen de publications, de brochures, de films, de bandes vidéo et de photographies. S'y ajoutent des visites au Canada de journalistes, de politiciens et d'autres façonneurs d'opinion étrangers, parrainées par le ministère.

En 1981, deux questions de portée internationale -- le Programme énergétique national et le rapatriement de la Constitution -- ont dominé les activités d'information. Plusieurs méthodes ont été utilisées pour renseigner les auditoires étrangers sur les questions se posant dans ces deux domaines et leur évolution. Ainsi, des rédacteurs en chef, des écrivains et des représentants de gouvernements étrangers ont été invités au Canada pour y être informés par des fonctionnaires fédéraux et provinciaux et des spécialistes du secteur privé; des enregistrements magnétoscopiques des débats et événements pertinents ont été envoyés à nos missions. Des bulletins quotidiens de nouvelles et des extraits choisis de la Période de questions à la Chambre des communes ont été transmis par télex pour distribution à des personnes avec qui l'on établit des contacts clés; des trousseaux

de documentation et d'information conçues à l'intention des médias ont été distribuées à des journalistes et façonneurs d'opinion étrangers; enfin, des ministres et des fonctionnaires canadiens ont rencontré des journalistes, des leaders politiques et des hommes d'affaires dans divers pays.

Dans le cadre du programme d'information du ministère, 843 visiteurs sont venus au Canada en 1981 (il s'agit de 143 visites parrainées distinctes) pour y être mis au courant de l'actualité et des questions intéressant les Canadiens, par des banquiers, des hommes d'affaires et des fonctionnaires en particulier. Ils venaient principalement de France, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne et des États-Unis, mais aussi d'une foule d'autres pays. Par ailleurs, quelque 25 universitaires, scientifiques et fonctionnaires canadiens se sont rendus à l'étranger pour y diriger des séances d'information sur le Canada.

Les services d'information fournissent aux missions des articles et du matériel d'information sur les questions d'actualité et les affaires courantes. En 1981, ils ont répondu à 1 602 demandes de renseignements adressées par les missions. Signalons, en outre, la préparation de 19 cahiers de presse et de 22 trousseaux d'information, la rédaction de nombreux textes destinés à paraître dans 12 publications des missions ainsi que dans des brochures et des expositions du ministère, et la préparation de notes devant constituer une documentation sur la Constitution, l'énergie et les investissements. Par ailleurs, des résumés quotidiens de l'actualité fédérale-provinciale et des nouvelles économiques ont été envoyés aux missions par télex ou fac-similé pour être utilisés par les agents du service extérieur dans le cadre de leurs activités de diffusion d'information et autres; des extraits de la période de questions à la Chambre des communes ont souvent aussi été transmis en priorité. À cet égard, des efforts particuliers ont été faits en vue de la transmission de documents importants, en particulier, du budget fédéral. Enfin, parmi les projets spéciaux, citons la création de vidéotextes pour les terminaux Télidon qui sont en cours d'installation dans plusieurs de nos missions.

À l'étranger, le ministère fait également appel à l'audio-visuel en matière d'information et d'affaires culturelles. Les cinémathèques de 90 missions ont reçu en 1981 plus de 2 800 films, réalisés par l'Office national du film et le secteur privé. Ceux-ci ont été utilisés pour des projections générales et des projections de prestige. Le film intitulé The Canadian Federation/La fédération canadienne, commandé à l'Office national du film, a été produit en anglais, en français, en allemand, en italien, en japonais, en espagnol et en portugais. On a achevé, par ailleurs, la réalisation d'un documentaire sur le Canada et les Canadiens, d'une durée de 30 minutes, intitulé Canada Today/Canada d'aujourd'hui. Des enregistrements, sur bandes vidéo et audiocassettes, d'émissions télévisées d'affaires publiques et d'événements officiels (par exemple, une bande vidéo montrant la Cour suprême en train de prendre sa décision sur la proposition gouvernementale de rapatriement de la Constitution) ont été envoyés aux missions pour permettre aux agents d'information et aux journalistes étrangers de se tenir au courant des développements politiques au Canada. Des photographies

sur une foule de sujets et d'événements sont également envoyées aux missions qui les font paraître, soit dans leurs publications, soit dans des périodiques et quotidiens étrangers, ou, encore, à la télévision. Parmi le matériel ainsi fourni, citons des jeux de transparences et de photos sur l'art canadien et sur les villes du Canada, ainsi que des reportages photographiques de visites effectuées au Canada par d'importants leaders étrangers comme le président Ronald Reagan et le chancelier Helmut Schmidt.

Un grand nombre de publications, de brochures, de dépliants et de fiches documentaires ont également été réalisés pour distribution à l'étranger. Quelque 200 documents en tout genre ont ainsi été rédigés, et quelque 80 autres révisés. (Les Fiches de documentation, par exemple, traitent de 19 sujets et paraissent en 10 langues.) Canada Weekly et Hebdo Canada sont les principaux véhicules de l'actualité canadienne à l'étranger; ces publications qui paraissent également toutes les deux semaines en espagnol et en portugais touchent, à elles seules, plus de 2 millions de lecteurs étrangers. Par ailleurs, 12 missions canadiennes publient des périodiques (dont certains sont imprimés au Canada) qui atteignent plus de 200 000 lecteurs en Australie, en Belgique, en France, en République fédérale d'Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Afrique francophone, au Royaume-Uni, au Mexique, aux États-Unis et au Japon, ainsi qu'au siège de la Communauté européenne à Bruxelles.

Enfin, des expositions itinérantes, traitant de 30 sujets, ont été montées à l'occasion de foires commerciales et culturelles ainsi que dans le cadre des Journées du Canada.

Programmes d'information au Canada

Au Canada, le ministère a pour tâche de renseigner le grand public, les écoles et des groupes particuliers sur la politique étrangère et les services consulaires (voir partie D). Ce rôle est assumé par le service chargé de répondre aux demandes de renseignements écrites et téléphoniques au moyen de lettres personnelles, de documents préparés à cette fin, de déclarations et de discours, et de brochures.

En 1981, la diffusion d'information s'est faite dans le cadre de divers programmes et activités : programme de visites, dans le cadre duquel des députés, des journalistes, des dirigeantes d'organisations féminines et des professeurs d'université ont pu se rendre aux sièges de l'OTAN, de la CE et de l'OCDE afin d'étudier sur place les relations que le Canada entretient avec l'Europe dans le domaine de l'économie et de la sécurité; programme de publications, dont la Revue annuelle présentée au Parlement par le ministère; projets spéciaux, dont des exposés de politique étrangère destinés aux écoles secondaires, des mini-documentaires radiophoniques sur la politique étrangère et les relations internationales, et un film sur les services consulaires du ministère; publication d'une documentation sur les Journées du Commonwealth destinée aux écoles; enfin, programme dans le cadre duquel des chefs de mission peuvent effectuer au Canada des tournées de conférences à l'intention de groupes communautaires et de représentants de la presse et

participer à des émissions d'affaires publiques à la radio et à la télévision. Le ministère a également organisé des projections de films et des séances d'information sur la politique étrangère du Canada à l'intention d'un grand nombre d'étudiants et d'adultes.

Relations avec les universités

En 1981, dans le cadre de ses relations avec les universités canadiennes, le ministère a dépêché 90 de ses agents auprès d'une cinquantaine d'universités et d'établissements connexes en vue d'y donner ou d'y organiser 300 conférences ou colloques. Ce programme est destiné à donner aux professeurs et aux étudiants d'université la possibilité de suivre l'évolution de la politique étrangère du Canada. En outre, trois agents supérieurs du ministère ont été détachés auprès de l'université Laval et des universités de Calgary et de Moncton afin d'y contribuer directement à l'étude et à l'enseignement des relations internationales et de la politique étrangère du Canada.

Affaires historiques

La Direction des affaires historiques du ministère poursuit trois grands objectifs, à savoir : rassembler et diffuser des renseignements sur l'évolution du ministère et l'histoire de la politique étrangère du Canada; faciliter la coopération dans le domaine de la recherche avec les universitaires qui s'intéressent aux activités du ministère ainsi qu'avec d'autres chercheurs et écrivains au Canada et à l'étranger; et mettre un centre de documentation et de recherche à la disposition des autres directions des Affaires extérieures.

Les ressources de la direction ont été en bonne partie affectées à la rédaction d'une histoire en deux volumes de l'évolution du ministère jusqu'en 1979. Le volume 1, qui a trait à la période se terminant en 1963, est déjà prêt; il sera publié, avec le volume 2, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire du ministère, en 1984. À cette fin, les témoignages de plus de 300 employés du ministère (retraités ou encore en fonction) ont été recueillis de vive voix. Par ailleurs, des préparatifs ont été faits en vue de la publication du volume 2 des Documents relatifs aux relations entre le Canada et Terre-Neuve, et on a procédé au choix définitif des documents datant de 1948 à 1949 qui doivent paraître dans la série des Documents relatifs aux relations extérieures du Canada. Des travaux sont également en cours en vue de la reproduction sur microfiches des documents historiques du ministère.

Enfin, des mesures ont été prises afin de faciliter divers travaux de recherches universitaires et 534 professeurs et chercheurs se sont vu accorder un accès contrôlé aux archives du ministère.

Expositions universelles

La Direction des expositions universelles est chargée d'assurer la participation du Canada aux expositions internationales, parfois appelées

foires mondiales. Le Canada a accepté de participer à l'Expo Énergie 82 à Knoxville, au Tennessee; à cette occasion, le pavillon canadien présentera pour la première fois, une exposition commune du gouvernement fédéral et des provinces. Des expositions de même envergure, enregistrées auprès du Bureau international des expositions (BIE), se tiendront à la Nouvelle-Orléans en 1984, sur le thème : Le monde des fleuves , et à Tsukuba, au Japon, en 1985, sur le thème : Science et technologie au service de l'homme chez lui. En 1981, le BIE a été saisi des projets relatifs aux expositions universelles qui doivent avoir lieu à Paris en 1989 et à Chicago ou Séville en 1992. Les démarches à effectuer en vue de l'enregistrement de ces deux expositions devraient être accomplies d'ici 1982.

La Direction des expositions universelles est chargée de la coordination de l'Exposition mondiale de 1986, Expo 86, sur le plan international et de sa promotion auprès des gouvernements étrangers. Cette exposition se tiendra à Vancouver sur le thème des transports et des communications. Au printemps de 1981, des invitations diplomatiques ont été envoyées à plus de 100 pays et l'on espère qu'au moins 25 d'entre eux accepteront de participer à l'Expo 86 en qualité d'exposants. L'exposition, qui se tiendra du 2 mai au 13 octobre 1986, occupera un terrain de 50 hectares situé sur le bord de mer, au coeur même de Vancouver.

En ce qui concerne les affaires publiques du ministère, la Direction des expositions universelles est responsable de plusieurs expositions itinérantes qui servent à mieux faire connaître les Canadiens à l'étranger. Constituées de collections de photos, de panneaux ou de présentations à la carte , ces expositions circulent entre les missions et sont montées dans des universités, des musées et des centres commerciaux.

Service de presse

Le Service de presse du ministère a pour tâche principale d'expliquer aux médias la politique étrangère du Canada et de fournir au secrétaire d'État aux Affaires extérieures tous les services dont il a besoin pour ses contacts avec la presse. Le directeur du Service de presse est le porte-parole officiel du ministère; ses fonctions consistent à répondre aux questions des journalistes, à organiser des séances d'information, à faire des déclarations verbales ou écrites pour préciser la politique étrangère du gouvernement et à prendre des mesures en vue de l'organisation des conférences de presse et des interviews du ministre à Ottawa et à l'étranger.

Le Service de presse facilite le travail des journalistes canadiens effectuant des reportages à l'étranger, en planifiant au besoin leurs visites et en s'assurant que les missions canadiennes leur procureront toute l'assistance voulue et les informeront, s'il y a lieu, de la situation politique, économique et sociale du pays visité.

Le Service de presse a un rôle à jouer lorsque le premier ministre ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voyagent à titre officiel à

l'étranger, accompagnés de journalistes canadiens. Outre les séances d'information qu'il organise pour expliquer les objectifs de la visite, le Service distribue habituellement un cahier de presse contenant les principales données économiques et politiques requises pour les reportages des journalistes. Il en a été ainsi à maintes occasions en 1981.

Lors de visites officielles effectuées au Canada par des personnalités étrangères, le Service de presse organise un programme d'activités -- manifestations spéciales, séances d'information, rencontres et interviews -- pour les journalistes qui accompagnent les visiteurs. S'il y a lieu, le Service voit à l'accréditation des journalistes étrangers et canadiens.

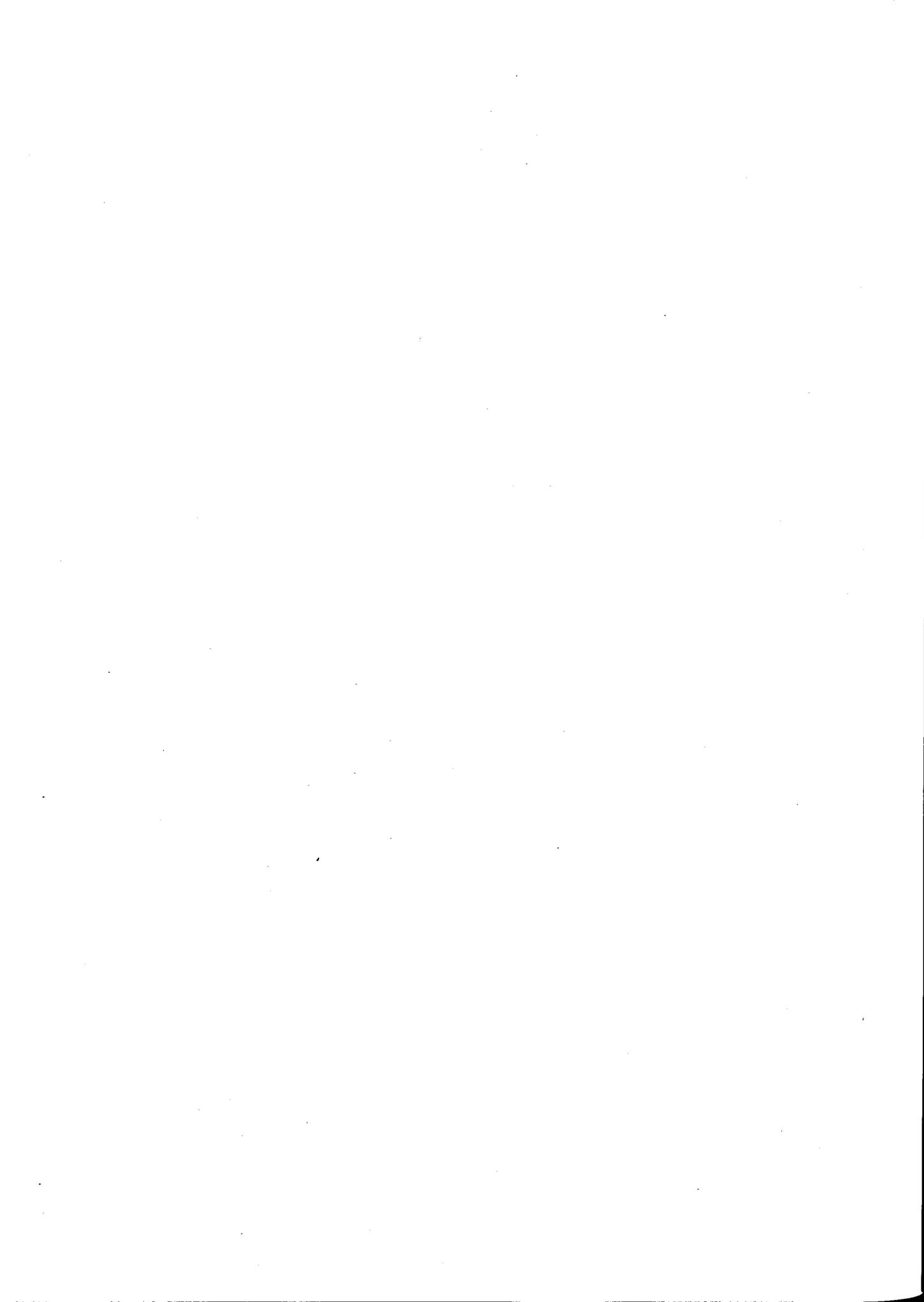
Le Service de presse publie tous les communiqués émis au nom du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, ainsi que les discours et les déclarations officielles de ce dernier. Enfin, par la transmission télégraphique quotidienne à toutes les missions d'une revue de la presse canadienne écrite et électronique, il apporte un complément important à la somme d'informations que celles-ci reçoivent du ministère pour les aider à accomplir leur travail.

Le Service de presse apporte son concours aux correspondants étrangers qui résident soit au Canada soit au États-Unis et qui rédigent régulièrement des reportages sur l'actualité canadienne. Il est en liaison constante avec ces correspondants (une quarantaine en tout) et facilite de diverses façons leur travail de reporters.

P A R T I E D

LA PROTECTION DES CANADIENS A L'ETRANGER

Nombre de circonstances peuvent survenir dans lesquelles les Canadiens risquent de rencontrer des difficultés au niveau international. Ils ont alors besoin d'une aide particulière que le ministère des Affaires extérieures peut souvent leur apporter, entre autres par l'entremise de ses services consulaires, juridiques ou ses services de passeports.



PARTIE D

AFFAIRES SOCIALES INTERNATIONALES

Assistance consulaire

Le ministère assure la protection des Canadiens à l'étranger, leur prêtant assistance lorsqu'ils se trouvent en difficulté ou en détention, qu'ils sont victimes de discrimination, de déni de justice ou de violation des droits humains fondamentaux, ou qu'ils sont exposés à des dangers par suite de troubles civils ou de désastres naturels.

Bien que les Canadiens aient été moins nombreux à se rendre à l'étranger en 1981, le nombre des services consulaires dont ils ont bénéficié n'a cessé d'augmenter. Ainsi, nos 105 missions diplomatiques et postes consulaires et nos 15 consuls honoraires ont rendu environ 645 000 services consulaires, soit 40 000 de plus que l'an dernier. Toutefois, le nombre de cas de détresse exigeant des secours de nature bien particulière s'est maintenu aux environs de 4 000.

Les missions ont aidé 1 900 Canadiens qui se sont trouvés en difficulté financière à l'étranger pour cause de vol ou de perte d'argent, d'annulation de voyage, de frais médicaux ou autres dépenses imprévues, ou par suite d'autres circonstances inhabituelles. Dans de nombreux cas, les missions et l'administration centrale ont dû intervenir en vue du transfert de fonds personnels. Parfois aussi, des avances remboursables ont dû être consenties en attendant l'arrivée de ces fonds. Dans 357 autres cas, des personnes se trouvant dans des situations particulièrement pénibles ont obtenu des fonds remboursables pour leur rapatriement au Canada. En 1981, 610 Canadiens étaient détenus dans des prisons étrangères; si certains ont été libérés dans le courant de l'année, bon nombre ont commencé ou continué de purger leur peine. Nos fonctionnaires consulaires leur ont prêté assistance, les aidant à trouver un avocat, veillant à ce qu'ils soient traités équitablement par les tribunaux, faisant office d'intermédiaire entre les prisonniers et les membres de leur famille, leurs parents et leurs amis et, d'une façon générale, faisant tout leur possible dans chaque cas particulier. D'après les chiffres fournis par nos missions, 447 Canadiens ont dû être hospitalisés à l'étranger, et 422 y sont décédés; dans ces cas, les agents consulaires canadiens ont souvent prêté leur concours aux familles et aux amis afin de prendre les mesures voulues.

Si les services consulaires rendus à l'étranger peuvent porter sur des cas très divers, ils consistent le plus souvent à fournir des renseignements et des conseils sur les conditions locales, à délivrer des passeports, à instruire des demandes d'attestation de citoyenneté canadienne, à fournir d'autres services ayant trait à la citoyenneté, à assurer des services juridiques et notariaux et à faciliter les contacts entre les Canadiens et les autorités du pays.

À Ottawa, le Bureau des services consulaires planifie et coordonne les activités consulaires des missions à qui il vient en aide dans ce domaine. Il assume, en outre, de nombreuses responsabilités : il négocie des conventions ou des ententes portant sur des questions consulaires et des questions de nationalité; il suit de près toute mesure législative qui le concerne; il fournit aux Canadiens désireux de voyager ou de séjourner à l'étranger des renseignements et des évaluations concernant des situations susceptibles de les intéresser; il assure la liaison avec d'autres ministères fédéraux et avec l'industrie canadienne des voyages; il administre les programmes de formation consulaire et d'évaluation; il rassemble et analyse les rapports et les statistiques consulaires; enfin, il a la responsabilité de rédiger les instructions et autres directives consulaires.

Des troubles politiques et civils, des désastres naturels et quelques conflits localisés en divers points du globe sont venus menacer à des degrés divers la sécurité des Canadiens en voyage ou résidant dans les zones touchées; ce fut notamment le cas au Liban, au Guatemala, en Gambie et en Pologne. Aussi, l'administration centrale et les missions concernées ont-elles dû, non seulement, réunir et diffuser promptement l'information la plus récente possible sur ces événements et sur leur évolution, mais aussi revoir constamment les plans d'urgence devant leur permettre de venir en aide aux ressortissants canadiens et tenir à jour les renseignements disponibles sur ceux qui étaient immatriculés dans ces régions et ailleurs.

Des consuls honoraires ont été nommés à Nicosie (Chypre), Bombay (Inde) et Barcelone (Espagne), ce qui porte à 15 le nombre de nos consulats dirigés par des consuls honoraires. Sous la direction du chef de mission canadien accrédité dans chacun de ces pays, les consuls honoraires fournissent aux Canadiens l'assistance consulaire voulue ainsi que d'autres services d'urgence.

Transfèrement des délinquants

En vertu du traité canado-américain sur le transfèrement des délinquants, 12 Canadiens détenus dans des prisons américaines se sont vu accorder la permission de purger le reste de leur peine au Canada, afin de favoriser leur amendement et de leur permettre d'être plus près de leurs familles et de leurs amis; de même, 5 Américains détenus au Canada ont été transférés dans des établissements pénitentiaires de leur pays. Quoique le traité signé avec le Mexique soit toujours en vigueur, aucun transfèrement de prisonniers n'a eu lieu entre le Canada et ce pays en 1981. Par ailleurs, un prisonnier canadien a été transféré au Canada dans le cadre du traité en vigueur avec le Pérou. (Aucun Péruvien n'a été transféré dans son pays.) Enfin, le traité sur le transfèrement des délinquants signé avec la Bolivie le 6 mars 1980 n'a pas encore été ratifié.

Le Canada a participé aux discussions du Conseil de l'Europe sur la négociation d'un traité multilatéral avec les États membres. Par ailleurs, des discussions exploratoires sont prévues avec d'autres pays lorsqu'il semble être dans l'intérêt commun du Canada et d'un État étranger

de négocier un traité.

Conventions et ententes consulaires

Les consultations et les négociations se sont poursuivies entre le Canada et les pays avec lesquels celui-ci a tout intérêt à conclure des conventions ou des ententes bilatérales qui, en facilitant les relations consulaires, permettront d'assurer la protection des Canadiens. L'accent a été mis sur la question de la double nationalité, pour que soit défini et convenu le degré de protection et d'assistance dont les Canadiens détenteurs d'une double nationalité pourraient bénéficier dans certaines circonstances lorsqu'ils effectuent un séjour temporaire dans l'autre pays dont ils possèdent la nationalité. Certaines questions qui font actuellement l'objet de négociations relèvent des autorités provinciales. Ainsi, il a fallu obtenir leur avis ou leur approbation quant au contenu des projets de conventions avec la Hongrie et la Roumanie. Notons que des consultations ont eu lieu avec le Mexique, l'Italie, la Tchécoslovaquie et l'URSS sur une vaste gamme de questions d'ordre consulaire.

Programme de sensibilisation

Le ministère a poursuivi ses efforts pour informer les voyageurs canadiens des précautions à prendre afin que leur voyage à l'étranger soit aussi agréable que possible et sans problèmes. Quelque 650 000 exemplaires de l'édition de 1981 de la brochure Bon Voyage, mais... ont été distribués au Canada par l'administration centrale et les bureaux des passeports des diverses régions, ainsi qu'à l'étranger, par les missions. La réalisation d'un nouveau film sur l'assistance consulaire, commandité par le ministère, a été achevée à la fin de l'année; des dispositions ont été prises en vue de sa vaste diffusion à la télévision et dans les salles de cinéma. Des représentants du ministère ont fourni des informations et des analyses aux membres des médias et de la presse dans le cadre d'interviews et d'exposés portant aussi bien sur les aspects généraux des voyages à l'étranger que sur des situations particulières, ainsi que sur l'assistance et les autres services que nos missions peuvent offrir aux Canadiens qui se trouvent à l'étranger.

Politique consulaire pour les années 80

Le ministère a entrepris un examen en profondeur de la politique et des pratiques consulaires afin de déterminer ce qu'elles devraient être dans la présente décennie. Cet examen tient compte des changements auxquels devront faire face, sur le plan national et international, les Canadiens voyageant ou résidant à l'étranger. À l'issue de cette étude, des recommandations seront formulées sur les améliorations à apporter à notre politique et à nos pratiques pour faire face aux changements prévus dans les prochaines années.

Immigration

Dans le but de favoriser la réalisation à l'étranger des objectifs de la politique extérieure canadienne, le premier ministre a décidé, le 20 mars 1980, de procéder à la consolidation des opérations du service extérieur et des activités de programme. Le 1^{er} avril, la responsabilité de l'exécution des programmes d'immigration à l'étranger était confiée au ministère des Affaires extérieures. Le ministère doit ainsi, non seulement, s'acquitter de la réalisation d'une vaste gamme de programmes qui concernent les immigrants et les réfugiés et reflètent les intérêts économiques, sociaux et humanitaires du Canada, mais aussi veiller à ce que cette réalisation se fasse dans le cadre des objectifs généraux de sa politique d'immigration. Définis dans la Loi sur l'immigration de 1976, ces objectifs consistent à : faciliter la réunion des familles; remplir les obligations que le Canada a contractées sur le plan international à l'égard des réfugiés; favoriser la croissance économique par la sélection d'entrepreneurs et de travailleurs qualifiés; enfin, assurer la sécurité des Canadiens et le maintien de l'ordre dans le pays.

Comme par les années passées, nombre d'étrangers, dans le monde entier, ont manifesté le désir d'immigrer au Canada en 1981. Reflétant cet intérêt ainsi que les besoins du pays et ses préoccupations humanitaires, les missions canadiennes ont délivré 127 706 visas d'immigrant. (En 1980, elles en avaient délivré 136 417.)

Étant donné la détérioration de la situation dans de nombreux points du globe, le Canada a continué d'accorder toute son attention à la réinstallation des réfugiés. Le gouvernement a poursuivi ses programmes à l'intention des réfugiés et des exilés volontaires d'Asie et du Pacifique, d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, de même que divers programmes de réunion des familles faisant appel au parrainage par des particuliers. L'engagement de venir en aide aux réfugiés s'est trouvé renforcé du fait de l'intérêt croissant qu'ont manifesté les Canadiens à cet égard et de l'appui de plus en plus important qu'ils ont fourni, le plus souvent sous la forme de parrainages privés.

Le programme des réfugiés d'Indochine, qui est demeuré le plus important programme de réinstallation du Canada, s'est orienté davantage vers la réunion des familles. Dans le cadre de ce programme fructueux et très remarqué, 9 523 réfugiés indochinois se sont vu accorder des visas pour s'établir au Canada. Par ailleurs, la réalisation du programme de réunion des familles visant la République socialiste du Vietnam a continué de se heurter à de sérieux problèmes étant donné les difficultés rencontrées pour se rendre au Vietnam. Toutefois, en septembre, le gouvernement vietnamien a autorisé la mission du Canada en Thaïlande à reprendre ses visites régulières de sélection sur son territoire, ce qui a permis d'instruire un grand nombre de demandes conformément aux directives du programme.

En Europe de l'Est, l'aggravation de la situation économique en Pologne et les conséquences de l'essor du mouvement syndical Solidarité ont

entraîné un exode massif de Polonais vers l'Europe de l'Ouest, principalement vers l'Autriche. Le Canada, en réponse aux demandes du gouvernement autrichien et aux préoccupations exprimées par certaines de ses organisations non gouvernementales, a participé à la réalisation d'un important programme international visant la réinstallation de ces Polonais. Une mission spéciale a été envoyée à Vienne pour accélérer l'examen des demandes de réinstallation au Canada présentées par des exilés volontaires polonais. D'autres missions canadiennes en Europe de l'Ouest ont également traité en priorité un grand nombre de demandes faites par des Polonais ainsi que par des ressortissants d'autres pays d'Europe de l'Est. Grâce à cette concentration des efforts, 2 544 exilés volontaires polonais ont obtenu des visas dans le cadre de la catégorie désignée d'Europe de l'Est. (En 1980, ils étaient au nombre de 467.) Au cours de l'année, 5 153 visas ont été délivrés à des Européens de l'Est, dont 546 dans le cadre de parrainages privés, contre 3 940 en 1980.

En Amérique centrale, la tragique escalade de la violence au Salvador et au Guatemala a forcé des centaines de milliers de personnes à chercher refuge dans d'autres pays de la région. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) s'est employé à réinstaller ces personnes dans les pays de la région, à titre provisoire, en attendant leur rapatriement; le HCR a reconnu, par ailleurs, la nécessité d'obtenir la réinstallation de certaines d'entre elles dans d'autres pays. Afin de venir en aide aux Salvadoriens se trouvant dans cette situation, le gouvernement a mis en vigueur, le 19 mars, un programme de mesures spéciales qui a permis, à la fois, de faciliter la réunion des familles et de régulariser la situation de centaines de Salvadoriens se trouvant déjà au Canada. Nos missions dans la région ont suivi de près les déplacements des réfugiés salvadoriens, examinant leur cas avec soin, afin qu'ils puissent bénéficier des programmes institués par le Canada en faveur des réfugiés et, en particulier, du programme de mesures spéciales.

Une autre tâche des services d'immigration à l'étranger consiste à se mettre à la disposition des personnes -- visiteurs, étudiants, travailleurs temporaires, etc. -- désireuses d'être admises au Canada pour de courtes périodes. Parmi les nombreux programmes adoptés pour faciliter l'entrée de ces personnes dont le nombre s'est accru sensiblement en 1981, citons notamment le programme d'échanges d'étudiants et de jeunes travailleurs d'été, le programme de travailleurs agricoles saisonniers et le programme de formation de jeunes techniciens. En 1981, nos missions ont délivré 242 279 visas de visiteurs, contre 218 150 en 1980.

Le 15 octobre a été annulée l'exemption de visa de visiteur dont bénéficiaient les citoyens de l'Inde. Cette mesure a été prise, à la fois, dans l'intérêt des Indiens voulant visiter le Canada pour des raisons légitimes, et pour limiter le nombre des demandes mal justifiées que présentaient, à leur arrivée au Canada, certains citoyens de l'Inde désireux d'obtenir le statut de réfugiés. Ces demandes étaient, en effet, si nombreuses que les services chargés de les examiner risquaient d'être débordés; sur les 2 592 demandes de statut de réfugié soumises au Canada en 1981, 1 047, soit 40 %, provenaient de citoyens de l'Inde.

En ce qui concerne le programme de travailleurs agricoles saisonniers, qui constitue une importante composante des relations du Canada avec le Mexique et les Antilles du Commonwealth, de nouveaux accords de cinq ans ont été conclus avec les gouvernements de ces pays à Ottawa, en décembre, lors des réunions annuelles où l'on procède à l'examen du programme. En 1981, 689 travailleurs mexicains et 5 130 travailleurs antillais ont été admis au Canada dans le cadre de ce programme.

Réclamations étrangères

Les demandes de citoyens canadiens qui désirent obtenir une aide pour présenter des réclamations mettant en cause des gouvernements étrangers sont habituellement traitées individuellement par le ministère. Toutefois, lorsqu'un changement radical du régime politique d'un pays entraîne la nationalisation ou la réquisition de biens privés et suscite un grand nombre de réclamations, il est plus pratique de négocier un règlement global avec le pays en question. Un tel accord, signé avec Cuba le 7 novembre 1980, est entré en vigueur le 26 juin 1981.

Un accord de règlement est, par ailleurs, intervenu avec la République populaire de Chine, le 20 août 1981, marquant l'aboutissement de négociations entamées en 1974. À la suite d'un communiqué demandant à tous les Canadiens ayant des réclamations contre la République populaire de Chine de les soumettre au ministère, deux séries de consultations ont eu lieu en avril 1980 et en août 1981. Aux termes de l'accord, le gouvernement du Canada s'engage à ne pas appuyer certaines catégories de réclamations (résultant de mesures prises par le gouvernement de la République populaire de Chine entre le 1^{er} octobre 1979 et le 20 août 1981), en contrepartie du versement par la Chine d'une somme de \$340 000 en règlement global de ces réclamations.

Lorsqu'un règlement global a été négocié et que le fonds approprié a été constitué, toutes les réclamations sont soumises à un organisme indépendant -- la Commission des réclamations étrangères -- qui fait rapport et présente au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et au ministre des Finances des recommandations concernant le droit des intéressés à toucher ou non une indemnisation (perçue à même le fonds), ainsi que le montant des indemnités à verser.

En 1981, la commission a entamé ses travaux sur les réclamations concernant Cuba et la Chine. Le règlement régissant la répartition de la somme versée par Cuba a été adopté et un certain nombre de réclamations à cet égard ont été réglées. La Commission a, en outre, entrepris l'examen des réclamations concernant le règlement avec la Chine.

Droit international privé

Dans le domaine du droit international privé, le ministère offre divers services visant à faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes aux termes de conventions ou de

procédures convenues. Étant donné la mobilité croissante de l'homme moderne, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements d'entretien et autres questions connexes) ont fait de la collaboration entre États une nécessité. Comme nombre de ces questions relèvent de la compétence des provinces, le ministère assure la liaison avec celles-ci afin d'arrêter et d'appliquer les modalités réciproques nécessaires. Le ministère avait publié en 1980 une brochure intitulée Entraide judiciaire internationale en matière civile, commerciale, administrative et criminelle. Cette publication, qui vise à faciliter la tâche des avocats et des officiers de justice canadiens aux prises avec des problèmes de droit international, a été largement diffusée en 1981.

L'application du droit pénal est un autre domaine où s'exerce la collaboration entre États. Dans ce domaine également, le ministère assure la liaison nécessaire entre le Canada et l'étranger. On s'attend que le nouveau traité d'extradition signé avec la France en 1979 soit ratifié dans un proche avenir. On prévoit également qu'un traité d'extradition sera signé bientôt avec les Pays-Bas. Par ailleurs, le nouveau traité d'extradition entre le Canada et l'Italie a été signé le 6 mai 1981 et sa ratification devrait intervenir dès que les autorités italiennes auront donné avis à cet effet. Enfin, les discussions se sont poursuivies avec les autorités américaines concernant la possibilité de modifier le traité d'extradition canado-américain. À la fin de l'année, la Chambre des communes n'avait pas encore étudié le projet de loi sur les délinquants fugitifs adopté par le Sénat en décembre 1978. Lorsque ce texte aura force de loi, on s'attend qu'il soit intégré à la Loi sur l'extradition.

Comme par les années passées, le ministère s'est intéressé activement aux problèmes que soulèvent sur le plan international un certain nombre de cas d'enlèvement d'enfant découlant d'un conflit entre la mère et le père au sujet de la garde de l'enfant. Il a fait de son mieux pour obtenir des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, dans la mesure du possible, a prêté son concours en vue de leur retour au Canada dans le cas où les tribunaux canadiens avaient déjà statué sur la garde de l'enfant. L'opinion publique s'est vivement intéressée au rôle du gouvernement fédéral et des provinces dans ce domaine, ce qui s'explique, sans doute, par l'inquiétude profonde que ressentent les intéressés dans de tels conflits. Huit des dix provinces ont adopté une loi type sur l'application réciproque des jugements de garde provinciaux depuis 1975, et les deux autres songent à suivre leur exemple. Sur la scène internationale, le Canada a participé, en 1980, à la rédaction finale de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, qui a été adoptée à la quatorzième session de la Conférence de La Haye sur le droit international privé. Il a signé cette convention le 25 octobre 1980, et des discussions sont en cours avec les autorités provinciales en vue de sa ratification. La convention a pour principal objectif d'assurer une collaboration judiciaire pour obtenir que l'enfant déplacé illicitement soit promptement renvoyé chez celui de ses parents qui en avait la garde dans le pays où il a été enlevé.

Services de passeports

La demande de services de passeports a légèrement diminué en 1981, notamment en raison de la situation économique nationale et internationale, des fluctuations du change et de la politique du gouvernement visant à encourager les Canadiens à prendre leurs vacances dans leur pays.

Dans le cadre de la politique de décentralisation des services de passeports, quatre nouveaux bureaux régionaux ont ouvert leurs portes en 1981, à Windsor, London, Victoria et Fredericton. Notons que 5,6 % des passeports délivrés par des bureaux régionaux au cours de l'année provenaient de ces nouveaux bureaux. Ainsi, il existe maintenant 15 bureaux régionaux à l'extérieur d'Ottawa. Ces bureaux sont à la disposition de 68,4 % des Canadiens faisant une demande de passeport au Canada -- ce qui représente une augmentation de 7,1 % par rapport à 1980 -- et viennent en aide aux Canadiens qui, dans leurs déplacements à l'étranger, sont aux prises avec des difficultés, en particulier des difficultés d'ordre consulaire.

Le Bureau des passeports d'Ottawa a non seulement pour tâche de réaliser le programme des passeports et de délivrer des passeports au Canada, mais aussi de guider le personnel chargé de la délivrance des passeports dans nos missions à l'étranger, d'assurer sa formation et de lui procurer des services de soutien.

En 1981, 632 704 documents de voyage (passeports canadiens, certificats d'identité et titres de voyage établis en vertu de la Convention des Nations unies sur les réfugiés) ont été délivrés. Sur ce nombre, 587 158 (93 %) l'ont été au Canada, contre 616 581 en 1980, et 45 546 (7 %) dans les missions, contre 44 531 en 1980. Ces chiffres révèlent une diminution de 4,8 % du nombre des passeports délivrés au Canada et une augmentation de 2,3 % des passeports délivrés à l'étranger.

Pour ce qui est des documents de voyages spéciaux requis dans le cadre des programmes gouvernementaux d'aide aux réfugiés, 3 396 certificats d'identité et 272 titres de voyage ont été délivrés en 1981 aux requérants autorisés. Ces chiffres représentent, d'une part, une augmentation de 59,3 % par rapport au nombre déjà élevé de certificats d'identité délivrés en 1980 et, d'autre part, une diminution en ce qui concerne les titres de voyage.

En ce qui concerne le programme de travailleurs agricoles saisonniers, qui constitue une importante composante des relations du Canada avec le Mexique et les Antilles du Commonwealth, de nouveaux accords de cinq ans ont été conclus avec les gouvernements de ces pays à Ottawa, en décembre, lors des réunions annuelles où l'on procède à l'examen du programme. En 1981, 689 travailleurs mexicains et 5 130 travailleurs antillais ont été admis au Canada dans le cadre de ce programme.

Réclamations étrangères

Les demandes de citoyens canadiens qui désirent obtenir une aide pour présenter des réclamations mettant en cause des gouvernements étrangers sont habituellement traitées individuellement par le ministère. Toutefois, lorsqu'un changement radical du régime politique d'un pays entraîne la nationalisation ou la réquisition de biens privés et suscite un grand nombre de réclamations, il est plus pratique de négocier un règlement global avec le pays en question. Un tel accord, signé avec Cuba le 7 novembre 1980, est entré en vigueur le 26 juin 1981.

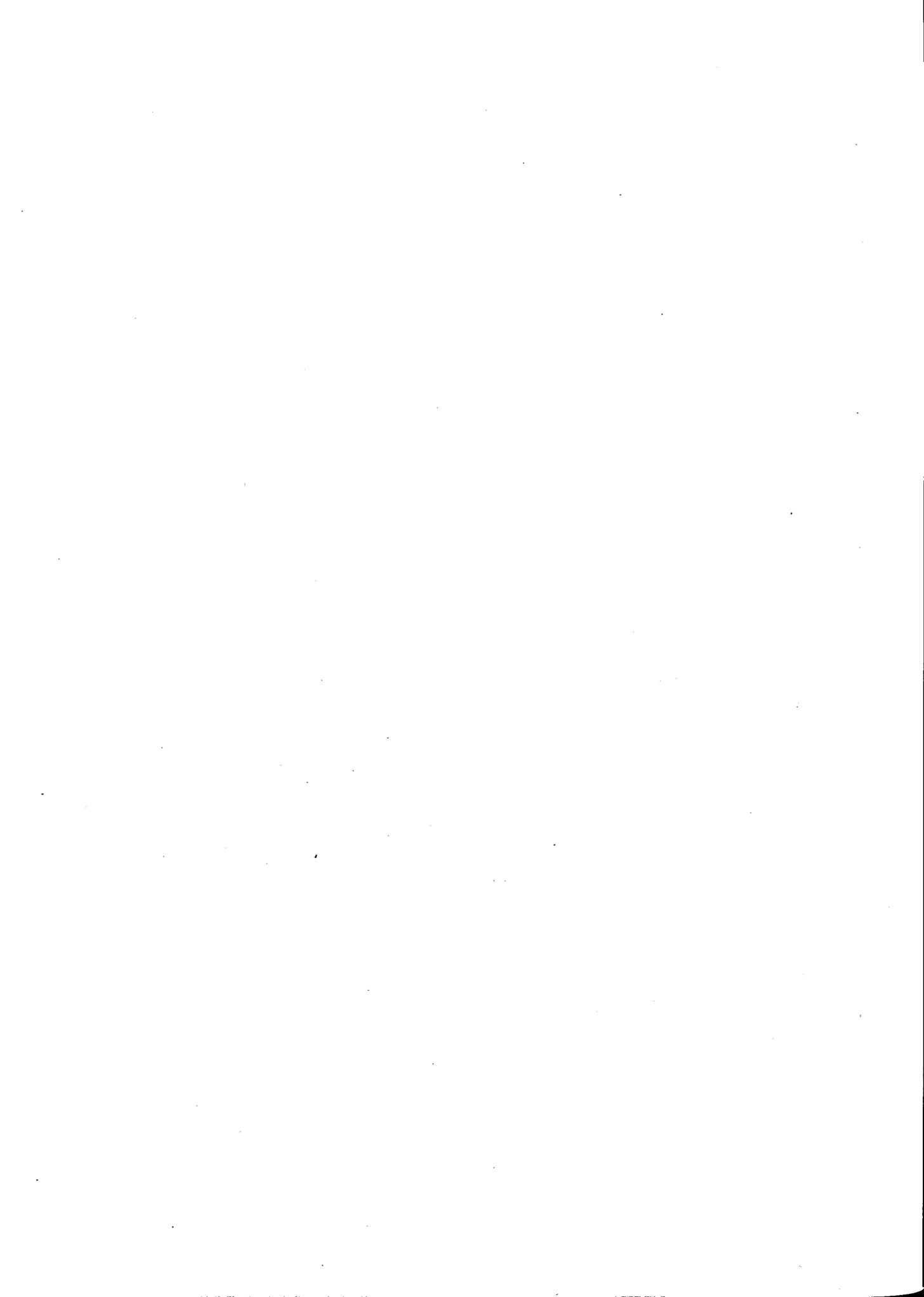
Un accord de règlement est, par ailleurs, intervenu avec la République populaire de Chine, le 20 août 1981, marquant l'aboutissement de négociations entamées en 1974. À la suite d'un communiqué demandant à tous les Canadiens ayant des réclamations contre la République populaire de Chine de les soumettre au ministère, deux séries de consultations ont eu lieu en avril 1980 et en août 1981. Aux termes de l'accord, le gouvernement du Canada s'engage à ne pas appuyer certaines catégories de réclamations (résultant de mesures prises par le gouvernement de la République populaire de Chine entre le 1^{er} octobre 1979 et le 20 août 1981), en contrepartie du versement par la Chine d'une somme de \$340 000 en règlement global de ces réclamations.

Lorsqu'un règlement global a été négocié et que le fonds approprié a été constitué, toutes les réclamations sont soumises à un organisme indépendant -- la Commission des réclamations étrangères -- qui fait rapport et présente au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et au ministre des Finances des recommandations concernant le droit des intéressés à toucher ou non une indemnisation (perçue à même le fonds), ainsi que le montant des indemnités à verser.

En 1981, la commission a entamé ses travaux sur les réclamations concernant Cuba et la Chine. Le règlement régissant la répartition de la somme versée par Cuba a été adopté et un certain nombre de réclamations à cet égard ont été réglées. La Commission a, en outre, entrepris l'examen des réclamations concernant le règlement avec la Chine.

Droit international privé

Dans le domaine du droit international privé, le ministère offre divers services visant à faciliter les recours juridiques mettant en cause les juridictions étrangères et canadiennes aux termes de conventions ou de



PARTIE E

LA FORMULATION DES POLITIQUES ET LES SYSTEMES DE GESTION

Planification des politiques

Le secrétariat de la planification des politiques seconde le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et de la haute direction, évaluant l'efficacité des politiques en vigueur à la lumière de l'évolution de la conjoncture nationale et internationale, suggérant des options et proposant de nouvelles orientations pour la politique étrangère. Il s'attache également à renforcer le rôle du ministère à titre d'organisme fédéral chargé de la conduite des relations extérieures du Canada. Pendant l'année, le secrétariat a été engagé dans un certain nombre d'activités qui avaient pour but de mieux coordonner les politiques du ministère et de leur conférer une certaine homogénéité.

Sécurité et renseignements

Le Bureau de l'analyse des renseignements et de la sécurité a la responsabilité des programmes visant à assurer la sécurité matérielle des documents et des communications, ainsi que la sécurité du personnel des missions et de l'administration centrale. Les questions de terrorisme international et les préparatifs en cas d'urgence sont également de son ressort. Son personnel rassemble et analyse les renseignements politiques et économiques qui lui parviennent de sources multiples et qui servent de fondement à l'élaboration de politiques dans des domaines touchant les intérêts du Canada.

Coordination fédérale-provinciale

L'établissement d'une coordination fédérale-provinciale a pour fonction d'harmoniser les politiques et les activités des deux paliers de gouvernement sur la scène internationale. La direction responsable de cette coordination élabore des politiques gouvernementales tenant compte des intérêts des provinces dans les affaires internationales et aide celles-ci à prendre part aux activités internationales qui répondent à leurs intérêts.

Grâce aux visites périodiques qu'effectuent les fonctionnaires du ministère dans les provinces et à des contacts téléphoniques presque quotidiens, le ministère est en liaison étroite avec les provinces. En outre, il met son réseau de télécommunications à la disposition des provinces pour leur faciliter un recours rapide aux services des missions diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger.

Le ministère a mis sur pied un programme spécial de diffusion de l'information, grâce auquel, des observations, commentaires et recherches émanant principalement de nos missions aux États-Unis, de notre ambassade au Japon et de notre mission auprès de la CEE sont communiqués aux provinces. Ces informations, qui sont surtout de nature économique, concernent, pour

l'essentiel: l'énergie, l'environnement, le commerce et les ressources naturelles.

La même coopération a cours à l'étranger entre les missions diplomatiques et consulaires du Canada et la quarantaine de bureaux provinciaux établis en Europe, en Asie, en Amérique latine et aux États-Unis.

Dans le secteur des institutions multilatérales, le ministère a continué de faciliter la participation des provinces aux sessions de l'Assemblée mondiale de la santé, de la FAO, de l'OIT, de l'UNESCO et de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, ainsi qu'à certaines réunions sectorielles du Commonwealth et de l'OCDE. Par ailleurs, sept provinces ont pris part aux travaux préparatoires de la Conférence des Nations unies sur le droit de la mer et ont délégué des conseillers à cette conférence, ces derniers étant membres de la délégation canadienne.

Cette année encore, les provinces ont participé aux activités des sous-comités du Comité mixte de coopération établi aux termes de l'Accord-cadre entre le Canada et la Communauté européenne. Elles ont également fait partie des groupes de travail créés par les sous-comités pour traiter de questions précises telles l'aéronautique, les télécommunications, les produits forestiers, les métaux et les minéraux.

Les provinces ont été consultées sur bon nombre des activités économiques internationales du Canada et ont pris une part active aux réunions internationales portant sur ces questions, notamment dans le cadre du Groupe de travail Canada-Japon sur la transformation des ressources et à l'occasion de discussions sur diverses activités et questions sectorielles. En mai, deux provinces se sont jointes à la délégation du Canada à la réunion du Comité interministériel de la politique scientifique et technologique de l'OCDE à Paris. En août, cinq provinces ont participé à la Conférence des Nations unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, tenue à Nairobi, ainsi qu'aux réunions de préparation et de suivi organisées dans le cadre de cette conférence. Des représentants des provinces ont, en outre, fait partie de l'équipe de négociation canadienne à la première série de discussions canado-américaines sur les pluies acides. Le Comité fédéral-provincial des relations commerciales a été très actif en 1981, s'étant réuni à deux reprises au cours de l'année, une fois à Toronto et une fois à Saint-Jean (Terre-Neuve). À Toronto, le Comité a étudié l'environnement commercial international et procédé à une revue du régime d'importation du Canada et de diverses questions commerciales sectorielles et bilatérales. Quant à la réunion de Saint-Jean, organisée conjointement avec le Comité fédéral-provincial pour l'expansion des exportations, elle a été consacrée à l'examen des stratégies et programmes de commercialisation et de questions intéressant le Comité de développement des marchés d'exportation, constitué de membres du secteur privé.

Au chapitre de l'immigration, le ministère a continué de faciliter la coopération entre les services fédéraux et provinciaux de l'immigration, tant au pays qu'à l'étranger.

En mai, a eu lieu à Ottawa la première d'une série de réunions annuelles fédérales-provinciales sur les relations culturelles internationales du Canada. La décision de tenir ces réunions, qui contribueront grandement à améliorer la consultation fédérale-provinciale dans ce domaine, a été prise à la suite des visites de liaison dans les capitales provinciales entreprises par le ministère en 1980.

En 1981, certains progrès ont été réalisés dans le domaine de la coopération internationale en matière d'enseignement. Une réunion, tenue à Ottawa le 1^{er} avril, entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État, d'une part, et le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), d'autre part, a abouti à la décision de créer un groupe de travail composé de fonctionnaires fédéraux et provinciaux chargés de déterminer quels moyens permettraient d'obtenir une collaboration fédérale-provinciale plus étroite dans le domaine de l'enseignement, sur le plan international. Le travail a ensuite débuté en vue de la constitution du groupe de travail et de la définition de son mandat. Enfin, des efforts considérables ont été déployés en vue de la commercialisation des services d'enseignement à l'étranger.

En 1981, le ministère a prêté son concours dans l'organisation des visites à l'étranger d'un certain nombre de délégations provinciales, dont celles qui furent dirigées par les premiers ministres Buchanan (Nouvelle-Ecosse) à Londres, Lougheed (Alberta) à Washington et à New York, Hatfield (Nouveau-Brunswick) en Europe, Blakeney (Saskatchewan) à Los Angeles et à San Francisco, Lyon (Manitoba) en Europe et à New York, Bennett (Colombie-Britannique) en Orient et en France, et Davis (Ontario) en Australie et en Nouvelle-Zélande. De plus, de nombreuses visites à l'étranger ont été organisées pour des ministres des diverses provinces. Enfin, le ministère a également aidé à organiser, outre les visites régulières effectuées dans les provinces par des diplomates étrangers accrédités au Canada, nombre de visites de délégations étrangères désireuses de rencontrer des ministres et des fonctionnaires provinciaux.

Information pour la haute direction

Le Service d'information pour la haute direction est chargé de fournir aux cadres supérieurs du ministère, aux missions, ainsi qu'aux autres ministères et organismes fédéraux qu'intéressent les relations extérieures du Canada, des informations complètes sur la politique étrangère canadienne. Ce service s'acquitte de ses responsabilités en distribuant des résumés quotidiens des communications importantes qu'échangent l'administration centrale et les missions, et en publiant périodiquement des bulletins et des documents choisis sur diverses questions de politique étrangère.

Communications et informatique

Les ministères responsables des programmes intéressant l'étranger tiennent toujours à obtenir le maximum d'information dans les meilleurs délais possibles, ce qui facilite leur tâche quotidienne. Cette soif

d'information s'est traduite par une augmentation de 14,7 % des messages télégraphiques par rapport à l'année précédente, ce qui témoigne en soi de la capacité du réseau de satisfaire à la demande. Cependant, ainsi qu'il est souligné, par exemple, dans le rapport du Groupe de travail sur la représentation canadienne aux États-Unis, il est nécessaire d'implanter de nouveaux services de communications et d'améliorer les services existants afin de permettre à nos représentants à l'étranger d'assumer au mieux leurs fonctions essentielles. Pour répondre à ce besoin, le ministère s'est appliqué à procéder à l'extension du réseau de transmission protégée par fac-similé à tous les consulats canadiens existant aux États-Unis, ainsi qu'à la mise sur pied de projets pilotes relatifs à l'utilisation de machines de traitements de textes avec capacité de télécommunications protégée.

Des radios télécriteurs ont été installés à Varsovie et à Ankara en conséquence directe de la crise polonaise. Par ailleurs, une nouvelle reconfiguration du réseau a été envisagée en vue d'en maintenir l'efficacité et le rendement. Des progrès considérables ont été réalisés pour répondre aux besoins des missions en matière de liaisons téléphoniques, grâce à l'implantation d'installations de pointe de fabrication canadienne, à raison d'une par mois. Les résultats positifs obtenus à la suite de nombreuses inspections techniques de sécurité ont souligné l'importance de ce programme.

Un nouvel examen du service de courrier diplomatique a dû être entrepris, étant donné la hausse des tarifs aériens et autres frais de voyage et la nécessité d'accélérer les échanges de documents avec les missions pour répondre aux exigences des programmes. Si la coopération avec les services de courrier australiens et britanniques a été source d'économies, il reste que certaines compressions au niveau régional pourraient améliorer l'efficacité générale du service.

Les télécommunications ont apporté une importante contribution au Sommet d'Ottawa. En sa qualité de coordonnateur des communications, le ministère a dû assurer des services à trois centres de conférence ainsi qu'aux médias, par liaison radio, hertzienne et téléphonique. Par ailleurs, des installations de communication fixes et mobiles ont été mises à la disposition des sept chefs d'État participants.

Afin d'accroître le rendement en dactylographie, les services de traitement des textes ont été mis à la disposition de l'ensemble des services de l'administration centrale. Par ailleurs, l'implantation de ce procédé dans certaines missions s'est poursuivi.

La mise en oeuvre du système de documentation automatisé a beaucoup progressé. Grâce à l'engagement de personnel paraprofessionnel supplémentaire, plus de la moitié des documents de fond reçus sont maintenant fichés dans la base de données. Le système renferme également des bases de données sur les finances ainsi que sur la gestion du personnel et du matériel. En ce qui a trait à la gestion des documents, le ministère

a collaboré aux travaux du Conseil du Trésor sur l'accès à l'information et à ses travaux relatifs aux dispositions devant permettre aux Affaires extérieures de s'acquitter des responsabilités qui leur incomberont lorsque le Bill C-43 aura force de loi.

La bibliothèque du ministère a continué de faire face à une demande croissante d'aide, tant manuelle qu'automatisée, de la part de personnes faisant des recherches. Depuis 1979, l'accroissement moyen de cette aide a été de 35 %. Le Groupe de travail spécial chargé du catalogage a atteint son objectif, à savoir transposer sur support se prêtant à la lecture machine la moitié de l'ancien catalogue monographique et ce, dans la perspective de la mise en place d'un catalogue informatisé à accès direct sur place avant la fin de l'année financière 1983-1984. En outre, la bibliothèque a achevé dans le courant de l'année son examen des diverses formules possibles en vue d'automatiser entièrement la base de données statistiques sur les relations bilatérales du Canada, choisi la formule la plus satisfaisante, étant donné les ressources financières mises à sa disposition, et procédé à la mise à exécution du projet.

PERSONNEL

Le Bureau du personnel est chargé du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions générales de travail des 5 442 employés du ministère, dont 2 070 employés canadiens et 2 488 employés étrangers travaillant dans les 118 missions du Canada. Pendant l'année, le secteur du personnel a connu des changements considérables par suite, notamment, de la consolidation du service extérieur sous l'égide des Affaires extérieures, de l'extension de la nouvelle catégorie de gestion (EX) au ministère et de la renégociation des Directives sur le service extérieur.

Avant la fin de 1981, les employés de l'ancienne direction extérieure de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC) avaient été intégrés aux Affaires extérieures et un Bureau des affaires de l'immigration avait été créé. Par ailleurs, des négociations étaient en cours avec le ministère de l'Industrie et du Commerce concernant le Service des délégués commerciaux, et avec l'Agence canadienne de développement international en vue de la constitution, au sein du ministère des Affaires extérieures, d'un groupe de spécialistes de l'aide permutants.

Parallèlement, un travail considérable a été effectué en vue d'harmoniser les niveaux supérieurs du service extérieur avec le nouveau système de la catégorie de gestion qui s'applique à l'ensemble de la Fonction publique fédérale. Ce changement devrait entraîner une restructuration des autres niveaux du service extérieur dans le cadre d'un nouveau plan de classification. Ce projet de longue haleine a été mis en train à la fin de 1981.

Le Conseil national mixte (constitué de représentants de la direction, des syndicats et du Conseil du Trésor) a poursuivi tout au long de

l'année ses consultations triennales en vue de la révision des Directives sur le service extérieur. La renégociation de ces directives, qui régissent les conditions de travail des employés du service extérieur à l'étranger, doit être conclue au 1^{er} avril 1982. La Commission royale d'enquête sur les conditions du service extérieur, dirigée par Pamela A. MacDougall, a présenté son rapport au premier ministre le 21 octobre 1981. (Ce rapport fut publié à la fin de l'année.)

Le gros des activités du Bureau s'est concentré sur des tâches courantes essentielles. En dépit des mesures d'austérité prises les années précédentes, le recrutement a connu une légère augmentation due aux nouvelles responsabilités dévolues au ministère (intégration de l'ancienne direction extérieure de la CEIC).

Pendant l'année, quelque 935 employés ont été affectés à l'étranger ou sont revenus à l'administration centrale, chiffre qui correspond au déplacement de 1 998 personnes en tout si l'on tient compte des familles concernées.

Coordination interministérielle

En 1980, le Comité des sous-ministres chargé de la politique étrangère et de la défense a remplacé le Comité interministériel sur les relations extérieures (CIRE). Le comité, qui est présidé par le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, revoit les grandes questions de politique et de dépenses que lui soumet le Comité du Cabinet ou que des ministères désirent soumettre à ce dernier. Il est, en outre, chargé de s'assurer que les recommandations adressées au Comité du Cabinet sont valables quant au fond, correctes quant à la forme, conformes aux priorités et aux objectifs du gouvernement et que les propositions mises en avant tiennent compte des ressources requises pour les appliquer.

Le comité des sous-ministres dispose d'un secrétariat interministériel. Il s'occupe des questions d'ordre politique, économique ou autre qui peuvent survenir dans le domaine des affaires étrangères, de l'aide et de la défense, ainsi que des questions touchant les opérations à l'étranger dont le CIRE s'occupait auparavant. Son Sous-comité des opérations à l'étranger sert maintenant de point central de la coordination, de la coopération et de la consultation interministérielles sur ces questions. Depuis mai 1980, le Sous-comité s'est occupé des questions suivantes:

- application de nouvelles modalités pour la nomination et l'appréciation des chefs de mission;
- réévaluation du processus d'examen de la programmation par pays et de la préparation d'un rapport détaillé sur la programmation et les effectifs proposés par les missions à l'étranger; et
- consolidation du service extérieur conformément à la décision du premier ministre.

Evaluation et vérification internes

Les fonctions de vérification internes et d'évaluation des programmes font partie intégrante du processus de gestion du ministère.

En 1981, la Direction de la vérification interne a procédé à une vérification détaillée des opérations de la Direction de la comptabilité et des services des finances au sein du Bureau des finances et des services de gestion. Par ailleurs, des vérificateurs, affectés au service d'inspection, ont visité 36 missions à l'étranger afin d'y procéder à la vérification des opérations administratives des services des finances et de gestion des biens et du matériel.

Quant à l'évaluation des programmes, elle consiste à effectuer des études formelles, conformément aux directives du Conseil du Trésor, en vue de déterminer la pertinence et l'efficacité des programmes ministériels existants. La première de ces études, qui portait sur la prestation des services consulaires aux Canadiens à l'étranger, s'est terminée en 1981. Une évaluation des activités d'information du ministère à l'étranger est actuellement en cours.

Service d'inspection

Un service d'inspection, qui fait rapport au Comité des sous-ministres chargé de la politique étrangère et de la défense par l'entremise du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures en sa qualité de président du comité, entreprend des vérifications et des évaluations indépendantes de l'ensemble des opérations des missions du Canada à l'étranger.

En 1981, le service a inspecté 36 missions: 13 en Asie, 4 en Australasie, 7 en Europe de l'Est, 12 en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que 5 consulats honoraires dans cette dernière région.

Budget 1981-1982

Pour l'exercice du 1^{er} avril 1981 au 31 mars 1982, le budget du ministère au titre des dépenses de fonctionnement et d'équipement et des subventions et contributions se chiffrait à \$450,5 millions. La ventilation des postes budgétaires est la suivante: relations avec les gouvernements étrangers, \$203,4 millions; services consulaires aux Canadiens à l'étranger, \$14,3 millions; information et relations culturelles, \$40,1 millions; administration générale, \$43,6 millions; prestations de services de soutien à d'autres ministères et organismes ayant des représentants à l'étranger, notamment le ministère de l'Industrie et du Commerce et l'ACDI, \$149 millions. Au cours de l'exercice, des crédits additionnels de \$17,6 millions ont été transférés aux Affaires extérieures pour la consolidation, au sein du ministère, des activités d'immigration à l'étranger.

Les responsabilités de gestion et de coordination des opérations, tant au Canada qu'à l'étranger, ont entraîné des dépenses d'exploitation et

d'entretien de \$313,9 millions. Cette rubrique englobe les dépenses au titre des traitements, des salaires et des autres coûts en personnel, les coûts de location de propriétés à l'étranger, les frais de voyage et de communications, ainsi qu'une vaste gamme de dépenses associées à la conduite des opérations à l'étranger.

Les subventions et les contributions (\$111,2 millions) ont, en bonne part, consisté en paiements incompressibles découlant de l'appartenance du Canada à un certain nombre d'organismes internationaux (ONU, OTAN, OCDE, Commonwealth, Agence de coopération culturelle et technique, etc.).

Immeubles et autres biens

La gestion du portefeuille immobilier du ministère à l'étranger incombe au Bureau des biens, lequel gère aussi un programme d'acquisition à long terme approuvé par le Conseil du Trésor en 1978. Doté d'un budget annuel de plus de \$26 millions de dollars, ce programme a pour objet d'acquérir à l'étranger, au nom de la Couronne, de nouveaux bureaux et logements afin de disposer de locaux à la fois économiques et fonctionnels. Selon une évaluation récente, le portefeuille immobilier du ministère aurait une valeur de \$500 millions.

En 1981, le Bureau des biens a mené à terme la construction d'une chancellerie à Mexico et presque achevé les importantes rénovations entreprises à la chancellerie de Paris. Les travaux de décoration intérieure et de rénovation se sont poursuivis au Centre culturel, Canada House, à Londres, tandis que l'on a commencé la construction d'une chancellerie à Belgrade et de logements destinés au personnel à Port of Spain. Les travaux d'aménagement du Centre culturel de New York ont été menés à bien. Le bureau a également poursuivi les négociations et la planification concernant d'importants projets de chancellerie à Riyadh, Pékin et Washington. Parallèlement au programme d'entretien de \$8,5 millions, des rénovations mineures, totalisant \$1,6 million, ont été effectuées dans plusieurs missions.

Le bureau a entrepris l'acquisition de locaux en vue de l'ouverture de nouvelles missions à Amman, à Munich et à Perth (Australie). Il a également accompli les dernières formalités concernant l'achat d'une chancellerie à Abidjan et d'une résidence officielle à Dallas et poursuivi ses démarches visant l'acquisition de résidences officielles à Abidjan, Athènes, Buenos Aires et Bruxelles, de logements pour le personnel à Bangkok, La Haye et Singapour ainsi que d'une chancellerie à Rio de Janeiro. La dernière phase d'un projet conjoint en vue de la construction de 13 logements destinés au personnel à Tokyo a été menée à terme avec l'addition de 4 nouveaux logements. Enfin, le ministère s'est défait de logements dont il n'avait plus besoin à Brasilia et à Santiago, et a vendu un grand immeuble à bureaux qu'il possédait à Paris, réalisant ainsi un gain de \$5,8 millions.

Parmi les autres activités importantes de l'année, mentionnons la location de nouvelles chancelleries à Budapest et à Cleveland.

Dans le cadre de son programme de conservation de l'énergie, le bureau a institué un programme d'énergie solaire et entrepris diverses études et revues des normes et pratiques administratives existantes.

Représentation étrangère au Canada et protocole

On dénombre maintenant 140 représentations diplomatiques au Canada, à savoir 76 ambassadeurs en résidence, 22 hauts-commissaires en résidence, 28 ambassadeurs non résidents et 14 hauts-commissaires non résidents. À cela viennent s'ajouter l'OACI, qui a son siège à Montréal et qui compte des représentants de 41 États, la délégation de la Commission des communautés européennes, le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le Bureau international du travail, le Centre d'information audiovisuelle des Nations unies sur les établissements humains et le Bureau régional de l'AIE.

En 1981, le Bureau du protocole a assuré la liaison avec ces missions, leur prodiguant services et conseils conformément aux lois et règlements du Canada et à ses obligations aux termes des conventions internationales. La protection du personnel des ambassades et des consulats étrangers, les dispositions protocolaires à l'égard du corps diplomatique et l'accueil des visiteurs étrangers relèvent également du Bureau du protocole. Celui-ci est, en outre, chargé de surveiller l'application du régime des privilèges et immunités dont jouissent 881 agents diplomatiques, dont certains résident à l'extérieur du Canada, 692 fonctionnaires consulaires ainsi que leurs familles et 604 personnes appartenant au personnel administratif et de soutien étranger, ainsi que leurs familles. Entrent également dans cette catégorie les 251 domestiques privés à l'emploi des représentants étrangers. Le siège de l'OACI à Montréal compte également un secrétariat qui regroupe 288 fonctionnaires internationaux, dont certains cadres supérieurs ayant un statut semblable à celui des diplomates. Le bureau a la tâche d'aider les représentants étrangers nouvellement arrivés à comprendre les coutumes et les lois et règlements canadiens qu'ils sont censés observer et, tout en protégeant les intérêts des Canadiens, d'intervenir pour empêcher que des mésententes entre membres de la communauté diplomatique et citoyens canadiens n'influent défavorablement sur le travail des missions étrangères.

Le bureau est également chargé d'accueillir les visiteurs étrangers et de leur offrir l'hospitalité du gouvernement canadien. En 1981, il a organisé 441 réceptions officielles et pris des dispositions pour 150 visites (visites officielles, visites privées et escales techniques) effectuées au Canada par des chefs d'État, des chefs de gouvernement, des vice-premiers ministres, des ministres des Affaires étrangères ainsi que d'autres ministres étrangers. Parmi les 27 visites officielles effectuées en 1981, mentionnons celles du président des États-Unis, du roi de Jordanie, du vice-président de l'Inde, du chancelier de la République fédérale d'Allemagne, du premier ministre de l'Australie et des ministres des Affaires étrangères de 15 pays. Le Canada a, par ailleurs, été l'hôte du Sommet économique, qui s'est tenu à Montebello sous la présidence du premier ministre.

Le Bureau a également assuré la coordination nécessaire pour les voyages du gouverneur général dans les pays scandinaves, du premier ministre dans 14 pays, dont l'Arabie Saoudite, l'Algérie, le Royaume-Uni, la Tanzanie, l'Australie, la Corée et le Mexique, ainsi que pour les visites du secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans 17 pays.

Privilèges et immunités

Le ministère assume la responsabilité de l'interprétation et de l'application, au Canada comme à l'étranger, des principes que renferment divers accords internationaux sur les privilèges et immunités touchant les missions diplomatiques et postes consulaires, et les organisations internationales.

En novembre 1981, le Canada a participé à une conférence diplomatique convoquée à Londres dans le but d'adopter un Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation internationale des télécommunications maritimes par satellites (INMARSAT), organisation ayant pour objectif d'améliorer les communications maritimes. Ce protocole prévoit l'octroi de certains privilèges et immunités à cette organisation et aux membres de son personnel, ainsi qu'aux représentants des États membres, afin de faciliter l'exercice de leurs fonctions.

Le projet de loi sur l'immunité des États, visant l'immunité des États étrangers devant les tribunaux canadiens, a été adopté par le Sénat le 27 mai 1981 et est passé en deuxième lecture à la Chambre des communes le 23 juin 1981. Il a, par la suite, été renvoyé au Comité permanent de la justice et des affaires juridiques. En termes généraux, ce projet de loi établit que les États étrangers opérant au Canada ne seront pas exemptés des procédures judiciaires relatives à leurs activités commerciales. Le projet de loi est parrainé par le ministère de la Justice et fermement appuyé par le ministère des Affaires extérieures.

ANNEXES



ACCORDS INTERNATIONAUX BILATÉRAUX

Allemagne, République fédérale d'

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne constituant un Accord sur l'entraînement des Forces aériennes allemandes au Canada

Bonn, le 8 avril 1981
En vigueur le 8 avril 1981

Accord entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et de certains autres impôts

Ottawa, le 17 juillet 1981

ASEAN (ANASE)

Accord de coopération économique entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des États membres de l'Association of Southeast Asian Nations (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)

New York, le 25 septembre 1981

Australie

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Australie concernant l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire

Ottawa, le 9 mars 1981
En vigueur le 9 mars 1981

Convention entre le Canada et l'Australie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Canberra, le 21 mai 1980
En vigueur le 29 avril 1981

Barbade

Accord de prêt de développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Barbade

Bridgetown, le 12 janvier 1981
En vigueur le 12 janvier 1981

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le
gouvernement de la Barbade constituant un Accord prorogeant pour
six mois l'Accord provisoire de 1979 relatif aux services aériens
internationaux entre le Canada et la Barbade

Bridgetown, le 22 avril et le 21 mai 1981
En vigueur le 21 mai 1981
Avec effet rétroactif au 1^{er} mai 1981

Chine, République populaire de

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la
République populaire de Chine concernant le règlement de
réclamations au titre de biens privés

Beijing, le 20 août 1981
En vigueur le 20 août 1981

Communauté économique européenne

Accord en matière de pêche entre le gouvernement du Canada et la
Communauté économique européenne

Bruxelles, le 30 décembre 1981
En vigueur le 30 décembre 1981

Accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du
Canada et la Communauté économique européenne concernant leurs
relations en matière de pêche

Bruxelles, le 30 décembre 1981
En vigueur le 30 décembre 1981

Communauté européenne de l'énergie atomique

Accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement du
Canada et la Communauté européenne de l'énergie atomique
(Euratom) destiné à remplacer " l'Arrangement intérimaire sur
l'enrichissement, le retraitement et le stockage ultérieur des
matières nucléaires dans la Communauté et le Canada " constituant
l'annexe C de l'Accord sous forme d'échange de lettres du
16 janvier 1978 entre l'Euratom et le gouvernement du Canada

Bruxelles, le 18 décembre 1981
En vigueur le 18 décembre 1981

Corée, République de

Echange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Corée constituant un Accord modifiant l'Accord sur la limitation des textiles en date du 13 décembre 1978

Ottawa, le 13 février et le 2 mars 1981
En vigueur le 2 mars 1981

Cuba

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République de Cuba concernant le règlement des réclamations canadiennes

La Havane, le 7 novembre 1980
L'échange des instruments de ratification a eu lieu à
Ottawa le 26 juin 1981.
En vigueur le 26 juin 1981

Danemark

Accord entre le Canada et le Royaume du Danemark, concernant la pêche féroïenne au large des côtes canadiennes

Ottawa, le 3 juin 1980
En vigueur le 22 décembre 1981

Égypte

Accord de prêt de développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République arabe d'Égypte

Ottawa, le 18 août 1981
En vigueur le 18 août 1981

États-Unis

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de sécurité sociale

Ottawa, le 11 mars 1981

Echange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique constituant un Accord relatif à l'organisation et au fonctionnement du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD)

Ottawa, le 11 mars 1981
En vigueur le 11 mars 1981
Avec effet à compter du 12 mai 1981

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant les thoniers (thon blanc) du Pacifique et leurs privilèges portuaires

Washington, le 26 mai 1981

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, visant à proroger et modifier l'Accord du 10 novembre 1970 concernant une participation commune au projet d'essai de vol d'un avion muni d'un augmentateur alaïre

Ottawa, les 14 et 19 août 1981
En vigueur le 19 août 1981
Avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1981

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique, visant à modifier l'Accord du 17 janvier 1966 relatif aux transports aériens entre les deux pays, tel que modifié par l'Échange de notes du 8 mai 1974

Ottawa, les 10 et 28 août 1981
En vigueur le 28 août 1981

Convention postale entre le Canada et les États-Unis d'Amérique (avec règlement d'exécution)

Ottawa, le 10 septembre 1981 et
Washington, le 14 septembre 1981

Arrangement concernant les mandats-poste entre les Postes canadiennes et le Service postal des États-Unis

Washington, le 14 septembre 1981

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique visant à soumettre au Règlement obligatoire le différend relatif à la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine, incluant certains changements dont les deux gouvernements sont convenus après la signature dudit traité

Washington, le 29 mars 1979
L'échange des instruments de ratification
a eu lieu à Ottawa le 20 novembre 1981.
En vigueur le 20 novembre 1981

Compromis entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique visant à soumettre à une chambre de la Cour internationale de justice la question de la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine, incluant certains changements dont les deux gouvernements sont convenus après la signature dudit compromis

Washington, le 29 mars 1981
En vigueur le 20 novembre 1981

Compromis entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique visant à soumettre à une cour d'arbitrage la question de la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine, incluant certains changements dont les deux gouvernements sont convenus après la signature dudit compromis

Washington, le 29 mars 1979
En vigueur le 20 novembre 1981

France

Échange de notes entre le Canada et la France constituant un Accord sur des essais par temps froid, au cours de l'hiver 1981, à un emplacement des Forces armées canadiennes réservé aux essais d'armes, d'un hélicoptère français et de missiles anti-char

Ottawa, les 16 et 17 février 1981
En vigueur le 17 février 1981
Avec effet rétroactif au 9 février 1981

Accord entre le Canada et la France sur la sécurité sociale

Ottawa, le 9 février 1979
En vigueur le 1er mars 1981

Ghana

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Ghana relatif à la coopération au développement

Accra, le 17 novembre 1981
En vigueur le 17 novembre 1981

Grèce

Accord en matière de sécurité sociale entre le Canada et la République hellénique

Athènes, le 7 mai 1981

Haïti

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Haïti constituant un Accord permettant aux stations de radio amateur du Canada et d'Haïti d'échanger des messages émanant de tierces parties

Port-au-Prince, le 16 février et le 8 mai 1981
En vigueur le 23 mai 1981

Indonésie, République d'

Accord de prêt de développement entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République d'Indonésie

Jakarta, le 26 mai 1981
En vigueur le 26 mai 1981

Italie

Traité entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Italie en matière d'extradition

Rome, le 6 mai 1981

Jamaïque

Accord entre le Canada et la Jamaïque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Kingston, le 30 mars 1978
En vigueur le 2 avril 1981

Maroc

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume du Maroc concernant la coopération économique et technique

Ottawa, le 13 octobre 1981
En vigueur le 13 octobre 1981

Mexique

Accord de coopération industrielle et énergétique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis du Mexique

Ottawa, le 27 mai 1980
En vigueur le 30 avril 1981

Nations unies

Accord entre le gouvernement du Canada et l'Organisation des Nations unies concernant l'établissement et le financement d'un Bureau d'information pour l'Amérique du Nord du Centre des Nations unies pour les établissements humains (Habitat)

Nairobi, le 23 janvier 1981
En vigueur le 23 janvier 1981
Avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 1980

Norvège

Échange de notes modifiant l'Accord du 16 octobre 1980 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Norvège, en vue de faciliter l'exécution réciproque d'ordonnances alimentaires entre la Norvège et la province du Manitoba

Ottawa, les 7 et 11 décembre 1981
En vigueur le 11 décembre 1981

Nouvelle-Zélande

Convention entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu

Wellington, le 13 mai 1980
En vigueur le 29 mai 1981

Accord de coopération commerciale et économique entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Zélande

Ottawa, le 25 septembre 1981

Philippines, République des

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République des Philippines concernant l'utilisation à des fins pacifiques des matières, équipements, installations et renseignements nucléaires transférés entre le Canada et la République des Philippines

Manille, le 19 juin 1981

Portugal

Accord entre le Canada et le Portugal en matière de sécurité sociale

Toronto, le 15 décembre 1980

L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Ottawa, le 30 mars 1981.

En vigueur le 1er mai 1981

Roumanie

Accord à long terme entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République socialiste de Roumanie relatif à la promotion et au développement de la coopération industrielle et économique

Bucarest, le 19 mai 1981

Royaume-Uni

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord constituant un Accord modifiant l'accord relatif aux services aériens du 19 août 1949, tel que modifié le 18 août 1958 et le 6 septembre 1960

Londres, le 14 avril 1981

Avec effet rétroactif au 1er janvier 1981

Rwanda

Accord général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République rwandaise concernant la coopération au développement

Kigali, le 25 octobre 1981

Suède

Échange de notes entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Suède modifiant l'Accord intervenu en 1977 concernant l'utilisation des matières, équipements, installations et renseignements nucléaires transférés entre le Canada et la Suède

Ottawa, le 18 décembre 1981

En vigueur le 18 décembre 1981

Union des républiques socialistes soviétiques

Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de
l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la
coopération agricole

Moscou, le 26 septembre 1981
En vigueur le 26 septembre 1981

Protocole entre le Canada et l'Union des républiques socialistes
soviétiques, concernant la réclamation pour dommages occasionnés
par le satellite soviétique Cosmos 954

Moscou, le 2 avril 1981
En vigueur le 2 avril 1981

ACCORDS INTERNATIONAUX MULTILATÉRAUX

Protocole à l'Accord relatif à la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Fait à Genève le 1er novembre 1979

Accepté par signature par le Canada le 30 décembre 1980

En vigueur pour le Canada le 1er janvier 1981

Accord relatif aux marchés publics

Fait à Genève le 12 avril 1979

Accepté par signature par le Canada le 30 décembre 1980

En vigueur pour le Canada le 1er janvier 1981

Les 30 et 31 décembre 1980, le gouvernement du Canada a déposé les déclarations suivantes :

DÉCLARATIONS SUR LA NON-APPLICATION

Les déclarations suivantes s'appliquent à l'acceptation par le Canada de l'Accord relatif aux marchés publics à l'égard de la Communauté économique européenne :

- a) Le ministère des Postes figure sur la liste des entités canadiennes, étant entendu que, dans l'éventualité où cette entité cesserait d'être un ministère du gouvernement, les dispositions du paragraphe 5 b) de l'article IX de l'Accord relatif aux marchés publics ne s'appliqueraient pas. En conséquence, le gouvernement du Canada n'accepte pas la déclaration de la Communauté économique européenne concernant le ministère des Postes du Canada.
- b) Le gouvernement du Canada appliquera l'Accord relatif à la Communauté économique européenne sur une base provisoire jusqu'à ce que la Communauté économique européenne applique définitivement l'Accord à l'égard du Canada.

DÉCLARATION EN VERTU DE L'ARTICLE IX, PARAGRAPHE 5 b)

Le ministère des Postes figure sur la liste des entités canadiennes, étant entendu que, dans l'éventualité où cette entité cesserait d'être un ministère du gouvernement, les dispositions du paragraphe 5 b) de l'article IX de l'Accord relatif aux marchés publics ne s'appliqueraient pas.

Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base

Fait à Genève le 27 juin 1980

Signé par le Canada, sous réserve de ratification, le
15 janvier 1981

Convention internationale sur la sécurité des conteneurs (CSC)

Fait à Genève le 2 décembre 1972
En vigueur le 6 septembre 1977
L'instrument de ratification du Canada
a été déposé à Londres, le 19 février 1981.
En vigueur pour le Canada le 19 février 1982

Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de
certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant
sans discrimination

Fait à Genève le 10 avril 1981
Signé par le Canada le 10 avril 1981

Convention relative aux zones humides d'importance internationale,
particulièrement comme habitat de la sauvagine

Adoptée à Ramsar (Iran) le 2 février 1971
En vigueur le 21 décembre 1975
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à
Paris (UNESCO), le 15 janvier 1981.
En vigueur pour le Canada le 15 mai 1981
Lors de son adhésion à la Convention relative aux zones
humides, le Canada a désigné la Réserve nationale de la
faune du cap Tourmente comme zone humide en vertu de
l'article 2 4) de la Convention

Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de
modification de l'environnement à des fins militaires ou à toutes
autres fins hostiles

Fait à Genève le 18 mai 1977
Signé par le Canada, à Genève, le 18 mai 1977
En vigueur le 5 octobre 1978
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à
New York, le 11 juin 1981.
En vigueur pour le Canada le 18 juin 1981

Convention postale universelle, Protocole final de la Convention
postale universelle et Règlement d'exécution

Fait à Rio de Janeiro, le 26 octobre 1979
L'instrument d'approbation du Canada a été déposé à
Berne, le 1^{er} juin 1981.
En vigueur le 1^{er} juillet 1981

Règlement général de l'Union postale et Protocole final

Fait à Rio de Janeiro le 26 octobre 1979
L'instrument d'approbation du Canada a été déposé à

Berne le 1er juin 1981
En vigueur le 1er juillet 1981

Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971

Fait à Washington le 24 mars 1981
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Washington le 29 juin 1981.
En vigueur le 1er juillet 1981

Protocole de 1981 portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980

Fait à Washington le 24 mars 1981
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Washington le 29 juin 1981
En vigueur le 1er juillet 1981

Protocole de 1980 modifiant la Convention intérimaire sur la conservation des phoques à fourrure du Pacifique Nord du 9 février 1957, dans sa forme modifiée

Fait à Washington le 14 octobre 1980
Signé par le Canada le 14 octobre 1980
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à Washington le 2 juillet 1981.

Protocole de Genève (1979) annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Fait à Genève le 30 juin 1979
Signé par le Canada le 11 juillet 1979
En vigueur le 1er janvier 1980
L'Instrument de ratification du Canada a été déposé à Genève le 1er septembre 1981.
En vigueur pour le Canada le 1er septembre 1981

Protocole additionnel au Protocole de Genève (1979) annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Fait à Genève le 22 novembre 1979
Signé par le Canada le 17 décembre 1979
En vigueur le 1er janvier 1980
L'instrument d'acceptation du Canada a été déposé à Genève le 1er septembre 1981.
En vigueur pour le Canada le 1er septembre 1981

Accord modifiant le Protocole de signature à l'Accord du 3 août 1959 complétant la Convention entre les États parties au Traité de

l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces étrangères stationnées en République fédérale d'Allemagne, modifié par l'Accord du 21 octobre 1971

Fait à Bonn le 18 mai 1981

Signé par le Canada, à Bonn, le 18 mai 1981

L'instrument de ratification du Canada a été déposé à Washington le 9 octobre 1981.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Fait à New York, le 1er mars 1980

Signé par le Canada à Copenhague le 17 juillet 1980

En vigueur le 3 septembre 1981

L'instrument de ratification du Canada a été déposé à New York le 10 décembre 1981.

En vigueur pour le Canada le 9 janvier 1982

DECLARATION

Dans une lettre accompagnant l'instrument de ratification, le gouvernement du Canada a fait la déclaration suivante :

Le gouvernement du Canada déclare que les autorités législatives compétentes du Canada ont mis en pratique le concept de l'égalité de rémunération tel qu'il est envisagé à l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 11, en adoptant une législation qui prévoit la fixation des taux de rémunération sans discrimination fondée sur le sexe. Les autorités compétentes du Canada continueront à faire droit à l'objectif visé par l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 11, et à cette fin, elles ont mis au point et, le cas échéant, continueront à mettre au point de nouvelles mesures, législatives ou autres. (Traduction)

Protocole au Traité de l'Atlantique Nord relatif à l'accession de l'Espagne

Fait à Bruxelles le 10 décembre 1981

Signé par le Canada le 10 décembre 1981

Accord international de 1979 sur le caoutchouc naturel

Fait à Genève, le 6 octobre 1979

Signé par le Canada le 30 juin 1980

En vigueur, provisoirement, le 23 octobre 1980

La notification d'application provisoire du Canada a été déposée à Genève le 7 novembre 1980.

L'instrument de ratification du Canada a été déposé à

New York, le 15 décembre 1981.
En vigueur, définitivement, le 15 avril 1982

Protocole sur les privilèges, exemptions et immunités d'Intelsat

Fait à Washington le 19 mai 1978
En vigueur le 9 octobre 1980
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé le
15 décembre 1981.
En vigueur pour le Canada le 4 janvier 1982

Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance

Fait à Genève, le 13 novembre 1979
Signé par le Canada à Genève le 13 novembre 1979
L'instrument de ratification du Canada a été déposé à
New York, le 15 décembre 1981.

Actes finals de la Conférence administrative régionale de radiodiffusion à ondes hectométriques (Région 2)

Fait à Rio de Janeiro, le 19 décembre 1981
Signé par le Canada, à Rio de Janeiro, le 19 décembre 1981

Convention de l'Organisation internationale de métrologie légale

Fait à Paris, le 12 octobre 1955
En vigueur le 28 mai 1958
L'instrument d'adhésion du Canada a été déposé à Paris, le 23
décembre 1981.
En vigueur pour le Canada le 22 janvier 1982

**Déploiement par région des missions et
du personnel du Canada à l'étranger
(Au 1^{er} septembre 1981)**

Région	Missions et bureaux	Employés de programme	Employés de soutien
Afrique et Moyen-Orient	25	186	444
Afrique anglophone	8	60	154
Afrique francophone	11	64	138
Moyen-Orient	6*	62	152
Asie et Pacifique	17	269	618
Asie du Sud et du Sud-Est	9	125	348
Asie du Nord et Pacifique	8	144	270
Europe	35	481,5	1 178
Europe de l'Est	6	60	206,5
Europe de l'Ouest	29	421,5	971,5
Amérique latine et Caraïbes	18	188	374
Caraïbes	10	83	170
Amérique latine	8	105	204
États-Unis	15	291	452,3
Organisations internationales	8	67,3	109,2
TOTAL	118	1 482,8**	3 175,5**

* Excluant Téhéran

** Employés de programme:

En provenance du Canada : 1 132
Recrutés sur place : 350,8
1 482,8

*** Employés de soutien:

En provenance du Canada : 838
Recrutés sur place : 2 337,5
3 175,5

**Répartition par programme des années-personnes à l'étranger
(Au 1^{er} septembre 1981)**

Programme	Années-personnes de programme	Années-personnes de soutien
Affaires consulaires	46,6	130,6
Douanes et accise	11,0	13,9
Relations de défense	89,4	126,0
Relations générales	229,2	177,6
Aide au développement international	93,7	56,7
Emploi et immigration	272,2	428,0
Liaison policière	36,6	26,8
Information et relations culturelles	105,8	185,2
Sciences, technologie et environnement	16,5	11,0
Tourisme	69,6	42,1
Développement commercial et industriel	379,2	303,5
Transports, communications et énergie	12,9	6,8
Administration et services de soutien	120,1	1 667,3
TOTAL	1 482,8	3 175,5

Ventilation par ministère du personnel à l'étranger
(Au 1^{er} septembre 1981)

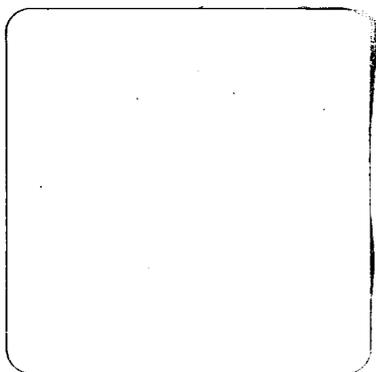
Ministère	Employés de programme	Employés de soutien
Agriculture	1	1
Ministères du service extérieur (Affaires extérieures, ACDI, I&C, OTC)	1 293	3 049
Santé et Bien-être	26	
Défense nationale	77	80
Archives publiques	1	3
Revenu	11	
Gendarmerie royale	50	
Approvisionnement et services	20	13
Office national du film	4	30
TOTAL	1 483	3 176

⑧ 16
1232

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01014773 7



b 3489747 (E)

5

b 3489759 (F)

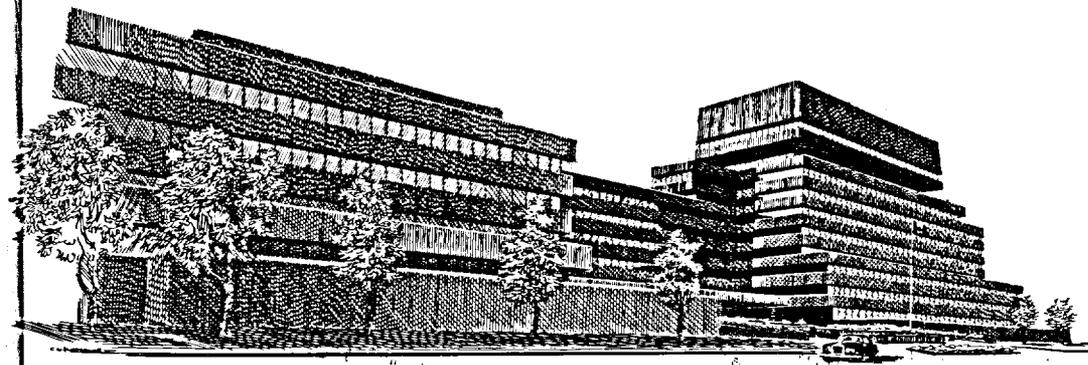
**NON - CIRCULATING /
CONSULTER SUR PLACE**

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

FEB
FEV 1 1985

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

Department of External Affairs



Annual Review 1981

Department of External Affairs

Annual Review 1981

© Minister of Supply and Services Canada 1983

Cat. No. E 1-1981

ISBN 0-662-52360-1

Office of
The Under Secretary of State
for External Affairs



Cabinet du
Sous-Secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures

OTTAWA K1A 0G2

February 7, 1983

The Honourable Allan J. MacEachen

Deputy Prime Minister and
Secretary of State
for External Affairs.

I have the honour to submit for your consideration
the annual review of the department.

In accordance with the provisions of the Department
of External Affairs Act, this report deals with our activities
during the calendar year 1981.

A handwritten signature in cursive script that reads 'Marcel Massé'.

Marcel Massé
Under-Secretary of State
for External Affairs.

TABLE OF CONTENTS

	PAGE
<u>OVERVIEW</u> - CANADA AND WORLD AFFAIRS IN 1981	1
<p>Principal Events (The world, Canada). Canada's Security (Global instability and the search for peace, East-West relations and collective defence, Arms control and disarmament, Terrorism). Humanitarian Affairs (Refugees and human rights, Immigration). Canada and the Third World (North-South questions, Support for international development). Canada's Economic Well-being (International economic relations, Trade questions, Energy questions, International law developments). Regional Co-operation (The United States, Latin America and the Caribbean, Europe, Africa and the Middle East, Asia and the Pacific). Services and Assistance to Canadians Abroad. Canada's Image Abroad.</p>	
<u>PART A</u> - CANADA AND INTERNATIONAL ORDER	19
Chapter 1: Collective Security and the Resolution of Conflict	21
<p>(United Nations Security Council, Peacekeeping, Southern Africa, Middle East, Afghanistan and Cambodia, Other political issues, Global arms control and disarmament, North Atlantic Treaty Organization (NATO), Bilateral defence co-operation, Military training assistance program, Strategic arms talks (SALT/START), Intermediate-range nuclear force modernization and arms control, Mutual and Balanced Force Reduction (MBFR) talks).</p>	
Chapter 2: The International Economic System	31
<p>(General economic policy, Ottawa Summit, Commercial policy, Energy, International nuclear commerce and nuclear non-proliferation, Multilateral environmental policy, Science and technology policy, Air transport, Maritime and multimodal transportation, Space and communications, Investment policy, Intellectual property, Export financing policy).</p>	
Chapter 3: North-South Relations	42
<p>(North-South Summit, Global negotiations, Commodities and Common Fund, Food and agriculture, Official development assistance, Energy, International monetary and financial issues, Industrial co-operation, Transfer of technology, Financing system for science and technology for development).</p>	
Chapter 4: International Law and Concepts of Rights	48
<p>(Law of the sea, Legal aspects of development, Environmental law, Fisheries law, Outer space law, Refugees, Family reunification, Human rights, International legal measures against terrorism, Treaty law).</p>	

Chapter 5: Global and Transregional Associations

60

United Nations (Secretary-General, General Assembly, Security Council and the Economic and Social Council (ECOSOC), Canada's financial contribution to the United Nations system). The Commonwealth (Commonwealth membership, Melbourne heads of government meeting, Ministerial meetings, Commonwealth secretariat, Unofficial Commonwealth). La Francophonie.

PART B - CANADA AND ITS REGIONAL INTERESTS

67

Chapter 1: The United States

69

(Environment, Energy, Maritime boundaries and fisheries, Economic and trade issues, Transportation, Extraterritoriality, Taxation and social security, Defence, Communications).

Chapter 2: Latin America and the Caribbean

74

(Trade, Other activities).

Chapter 3: Europe

76

(European Community, Western Europe, Eastern Europe).

Chapter 4: Africa and the Middle East

83

(The Middle East, Francophone Africa, Anglophone Africa)

Chapter 5: Asia and the Pacific

87

(North Asia and the North Pacific, Australia, New Zealand, South Pacific, South Asia and Southeast Asia).

PART C - CULTURAL EXCHANGES AND INFORMATION IN FOREIGN RELATIONS

97

Chapter 1: International Cultural Relations

98

(Cultural agreements, Consultation with the provinces, Artistic exchanges and cultural promotion, United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO), Awards, Canadian studies abroad, Academic exchanges, International education conferences and meetings, Relations with universities, Sports).

Chapter 2: Information Programs and Press Service

104

(Information programs abroad, Information programs in Canada, Relations with universities, Historical affairs, World exhibitions program, Press service).

PART D - PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS ABROAD 109

International Social Affairs (Consular assistance, Transfer of offenders, Consular conventions and understandings, The consular awareness program, Consular policy for the '80s, Immigration, Foreign claims, Private international law, Passport services).

PART E - POLICY FORMULATION AND MANAGEMENT SYSTEMS 119

(Policy planning, Security and intelligence, Federal-provincial co-ordination, Executive information, Communications and information retrieval systems, Personnel, Interdepartmental co-ordination, Internal evaluation and audit, Inspection service, Budgetary estimates 1981-82, Physical resources, Foreign representation in Canada and protocol, Privileges and immunities).

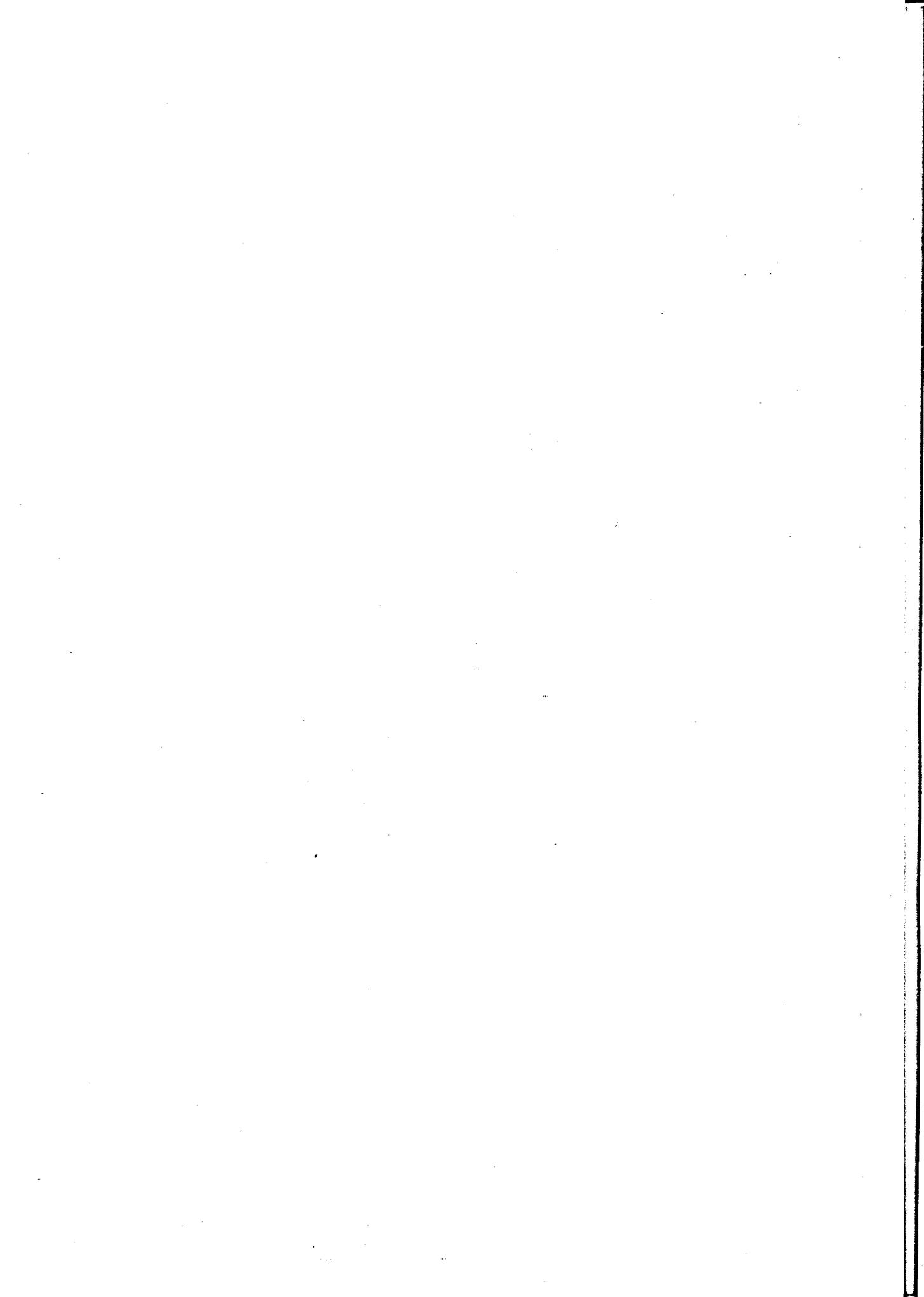
ANNEXES - 129

- I International agreements 131
- II Deployment of posts, personnel and programs 144
- III Organization chart of the Department 148

OVERVIEW

CANADA AND WORLD AFFAIRS

IN 1981



PRINCIPAL EVENTS

The world

During 1981 the world economy slipped deeper into recession and political issues everywhere were influenced by recognition that economic problems had to be solved, if disruptive social effects were to be alleviated. The happiness created by release of the United States' hostages from Iran and by two successful US space shuttle missions soon gave way to a long year of economic gloom, punctuated by assassinations, attempted or achieved, and with the continuing state of uncertainty in Poland as a daily concern. There were also the abiding preoccupations of instability in the Middle East, Africa, and Central America, and unsuccessful efforts to bridge the gap between rich and poor nations, to bring about greater respect for human rights or to stem the flow of refugees.

Energy had dominated the international economic scene in 1980 and it remained an often overwhelming problem for some developing countries in 1981. However, for Western nations it was not such an important issue as it was in the previous year, when they had not yet adjusted to the oil shock brought on by events in Iran and the Iran-Iraq war. Decreased consumption, conservation and the depressed economy, together with continued high oil production in Saudi Arabia, meant that supplies were adequate, although not to the point where governments could relax over the situation.

The countries of Western Europe became increasingly critical of the USA's policy of high interest rates which had adverse effects on their economies, burdening them with huge deficits and the necessity to borrow heavily and cut back on social services, just when need for them was growing. Protectionism surfaced in many countries. In Poland, social and political problems were intertwined with a beleaguered economy, complicating the response of governments and financial institutions.

Representatives of the seven major industrialized countries and the European Common Market grappled with these problems at the Ottawa Economic Summit in July, chaired by Prime Minister Trudeau, and at the Cancun North-South Summit, which he co-chaired. At Melbourne the heads of Commonwealth governments' conference also promised to work for practical solutions.

There was no easing of East-West tensions in 1981. Soviet troops remained in Afghanistan and the events in Poland with the continuing threat of Soviet intervention featured prominently in the North Atlantic Treaty Organization consultations. While both situations underlined the fragility of détente, the alliance's foreign ministers reaffirmed their resolve to work for peace and security through a stable balance of forces and constructive relations, typified by the USA-USSR talks on intermediate-range nuclear weapons in November, the USA's announced readiness to resume talks on strategic arms in 1982 and extensive preparations for a second Special Session of the UN General Assembly on Disarmament (UNSSOD) in 1982.

In the Middle East, instability remained a way of life. Amid executions and assassinations, Iran continued its war with Iraq despite mediation efforts. There were renewed hostilities in Lebanon. Israel attacked Iraq's nuclear reactor in June and, in Egypt in October, President Sadat's assassination added to the uncertainties. The Saudi proposal for a solution to the Arab-Israeli conflict resulted only in inconclusive discussion and the extension of Israeli law to the Golan Heights was strongly opposed by Canada and other nations.

In Africa, the Western Contact Group, which includes Canada, renewed negotiations aimed at ending South Africa's illegal occupation of Namibia. There were some encouraging moves from the Organization of African Unity which proclaimed a charter of rights for its member countries and sent a peace force to Chad. Morocco agreed to a referendum in the Western Sahara and there were talks on confederation between Senegal and Gambia. There was another coup d'état in the Central African Republic. In Uganda, life returned to normal after President Obote assumed power in December 1980.

At the United Nations, the law of the sea negotiations, which had progressed so well in 1980, marked time in 1981 as the new USA Administration reviewed the results. However, the conference was scheduled to complete its work during the spring of 1982 with a convention open for signature in Caracas in the fall of 1982. Other important developments at the United Nations included widespread support for the International Year of Disabled Persons, the attribution of the Nobel Peace Prize to the UN High Commissioner for Refugees and the election, in December, of Mr. Javier Perez de Cuellar of Peru to succeed Mr. Kurt Waldheim as UN Secretary-General.

Canada

Recession dominated the Canadian scene, as it did elsewhere in the world. It was the year of the Summits, and Prime Minister Trudeau travelled widely to lay the groundwork for the Economic Summit in Ottawa and the North-South Summit in Cancun. As Ottawa chairman, he had a special responsibility for the smooth running of a conference at which the majority of leaders would meet in person for the first time. The relatively stable oil market allowed the leaders to concentrate on the problems of stagflation and North-South relations but no satisfactory solutions emerged, either at Ottawa or at Cancun. American doubts that global negotiations would solve the interwoven problems of the developed and developing world resulted in an agreement to continue discussions but without any firm timetable.

Canada's most important bilateral relations continued to be with the USA. The perennial issues of energy, investment and environment headed the list, with the National Energy Program and acid rain the most discussed problems.

Domestically, Canadians were preoccupied with a resolution of the federal/provincial issues of patriating the Constitution, while rising

inflation and unemployment caused increasing concern, as they did elsewhere in the world. Despite cutbacks at home, Canada continued to give high priority to development assistance and, at the UN Conference on Least Developed Countries in Paris, the Prime Minister announced our intention to allocate .15 per cent of gross national product to assistance for the poorest countries in the coming years. Canada also passed legislation creating Petro-Canada International Assistance Corporation, a Crown corporation authorized to spend up to \$250 million in the next five years to help developing countries find and develop new sources of hydrocarbons. Canada also concluded a number of science-related agreements with developing countries including Mexico, Brazil and China.

In January, Secretary of State for External Affairs Mark MacGuigan announced that the Commonwealth Caribbean would have priority in Canadian foreign policy and, in July, Canada associated itself with the USA, Mexico and Venezuela in the Caribbean Basin initiative. The House of Commons established a sub-committee on Canada's relations with the Caribbean and Latin America.

Canadian relations with some countries of the Middle East were strengthened by federal and provincial ministerial visits. When King Hussein of Jordan visited Ottawa in October, Canada announced that it would open an embassy in Amman in 1982. Canada lifted the 1980 sanctions against Iran but did not reassign Canadian personnel to the Tehran embassy.

As a member of the Western Contact Group, Canada took an active part in renewed negotiations to end South Africa's illegal occupation of Namibia. Canada's growing commercial ties with other African countries were enhanced by the Prime Minister's visits to Zimbabwe, Nigeria and Kenya and by those of Energy Minister Marc Lalonde and International Trade Minister Ed Lumley. Minister Pierre De Bané, in his capacity as Adviser on Francophone Affairs, visited many French-speaking countries in Africa. Reciprocal visits to Asian and Pacific countries strengthened trade relations there and with the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN).

Responsibility for immigration programs was transferred to the Department of External Affairs on April 1, bringing with it increased participation in programs concerning refugees, family-reunification and the self-exiled. These human rights considerations have been a significant element in the formulation of Canadian foreign policy, and Canadian delegates to international conferences have worked towards greater protection of human rights.

As in the past, the Department's 118 embassies, high commissions and consulates abroad represented and defended Canadian interests in their host countries and offered a range of consular services to Canadians traveling or living abroad. They also promoted an image of Canada as a dynamic, bilingual and multicultural country capable of high technology. There was growing attention to international communications policy, especially trans-boundary data flow and increased funds for Canadian space programs,

including the European Space Agency's large communications satellite program, L-SAT. During the year, Canada invited countries to Expo 86, Vancouver's world exposition on transportation.

In January 1982 the Prime Minister would announce a major reorganization of departments concerned with economic matters. This change would bring about a restructuring of the Department of External Affairs to encompass elements from the former Industry, Trade and Commerce Department and would enhance the Department's ability to advise the government on foreign policy and foreign trade and to manage Canada's external relations with greater cohesion than in the past.

CANADA'S SECURITY

Global instability and the search for peace

East-West relations continued the pattern of deterioration in 1981 as Soviet troops remained in Afghanistan and promising signs of peaceful change in Poland came to an abrupt end with the imposition of martial law on December 13. To the anxiety of continuing instability in the Middle East was added concern over renewed conflict in Central America. In Turkey, after a long period of seriously eroding civil and economic order, the country's military assumed power.

In the Middle East, negotiations for peaceful settlement of differences dragged on without noticeable success. There were renewed hostilities in Lebanon, the war continued between Iran and Iraq despite mediation efforts and Israel attacked the Iraqi nuclear reactor in June. As for settlement of the Arab-Israeli conflict, optimism and pessimism succeeded each other with dizzying frequency. Saudi Arabia's proposals in August were the subject of intense inter-Arab discussion for the rest of the year. In September, after suspension for more than a year, talks began again between Israel and Egypt towards autonomy for the West Bank and Gaza but, by year's end, had brought no results. In December the extension of Israeli law to the Golan Heights was generally regarded as tantamount to annexation and drew strong opposition from Canada and other countries.

During the year, a growth in the momentum for reform and renewal in Polish national life occurred, which had begun with the establishment of Solidarity in 1980. Canada, expressing support, emphasized that Poland must be permitted to solve its problems without outside interference. As it was a difficult year for the Polish economy, Canada provided considerable economic assistance to the country. The imposition of martial law in December interrupted the process of reform and the actions of the régime were clear violations of Poland's obligations under the Helsinki Final Act. In response, Canada joined its NATO allies in calling for the lifting of martial law, the release of those detained and the resumption of the dialogue between Solidarity, the Church and the government.

As in the past, events in Africa made both good and bad news. The war in Chad entered a new phase when, at the request of the Ndjamena

authorities, Libyan forces withdrew and were replaced by an inter-African peace force under the auspices of the Organization for African Unity (OAU). Morocco agreed to a referendum in the Western Sahara which should lead to a peaceful settlement for this disputed area and the OAU adopted a human rights charter for ratification by its member states. General André Kolingba seized power in the Central African republic after a coup d'état but another threatened coup in Gambia brought a rescue operation from Senegal and talk of confederation by the two states.

In Central America, which was tormented by internal conflicts and guerilla warfare that resulted in the death of thousands of innocent victims, Canada continued to push for internal political solutions without external intervention but, by year end, no peaceful solutions were in sight.

East-West relations and collective defence

With Soviet troops still in Afghanistan and uncertainty over the future of Poland, East-West relations continued to worsen: in Madrid, the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE) laboured on much past its lifespan with few tangible results. In particular, there was no agreement to call a conference on disarmament in Europe or to develop co-operation in the humanitarian dimension of the CSCE. In December, a fresh blow was dealt to confidence between East and West when martial law was declared in Poland.

Leaders at the Economic Summit agreed on the need for clear and strong support for Western defence efforts. Canada, with other Western nations, supported an approach recognizing the need to achieve a balance between matching Soviet military strength and working toward the goal of balanced and verifiable arms control and disarmament - the so-called two-track approach.

The management of East-West relations in the face of a continued threat of Soviet intervention in Poland and events in Poland itself featured prominently in NATO consultations during 1981. At the regular ministerial meetings of the North Atlantic Council (Rome) and in December (Brussels), the alliance's foreign ministers re-affirmed their resolve to work closely to seek peace and security through a stable balance of forces and constructive East-West relations.

Secretary of State for External Affairs MacGuigan assumed the role of honorary president of the North Atlantic Council in time for the Council's December meeting. In his opening address, he emphasized the alliance's role as the bedrock of Western security, rejected unilateral disarmament and called for a more effective NATO communications policy which would be more persuasive to those who have not properly understood the NATO deterrence strategy. On behalf of NATO colleagues, he welcomed the Spanish foreign minister at a protocol-signing ceremony which marked the first step in Spain's accession to NATO. Within NATO, Canada attempted to improve crisis management procedures. Canada was also active at the Madrid meeting of the Conference on Security and Co-operation in Europe.

In 1981, the North American Aerospace Defence (NORAD) agreement was renewed and an agreement was signed with the Federal Republic of Germany to permit the training of FRG air crews in Canada.

In Canada's long-term program of replacement and renewal of defence equipment, the McDonnell Douglas CF-18 (Hornet) fighter plane was undergoing advance testing, the Aurora long-range patrol aircraft continued to come into service and the program to provide the Canadian Forces with a new patrol frigate reached the final design contract stage during the year.

Arms control and disarmament

The pursuit of verifiable arms control and disarmament agreements is a priority of Canadian foreign policy. During the year, Canada was active in NATO consultations on preparations for the USA-USSR talks on intermediate-range nuclear forces (INF) which began in November. Canada also welcomed the US announcement of its readiness to resume talks on strategic arms with the emphasis on reductions.

In the Committee on Disarmament, the multilateral negotiating body in Geneva, Canada sought progress towards a comprehensive test ban and a ban on chemical weapons. The Mutual and Balanced Force Reductions talks (MBFR) continued in Vienna as did the Madrid meeting of the CSCE which tried without notable success to reach agreement for a conference on disarmament in Europe which would initially negotiate further confidence-building measures.

Canada devoted considerable time during the year to the two sessions of the preparatory committee for the 1982 second United Nations Special Session on Disarmament (UNSSOD II) and, as part of these preparations, published and gave wide distribution to a privately written booklet, UNSSOD II and Canada. The House of Commons decided that it would hold hearings early in 1982 on security and disarmament with special attention to Canada's role in UNSSOD II.

Terrorism

Violence and terrorism made almost daily headlines during 1981 and it was increasingly clear that despite world concern, as witnessed by the joint measures proposed by Canada at the Bonn Summit and the declarations at Venice and the United Nations, there can be little protection from the fanatic's bullet. Diplomats themselves are no longer inviolate or invulnerable, and several of them were kidnapped, wounded or killed in 1981.

In Iran, the US hostages were released but internal strife continued with political bombings and assassinations of the Premier, the President and other political leaders. In Bangladesh, Ziaur al Rahman was shot to death in a coup. Egypt's President Anwar Sadat died in a hail of bullets from Islamic fundamentalists. Attempts on the life of President Reagan and that of the Pope were shocking reminders of the helplessness of the rational in face of the irrational.

HUMANITARIAN AFFAIRS

Refugees and human rights

Canada, a major contributor to humanitarian assistance, allocated \$52 million to help refugees in 1981. Through such agencies as the United Nations High Commissioner for Refugees, Canada's food or cash aid went to refugees in Africa, Pakistan, Indochina and Central America.

There are approximately ten million refugees who require assistance. Per capita, Canada resettles more refugees than does any other country and in 1981 accepted 14,000 refugees from all over the world, 8,000 from Indochina. This brings the number of Indochinese resettled in Canada since 1978 to about 70,000.

Canada was re-elected to the United Nations Commission on Human Rights in 1981 for the third consecutive term and at its thirty-seventh session was instrumental in a number of initiatives for the promotion and protection of human rights. These included the sponsoring of a study that led to a resolution on the appointment of a special rapporteur on the examination of the link between human rights violations and the mass exodus of refugees and also a resolution on the rights and duties of individuals, groups and organizations to promote respect for human rights and fundamental freedoms.

After years of effort by Canada and other countries, the Commission on Human Rights and the UN General Assembly finally approved the Declaration on the elimination of all forms of intolerance and discrimination based on religion or belief.

On December 10, 1981, Canada ratified the International convention on the elimination of all forms of discrimination against women, the thirty-second state to do so.

Immigration

Responsibility for immigration programs abroad was transferred to the Department of External Affairs on April 1, 1981. These programs include the recruitment of immigrants, the admission of refugees, the entry of tourists, students and temporary workers. Included also are the monitoring, assessment and reporting on the use of human resources, labour policies, refugee movements and human rights. Normal immigration programs continued at a high level during the year. Canadian missions issued 128,095 immigrant and 242,279 visitor visas in 1981.

The significant developments of 1981 were in the Asia and Pacific region and in Latin America. The Indochinese Refugee Program continued, with a concentration on the reunification of families. Family reunification from the Socialist Republic of Vietnam proceeded with qualified success. Citizens of India were removed from visitor visa exemption late in 1981

because an exceptional rise in the number of dubious claims from Indians for refugee status threatened to overwhelm the system and there was a need to facilitate the entry of legitimate travellers from India to Canada.

Events in Latin America required constant monitoring of refugee and human rights matters. Agreements were reached with Mexico and the Commonwealth Caribbean for the hiring of seasonal agricultural workers.

In Eastern Europe, the Department continued to implement the movement of self-exiled persons to Canada. A special task force went to Vienna to speed the processing of Polish self-exiled persons wishing to settle in Canada.

CANADA AND THE THIRD WORLD

North-South questions

As the world fell further into recession in 1981, the challenge of harmonizing the economies of the developed and developing nations became more acute. Although there is a general recognition by the northern industrialized countries that world economies are interwoven, the natural inclination is toward policies of protectionism in times of high unemployment and slow growth.

Canada is committed to progress in the North-South dialogue and the Prime Minister devoted considerable time and travel to Africa, Latin America and Europe in preparation for discussions at the Economic Summit in Ottawa and the North-South Summit in Cancun. In the spring of 1981 the government, through the Department of External Affairs, undertook a review of its North-South policy. It concluded that the improvement of relations between developed and developing countries would continue as a major and long-term policy of the government. In June, the government's response to the 1980 Report of the Parliamentary Task Force on North-South Relations, tabled by the Secretary of State for External Affairs, endorsed the main thrust of the report.

At the Ottawa Summit in July, Western leaders reaffirmed their commitment to support closer integration of the developing nations into the international economic system. In August in Nairobi, the UN Conference on New and Renewable Sources of Energy adopted a balanced program of action and the Prime Minister announced that Canada would contribute \$1 billion of energy-related assistance over the next five years. In September, the conference on the least developed countries, the annual International Monetary Fund/International Bank for Reconstruction and Development (World Bank) meetings and the Commonwealth heads of government meeting all called for new policies to develop effective adjustments and endorsed both global negotiations and a proposed World Bank energy affiliate.

In their Melbourne Declaration, the Commonwealth heads of government recognized the need for a spirit of co-operation and they determined to

lead the international community into a new era of constructive relations between developed and developing countries based on interdependence, mutual respect and shared interests.

The Summit in Cancun, Mexico in October, co-chaired by Prime Minister Trudeau and Mexican President Lopez Portillo, marked the culmination of this series of meetings which focused on North-South issues. The informal discussions were generally considered useful for improved mutual understanding and confidence and produced consensus on some issues, particularly food and agriculture, but not on the key issue of global negotiations. However, the resulting compromise maintained momentum for subsequent informal discussions in the UN General Assembly but, by the December recess, no agreement had been reached.

Support for international development

Several major initiatives confirmed Canada's commitment to development assistance and aid amounted to about \$1.3 billion for 1981. Following the UN Conference on Least Developed Countries, Canada announced it would allocate .15 per cent of its gross national product towards assisting the poorest countries. In response to Third World concerns over energy costs, federal legislation created Petro-Canada International Assistance Corporation, a Crown agency authorized to spend up to \$250 million over the next five years to help developing countries find and develop new sources of hydrocarbons. At the UN Conference on New and Renewable Energy, the Prime Minister promised a \$10-million increase of support for energy research in developing countries.

Bilaterally, the Secretary of State for External Affairs announced that Canadian aid to the Commonwealth Caribbean would be doubled to \$90 million by 1987. The first contacts were made to establish a development assistance program in the People's Republic of China and several internal policies made Canadian assistance programs more responsive to the specific needs of individual countries.

Extensive Canadian aid programs continue in Tanzania, Ghana, Zambia and Kenya. Canada pledged \$50 million to Zimbabwe in March and took part in the Southern Africa Development Co-ordination Conference in November.

CANADA'S ECONOMIC WELL-BEING

International economic relations

Pressures on the international economic system increased in 1981 as most industrialized and developing countries faced ever higher interest rates, volatile exchange rates, slow growth with continued inflation and rising unemployment. Intellectually, the need for close co-operation was clear while emotionally the wish for protectionism to cope with unemployment and endangered industries lurked beneath the surface.

At the Ottawa Summit, leaders of the seven largest industrialized nations and the European Community reaffirmed their common objective of revitalizing their economies through a balanced range of policies. In the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), the International Monetary Fund and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD), Canada worked to find solutions to these international trade and monetary problems.

Trade questions

Because of the serious difficulties in the current international economic situation, there has been a continuing need to strengthen trade policy as a means to resist domestic protectionist pressures. Canada therefore supported the 1981 GATT proposal to hold a ministerial meeting in 1982 to deal with trade issues from a broad policy perspective.

In 1981, the second stage of eight annual tariff cuts agreed to in the GATT's Tokyo Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN) came into effect. In December, the GATT Textiles Committee agreed to extend its Arrangements regarding international trade in textiles. This agreement, generally known as the Multi-fibre arrangement, makes provision for the orderly marketing of some 80 per cent of world trade in textiles and clothing, worth approximately \$80 billion.

On the national level, the Canadian Tariff Board tabled a report on the draft legislation which would implement the MTN customs valuation agreement. The government has responded and the Board can now proceed with an enquiry into how the revised legislation will affect the levels of tariff protection.

The economic importance of trade in services is now widely recognized and in 1981, an interdepartmental task force on trade in services was formed. The task force is to identify volumes of Canadian exports and imports in services and assess barriers to the free movement of these services. There are indications that the services issue will be part of the GATT work program for the 1980s.

The UN Conference on Trade and Development continued to try and solve the problems of international trade in commodities and strengthen the open trading system which is in the interest of all. Canada took part in the negotiation of the Sixth international tin agreement and ratified the 1979 International rubber agreement, the first agreement between producers and consumers with economic provisions to deal with trade in natural rubber.

Energy questions

Relative stability returned to the oil market in 1981 but the continuing threat of instability as well as the expected long-term rising costs and demand meant that energy remained an international and domestic issue. Canada and its economic partners continued their co-operation to

ensure a secure future supply, along with conservation, increased efficiency and oil substitution. In pursuit of these goals, Canada participated in many international meetings, particularly at the International Energy Agency and in preparations for the Economic Summit in Ottawa.

Canada, which had recognized that many developing countries were severely affected by the oil crisis, took the lead in trying to find new funding mechanisms such as a World Bank energy affiliate, to help them meet their future energy needs. At the UN Conference on New and Renewable Sources of Energy at Nairobi, Prime Minister Trudeau announced the creation of Petro-Canada International Assistance Corporation to assist developing countries with hydrocarbon exploration and development. He also committed the Canadian International Development Agency to energy-related programs worth \$1 billion over five years and announced a grant to the International Development Research Council for energy programs.

Bilaterally, Canada strengthened relations with oil-suppliers such as Mexico, Venezuela and Saudi Arabia, by intergovernmental discussion and the facilitation of private sector visits, and pursued marketing opportunities for Canadian alternative energy exports such as coal, uranium, electricity and natural gas, particularly in the USA, Western Europe and Japan.

During the year the evolution of the domestic energy situation and the related federal and provincial policies had an impact on Canada's international energy relations. It was frequently necessary to explain and sometimes defend the National Energy Program and its implementation to foreign governments and other interested parties. In turn Canada made efforts to take the concerns of foreign countries into account when these could be consistent with Canada's energy policy goals.

In international nuclear affairs, Canada's nuclear industry has kept up its marketing efforts and has pursued reactor sales to Japan, Korea, Mexico, Indonesia and Yugoslavia. In 1981, Canada produced 7,746 tonnes of uranium worth \$770 million, approximately 90 per cent of which was exported. There was significant progress in our nuclear non-proliferation and safeguards policy and both Australia and the Philippines signed safeguards and nuclear co-operation agreements. Finally, exchanges of diplomatic letters or notes took place on December 18 with Euratom and Sweden covering high enrichment, reprocessing and plutonium storage and use. Negotiations with Japan, Finland, Indonesia and Yugoslavia continue.

Multilaterally, Canada was an active participant in the Committee on Assurance of Supply (CAS) and the expert groups, International Plutonium Storage (IPS) and International Spent Fuel Management (SFM). These exercises are sponsored by the International Atomic Energy Agency to create international procedures or institutions to serve the international community and improve the safeguarding of nuclear materials. Canada is currently preparing for the UN Conference on the Peaceful Uses of Nuclear Energy (PUNE).

International law developments

The UN Law of the Sea (LOS) Conference marked time during 1981, while the new Administration in the United States reviewed the settlements on continental margins and seabed mining, achieved the previous year. Meanwhile there was some progress on other outstanding issues, particularly the new article on the delimitation of maritime boundaries between states with adjacent or opposite coasts. Delegations agreed to call the negotiating text the Draft convention on the law of the sea. The conference was scheduled to complete its work in the spring of 1982 with the Law of the sea convention open for signature at Caracas in the autumn of 1982.

At Montevideo, Uruguay a late autumn senior level meeting of the United Nations Environment Program (UNEP) prepared a program for the Development and Periodic Review of Environment Law for use until the end of this decade. It identifies areas and sets out strategies for concentration of efforts by governments and international organizations in the development of environmental law. UNEP's Governing Council was to consider this report for adoption at its tenth session in May 1982.

A bill defining and restricting the immunity of foreign states is in the final stage of adoption by Parliament. The State Immunity Bill (S-19) will bring Canada's practice in line with that of other Western countries, including Britain and the USA. Foreign states will continue to enjoy immunity in principle with certain exceptions, the most important of which is that they will be liable for suit in Canadian courts in respect of commercial activities and judgments against them can henceforth be executed on their property if it is used for commercial purposes.

REGIONAL CO-OPERATION

The United States

Relations between Canada and the United States - close neighbours and each other's largest trading partners - are based on an infinite number of mutual interests, geographical, commercial and personal. This complex and important relationship, which is central to Canada's foreign policy, requires constant, careful attention.

In 1981 as in recent years, energy, investment and environmental issues dominated the scene. There were delays in some areas as the new Reagan Administration took time to reassess its international and bilateral commitments. President Reagan visited Canada twice - an official visit to Ottawa in March and in July for the Economic Summit.

Acid rain continued to be an issue of primary concern to Canada. Canadian and US negotiators met twice to develop a transboundary air pollution agreement. A Memorandum of Intent in August 1980 established work groups of Canadian and US experts to assemble the scientific information which would form the basis of such an agreement and their work continued

throughout the year. Concern over hazardous and toxic waste sites in the Niagara River area led to the establishment of a bilateral toxics committee to monitor Niagara River pollution. The Garrison Diversion project in North Dakota which might bring foreign biota into Canadian waters remained an issue of concern to Canada. Other unresolved environmental issues were the flooding of a wilderness area of the Skagit Valley in British Columbia and the proposed construction of an oil refinery at Eastport, Maine, a possible danger to Canadian fisheries.

The National Energy Program, which Canada announced in October 1980 with the objective of oil self-sufficiency by 1990, remained the subject of adverse criticism in the United States. This criticism intensified early in 1981 after several Canadian companies made take-over bids of US oil companies and their Canadian affiliates. The government countered this criticism in a series of public statements and in several high level bilateral meetings. US retaliation directed at specific elements in the National Energy Program was avoided in 1981. Work on the Northern Gas Pipeline continued as Canada argued successfully for US acceptance of a package of waivers to US laws which impeded progress on its construction.

Latin America and the Caribbean

In the past few years Latin America and the Caribbean have attracted increasing attention with burgeoning industrialization in Mexico and South America, counterbalanced by economic problems in the Caribbean and violence in Central America.

In 1981, Canada's policy of greater emphasis on the area resulted in several important initiatives in our international relations. The Prime Minister visited Brazil and Mexico. Other ministers also visited these two countries as well as Venezuela, Peru, Ecuador and Chile. The Joint Ministerial Committee met in Mexico and there were sectoral meetings in Mexico and Brazil.

In January, the Secretary of State for External Affairs announced that the Commonwealth Caribbean would have priority in Canadian foreign policy and, in July, Canada associated itself with the United States, Mexico and Venezuela in the Caribbean Basin Initiative. The House of Commons established a sub-committee on relations with the Caribbean and Latin America after spending considerable time discussing the situation in Central America in the foreign policy debates of March and June.

Europe

The economic difficulties of recession affected social and political issues in Europe on a scale not seen since the 1930s. In the European Community alone, industrial production fell by 3.2 per cent, the average inflation rate was 12 per cent, the global trade deficit reached \$45 billion and unemployment rose to 8.3 per cent. The Community made no significant progress on crucial issues such as the budget or common agricultural policy

and there were wide divisions among members on trade matters which led to a significant rise in protectionist sentiment within the Community, as well as towards other countries such as the USA and Japan.

Socialist parties gained power in France and also in Greece, which acceded to the Community in January. There were changes of government also in Belgium, the Netherlands, Denmark, Norway, Ireland and Italy. The new democracies in Portugal and Spain continued to show their strength despite serious economic difficulties in both countries and an attempted coup in Spain. In Britain, the new Social Democratic-Liberal alliance gained a degree of momentum and support that surprised many observers.

The tension generated throughout the year by events in Poland and the lack of progress at the CSCE meeting in Madrid underlined the fragility of détente and East-West relations were a major preoccupation. Differences between Western Europe and the United States on East-West issues, interest rates, trade and public concern over the deployment of nuclear missiles in Europe, brought occasional strains within the Atlantic alliance. The development of relations with the Soviet Union was seriously affected by the presence of Soviet troops in Afghanistan and by the USSR's influence on the evolution of events in Poland. Canada continued to develop links with the East European countries because of the potential benefits in trade and other exchanges and because such links help to reduce East-West tensions.

During the year Canada pursued active and fruitful bilateral and multilateral relations in Western Europe. The Prime Minister visited Rome, Paris, London and Bonn, primarily to discuss North-South and world economic issues with the EC governments before the Ottawa and Cancun Summits. The Governor General and the Secretary of State for External Affairs visited five Scandinavian countries in May. Chancellor Schmidt came to Ottawa before the Summit.

Africa and the Middle East

Visits by federal and provincial ministers strengthened Canada's relations with several Middle East countries during the year and trade, aid, investment and energy relationships expanded. King Hussein of Jordan visited Ottawa in October and during his visit the government announced it would open an embassy in Amman in 1982.

After Iran released the US hostages Canada lifted its 1980 sanctions against Iran but did not reassign Canadian personnel to the embassy in Tehran.

Prime Minister Trudeau visited Tanzania after the UN energy conference and, with Energy Minister Lalonde, had extensive talks with their Kenyan counterparts in conjunction with the conference. Growing commercial ties with Nigeria were strengthened by visits of the Prime Minister and International Trade Minister Lumley and a return visit from Governor Goni to Canada.

Zimbabwe completed its first year as an independent nation; Canada pledged \$50 million towards development there and concluded a large locomotive sale. Canada also supported Uganda's recovery by approving grants to governmental groups and international humanitarian assistance organizations active in Uganda.

The Prime Minister also visited Senegal, Algeria and Morocco to discuss North-South questions and develop bilateral ties. Minister De Bané visited the Ivory Coast, Niger, Mali, Upper Volta, Guinea, Gabon, Zaire, Burundi and Ruanda. He also headed a Canadian delegation to the Libreville conference of the Agency for Cultural and Technical Co-operation which included a delegation from Quebec, led by its Minister of Intergovernmental Affairs, and from New Brunswick, led by the Minister of Youth, Leisure and Cultural Resources.

There were meetings of Canada's bilateral commissions with Senegal, Gabon, the Ivory Coast and Zaire.

Asia and the Pacific

During 1981 there was further expansion in the already existing high trade levels between Canada and the Asia and Pacific region. South and Southeast Asia continued to be the largest recipients of Canadian bilateral development assistance.

A number of senior exchange visits emphasized increased concentration of Canadian attention on the region. The Prime Minister paid an official visit to the Republic of Korea on his way to the Commonwealth heads of government meeting in Australia and to Fiji on his return. For the second year, the Secretary of State for External Affairs met foreign ministers of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) in the Philippines in June. This was followed in September by a further advance in Canada's relations with ASEAN when its five foreign ministers and External Affairs Minister MacGuigan signed an agreement on economic co-operation.

Cabinet ministers visited China, Japan, South Korea, Australia, Hong Kong, Thailand, Malaysia, Singapore, Indonesia and India. The Prime Minister of Australia, the Prime Minister of Japan and the Vice President of India came to Canada. Canada and New Zealand signed a new agreement replacing the existing Preferential trade agreement, when New Zealand's Deputy Prime Minister and Foreign Minister were in Canada.

SERVICES AND ASSISTANCE TO CANADIANS ABROAD

Although there was a decline in the number of Canadians travelling overseas in 1981, the total number of consular services provided by posts continued to grow, except those to Canadians in distress, which remained the same as in 1980. Plans were devised for assisting Canadians caught in emergency situations, particularly in regions of civil or political instability. An extensive review of the whole consular program sought to identify areas where consular services would be made more effective.

As part of its continuing efforts to provide front-line consular services to travelling and resident Canadians, Canada appointed honorary consuls in Nicosia (Cyprus), Mazatlan (Mexico), and in Barcelona (Spain), bringing the total number of honorary consuls to 15.

Consular consultations took place with Italian authorities in Ottawa and Rome and resolution of specific issues or treaty refinements were pursued with Hungary and Poland.

Standard consular assistance includes issuing passports, providing citizenship services and information as well as helping in more serious cases such as illness, death, criminal charges, child custody and financial distress.

CANADA'S IMAGE ABROAD

Through its 119 embassies, high commissions and consulates abroad, the Department is responsible for representing Canada and defending the interests of all Canadians from coast to coast. This involves consulting and taking account of the views of the provinces as well as regional, minority, business and non-governmental groups. It also involves continuing, diverse efforts to promote Canada's strengths and achievements in all fields.

In recent years, Canada has had some success in presenting itself as a country capable of producing high technology, epitomized in 1981 by the success of Telidon, the two-way television technology, as well as Canadarm, used as a manipulator on the US space shuttle Columbia. Public diplomacy also tries to convey the reality of Canadian society as bilingual, multi-cultural and humane with a flexible, federal system of government - a country still vibrant with opportunity for future development.

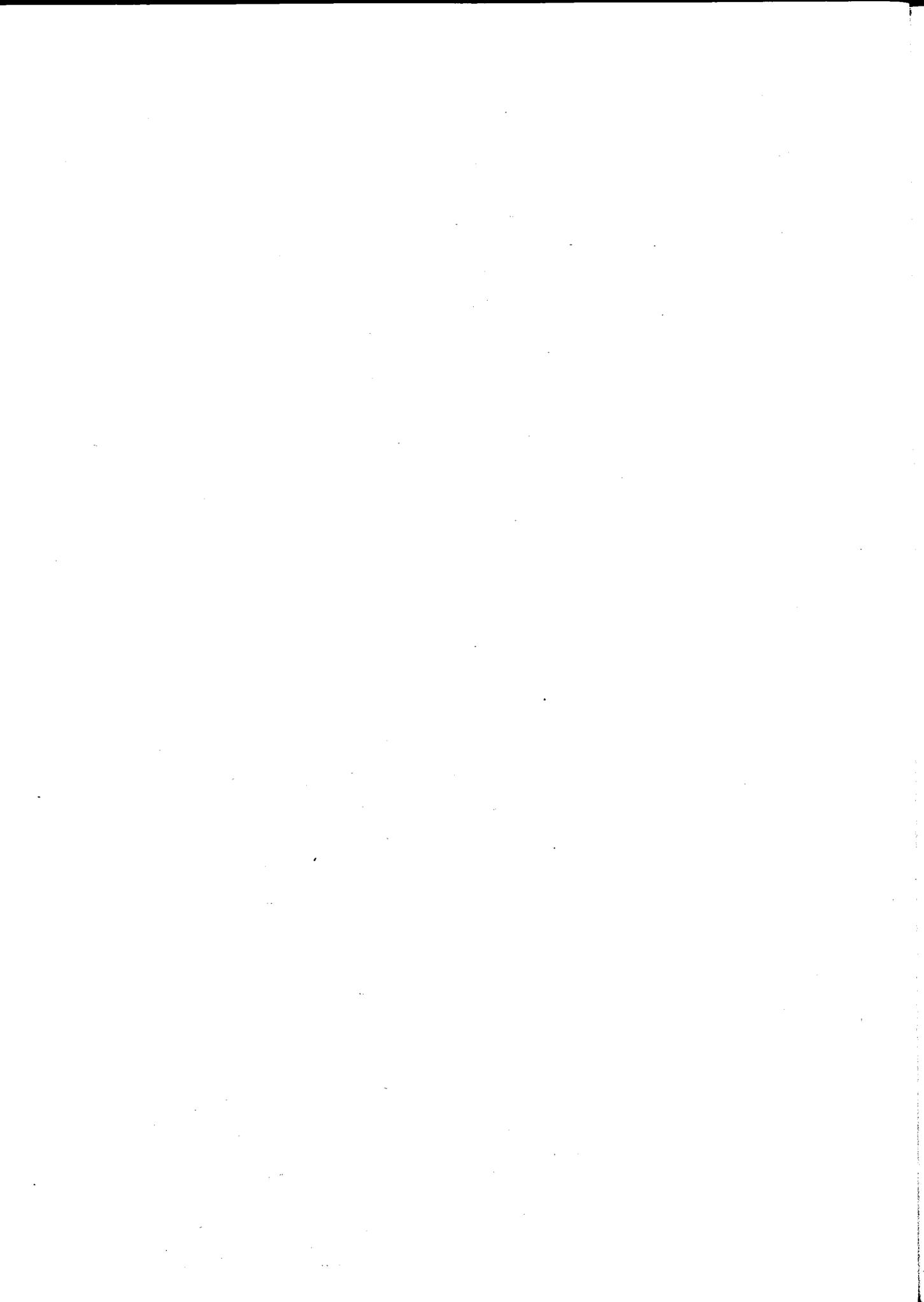
Invitations from prestigious foreign institutions and festivals for participation by Canadian exhibitions and performing arts companies have resulted from the Department's efforts to promote Canada's cultural achievements. Encouragement and facilitation of contacts between institutions in Canada and abroad have brought a growing number of applications for travel grants from all sections of the arts community. Exhibitions, writers and performing groups have toured in Europe, the United States, Latin America, Asia and Africa under the Department's auspices.

The Department welcomed the formation of an International Council for Canadian Studies by seven foreign associations and their Canadian counterpart and continues to encourage the development of Canadian studies in selected countries. Canada continued its active role in internationally sanctioned expositions by announcing its intention to take part in the Knoxville International Energy Exposition (Energy Expo 82) and sent out invitations to Expo 86, the world exposition on transportation and communications to take place in Vancouver.

P A R T A

CANADA AND INTERNATIONAL ORDER

Canada belongs to a great many international organizations in which discussions proceed on all matters of importance to the world community. Collective security, trade relations, disarmament, development assistance, economic affairs or human rights are only a few of the areas concerned. Canadian representatives at these meetings not only present Canadian points of view and defend Canada's national interests but also make their contribution to the development of a more orderly and just world society.



PART A

Chapter 1: COLLECTIVE SECURITY AND THE RESOLUTION OF CONFLICT

Canada works for collective security and the resolution of conflict through the United Nations in the global context, and through the North Atlantic Treaty Organization (NATO) in the East-West context. A principal focus of the United Nations is the resolution of conflict, although collective security was the first objective of its 1945 Charter (Article 1) and the Security Council continues to hold responsibility in this area. NATO was established in 1949 as a regional collective defence organization, as envisaged in the UN Charter (Article 51), and has become the focal point of Canada's military co-operation with its principal Western allies. Arms control and disarmament negotiations have an important bearing on both security and conflict resolution, and have become a main priority of both organizations within their respective areas of concern. Other aspects of Canada's work within the UN system are reviewed in the subsequent chapters of Part A.

United Nations Security Council

As the world was fortunately spared any major new conflicts in 1981, most questions considered by the Security Council, under its responsibility for the maintenance of international peace and security, focused on Middle East and Southern Africa issues. After the collapse of major negotiations on Namibia in January, African frustration led to the presentation in the Security Council in April of five draft resolutions calling for a number of economic and political sanctions, including an oil embargo, against South Africa. Because of the vetoes of France, the United Kingdom and the United States, these draft resolutions were not approved. In June, the Council considered a complaint by Angola concerning the South African invasion of its territory, and approved a resolution calling for the withdrawal of South African troops. Angola was again on the Council agenda in August, but a draft resolution condemning further South African incursions into Angola was vetoed by the United States because there was no reference to the presence of the other foreign troops in Angola, i.e. Cuban combatants and Soviet military advisers.

Regarding the Middle East, the Council twice renewed the six-month mandates of the United Nations Disengagement Observer Force and the United Nations Interim Force in Lebanon. The Council in June also considered the Iraqi complaint concerning the Israeli air attack on Iraqi nuclear installations. A resolution was approved unanimously which strongly condemned it and recognized that Iraq was entitled to appropriate redress for the destruction it had suffered. An additional Middle East resolution was approved by the Council in December, which declared null and void, and without international legal effect, Israel's decision to impose its laws, jurisdiction and administration in the occupied Syrian Golan Heights.

Other matters considered by the Security Council in 1981 included: peacekeeping in Cyprus, the admission of Vanuatu, Belize and Antigua-Barbuda

as new UN members, and the aggression against the Seychelles that ended with the hijacking of an aircraft to South Africa.

At the start of 1981 Ireland, Japan, Panama, Spain and Uganda joined the Security Council for two-year terms; at the end of the year Guyana, Jordan, Poland, Togo and Zaire were elected to two-year terms beginning in 1982.

Peacekeeping

UN peacekeeping forces remain a significant contribution to stability and peace in particular areas. The Security Council is responsible for the authorization and supervision of such forces, while their practical operations and financing come under the authority of the Secretary-General and the General Assembly (see also Part A, Chapter 5). One of the most encouraging developments of 1981 was the settlement reached in the General Assembly that ended China's withholding of peacekeeping assessments, leaving the Soviet Union the sole major country still engaged in this regrettable practice. The Security Council renewed the mandate of the UN Interim Force in Lebanon (UNIFIL) until June 19, 1982, as well as the mandates of the two other main peacekeeping forces. Canada makes an important contribution to both of them. The mandate of the UN Disengagement Observer Force (UNDOF) on the Golan Heights between Israel and Syria was extended until May 31, 1982 and that of the UN Force in Cyprus (UNFICYP) was extended to June 15, 1982.

Canada's principal contributions towards peace on Cyprus include the continued participation by over 500 Canadian troops in the UN Force in Cyprus and strong support for the UN Secretary-General's efforts to bring about a successful conclusion to the intercommunal negotiations between Cypriots of Greek and Turkish origin. These talks continued under the good offices of the Secretary-General's representative in a positive atmosphere and some limited progress was achieved, including the establishment of a Committee on Missing Persons. The question of Cyprus was not debated by the General Assembly in 1981.

Canada remains an active member of the General Assembly's Special Committee on Peacekeeping, also known as the "Committee of 33", which met twice in 1981. Unfortunately, the Committee was unable to agree on guidelines for the establishment, financing and day-to-day control of UN peacekeeping operations and was once again urged by the General Assembly to continue to work towards the completion of agreed upon guidelines.

Southern Africa

The five-year old initiative by the Western Contact Group (Canada, Britain, France, Federal Republic of Germany and the USA) to bring about a peaceful transition to independence in Namibia through UN-supervised elections, was steadfastly pursued during 1981 on the basis of Security Council Resolution 435 (1978). As a result of progress in discussions, a "pre-implementation" meeting was convened under UN auspices in Geneva in January,

which brought together for the first time all the interested parties to set a date for the settlement. Unfortunately, the widespread hopes for the Geneva meeting were dashed by South Africa's unwillingness to proceed immediately to implement the UN plan. The new American Administration of President Reagan undertook a comprehensive review of American policy towards Africa, with particular emphasis on Namibia. The African response to South African intransigence led to the submission of five draft resolutions in the Security Council calling for sanctions against South Africa. Four of the five were vetoed in April by France, the United Kingdom and the United States, while the fifth, in light of the outcome of the previous four votes, was not put to a vote. In September at the eighth Emergency Special Session of the General Assembly, convened at African request to consider the Namibian situation, several strong resolutions were adopted. For its part, the Contact Group abstained on all to avoid compromising its own efforts. By the end of September, the foreign ministers of the Contact Group were able to announce a reactivation of the Western initiative on the basis of a phased approach which they hoped would lead to a settlement in 1982. In the closing months of the year, progress was achieved on the first phase - the development of a set of constitutional principles for an independent Namibia. At the same time, however, it became increasingly apparent that South Africa's willingness to proceed was complicated by its concerns about the Cuban presence in Angola.

Rising international frustration with Africa's continued policies of apartheid is evident in the steadily increasing number of General Assembly resolutions on apartheid and racism. The Assembly, for example, proclaimed 1982 as the International Year of Mobilization for Sanctions against South Africa. Canada found itself obliged to vote against approximately half of the many resolutions adopted on apartheid and racism not because its consistently strong opposition to apartheid had in any way been diminished but because, as in the past, it was not prepared to vote for resolutions which: condemned NATO countries by name; which endorsed armed struggle explicitly; which linked Israel with South Africa (or Zionism with racism); and which urged termination of all economic and other relations with South Africa.

Middle East

The General Assembly adopted 40 resolutions that either dealt with or touched on Middle East issues, which was a marked increase over Middle East resolutions of the previous year. It can be explained both by the injection of Middle East issues into UN areas that previously were considered extraneous to the Middle East debate, e.g. the report of the International Atomic Energy Agency (IAEA), and by the introduction of new resolutions under such traditional Middle East items as the UN Relief and Works Agency for Palestinian Refugees (UNRWA).

Canada maintained its traditional approach of dealing with these Middle East issues on their merits, taking into account recent developments in the region. Canada took the same positions as it did in 1980 during the

UNRWA debate on the annual resolutions dealing with: the right of return; assistance to persons displaced in the 1967 war; UNRWA financing; the renewal of the UNRWA mandate; and scholarships for the higher education of Palestinians. However, on the resolution relating to refugee housing, Canada, to register its disapproval of Israel's punitive destruction of Palestinian refugee housing, changed its vote from an abstention to one of support.

During the debate on Israeli Practices, Canada's stance on the six recurring resolutions which make up that item was similar to its 1980 stance. The Israeli government's decision on December 14 to annex the Golan Heights caused Canada in the plenary session, with a number of other UN members, to change its committee abstention to support for the resolution as demonstration of its opposition to the Israeli action. Canadian disapproval was also manifest in its support of a paragraph within an omnibus resolution under the item Middle East Situation condemning Israel's policies and practices in the Golan Heights. Because of the inclusion of other elements unacceptable to it, Canada could not support a new resolution on this subject under this item.

Of the five annual resolutions under the item Question of Palestine, which focused on such issues as the status of Jerusalem, the Camp David Accords and the Special UN Secretariat Unit on Palestinian Rights, Canada did not shift from the positions it took in 1980. The one new resolution under this item, the International Conference on the Question of Palestine, did not receive Canadian support since it was unlikely that the Conference would encourage the concerned parties to negotiate a settlement of their differences, given its terms of reference.

There were two other major items on the Middle East that were introduced in the Assembly for the first time: Israel's Attack on the Iraqi Nuclear Reactor and the Mediterranean/Dead Sea Canal. On the former, while supporting the condemnation of Israel's action, Canada abstained on the resolution because it went beyond condemnation and infringed upon the prerogatives of the Security Council in attempting to determine that the Israeli action constituted a threat to international peace and security under Chapter VII of the UN Charter. Canada voted in favour of the resolution criticizing Israel's unilateral plan to build a canal from the Mediterranean to the Dead Sea because of the adverse affects it would have on Jordan.

Afghanistan and Cambodia

In the absence of progress toward the withdrawal of Soviet troops from Afghanistan and of Vietnamese troops from Cambodia, despite efforts by representatives of the UN Secretary-General to promote political solutions, the ministerial meeting of non-aligned countries in New Delhi in February adopted fairly strong positions on both issues, which were welcomed in the West. In July the United Nations convened an international conference on Cambodia, where Canada joined the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) in calling for negotiations on the total withdrawal of foreign

troops from Cambodia and the holding of UN supervised free elections in that country.

At the autumn General Assembly session, there were larger majorities than ever for resolutions condemning the Soviet and Vietnamese occupations of Afghanistan and Cambodia. The disputed Cambodian seat at the UN was again retained by Democratic Kampuchea. This decision, also taken by an increased majority, reflected a widespread view that Democratic Kampuchea had a more legitimate claim to the seat, as well as hopes that the Democratic Kampuchean government could be broadened into a coalition of all groups opposed to the Vietnamese occupation. In addition, the UN investigation of chemical weapons allegedly used in Cambodia, Laos and Afghanistan was extended. Canada co-sponsored all four resolutions.

Other political issues

The Organization of African Unity, at its summit meeting in June, reached consensus on the desirability of holding a referendum in Western Sahara, to decide between Algeria's call for the independence of the former Spanish colony and Morocco's annexation based on claims of historical sovereignty. While the General Assembly adopted by consensus a resolution urging UN assistance in the conduct of the referendum, an Algerian resolution tending to prejudge the outcome of the referendum was also approved. Canada continues to take a position of absolute neutrality, to the satisfaction of the parties concerned.

On East Timor, the General Assembly again called for self-determination and humanitarian assistance for the former Portuguese colony annexed by Indonesia in 1976. Canada and over 40 other countries voted against the resolution on the basis that the integration of East Timor, while not entirely consistent with the principle of self-determination, is now an accomplished and irreversible fact. No resolution on the subject could change the principle of self-determination and the international community should now focus on the humanitarian and developmental problems faced by the inhabitants.

Assisted by a strong resolution at the 1980 General Assembly, Belize finally achieved independence in September and joined the United Nations. The 1981 General Assembly also observed the twentieth anniversary of the non-aligned movement, which Canada commended for its role in promoting decolonization and détente. While the Assembly noted a committee recommendation to inscribe the question of Puerto Rico on its 1982 agenda, it adopted no resolution on Poland even after the imposition of martial law in December.

Global arms control and disarmament

During 1981, prospects for further multilateral arms control and disarmament agreements remained poor. The effect of the Soviet invasion of Afghanistan and events in Poland, the Middle East and Central America, were

not conducive to progress in the various negotiating forums. The new US Administration undertook a major review of security policy, including arms control and disarmament. As a result, possible forward movement was postponed until late 1981 and beyond.

The Canadian government began preparations for the second United Nations Special Session devoted to Disarmament (UNSSOD II), to take place from June 7 to July 9, 1982. Canada outlined its views on UNSSOD II to the UN Secretary-General in April and participated in two sessions of the UNSSOD II Preparatory Committee.

The Ambassador for Disarmament participated in numerous bilateral and multilateral consultations to ensure the best possible outcome to UNSSOD II. A major foreign policy debate took place in the House of Commons in June and substantial portions of the speeches of the Prime Minister and Secretary of State for External Affairs dealt with the importance of arms control and disarmament. The strategy of suffocation, enunciated by the Prime Minister at UNSSOD I in 1978, was reaffirmed at the time. The Department of External Affairs channelled financial contributions from its Disarmament Fund toward UNSSOD II related activities and financed the preparation and production of 15,000 copies of the booklet UNSSOD II and Canada: A Canadian Perspective for distribution to groups and individuals wishing to study the issues likely to arise at the second Special Session. The Department's consultative group on disarmament and arms control affairs met twice, focusing its discussion on UNSSOD II subjects. The Disarmament Bulletin, the semi-annual review of national and international disarmament and arms control activities, was mailed to an expanding readership of some 2,000. In December, the House of Commons empowered its Standing Committee on External Affairs and National Defence to examine security and disarmament issues, with specific attention to Canada's participation at UNSSOD II.

The 1981 session of the Committee on Disarmament (CD), the multi-lateral negotiating body in Geneva, made no significant progress on the issues on its agenda. However, some useful work was accomplished in specific areas, particularly chemical weapons. As was the case in 1980, four working groups were established, dealing with chemical weapons, negative security assurances, radiological weapons and a comprehensive program of disarmament. The ad hoc group of seismic experts continued to do useful work in connection with the verification of a future comprehensive test ban treaty. In addition, Canada tabled a Conceptual Working Paper on Arms Control Verification, the third and final paper of a series dealing with the important question of the verification of arms control and disarmament agreements.

The UN Disarmament Commission (UNDC) met for three weeks in the late spring of 1981, but managed agreement on only one of the four items on its agenda -- nuclear disarmament, reductions in military budgets, a study on conventional weapons and South African nuclear capability. Consensus was achieved only on the final report of the discussion on nuclear disarmament. The remaining three items were merely noted in the UNDC report to the

thirty-sixth General Assembly (UNGA XXXVI). One of the main problems with the UNDC appears to be its inability to focus on a manageable number of subjects in the short time available to it, and its tendency to discuss unrealistically wide subjects, or peripheral ones.

UNGA XXXVI could be termed a transitional session for arms control and disarmament issues. Little was accomplished as the mood appeared to favour leaving serious discussion to UNSSOD II. Of the 49 arms control and disarmament resolutions considered in the First Committee -- surpassing the number of resolutions at previous sessions -- an unusually high proportion were of a procedural nature; and there was a greater number than usual of competing resolutions on the same subjects. Divergent approaches to the same issue tended to replace the more usual efforts to achieve compromise on draft texts. Reflecting the government's commitment to the strategy of suffocation and to the evolution of an effective non-proliferation régime, Canada again introduced a resolution calling on the Committee on Disarmament to consider, at the appropriate time, the subject of an agreement to ban the production of fissionable material for weapons purposes; and co-sponsored a resolution calling for a comprehensive test ban. Canada co-sponsored two resolutions on chemical weapons and resolutions on the reduction of military budgets and on outer space. Canada also co-sponsored resolutions on two recently completed UN disarmament studies in each of which a Canadian expert had participated: confidence-building measures; and the relationship between disarmament and development. In connection with the latter, the Department financed the writing of a popular version of the report.

North Atlantic Treaty Organization (NATO)

Canadian membership in NATO as a collective defence organization and forum for political consultations has been a major factor in the conduct of our foreign policy since the alliance's inception more than 30 years ago. Canada's defence commitment to NATO is based on the premise that in contributing to the direct defence of Europe, Canada is also contributing to its own defence. Founded on the principle of co-operation among the European member nations, the United States and Canada, and the indivisibility of the defence of its two continental sectors, the alliance has served its members well in safeguarding peace for three decades.

Throughout the years the alliance's consultative process has provided NATO countries with the essential framework for exchanging views and seeking consensus on important issues having a direct bearing on the East-West relationship. In 1981 at the regular ministerial meetings of the North Atlantic Council (in Rome in May and at NATO headquarters, Brussels, in December) the Afghanistan crisis, the continuing Warsaw Pact arms build-up and the threat hanging over Poland of a possible Soviet military intervention featured prominently in the foreign ministers' discussions. The December meeting, which took place just two days prior to the imposition of martial law by Polish authorities, provided an opportunity to devote particular attention to the Polish situation. Other centres of attention in NATO consultations during 1981 were the Madrid meeting of the CSCE, which resumed

in October, and a wide range of East-West arms control and disarmament issues (see below) including the ongoing MBFR negotiations in Vienna and negotiations concerning the reduction of intermediate-range nuclear forces in Europe. NATO also served as a meeting place for national experts to discuss developments in a number of areas of the world.

The continuing validity and viability of NATO's role in collective defence was recognized and reaffirmed in connection with Spain's desire to join NATO. In December, the NATO foreign ministers signed a Protocol of accession which, when ratified by all members, will authorize the Secretary-General to invite Spain to become a member of the alliance. Canada, for its part, has offered support and encouragement to Spain in its interest in becoming a member.

In September 1981, Secretary of State for External Affairs Mark MacGuigan assumed for a period of one year the position of honorary chairman of the North Atlantic Council, the governing body of NATO. In this capacity, he delivered a keynote address at the opening ceremony of the alliance's ministerial meeting in December.

In the military sphere, Canada continued its program of re-equipping its forces. The CF-18 fighter aircraft underwent advanced testing to prepare for its delivery to the Canadian Forces in the fall of 1982; the delivery to the Forces of the Aurora long-range patrol aircraft was completed; and further progress was made in the process to select a design for a new patrol frigate. Canada also reaffirmed its commitment to increase the amount of equipment pre-stocked in Norway for the Canadian Air-Sea Transportable Brigade Group, whose rapid deployment to northern Norway at times of rising tension or conflict is one of Canada's NATO commitments.

Bilateral defence co-operation

Canada has bilateral defence arrangements with several NATO partners. Issues dealing with the defence of the Canada-United States region of NATO necessitate the closest consultation and co-operation between the two countries. Canada's primary aim is the maintenance of sovereignty and security by contributing to the collective defence of North America.

The principal consultative body dealing with continental defence is the Canada-United States Permanent Joint Board on Defence, which is jointly presided over by two national chairmen who report directly to their respective heads of government. During 1981, the Board examined such issues as the improvement of North American air defence systems, possible increased use by the United States of military test ranges in Canada, and the continuing value of the bilateral defence production and development-sharing programs.

The agreement establishing NORAD is examined periodically to ensure its continued effectiveness under changing circumstances. In May 1980, the agreement was extended for one year to enable the House of Commons Standing

Committee on External Affairs and National Defence to consider the terms under which it might be renewed. After extensive hearings, the Committee unanimously recommended in December 1980 that the agreement be renewed for five years, and emphasized the desirability of Canadian participation in the space-based programs of NORAD, particularly surveillance. The agreement was renewed for a further five years during President Reagan's visit to Ottawa in March 1981.

While military preparedness is an obvious priority of Canada's bilateral relations with the United States, military and civilian teamwork in peacetime tasks such as search and rescue, weather prediction and reporting, civil emergency planning and northern research, are important continuing activities.

Military training assistance program

An interdepartmental committee, chaired by the Department of External Affairs, administers the military training assistance program. Where vacancies and funds are available, training in Department of National Defence establishments is provided on request for military personnel of certain non-NATO countries. This program provides a wide range of instruction, including basic officer and junior staff training, as well as military trades courses. In 1981, 30 candidates from the Caribbean and Africa were trained in Canada, the great majority attending officer courses.

Strategic arms talks (SALT/START)

The strategic arms negotiations between the United States and the Soviet Union have been stalled since 1979 as a result of the US failure to ratify SALT II, the Soviet intervention in Afghanistan and the need of the Reagan Administration to prepare its position for the negotiations. It is widely accepted that both sides have nevertheless adhered to the terms of the SALT II agreement. In November 1981 President Reagan announced US readiness to open new negotiations on strategic arms in 1982 and renamed the talks "START" (Strategic Arms Reductions Talks) to stress the fact that the United States would pursue substantial reductions resulting in equal, verifiable levels.

As a strong advocate of the strategic arms negotiation process, Canada continues to endorse fully and support the search for agreement on measures that would help to reduce and limit strategic nuclear arms, and so preserve and increase the stability of the strategic balance and lessen the risk of war.

Intermediate-range nuclear force modernization and arms control

One of the many issues facing the alliance in recent years has been the question of modernizing NATO's intermediate-range nuclear forces (INF), which have remained static in number and have become increasingly obsolescent, while those of the Soviet Union have increased dramatically,

both in numbers and in effectiveness. At a special meeting of foreign and defence ministers in Brussels on December 12, 1979, NATO decided to counter the massive deployment of new Soviet SS-20 intermediate-range ballistic missiles with a plan to produce and deploy in Europe a number of new ballistic and cruise missiles, beginning in late 1983. At the same time, NATO ministers invited the Soviet Union to engage in arms control negotiations seeking limits on the numbers of these weapons on both sides at the lowest level possible.

At the INF negotiations which began in Geneva in November 1981, initial negotiating positions were tabled. The US position, worked out in close consultation with NATO allies, is based on a bold "zero option" approach which proposes that deployment plans for new US Pershing and cruise missiles will be cancelled in return for the dismantling of Soviet SS-20, SS-4 and SS-5 missiles. The Soviet Union has reiterated a proposal for a freeze in INF deployment and reduction of INF systems down to 300 on both sides. The net effect of the Soviet proposal would be to allow the triple-warhead SS-20 missiles to remain in place while denying the West any possibility to deploy equivalent systems.

Mutual and Balanced Force Reduction (MBFR) talks

Next to strategic arms negotiations, perhaps the most important ongoing East-West arms control negotiations are those of the Conference on the Mutual Reduction of Forces and Armaments and Associated Measures in Central Europe, now known as MBFR, which began in Vienna in 1973. In these negotiations, NATO and the Warsaw Pact have been seeking agreement on ways to reduce the level of the opposing forces in central Europe with undiminished security for both sides. As anticipated from the outset, many difficulties have been encountered and progress has been slow. A principal obstacle has been the failure to agree on the size of the Eastern forces in the area which would be subject to reductions. The negotiations continued through 1981 albeit, with little forward movement. As with SALT and other arms control negotiations, the deterioration in the East-West political climate that followed the Soviet invasion of Afghanistan, and later the Soviet menace to Poland, could not but adversely affect the prospects for agreements.

Canada continues to believe that a mutual reduction of forces in central Europe would ease East-West tensions and improve confidence. Such a development, besides being important in itself, could lead to further progress in arms control and disarmament. Within the North Atlantic Alliance, Canada has been a consistent supporter of the aims of MBFR and has participated actively in the formulation of policy and the conduct of negotiations.

PART A

Chapter 2: THE INTERNATIONAL ECONOMIC SYSTEM

General economic policy

The world economic picture was characterized in 1981 by continuing high inflation rates in many countries and a marked slow-down of growth in most industrialized economies. The results were high unemployment and a drop in the expansion of world trade. Very high interest rates were a particular source of uncertainty and concern. Some industrialized countries experienced extremely large and unusually volatile external imbalances on current account, while sharply increased deficits on current account generated financing problems for many developing countries. One important and positive trend during 1981 was a moderation in crude oil prices.

Domestically too, Canada was unable to isolate itself from the world-wide contagion of severe inflation, extremely high interest rates and high unemployment. While the economy grew at a rate faster than expected in the first half of 1981, it experienced a pronounced slow-down in the second half of the year as the growth in the economies of our major trading partners, particularly the USA, began to cool significantly. Over the year however, real gross national product (GNP) increased 3 per cent in 1981, after remaining stagnant in 1980. Canada's inflation rate, as measured by the change in the consumer price index, averaged 12.5 per cent in 1981, up significantly from 10.25 per cent in 1980. While Canada's merchandise trade surplus was \$7 billion in 1981, the current account deficit increased sharply to \$6.5 billion in 1981 from \$2 billion in 1980. This was a result of a marked deterioration in the terms of trade, and a significant increase in net interest payments abroad. A contributing factor was the large outflow of direct investment as a result of take-overs of foreign businesses, which was financed by net new issues of Canadian securities sold abroad and by short-term foreign borrowing.

The US prime rate was close to 20 per cent for most of the year, reflecting the American Administration's pursuit of a tight money policy. This became an important factor in world financial markets because high US rates affected interest rates and hence the value of the currencies of the other major industrialized countries, including Canada. The Bank of Canada responded to the consequent pressures on the Canada-United States exchange rate by raising interest rates in Canada.

During the year, Canada took an active part in a variety of international economic meetings. These included the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) ministerial meeting in June; the Ottawa Economic Summit in July; the Cancun North-South Summit in October; the joint meeting of the Board of Governors of the International Monetary Fund (IMF) and the International Bank for Reconstruction and Development (World Bank) in September; two sessions of the Trade and Development Board of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and the annual session of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) contracting parties.

At the June 1981 OECD ministerial meeting, ministers of member countries recognized that OECD economies were facing particularly difficult and complex problems, and warned that these would take time and considerable effort to resolve. There were differing assessments of the the situation and of prospects for a better longer-term performance of OECD economies. Ministers emphasized, however, that inflation and unemployment were their prime concerns and they agreed to pursue policies which balanced these twin problems as a basis for sustainable economic growth.

Economic relations with developing countries were an important focus of international action during the year. Despite some easing, high oil prices as well as recession and high interest rates in the industrialized states had a serious impact on the economies of developing countries. Sharply increased current account deficits generated financing problems. International flows of credit through private market channels were remarkably well sustained. A number of non-oil-exporting developing countries with only a limited access to capital markets, were however, unable to secure adequate financing to maintain import levels needed for satisfactory economic growth. The Cancun Summit of October 1981 raised the level of discussion on North-South issues to a high political level among key world leaders.

Ottawa Summit

In July 1981, Canada was host to the Economic Summit of the seven largest industrialized economies. While the two preceding Economic Summits had focused heavily on energy, the Ottawa Summit gave the highest priority to the macro-economic situation and the linked problems of inflation and unemployment. The fight against inflation was seen as a necessary precondition to sustained growth and increased employment. Leaders emphasized restraint in public borrowing and monetary growth, as well as the desirability of minimizing the volatility of interest and exchange rates. They reaffirmed their strong commitment to maintaining liberal trade policies and to resisting protectionist pressures. Largely owing to Canada's initiative, a substantial portion of the Ottawa Declaration was devoted to the problems of developing countries. Summit leaders emphasized their willingness to co-operate with these countries and in particular, to participate in preparations for a mutually acceptable process of global negotiations. East-West relations were also a subject of concern at the Ottawa Summit, given the build-up of Soviet military power and the continuing occupation of Afghanistan by Soviet forces.

Commercial policy

Trade is a key contributor to the efficient development of the Canadian economy and the maintenance of a high standard of living for Canadians. About 30 per cent of Canada's GNP is generated by trade in goods and services and roughly half of all goods produced in Canada are for export. The importance of trade to the Canadian economy was underscored in the government's policy framework entitled "Economic Development for Canada

in the 1980s" issued during the year. This policy statement recognized that Canada's economic interests and those of our trading partners are best served by the preservation and renewal of the international trading system. It also affirmed that the government rejects protectionism as a viable solution to competitive problems, that it will continue to work within the framework of international institutions and agreements to expand and liberalize trade, and that it will improve measures to enable prompt and effective action to be taken against unfair and injurious competition from abroad.

International trade relations in 1981 were conducted against the background of the first year-over-year decline in the value of world trade since 1958, of rising unemployment and of increasing pressures on governments to resort to protectionist measures. The stagnation in world trade was a direct reflection of the current world-wide recession. In these circumstances, there was international recognition of a need to examine the role of GATT in strengthening the world trading system and in furthering trade liberalization in the 1980s. The GATT Contracting Parties decided, as an exception, to raise their 1982 session to the ministerial level to deal with trade issues within a broad policy perspective. Canada supported this proposal actively from the outset, and was instrumental in having the Ottawa Economic Summit endorse the initiative.

Efforts continued during the year to further the process of implementing the results of the Tokyo Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN). The second stage of the reductions in the tariff rates agreed to in the MTN was introduced on January 1. The Agreement on government procurement came into effect for Canada and the ten other signatories of this code. Royal assent was given during the year to the bill amending the customs tariff to give effect to the Canadian MTN tariff concessions, thereby enabling Canada to ratify the Geneva 1979 protocol to the GATT and to accept the Protocol supplementary to the Geneva 1979 protocol. Canadian representatives participated actively in the work of the GATT Council (conducted under the chairmanship of Canadian Ambassador Don McPhail), the committees established to administer the MTN codes, and the committees set up under the general agreement. There was increased recourse by the Contracting Parties to the GATT dispute settlement procedures in 1981. Panels established at Canada's request with respect to import prohibitions by the United States on tuna and tuna products from Canada, and to restrictions by the European Community (EC) on the imports of high-quality beef, concluded their work and upheld the Canadian position. Canada also requested that a panel be established to examine certain US measures relating to cases of alleged patent infringement.

In Canada, a federal-provincial committee on trade was established to serve as a focal point for consultations on international trade issues in the post-MTN period. The review by the Tariff Board of the draft legislation on customs valuation, which had been prepared in anticipation of Canada's implementation of the MTN customs valuation agreement by January 1, 1985, was completed and tabled in the House of Commons. As a second stage

to its work in the area, the Tariff Board also started to study the impact of the proposed legislation on Canadian customs duties.

A Parliamentary sub-committee began examination of a government discussion paper proposing changes to Canadian import legislation with respect to anti-dumping, countervailing duties and other instruments to protect Canadian producers from injurious imports. In addition, the Tariff Board completed Part I of its study on the impact on Canadian production of including additional products under the General Preferential Tariff (GPT) and of providing free entry for certain products from the least developed developing countries. The government announced that it would implement the Tariff Board's recommendations in this area. Hearings were also conducted on Part II of this study.

In June, the government announced a new policy concerning the textile and clothing sector. The aims were to secure a viable and competitive textile and clothing industry for Canada, and to revitalize the economies of the communities most vulnerable to foreign competition in this sector. A special agency, the Canadian Industrial Renewal Board, which involves senior executives from the private sector, was established to ensure the effective development of this program. At the same time, the government entered into negotiations to continue restraint arrangements with low-cost textile and clothing supplier countries for an adjustment period. A number of these negotiations were concluded by the end of 1981; others continue.

In the same area in 1981, Canadian representatives participated in the negotiations to extend the Arrangement regarding international trade in textiles (the multi-fibre arrangement - MFA). The successful conclusion of these negotiations in December resulted in a protocol extending the arrangement for a further four years and seven months. The MFA provides the framework for the orderly marketing of products in these internationally sensitive sectors. Its signatories account for well over four-fifths of world trade in textiles and clothing. Towards the end of the year, following a report by the Anti-Dumping Tribunal, the government also introduced a global quota on imports of non-leather footwear for three years, replacing a previous quota which had expired. Earlier in the year, Canada successfully concluded discussions with the EC regarding the effect of the leather footwear quota on EC exports to Canada, and agreed to a number of temporary tariff concessions on products of export interest to the EC.

Energy

Despite the Iran-Iraq war, relative stability returned to the oil market in 1981 after the massive price increases of 1979-80 and the supply disruptions caused by the Iranian revolution. This improvement was partly the result of a substantial decline in demand induced by higher prices and government policies, and of increased output by various oil producers, including Saudi Arabia. Nonetheless, energy remained a major international and domestic concern. The potential consequences of oil supply disruptions

were well understood and the need to reduce oil dependence fully appreciated.

Co-operation among industrialized states to reduce oil demand, to develop other energy sources and to increase energy trade continued in 1981. Energy was an important, though not the central, item on the agenda of the Economic Summit in Ottawa. Canada and other industrialized countries worked actively in the International Energy Agency as well as other multi-lateral fora on energy questions. The government also took steps during 1981 to strengthen its relations with several key oil exporters, including a number of high-level visits and programs for the exchange of information. The Prime Minister visited Algeria, Nigeria and Saudi Arabia in the course of the year, where energy supply was discussed. There were numerous ministerial visits to Mexico and Venezuela, and the Minister of Energy Mines and Resources held discussions with various Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) oil ministers. The state-to-state oil supply agreement signed with Mexico in 1980 came into full effect in 1981, and provides Canada with a new North American source of energy thereby diversifying our sources of supply substantially. The government also facilitated numerous energy-related private sector visits and agreements with foreign entities, by private and state corporations such as Petro Canada.

The oil crises of the 1970s sharply increased foreign interest in Canada's abundant energy resources. Canada's own policies on energy trade are designed to stimulate energy exports and diversify Canada's energy relations, which are currently focused overwhelmingly on the United States. Talks were held with France, the Federal Republic of Germany and the European Community on the potential for co-operation in the development and possible export of natural gas from the Canadian Arctic. Similarly, a large number of Japanese delegations visited Canada for talks with government and private sector officials on the possibility of exporting natural gas, coal and liquified coal from Western Canada to Japan. For the first time, Canada became a net coal exporter in 1981, serving new markets in Asia and Europe.

The National Energy Program (NEP), announced in October 1980, became an important factor in bilateral and multilateral relations. While the measures taken to reduce oil consumption and enhance energy production ensure that Canada is playing its part in solving global energy problems, some of the measures designed to increase Canadian ownership and control of the energy sector provoked criticism and questioning by foreign companies and governments. Canadian representatives therefore, provided detailed explanations of the NEP to foreign governments bilaterally and in multi-lateral institutions such as the OECD.

Energy was a major priority in Canada's relations with developing countries as rapidly increasing oil import bills crippled development plans in the Third World last year and the government took a number of initiatives in the area which are covered in the chapter on North-South relations in this review.

International nuclear commerce and nuclear non-proliferation

Within the framework of Canada's international nuclear policies, the Canadian nuclear industry actively pursued nuclear sales with a number of countries during 1981. Atomic Energy of Canada Ltd. (AECL) entered into a contract with the Romanian state trading company, Romenergo, to cover the supply of engineering and other services for a second CANDU reactor (contracts for the first reactor were signed in 1978). A major CANDU marketing effort was launched in Mexico which had invited comprehensive bids from a number of international nuclear suppliers, including AECL, for nuclear reactors with a generating capacity of 1800-2600 MW. A Japanese government study of CANDU as a possible component of that country's nuclear program was upgraded into a comprehensive technical evaluation. Other possible CANDU markets that received attention were Yugoslavia, Korea and Indonesia.

Uranium exports were significant despite a considerable softening of the international uranium market. Canada produced 7,746 tonnes of uranium in 1981, about 90 per cent of which was exported. Canada's major uranium customers continued to be Japan, Western Europe and the United States.

Canada's non-proliferation policy was reflected in nuclear co-operation agreements with a number of new nuclear partners. An agreement with Australia was signed on March 9 and one with the Philippines, on June 19. Exchanges of diplomatic notes with Euratom and Sweden which implemented a long-term approach to the reprocessing of Canadian origin nuclear material took place on December 18. Discussions on a similar agreement were initiated with Japan. Comprehensive nuclear co-operation agreements were discussed with Mexico and Indonesia, and a proposal was made to Korea to broaden the existing nuclear relationship through a series of arrangements implementing co-operation in areas such as nuclear regulation, nuclear safety and radiation emergency response procedures.

Multilaterally, Canada was an active participant on the International Atomic Energy Agency's Committee on Assurance of Supply (CAS) as well as the expert groups on International Plutonium Storage (IPS) and International Spent Fuel Management (SFM). These groups are charged with the elaboration of international procedures and structures to improve the safeguarding of nuclear materials. Canada began preparations for the UN Conference on the Peaceful Uses of Nuclear Energy (PUNE), which is to take place in 1983.

Multilateral environmental policy

Canada continued its efforts to sustain the constructive nature of international efforts on both national and global environmental problems, such as acid rain, pollution of the seas, long-range transboundary air pollution, deforestation, toxic chemicals, the disposal of hazardous wastes and ozone depletion. Important fora for these activities included the OECD,

the UN Economic Commission for Europe (ECE), the NATO Committee on the Challenges of Modern Society (CCMS) and the UN Environment Program (UNEP).

Of particular interest during 1981, was an international meeting of senior government experts in environmental law, which was held under UNEP auspices in Montevideo, in October-November 1981. Canada was instrumental in ensuring the success of the meeting which laid the foundation for the further development of international environmental law. This progress will be particularly important in the priority areas of marine pollution from land-based sources, protection of the stratospheric ozone layer and the transport, handling and disposal of toxic and dangerous wastes. UNEP is expected to take an important part in the follow-up work on these questions.

Canada ratified the ECE convention on long-range transboundary air pollution in December 1981, and is encouraging other ECE members to do so in order that the convention comes into force with minimum delay. This is the first international agreement designed to reduce acid rain caused by emissions of pollutants crossing national borders. Work related to the provisional implementation of the convention is already under way within the ECE.

The Canadian government places especially high priority on participation in the work of the OECD Environment Committee, especially in the committee's work in the fields of chemicals and the environment, energy and the environment and environmental economics.

Science and technology policy

The government's international scientific activities are aimed primarily at helping to ensure that Canada retains a pre-eminent position among industrialized and technologically advanced countries. This objective is pursued through various means, including the work of science counsellors at major embassies abroad, exchanges of information, visits of technical experts and joint international research projects.

Efforts to enhance research and development (R and D) activity in Canada continued in 1981. Most significantly, the government announced its intention to raise R and D expenditures to 1.5 per cent of GNP by 1985 and to find ways of complementing domestic R and D programs with international action. Progress was achieved in promoting joint activities with a number of countries including the USA, France, Japan and Germany. Canada held major scientific meetings with some of these countries. Bilateral scientific and Arctic exchanges with the Soviet Union continue to be suspended however.

Canada was active in a variety of international organizations concerned with science and technology, such as the OECD Committee on Science and Technology Policy, the NATO Science Committee, the Senior Advisers on Science and Technology of the ECE, the International Institute for Applied Systems Analysis and the Commonwealth Science Council. Canada was active in

scientific relations with the Third World during the year. A number of science-related inter-agency agreements were concluded with developing countries, including Mexico, Brazil and China. Canada also participated actively in the Intergovernmental Committee on Science and Technology for Development (ICSTD), the body charged with the work initiated by the 1979 UN Conference on Science and Technology for Development (UNCSTED).

Air transport

Levelling-off in international passenger traffic growth, widespread fare competition and over-capacity in some of the major markets made 1981 one of the worst years in commercial aviation profitability. Canadian airlines were not immune to these trends and, while they were not as seriously affected as those of some other countries, they were nonetheless forced to curtail certain services.

During the year, Canada pursued with the Federal Republic of Germany a series of negotiations aimed at revising the 1973 Bilateral air agreement. Negotiations restarted with the United States on the broad spectrum of the transborder air relationship, and talks with India on establishing the first direct air links between the two countries were reconvened. None of these negotiations was concluded during the year. While an agreement with Romania was initialled in June, it had not been finalized by year-end. Negotiations were also held with Mexico, Barbados and Jamaica on bilateral air transport questions.

The Department was active in a number of informal contracts that may lead to future negotiations. It also participated in the resolution of differences that have arisen with some of Canada's aviation partners as a result of different regulatory policies, fare and tariff disputes and difficulties associated with the implementation of agreements.

The Department was also intensely involved in putting into place the international arrangements required for the airlifting of almost 60,000 refugees between Southeast Asia and Canada by a special charter flight program as part of the government's Indochinese refugee program which was concluded during the year.

Maritime and multimodal transportation

International consideration continued of the major maritime transport policy issues identified at the fifth session of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD V) in 1979. UNCTAD's consideration of phasing out open-ship registries was characterized by a clear divergence of views between the developing and industrialized countries.

Cargo reservation systems remained an area of considerable concern with the EC continuing its preparations prior to Europe-wide accession to the UN code of conduct for liner conferences. Canada, along with a number of other OECD countries such as the USA, Australia and New Zealand, remained

unconvinced of the value of adopting the code. Canada continued to work with other OECD countries to resist moves towards cargo reservation in the dry and liquid bulk trades.

Canada continued to be active in the Intergovernmental Maritime Consultative Organization (IMCO), both as chairman of the council to which it was re-elected at the biennial assembly in November, and as a participant in the technical committees. Canada also participated in a number of technical conferences and meetings on transportation matters held under the auspices of the OECD, the ECE, the European Council of Ministers of Transport and other international organizations and agencies.

Space and communications

International co-operation in space activities has always been an essential element of Canada's space program.

Canada continued its active involvement in the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space. Issues of particular interest were the use of nuclear power sources in outer space, and the draft principles governing direct television broadcasting by satellite. Preparations for the second UN Conference on the Exploration and Peaceful Uses of Outer Space, scheduled for August 1982 in Vienna, were a source of considerable activity.

Canada remained active in the European Space Agency (ESA), where it has the status of a co-operative member. Participation in ESA's L-SAT (large communications satellite) program was announced; Canada is one of the four main contributors to this program. Co-operation with the USA has continued in various space activities such as remote sensing and space science. A highlight of this co-operation was the successful first test-flight of the Canadian-built Remote Manipulator System aboard the flight of the US space shuttle Columbia.

An issue of growing interest to Canada and other countries in the field of international communications policy was that of transborder flow of data (TBDF). The OECD was particularly active in this area; a group of experts on the economic aspects of TBDF was chaired by Canada.

An important event for Canada was the final session of the International Telecommunication Regional Administrative Broadcasting Conference for the Americas. The session agreed to retain the current ten KHZ spacing between channels in the AM band rather than move to a narrower spacing. A new AM broadcasting plan for the Americas was produced by the conference.

Investment policy

Canada's interest and active involvement in multilateral consideration of foreign investment issues continued throughout the year. Work within the OECD framework, on investment incentives and disincentives was nearly concluded in 1981. A mid-term report on the OECD declaration on

investment and guidelines to multinational enterprises was agreed upon as an important step towards 1984 general review of the declaration. Future work on national treatment, trade-related investment issues and matters relating to the guidelines was considered.

At the end of the year Canada was called upon to consider a broad-based US strategy for multilateral action to strengthen the international regime for investment. While Canada remains committed to furthering a constructive, stable international investment climate, there was concern that certain elements in the US strategy tended to challenge Canadian policy, notably in relation to trade-related issues.

Negotiations intensified in the UN, on a Code of conduct for transnational corporations, but a completed text is not expected in 1982 and further decisions will be required on how to deal with the code.

A number of Canadian decisions on investment issues sparked international interest. The first was the announcement in the November budget that for the moment Canada did not intend to strengthen the mandate of the Foreign Investment Review Agency (FIRA), but would undertake an administrative review of FIRA to improve its efficiency. Consultations on "Canadianization" measures contained in the NEP continued in both bilateral and multilateral fora. Canada made clear that it remained committed to the desirability of applying "national treatment", but that its high levels of foreign ownership required the introduction of certain special measures. There were frequent consultations with the USA on a number of bilateral investment issues, notably relating to the NEP and FIRA.

Intellectual property

In the field of intellectual property, work continued on the revision of the Paris convention for the protection of industrial property, the main international legislative instrument regulating industrial property rights such as patents and trademarks. Some progress was made on this revision at a diplomatic conference in Nairobi in November 1981, and negotiations are scheduled to resume in Geneva in October 1982.

Consultations between the Department and the Canadian business community have continued to expand throughout the year on the whole range of issues related to investment, intellectual property and competition policy.

Export financing policy

Canada was involved in continuing negotiations with other parties to the informal Arrangement on export credits in 1981. Agreement was reached on significant reductions in the subsidy element in officially supported export credits.

During the year, Canada continued negotiations with 18 countries on the conclusion of foreign investment insurance agreements. No new agreements were concluded however. Thirty such agreements are now in place.

Canada also participated during the year in discussions of the Paris Club, an informal group in which official creditors meet with countries experiencing serious debt repayment problems. The objective of these meetings was to restructure the debt in such a way as to lighten the burden on the indebted country and to facilitate repayment. Such meetings were held during the year with nine countries, most of them located in Africa.

PART A

Chapter 3: NORTH-SOUTH RELATIONS

The government had hoped and sought to ensure that 1981 - the year of the Summits - would focus international attention on North-South issues at a high political level and would therefore result in renewed momentum for the North-South dialogue. Some successes were achieved. Lack of more substantive progress on the North-South dialogue was, however, of serious concern because the economic position of developing countries had not improved significantly during the year; in fact, the deterioration in the world economy had an adverse affect on practically all developing countries, including the oil-exporting states.

Discussion on North-South issues at the Ottawa Economic Summit was productive, and this was reflected in the Declaration that emerged from the meeting. The UN conferences on new and renewable sources of energy, held in Nairobi in August, and that on the least-developed developing countries, held in Paris in September, agreed upon programs of action that will enhance future international co-operation. The frank and constructive discussions among key world leaders at the Commonwealth heads of government meeting in Melbourne in early October and the Cancun Summit, later that month, fostered increased political commitment to the North-South dialogue.

Within Canada, the government pursued efforts to enhance public understanding of North-South relations and to increase support for Canada's role in the North-South dialogue. The main elements of the government's position were set out in its positive response to the report of the Parliamentary task force on North-South relations. The government's policies reflected both the humanitarian motivation of the Canadian people and an appreciation of the mutual benefit that results from an equitable and open relationship with developing countries. The government's broad objectives were to seek to harmonize those of Canada's external and domestic policies which have an impact on developing countries, to employ a variety of policy instruments to respond directly to the economic and social needs of developing countries, and to integrate the South more closely into the international economic system.

North-South Summit

The North-South Summit, which took place in Cancun, Mexico, October 22-23, 1981, was the major event in the field in 1981. Its greatest contribution was to increase the direct and personal involvement of major world leaders from both the industrialized and developing countries, in the North-South dialogue. The meeting was a success in many respects. Under the co-chairmanship of Prime Minister Trudeau and Mexican President Lopez Portillo, leaders of 22 developing and developed nations were able to have frank, informal and constructive discussions on a wide range of important issues in North-South relations. Despite divergent philosophies and interests, a spirit of trust and confidence was established which enabled

these leaders to agree on priority areas for concrete co-operation, including food and agriculture. Finally, they reaffirmed their commitment to seek the start of global negotiations on a mutually agreed upon basis within the United Nations framework. This renewed commitment paved the way for further progress in the area.

Global negotiations

Global negotiations are intended to examine key issues in the areas of trade and raw materials, food and agriculture, energy, money and finance, and development assistance. Canada has been a strong supporter of these negotiations as a means of dealing with complex and particularly pressing problems.

Although informal consultations on starting up global negotiations continued throughout 1981, serious negotiations only began again in New York after the North-South Summit in Cancun. Efforts focused on the drafting of a short General Assembly enabling resolution which would confirm certain principles basic to both industrialized and developing countries, and provide for global negotiations to begin in 1982. The problem that blocked progress on this resolution was disagreement on the respective roles to be played in the negotiations by existing international fora and by the proposed central body, or conference, for the global negotiations. Developing countries argued for a broad mandate for the central forum while developed Western countries, particularly the USA, sought to provide more specific protection for the mandates of such institutions as the IMF and GATT.

Commodities and Common Fund

Negotiations and discussions on the rules of trade governing several commodities continued under the auspices of UNCTAD in 1981. Agreement on a text for the Sixth international tin agreement, to come into effect on July 1, 1982, was a particularly significant achievement, both because its economic provisions will be important in helping to stabilize the tin market should the need arise and because the previous five international tin agreements in many ways acted as a model and as an example of what is achievable in commodity market stabilization through exporter-importer co-operation.

The first International natural rubber agreement which Canada had signed the year before and ratified in December of 1981, entered into force during the year. Discussions were also pursued in UNCTAD on regimes to cover trade in a variety of individual commodities including sugar, coffee, lead and zinc.

Canada signed the Common fund agreement in January 1981. The Common Fund for Commodities has two objectives to be met through two separate accounts: the first account of \$400 million (US) will contribute to the financing of international buffer stocks within associated international

commodity agreements; the second account, with a goal of \$300 million (US) in voluntary contributions, will finance measures such as research and development and market promotion to further commodity development. The Common Fund will enter into force upon ratification by 90 states whose contributions comprise two-thirds of the directly contributed capital and one-half the targeted voluntary financing.

Food and agriculture

The food security and the agricultural progress of developing countries continued to be a matter of international concern over the course of 1981.

Canada participated in a number of high level meetings of international organizations concerned with food and agricultural development questions. The most important was the meeting of the Council of the Food and Agricultural Organization of the UN (FAO), and the World Food Council ministerial meeting in Novi Sad, Yugoslavia. At these meetings Canada sought to promote the implementation of national food strategies in developing countries as a means of furthering their food security, and to ensure that the actions of the international organizations in the field were the most productive and cost effective possible. Some success was achieved in both areas.

In the fiscal year 1980-81 Canada contributed \$106 million in multilateral food aid and \$73 million in bilateral food aid to developing countries, and at the meeting of the International Fund for Agricultural Development in 1981, pledged \$42 million in aid of joint efforts of industrialized and oil-exporting countries in the area. At the Commonwealth heads of government meeting in Melbourne, the Prime Minister announced that Canada would devote \$5 billion (45 per cent of total Canadian aid) to food security and agricultural development in the next five years. Canada is the second largest national contributor of food aid in the world.

Official development assistance

Aid, or official development assistance (ODA), is a major instrument of Canadian foreign policy. Canada is committed to growth in its aid program, towards a target of .5 per cent of GNP in official development assistance by mid-decade. The government has made a further commitment to attempt to reach an ODA level of .7 per cent of GNP by 1990. In the fiscal year 1980-81 Canada's net ODA disbursements were \$1.241 billion, or .416 per cent of GNP. Of this amount, the Canadian International Development Agency (CIDA) bilateral programs accounted for \$581.5 million allocated primarily to the poorest developing countries, and the multilateral program disbursed \$510 million. The rest of the program was taken up by support for the International Development Research Centre (IDRC) and for non-governmental organizations active in international development.

Canada's development assistance is oriented towards aiding the poorest nations, and is focused in three critically important sectors: agriculture and food production, energy, and human resource development. An important element of Canada's commitment to aid the poorest was the government's decision to devote .15 per cent of its GNP in assistance to the 31 least-developed countries, which was announced following the UN conference on the least-developed developing countries in September 1981.

Work began during the year on elaborating a policy in human resource development; one plank of this policy is a program to train agricultural extension workers in developing countries. Recognizing that non-governmental organizations (NGOs) are particularly effective in operating basic human needs programs, an increasing amount of resources was channelled through CIDA's NGO programs. To address the serious balance-of-payments problems of developing countries, a new program of emergency balance-of-payments assistance was put in place; the first beneficiaries were Jamaica, Turkey and Uganda. To deal with other kinds of emergencies, the funds available for disaster and refugee relief were to be doubled.

On the bilateral side, the Secretary of State for External Affairs announced that Canadian aid to the Commonwealth Caribbean would be doubled to \$90 million a year by 1987. The first contacts were made to establish a development program in the People's Republic of China, and a strategy for assistance in Central America was elaborated. Innovative aid programs were initiated in such middle-income countries as Nigeria, Morocco, Brazil and the ASEAN countries. The low-income countries of the Sahel, East Africa, Caribbean, Latin America and the Indian sub-continent remained, however, the principal beneficiaries of Canadian assistance.

Energy

High world oil prices continued to be a major problem for oil-importing, developing countries in 1981, contributing to chronic balance-of-payments deficits in many cases. While oil prices showed some signs of declining toward the end of the year, it was clear that for many, oil imports would continue to be their chief preoccupation in the energy sector as well as a serious economic problem. It was to alleviate dependence on imported oil that the Nairobi Program of Action, which issued from the UN Conference on New and Renewable Sources of Energy (UNERG) called for international co-operation in the development of indigenous non-hydrocarbon resources.

Canada participated actively in UNERG and in follow-up activities to implement the program of action. Canada also increased its involvement in assistance in this sector by announcing that some \$1-billion worth of aid in the energy area would be disbursed in developing countries in the next five years, including \$250 million allocated to Petro-Canada International (PCI). PCI, a subsidiary of Petro-Canada, was formed to help diminish developing countries' dependence on imported oil by helping with exploration for hydrocarbon resources in their territories. Also at Nairobi, the Prime

Minister announced an increase in support for research in new and renewable energy through the International Development Research Centre. Multi-laterally, Canada continued to be a leading supporter of the proposal to create an energy affiliate of the World Bank, although there seemed to be less prospect at the end of 1981 that there would be early agreement among donor countries to launch this new lending agency.

International monetary and financial issues

The international financial institutions, such as the World Bank and the regional development banks (e.g. Asian Development Bank, the Inter-American Development Bank and the African Development Fund), came under increasing financial pressures in 1981 owing largely to diminishing financial support from the United States. Canada continued to be a leading participant in the work of these institutions, and was active in efforts to maintain their lending capacity in real terms in the face of arrears in some contributions. In the World Bank's International Development Association, which lends to the world's poorest countries, Canada helped to ensure a greater level of lending by obtaining agreement from donors (other than the USA) to release in full their first instalment of scheduled funding ahead of time, by relaxing the pro rata provisions.

As in previous years, Canada participated actively in the work of the International Monetary Fund, and supported consideration within the Fund of ways through which the needs of developing country members which are experiencing profound economic problems could better be met. The Fund enlarged the access to its resources for members making strong adjustment efforts, and extended the scope of its Compensatory Financing Facility, which is designed to deal with the problems raised by shortfalls in export earnings. The Fund also took steps to increase its resources by concluding an agreement with the Saudi Arabian Monetary Agency to borrow approximately SDR* 4 billion in each of the first two years, with a possible additional amount in the third year. In addition, the Fund arranged for short-term financing from certain industrialized countries. Canada was a strong supporter of all these efforts.

During 1981, Canada held the chairmanship of the "Group of 10" which serves as a caucus of the major industrialized countries in the IMF and deals with IMF issues and the general arrangement to borrow. Canada's Minister of Finance was elected chairman of the interim committee of the IMF. This committee of governors advises the full board of governors of the Fund on management questions, on proposals for amendments to the Articles of Agreement, and on sudden disturbances that pose a threat to the international monetary system.

* Special Drawing Rights - currency units devised by the IMF to measure international reserves. The system is based on the five major currencies: the US dollar, British pound, Japanese yen, French franc and the German Deutschmark.

Industrial co-operation

Programs of industrial co-operation with developing countries continued as an established part of Canada's international commercial relations and development assistance programs in 1981.

During 1981, the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) continued to discharge its activities with support from Canada and other member states. Technical assistance delivered by the Organization (\$88,500,000) compares favourably with the 1980 level. The decision to make UNIDO's system of consultations among technical experts in specific industrial sectors a permanent activity of the Organization was welcomed, and Canada has contributed to this process by taking an active lead in the group of governmental experts on the transfer, application and development of technology in the food processing sector.

Transfer of technology

The UNCTAD negotiating sessions on the transfer of technology were suspended in 1981, with the outstanding issues on the Code of conduct for transfer of technology being referred to the United Nations General Assembly for decision. The General Assembly established an ad hoc committee to examine the outstanding issues and put forward resolutions. Canada has participated energetically in these negotiations on transfer of technology and has supported efforts to improve access to technology by developing countries on the basis of mutually acceptable universal standards. Transfer of technology issues were also brought forward in continuing negotiations in the final session of the Law of the Sea Conference where Canada was active.

Financing system for science and technology for development

Canada contributed to a number of discussions aimed at establishing an effective financing system for science and technology for development. The UN Intergovernmental Committee on Science and Technology for Development held its third session in 1981 and agreed to the establishment of an interim fund for science and technology for development which is administered by the United Nations Development Program, with the understanding that a permanent financing system would soon be put in place. Although this objective has not yet been achieved, Canada continued to support the concept of a funding system within the established central control of the UNDP.

PART A

Chapter 4: INTERNATIONAL LAW AND CONCEPTS OF RIGHTS

Law of the sea

The tenth session of the United Nations Conference on the Law of the Sea (LOS), which took place in New York from March 9 to April 24, 1981, and in Geneva from August 3 to 28, 1981, was somewhat disappointing and not as productive as had been hoped. After seven years of negotiations, delegations had unanimously agreed that the New York session in March and April would be the last. However, on the eve of the session, the government of the United States announced that owing to a change of Administration, it was not prepared to conclude negotiations in New York and that it would be reviewing the whole LOS negotiating text which raised "serious" problems for it. The United States advised delegations that its review would not be completed until the autumn of 1981 and that it would not be in a position to participate in the negotiations until after that time. However, the conference was able to make some progress at the tenth session and resolve some outstanding questions. The most significant achievement was near universal agreement on a new formula intended to resolve the long-outstanding issue of the maritime boundary delimitation of the exclusive economic zone and the continental shelf between adjacent or opposite states. After many years of negotiation the two opposing interest groups (one favouring equidistance, of which Canada was a member, the other favouring equitable principles) were finally able to agree on a compromise text. The new formula received widespread support and was included in the revision of the draft convention. It provides that delimitation should be effected by agreement on the basis of international law as referred to in Article 38 of the Statute of the International Court of Justice in order to achieve an equitable solution.

At the Geneva session, the LOS conference decided that Jamaica would be the site of the International Seabed Authority, and that Hamburg, Federal Republic of Germany, would be the site of the International Tribunal for the Law of the Sea.

During the Geneva session, the conference also focused on some of the concerns of the United States Administration regarding the LOS convention. While the US review was not yet completed, the USA thought it would be useful to obtain the reactions of other delegations to some of the problems they had identified with the LOS text. Ambassador Malone, the head of the US delegation, indicated that the USA had fundamental problems with eight areas of the seabed mining provisions of the convention which were the focus of the US review:

- 1) Decision-making process in the International Seabed Authority;
- 2) Composition and voting of the Council;
- 3) Discouragement of seabed mining through production policies;
- 4) Need for unrestricted access to seabed resources;

- 5) Discriminatory advantages given to the Enterprise (the mining arm of the Authority);
- 6) The review conference;
- 7) Unacceptable regulatory interference with seabed miners; and
- 8) Heavy obligations on states and seabed miners.

In general, other delegations were not prepared to respond to US concerns. The Group of 77, the Soviet bloc and a number of middle-industrialized countries, including Canada, noted the long history of the negotiations, the compromises that had been made and indicated that, while delegations would be prepared to listen to US concerns, no fundamental changes to the text could be contemplated.

At the end of the session, the conference produced an "official" version of the Draft convention on the law of the sea which will be ready for adoption at the next, and final, session of the conference in New York from March 8 to April 30, 1982. The new draft incorporated the recommendations of the drafting committee approved to date and the results of the consultations conducted during the tenth session.

Legal aspects of development

The year was marked by a series of negotiations relating to the legal aspects of development. On the most general level, discussions resumed on the procedures and agenda required to launch global negotiations based on UN General Assembly Resolution 34/138 calling for greater international economic co-operation for development. Five sectors are expected to be considered, namely: raw materials, energy, trade, development, and money and finance. As the negotiations have not yet begun, it is too early to predict their final conclusion. However, a number of interesting legal issues are involved, including the legal relationship between the results of these negotiations and the work of the individual specialized United Nations agencies that have primary responsibility for many of the issues under negotiation. Among the various proposals suggested or being considered by Canadian officials in the North-South dialogue is an energy affiliate within the World Bank. Such a proposal raises legal questions relating to its structure and composition and its relationship with the Bank.

The Sixth Committee of the General Assembly continued examination of a developing country's proposal and of the work of the United Nations Institute for Research (UNITAR) on the "consolidation and progressive development of the principles and norms relating to the new international economic order". This project envisages the preparation and analysis of existing and evolving principles of international economic law - principles that may have emerged as a result of developments in the international community in relation to economic issues - as a means to encourage the modification, reform and improvement of the corpus of existing international law. Canada abstained on the specific resolution, as its scope was too

vague and sweeping, but continues to support timely and useful initiatives for the progressive development of international law in relation to the new international economic order.

International attention was also focused on issues relating to science, technology and know-how. Negotiations progressed on an international code of conduct on the transfer of technology, during which Canada continued to act as spokesman for the developed states. The code is designed to create a set of rules to encourage the flow of technology from the developed to the developing countries. Negotiations also continued on a code of conduct on transnational corporations, whose purpose is the clarification of the respective responsibilities of host states, home states and transnational corporations. Finally, a second session of the Diplomatic Conference on the Revision of the Paris Convention was held, the purpose of which is to revise the convention that governs the protection of industrial property to reflect the concerns of the developing countries.

With adoption of the Agreement on the common fund for commodities, a preparatory commission was established to begin work on the regulations to govern the operations of the Fund upon its entry into force. One of the most interesting legal issues will be the final determination of the legal relationship between the individual commodity agreements and the Common Fund itself.

Environmental law

Several significant developments took place during 1981, particularly in the area of multilateral co-operation. The United Nations Environment Program (UNEP) Senior Level Meeting on Environmental Law was held in Montevideo, Uruguay, from October 28 to November 6, 1981. The decision to convene the meeting was taken by the UNEP Governing Council at its eighth session in April 1980, in response to a joint initiative by Canada and Sweden. At its ninth session, held in May 1981, the Governing Council decided that the mandate of the Senior Level Meeting would be to establish a framework and methods for the development and periodic review of environmental law, by focusing upon subjects suitable for increased global and regional co-ordination and co-operation, with particular regard to the interests of developing countries. The Senior Level Meeting was also directed to set out a program, including global, regional and national efforts in furtherance of the above elements. UNEP's Working Group of Experts on Environmental Law met in Geneva from September 9 to 18 as a preparatory committee for the Senior Level Meeting.

The report of the Senior Level Meeting contains three chapters. The first, entitled "Conclusions and Recommendations of Montevideo", is in the form of a declaration by the senior government officials in their capacities as experts on environmental law. It places the results of the Senior Level Meeting in the context of the positive developments since the 1972 Stockholm Conference and gives an outline of environmental law priorities for the coming decade. The second chapter contains the detailed "Program for the Development and Periodic Review of Environmental Law"

recommended by the experts for adoption by the Governing Council at its tenth session in May 1982. Main subject areas include marine pollution from land-based sources, protection of the ozone layer and the transport, handling and disposal of toxic and hazardous waste. Detailed elements of strategy are recommended for each of the priority areas. Nine other subject areas were dealt with in somewhat less detail. This chapter also contains detailed sections on "methods of implementation, review and follow-up", on "general development of environmental law", and on "specific recommendations for initial action". The third chapter of the report contains an account of the proceedings of the Senior Level Meeting.

In February 1980, the UNEP Working Group of Experts on Environmental Law completed its work on liability and compensation, the fourth and final part of its study on the legal aspects of offshore mining and drilling carried out within the limits of national jurisdiction. At its ninth session in May 1981, the UNEP Governing Council requested the executive director of UNEP to circulate the texts of the conclusions reached by the Working Group to all governments for their comments, recommended that governments consider them when drafting legislation or negotiating agreements on this subject, and requested the executive director to report on this subject to the Governing Council at its tenth session.

The UNEP Governing Council also decided at its ninth session to initiate work on a Global framework convention on the protection of the ozone layer. To carry out this task it established an ad hoc working group of legal and technical experts and requested the group to report through UNEP's executive director to the Governing Council at its tenth session on the progress of its work.

Work on a Convention on liability and compensation in connection with the carriage of noxious and hazardous substances by sea continued in the Legal Committee of the Intergovernmental Maritime Consultative Organization, with a view to holding a diplomatic conference to conclude the convention in 1983 or 1984.

On the bilateral side, formal negotiations on a Transboundary air pollution agreement between Canada and the United States opened in Washington on June 23, 1981, pursuant to the Memorandum of Intent on transboundary air pollution signed by the two governments in August 1980. The Memorandum pledged the governments to negotiate an air pollution agreement and established a committee structure to undertake preparatory work to be followed by formal negotiations. Committee reports on atmospheric modelling; impact assessment; emissions, costs and engineering assessment; and strategies development and implementation were submitted to the governments in February 1981. The report of the legal, institutional and drafting work group, which draws together available information on international law and domestic legal matters pertaining to the negotiation of a Transboundary air pollution agreement, was completed in July 1981.

On October 9, 1981 the International Joint Commission issued a "Notice of Minute" indicating that a final disposition of the "Request in

the Application" submitted by the province of British Columbia in August 1980, would be made as soon as practicable but no later than April 2, 1982. The BC request challenged the legal validity of an order issued by the Commission in 1942 authorizing the raising of the Ross Dam in the State of Washington which would have the effect of flooding the Skagit Valley in British Columbia.

During 1979 and 1980 Canada and Denmark held several negotiating sessions on a draft agreement on Co-operation relating to the marine environment in the area between Canada and Greenland. While no further negotiating sessions were held in 1981, several informal exchanges took place between the two governments directed toward resuming formal negotiations in 1982.

Fisheries law

During 1981, Canada continued its efforts to resolve boundary disputes and to expand its bilateral fisheries relationships. Canada also sought to strengthen multilateral co-operation for the purpose of conserving and managing the living resources of the sea. The following are the highlights of the 1981 activities:

In March 1981, US President Reagan withdrew from the US Senate the East coast fisheries resources agreement, signed by Canada and the United States in March 1979. At the same time, he formally sought Senate ratification of the Gulf of Maine maritime boundary delimitation treaty, which had been linked to the fisheries agreement. During the remainder of the year, Canadian and US officials met frequently to discuss the management of fish stocks in the disputed area. A measure of co-operation was achieved with respect to scallop management.

The Gulf of Maine maritime boundary delimitation treaty came into force on November 20, 1981. It provides for the final and binding determination by a Chamber of the International Court of Justice, of a single maritime boundary for the continental shelf and fisheries zones of the two parties in the Gulf of Maine area. The Chamber is composed as follows:

Judge Ago (Italy), President; Judges Gros (France), Mosier (Federal Republic of Germany) and Schwebel (USA); Judge Cohen (Canada) ad hoc.

Turning to Canada-USA fisheries relations on the West Coast, Canada and the USA signed a Treaty on Pacific Coast albacore tuna vessels and port privileges on May 26. The treaty provides that vessels of Canada and the USA may fish for albacore tuna in the fishing zone of the other country and permits vessels of either country, which are fishing albacore tuna pursuant to the treaty, to enter specified Pacific Coast ports of the other country for purposes of landing their catches of albacore tuna and trans-shipping them in bond to a home port, selling them for export in bond, or selling them locally. The treaty also allows the fishing vessels to

obtain fuel, supplies, etc., in the ports on the same basis as the albacore tuna vessels of the other country.

The tuna agreement was without prejudice to the action brought by Canada before the GATT in Geneva regarding the 1979 US embargo on Canadian tuna products. The GATT panel completed its work in November 1981, stating that the US embargo was not consistent with the provisions of Article XI of the GATT and that the USA had not provided sufficient evidence that the import prohibition complied with the requirements of Article XX(g).

In 1981, Canadian and US Pacific salmon managers co-operated in regulating their respective salmon fisheries pursuant to an agreed on strategy for 1981 and 1982. Negotiations on a long-term Pacific salmon co-operation agreement were also pursued.

On May 12, 1981, Canada notified Poland and the USSR of its decision to terminate the bilateral fisheries agreements entered into with each of them in 1976. The notice of termination would take effect in May 1982. The major objectives in the negotiations are: (a) to shorten the notice required for terminating the agreements; (b) to strengthen the provision concerning conservation of stocks beyond 200 miles; and (c) to seek better provisions regarding the purchase of Canadian fish products. These objectives were met in a treaty concluded with Poland in May 1982. Negotiations are continuing with the USSR.

Canada and the European Economic Community (EEC) initialled a Long-term fisheries agreement in November 1980. It was signed and brought into force in December 1981. It provides, inter alia, for tariff concessions to be granted by the EEC on certain fish products of interest to Canada (cod, herring, redfish). The tariff concessions apply within quota limits which increase over the life of the agreement. It also provides for annual allocations to the EEC of fish, including non-surplus cod, in Canadian waters as well as a restriction on the harvest of salmon off West Greenland.

The Canada-Portugal fisheries relationship was particularly beneficial to industries of both countries in 1981. Canada made a special effort to allocate cod stocks to Portugal, recognizing the difficulty faced by Portugal's cod fleet. Portugal responded by co-operating fully in conservation efforts, particularly in the context of the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO) regulations and by increasing purchases of Canadian fish products.

Canada-Spain fisheries relations in 1981 were unsatisfactory. Spain rejected the Canadian approach to allocations of non-surplus stocks and failed to comply with NAFO conservation measures and regulations applicable to stocks in waters adjacent to Canada's 200-mile zone. Moreover Spain created impediments to the licensing of imports of Canadian fisheries products. Negotiations took place during the course of the year to resolve these and related problems.

Canada-France maritime boundary negotiations were initiated following the extension, in 1977, of Canadian fisheries jurisdiction to 200 miles and the establishment of a 200-mile French economic zone off St. Pierre and Miquelon. The discussions were pursued in 1981 but no agreement was reached. French vessels continued to fish in Canadian waters pursuant to the 1972 Canada-France fisheries agreement.

During 1981, Canada participated in the negotiation of an Atlantic salmon convention which was adopted at a diplomatic conference in Reykjavik on January 22, 1982. The final act was signed by Canada, USA, EEC, Iceland, Norway and Denmark (for the Faroe Islands). The purpose of the treaty is to promote the conservation, restoration, enhancement and rational management of salmon stocks in the North Atlantic Ocean through international co-operation. In establishing the functions of the North Atlantic Salmon Conservation Organization, the treaty recognizes the desirability of reducing intercepting fisheries and prohibits the harvesting of salmon beyond the territorial seas except off Greenland (40 miles) and the Faroe Islands (200 miles).

At a meeting held in November 1981, the International Commission for the Conservation of Atlantic Tuna recommended a reduction in the harvest of bluefin tuna in the western Atlantic Ocean. This decision was made on the basis of scientific advice and responded to repeated Canadian demands for greater regulatory action to protect declining bluefin stocks.

NAFO held its annual meeting in Halifax, in September 1981, to establish conservation and management measures for three fish stocks in the NAFO Regulatory Area and for stocks overlapping Canadian fisheries waters. The decision by NAFO to eliminate the customary special reservations for Spain was of particular note. That decision followed two earlier NAFO decisions: the first, in April, allocated quotas to Spain on the understanding that its vessels would comply with NAFO conservation and enforcement regulations and participate in the NAFO Scientific Observer Scheme; the second, in June, called on Spain to cease fishing in the NAFO Regulatory Area because its vessels had not complied with the April decision.

Outer space law

Canada continued to play a major role in 1981 regarding two items before the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space (UNCOPUOS) and its Legal Sub-Committee: direct broadcasting by satellites (DBS) and the use of nuclear power sources (NPS) in outer space.

Although attempts to develop international principals governing the use of DBS go back to 1973 at least, general agreement was still not achieved in 1981. At the twentieth session of the Legal Sub-Committee in Geneva, Canada co-sponsored a negotiating text with 11 (later 15) other delegations, which took into account discussions at the session and was submitted as a basis for discussion at the 1981 twenty-fourth session of UNCOPUOS. General agreement eluded delegations there too, though, mainly as a result of disagreement over the last principle entitled "Consultation and

Agreements between States". However, the UN General Assembly, on November 18, 1981, decided that further attempts to complete the elaboration of a draft set of principles governing the use by states of artificial earth satellites for direct television broadcasting should be made by the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space during its twenty-fifth (1982) session, and decided to consider at its thirty-seventh (1982) session the adoption of a draft set of principles governing the use by states of artificial earth satellites for direct television broadcasting.

For the first time, a working group was convened in 1981 in the Legal Sub-Committee to discuss the issue of nuclear power sources in outer space. Discussion focused on the revision of a working paper previously introduced by Canada but not discussed by the Sub-Committee. An important element of the paper was its premise that states which do not benefit directly from the use of nuclear power sources in outer space should not bear the risk of radiation exposure created by their use. This approach was taken from the principles produced by the International Commission on Radiological Protection and accepted internationally. The Canadian delegation recognized, however, that this approach might result in the prohibition of most existing uses of NPS, a result unacceptable to the space powers. At the conclusion of the session, the delegation therefore acknowledged this problem and emphasized the importance of elaborating international principles that at least set out specific safety requirements which would reduce existing risks of NPS in outer space.

It should be noted that on April 2, 1981 the Protocol between Canada and the USSR settling Canada's claim for damages caused by the disintegration over Canada of the Soviet satellite Cosmos 954 was signed in Moscow. It provided for the payment by the Soviet government of \$3 million in full and final settlement of all matters connected with the January 1978 incident. The sum was paid shortly after the signing of the protocol.

Refugees

In 1981 the global refugee situation remained a cause of serious concern for the international community. Apart from the tragic humanitarian plight for the approximately ten million refugees involved, there were serious socio-economic and political effects which threatened the stability of several regions. While all refugees were in need of assistance, the mass refugee situations in the Middle East, Indochina, Horn of Africa, Pakistan and Central America were of particular gravity. In response to this international problem, Canada continued to be a leader through humanitarian assistance, resettlement and diplomatic activities.

Canada's financial expenditure in 1981 on humanitarian assistance for refugees was approximately \$52 million, contributed through international agencies such as the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and through food aid programs. In 1981, Africa, where there are some five million refugees, was one of Canada's highest priorities. The International Conference on Assistance to Refugees in Africa,

held in Geneva in April 1981, raised over \$550 million (US) in assistance and brought the problems of African refugees to world attention. Canada was a major contributor, announcing \$22.4 million in the form of contributions to UNHCR programs and emergency food aid. These contributions covered refugee situations in Ethiopia, Somalia, Sudan, Djibouti, Uganda, Chad, Zaire and Angola. In other regions, Canada also made major contributions: \$7.4 million to Palestinian refugees, \$10 million to Afghan refugees, \$0.5 million to Central American refugees and over \$6 million to relief operations in Indochina. The latter contribution brought to over \$23 million Canadian assistance to this area since 1979.

Canada's global response to those refugees requiring resettlement has been in recent years, on a per capita basis, unmatched in the world. In 1981, further Indochinese refugees were resettled, bringing to over 70,000 the number admitted since 1979. Also, large numbers of Polish refugees were resettled. Under the 1981 refugee plan, about 15,000 refugees were admitted to Canada, principally from Indochina and Eastern Europe, but including areas such as Latin America and Africa.

The Department's special adviser on refugees continued to serve as its representative on the Refugee Status Advisory Committee during 1981. Decisions were made on 2,080 claims for refugee status in Canada, of which 407 or 19.6 per cent were accepted in accordance with Canada's obligations under the 1951 UN convention. The special adviser represented the Department on an interdepartmental advisory group responsible for the processing of sponsorship requests of political prisoners and dissidents abroad. In consultation with the Canada Employment and Immigration Commission, the Department undertook to review Canada's relations with the Intergovernmental Committee on European Migration (ICEM). At present, Canada has the status of observer on the committee.

Arising from Canada's concern regarding the seriousness of mass refugee situations, Canada has been one of the principals at the UN in pursuing political initiatives designed to address some of the fundamental aspects of these serious phenomena. In 1981, Canada continued to promote its 1979 initiative in the Commission on Human Rights concerning human rights and massive exoduses which was designed to focus the attention of the international community on the relationship between human rights violations and the massive exoduses of refugees. This led in 1981 to the commissioning by the UN of the study on the question, which it is hoped, will be the first step towards dealing with this difficult problem. Canada was also the co-sponsor of an initiative, by the Federal Republic of Germany in the UN General Assembly, which is examining ways and means to avert flows of refugees and consider internationally-acceptable guidelines to accomplish this goal.

Family reunification

The Department was involved in a further series of official representations on family reunification which the Canadian government made to other governments, particularly in Eastern Europe. Success was achieved

in reuniting a number of Canadian citizens and permanent residents with family members from whom they had been separated, some for prolonged periods of time. However, the imposition of martial law in Poland and other developments in Eastern Europe resulted in new appeals for representations on family reunification and family visits.

Human rights

Canada, which continued its activities in the promotion of human rights at the United Nations and elsewhere in 1981, was re-elected to the United Nations Commission on Human Rights for a third consecutive term. At the thirty-seventh session of the Commission, the Canadian delegation took a number of initiatives. These led, inter alia, to the appointment of a special rapporteur on the question of the link between human rights violations and mass exodus of refugees; to a resolution reaffirming the right and responsibility of individuals, groups and organizations to promote respect for human rights and fundamental freedoms while deploring the treatment of all persons who had been punished and imprisoned for promoting these basic rights; and to a resolution calling for a special envoy of the Commission to make a thorough study of the human rights situation in Bolivia. The Canadian delegation helped to ensure the adoption of resolutions reaffirming the right of the peoples of Kampuchea and Afghanistan to self-determination and condemning foreign occupation. Canada also participated actively in a working group of the Commission which is attempting to draft a convention against torture.

Pursuant to the 1966 Optional protocol to the international covenant on civil and political rights, Canada continued to respond to complaints by individuals within Canada alleging violations of their rights as provided for by the provisions of the covenant. In 1981, the United Nations Human Rights Committee, a group of 18 individuals serving in their personal capacity, held inadmissible a number of communications brought by individuals alleging violations by Canada of their rights under the covenant. However, there were two cases concerning Canada that were accepted. In the case of Sandra Lovelace, the committee found a breach of Article 27 of the covenant. In the case of Larry Pinkney, the committee found a breach of the rights of an individual to be tried without undue delay. The government of Canada is currently discussing with Indian bands the appropriate measures to be adopted in light of the committee's decision in the Lovelace case.

At their 1981 Melbourne meeting, Commonwealth heads of government considered the report of the Commonwealth Working Party on Human Rights that had been appointed by the Commonwealth Secretary-General in 1980 to make recommendations on a human rights role for the Commonwealth. The working party, chaired by Canada's Ambassador to the Vatican and representative on the UN Commission on Human Rights, met in 1980 and 1981. At Melbourne, Commonwealth heads of government reaffirmed the importance which all Commonwealth governments attach to the observance of human rights. They endorsed, in principle, the recommendations of the working party concerning the establishment of a special unit in the secretariat for the promotion of

human rights within the Commonwealth, subject to agreement on financing the unit. They also took note of the working party's proposals for an advisory committee for the protection and maintenance of human rights and asked that these should be further considered by the next meeting of Commonwealth law ministers. In 1982, the Secretary-General will be consulting further with member governments on an agreed upon definition of human rights within the Commonwealth context, as well as on the unit's functions.

International legal measures against terrorism

In March 1981, a Pakistan International Airlines aircraft, with some Canadian citizens on board, was hijacked from Pakistan to Afghanistan and finally to Syria, where the incident ended. The Canadian government took various steps with a view to ensuring that the hijackers were either extradited or prosecuted in accordance with the provisions of the 1970 Hague convention for the suppression of the unlawful seizure of aircraft. After it became known that the hijackers had fled to Afghanistan where they proceeded to harass Pakistani diplomats in Kabul, Canada co-sponsored a resolution at the Council of the International Civil Aviation Organization (ICAO) on June 26, 1981. This noted in part the recent particularly grave incidents of unlawful seizure of aircraft and called upon states in the territory of which alleged offenders were found, to take the necessary steps immediately to comply fully with their solemn obligations under the 1970 Hague convention. At the Economic Summit meeting in Ottawa, the heads of state and government of the countries involved declared on July 20, 1981 that they proposed to suspend all flights to and from Afghanistan in implementation of the 1978 Bonn hijacking declaration unless the Babrak Karmal regime took steps to comply with Afghanistan's international obligations. On November 30, 1981 the Prime Minister's office released a communiqué stating in part that, since no reply had been received from the Afghan authorities, France, the FRG and the UK (which were the only countries among the seven to whose territories ARIANA Afghan Airlines flew) had decided, in agreement with the other members, to denounce their air services agreements or arrangements with Afghanistan. The communiqué added that the Canadian government considered the repudiation of bilateral air agreements to be a serious course of action in international affairs, indicating a high degree of dissatisfaction with the state involved.

Other resolutions of the ICAO Council supported by Canada in 1981 relating to unlawful interference with aircraft included one in November that condemned the criminal sabotage perpetrated against Cairo International Airport causing death and injury among ground staff and damaging some parts of an Air Malta aircraft and urged contracting states to ensure that the perpetrators of the incident were brought to justice in accordance with the 1971 Montreal convention for the suppression of unlawful acts against the safety of civil aviation. A second resolution supported by Canada condemned the hijacking of an Air India aircraft in the Republic of Seychelles and reaffirmed the need for member states concerned to implement appropriate measures as provided by the relevant international civil aviation conventions. The alleged offenders in the Seychelles incident were subsequently prosecuted in South Africa.

An Act to Provide for the Prohibition of Certain International air Services was assented to on June 30, 1981 and came into force in Canada by proclamation on July 31, 1981. The purpose of the act is to enable Canada to apply effectively and efficiently the 1978 Bonn hijacking declaration. It allows the Governor in Council, on the advice of the Secretary of State for External Affairs, to sever air links between Canada and a state that has not extradited or prosecuted hijackers or that has not permitted the continuation of the journey of the passengers and crew of a hijacked aircraft.

Treaty law

During 1981, Canada signed 36 bilateral agreements. In the course of the year, 22 bilateral agreements entered into force for Canada upon signature and ten by ratification or the exchange of notifications. In 1981 Canada signed six multilateral agreements and ten multilateral agreements entered into force for Canada following ratification, acceptance, approval or accession.

The preparation of a list of treaties in force for Canada was completed. The first edition of this publication, Treaties in Force for Canada as of January 1, 1981, will appear in mid-1982.

In addition to its responsibility for the drafting and interpretation of treaties and for the preparation of all formal treaty instruments, the Department maintains up-to-date records on the status of all treaties affecting Canada. International agreements governed by international law to which Canada is a signatory or party are indexed in the Canada Treaty Register, which contains particulars of the date and place of signature of a treaty, the dates of tabling in, or approval by, Parliament, together with ratifications or accessions, if applicable, and information on entry into force, reservations or declarations, subsequent amendments and termination. Non-binding arrangements entered into by Canada, such as memoranda of understanding, are indexed in a separate Register of Understandings and Arrangements. (For further information, contact the Department's Treaty Section.)

PART A

Chapter 5: GLOBAL AND TRANSREGIONAL ASSOCIATIONS

UNITED NATIONS

The United Nations, the pre-eminent organization in the international community, provides the single most important multilateral forum in existence for the resolution of disputes and the promotion of international co-operation in many fields. Its numerous specialized agencies, programs and conferences cover almost every aspect of collective human endeavour.

Secretary-General

One of the major events of the year was the election of a new UN Secretary-General in December. The Security Council, facing its longest deadlock ever between the Austrian incumbent, Kurt Waldheim, and his Tanzanian challenger, Salim Salim, turned to Peruvian diplomat Javier Perez de Cuellar as the only compromise candidate acceptable to all five permanent members of the Council who hold veto power. Mr. Perez de Cuellar was then elected Secretary-General by acclamation in the General Assembly from 1982-1986. He is the fifth person to hold this office and the first from the Western Hemisphere.

In light of trends in the United Nations over the past few years, observers noted with particular interest the Secretary-General's inaugural address in which he stated his "firm purpose...to reactivate the political role of the Secretary-General". The fact that he did not campaign actively for the position, and does not plan to seek re-election, has given him additional independence. He also brought to his new office fluency in the three main UN languages, negotiating skills sharpened by previous delicate assignments on Cyprus and Afghanistan, and a concern for institutional and personnel management strengthened by his own experience in the UN Secretariat.

General Assembly

The thirty-sixth regular session of the General Assembly dealt with a wide range of political, disarmament, economic, humanitarian, legal, social and financial issues. The political and disarmament activities of the Assembly are covered in Part A, Chapter 1, and the highlights on the economic side are reviewed in Part A, Chapter 3. Canada's involvement at the session on human rights, refugees and legal matters is presented in Part A, Chapter 4, and an account of developments in social affairs follows in the present chapter. The regular session of the General Assembly was preceded in September by its eighth emergency special session in September to consider the question of Namibia.

The thirty-sixth session adopted a net UN budget of \$1,221 million (US) for the years 1982 and 1983. Even with last-minute additions, this

represented real growth of only 0.9 per cent. Canada supported it as a significant move in the direction of the austerity which most major donor countries were experiencing. Other financial decisions included a long-overdue increase in working capital, and preservation of an assessment formula, which fairly reflects the capacity of the Third World countries to pay, as well as those of the West.

With the admission of Vanuatu, Belize, Antigua and Barbuda to the General Assembly in 1981, there are now 157 member states.

Security Council and the Economic and Social Council (ECOSOC)

Although not a member of the Security Council in 1981, Canada followed closely the issues under consideration by the Council (see Part A, Chapter 1), and made two statements to the Council on Southern Africa issues.

Canada resumed its membership on the UN's Economic and Social Council (ECOSOC) in 1981, after three years as an observer, and had the honour of serving as ECOSOC vice-president on behalf of the Western group. Among the highlights of the spring and summer sessions of ECOSOC were Canada's re-election to the Commission on Human Rights for a third term, agreement on a draft Declaration on religious intolerance which had been negotiated for nearly two decades, and recommendations to hold international years on communications (1983) and shelter for the homeless (1987).

Two major conferences were held in the summer of 1981, on the least developed countries in Paris and on new and renewable sources of energy in Nairobi. Canada played a major role in the agreements reached at both conferences, and Prime Minister Trudeau addressed the energy conference.

Canadian involvement in "social affairs" at the international level has increased dramatically over the past few years and 1981 was a particularly busy year. In 1976 Canada co-sponsored a UN resolution declaring 1981 the International Year of Disabled Persons. The theme was "full participation and equality" with an emphasis on the right of disabled persons to participate fully in all aspects of the life of their community. Canada, elected a member of the advisory committee, was actively involved in the many projects associated with the year. A parliamentary committee was established in Canada to report on the problems of the disabled and a variety of projects by and for the disabled was embarked upon across the country.

The year 1981 was also important for women's issues. Canada was elected to the UN Commission on the Status of Women and also ratified the Convention on the elimination of all forms of discrimination against women, signed at the Copenhagen conference in 1980. A special effort was made by both federal and provincial governments to facilitate early ratification of the convention.

Canada took an active part in the thirty-fourth World Health Assembly with a delegation headed by the Minister of National Health and Welfare, Monique Bégin. The Canadian delegation inter alia supported the adoption of the WHO code of marketing of breast milk substitutes.

In 1981, Canada made a substantial contribution to the UN Fund for Population Actions (UNFPA) and took part in the discussions on the focus of and preparation for the World Population Conference to be held in 1984. It also contributed \$25,000 through the Department of National Health and Welfare, to a trust fund for the participation in the 1982 World Assembly on Aging.

Canada's financial contribution to the United Nations system

Canada's contributions to the United Nations fall into three broad categories: (a) annual assessments to finance appropriations of the UN and specialized agencies under their regular budgets; (b) voluntary contributions to the activities of a variety of multilateral economic, social and humanitarian programs; and (c) peacekeeping contributions.

By the scale of assessment approved by the thirty-fourth General Assembly, Canada paid 3.28 per cent of the 1981 regular budget of the United Nations. This assessment, based as it is on national income, amounted to approximately \$23.7 million for Canada and made it the eighth largest contributor to the UN general budget. Canada also contributed over \$42 million in assessments in 1981 to the UN specialized agencies.

As was the case for 1980, additional assessments in 1981 were made for the two more recent UN peacekeeping forces in the Middle East: the United Nations Disengagement Observer Force (UNDOF) and the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL). Canada's contributions to these forces in 1981-82 amounted to approximately \$1.2 million for UNDOF and \$6.4 million for UNIFIL. It should be noted that the financing for the UN peacekeeping force in Cyprus, UNFICYP, is on the basis of voluntary contributions by prior arrangement. Canada's annual voluntary contribution consists of the costs of maintaining the Canadian contingent to UNFICYP which amounted to approximately \$26 million in 1981.

The Canadian contribution to UNFICYP is only one example of the support Canada gives to the UN system beyond its fixed assessments. Indeed, the amounts involved in the Canadian voluntary contributions, which are primarily in the area of development assistance, far exceed its assessed amounts. Canada's voluntary contributions in 1981 to the United Nations Development Program (UNDP), the United Nations Children's Fund (UNICEF) and the United Nations Fund for Population Activities, for example, were in excess of \$66.6 million, while the Canadian contribution to the World Food Program (WFP) was approximately \$94.2 million (\$10 million in currency, \$84.2 million in foodstuffs). Canadian voluntary support for the UN refugee programs carried out through the United Nations Relief and Works Agency for Palestinian Refugees (UNRWA) and the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) amounted to approximately \$21.3 million in 1981.

THE COMMONWEALTH

Commonwealth membership

With the accession of Belize, and Antigua-Barbuda in autumn 1981, there are now 46 member states of the Commonwealth, bringing together nearly one third of the world's nations and a quarter of its population.

The year 1981 marked the fiftieth anniversary of the Statute of Westminster which gave legal expression to the independence of Canada, Australia and New Zealand, and made possible the evolution of the modern Commonwealth. When India joined in 1947, the formation of the new Commonwealth began and Britain's former colonies, as they became independent, were welcomed on the basis of what is the heart of the Commonwealth relationship: the equality between nations. The Commonwealth belongs to both its old and new members; their sense of belonging is strengthened by the personal contact and shared efforts which Commonwealth consultations promote.

Within this association, Canada remains an active and committed member, participating in the various meetings of ministers, experts, and officials who have aimed to increase consultation and co-operation for advancing understanding and consensus on global issues. One of the more important issues in 1981 was human rights. A Commonwealth working party, under Canadian chairmanship, recommended ways by which the Commonwealth could implement international action to promote and protect human rights. The Secretary-General has been requested by heads of government to consult further with member states on an agreed upon definition of human rights within the Commonwealth context and to consider practical means within the secretariat for the promotion of human rights in the Commonwealth.

Commonwealth co-operation is perhaps best illustrated by the Commonwealth Fund for Technical Co-operation (CFTC), the most important program managed by the Commonwealth secretariat. The fund provides technical assistance, i.e. advice, experts, training and other forms of project support to Commonwealth developing countries. An important principle is that its resources, expertise and training facilities, as well as money, are contributed by both developed and developing countries, the latter being both donors and recipients. By its annual contribution of approximately 40 per cent of the fund's resources, which in 1981 amounted to some \$11 million, Canada has been among the strongest supporters of the CFTC since its establishment in 1971. Canada was also instrumental in formulating a new financial structure to provide a sounder basis for the CFTC, which will enable it to plan its activity over a three-year cycle.

Melbourne heads of government meeting

This year's heads of government meeting in Melbourne, attended by Prime Minister Trudeau, was marked by a greater recognition of the need for a new spirit of international co-operation, a new morality, to which the Commonwealth could contribute. Heads of government were conscious of the

relationship between the Ottawa and Cancun Summits. They were aware of the possible role of the Commonwealth in the North-South dialogue and the help it could give in establishing a new era of constructive economic relations between developed and developing countries, based on interdependence, mutual respect and a shared interest in change. The communiqué reflected their commitment to work for practical action in the spirit of the Melbourne Declaration, which was adopted at the meeting.

Deep concern was expressed at the lack of progress toward independence for Namibia; the communiqué called for intensified efforts for a settlement on the basis of Security Council Resolution 435 as early as possible in 1982. The situation in Afghanistan, Angola, Kampuchea and Poland was reviewed and the right of people to determine their destiny without outside interference was reaffirmed. There was renewed support for Commonwealth countries with special problems which threaten to destabilize the social fabric, e.g., Belize, Cyprus and Guyana.

Heads of government also took a strong stand against protectionism and supported a meeting of the GATT at ministerial level in 1982. The contribution that multilateral institutions have made to economic development was recognized and it was stressed that these institutions should be sensitive to domestic political considerations when formulating their operational policies.

In the field of energy and food production, intensified efforts were required, both multilaterally and bilaterally, to achieve greater output and distribution. Canada's decision to establish an International Centre for Ocean Development and a training program for agricultural extension workers, which would reflect the important role of women in agricultural production, was welcomed.

Heads of government also agreed to establish a Human Rights Unit within the Commonwealth secretariat, a move which was strongly supported by Canada.

Ministerial meetings

Commonwealth finance ministers usually convene before the annual meetings of the World Bank and the IMF to examine world economic questions and those associated with Commonwealth functional co-operation. The meeting in July endorsed a three-year planning profile to provide a secure financial base for the CFTC and recommended that the profile go forward to heads of government at their meeting in October, where it was duly approved. Ministers also endorsed a proposal, later approved by heads of government, which would contribute to the financial stability of the CFTC and would promote a wider knowledge of the Commonwealth through a special stamp to mark Commonwealth Day issued every five years, commencing in 1983. In addition to propagating the Commonwealth, revenue from this stamp issue will go to the operational reserve of the CFTC.

Ministers of both agriculture and health, at their respective meetings, identified areas for increased Commonwealth co-operation: in the dissemination of information, in programs for better public health, and in the mobilization of resources and experience to assist developing members in the areas of food production and rural development.

Commonwealth secretariat

In 1980, Commonwealth Senior Officials agreed that a review of the secretariat's operations would be made in two stages: the first, of its priorities and objectives and, second, of the structure and establishment.

Unofficial Commonwealth

There are over 200 Commonwealth non-governmental organizations (NGO) active throughout member countries. At their meeting in Lusaka in 1979, heads of government encouraged the Commonwealth Foundation, in line with its expanded mandate, to assist exchanges between the official and unofficial Commonwealth. The variety of these exchanges is considerable and, during the year under review, included: regional workshops on teaching and extension methods in agriculture and on farm machinery testing procedures; a regional metrication workshop; a workshop on method techniques and skills in youth work; a project planning meeting on rural housing; a workshop for the Africa region on teacher support services; and a regional project planning meeting on organizing traditional light engineering.

In Canada, the Royal Commonwealth Society continued to promote public awareness of the association through its branches in major cities across the country and in a variety of activities, the most notable of which was the annual celebration of "Commonwealth Day" in March, and sponsorship of the ninth Student Commonwealth Conference in Ottawa in May. The Department of External Affairs assisted the Society with arrangements for the student conference in which over 100 students from across Canada took part.

LA FRANCOPHONIE

The international meetings held under the auspices of La Francophonie were noteworthy in both numbers and importance in 1981. In March, ministers of agriculture convened in Paris for a meeting sponsored by the Agency for Cultural and Technical Co-operation (the ACCT). They recommended that agriculture and rural development be given a place of key importance. To continue the process of concentrating on activities that had already been started, they recommended the integration of rural development, preparation of an inventory and development plans for natural resources, for technological adaptation and for information distribution. Pierre De Bané, then Minister of Regional Economic Expansion, led the Canadian delegation. In September, ministers of culture, meeting in Cotonou, Bénin, published a declaration on the free exchange of cultural property, cultural exchanges and heritage protection. They also submitted several recommendations. Francis Fox, Minister of Communications, led the Canadian delegation.

Finally, in December the eighth general conference of the Agency was held in Libreville. Mr. De Bané, again the leader of the Canadian delegation, was elected first vice-president. The most significant event of this conference was the election of a new Secretary-General to replace Professor Dankoulodo Dan Dicko of Niger. Mr. François Owono Nguéma, the Gabonese Minister of State responsible for Culture, Arts and Popular Education, was chosen. Other major decisions were made at the general conference, such as the admission of the Congo and Guinea as new member states, and Morocco and St. Lucia as associate states, bringing the total number to 36 member states, six associate states and two participating governments, namely the Canadian provinces of Quebec and New Brunswick. The conference reviewed the report of the board of directors which had met in the same location a few days earlier, in accordance with the usual practice, adopting a consolidation budget and a fairly conservative program of activities, owing to the economic difficulties being experienced by many members.

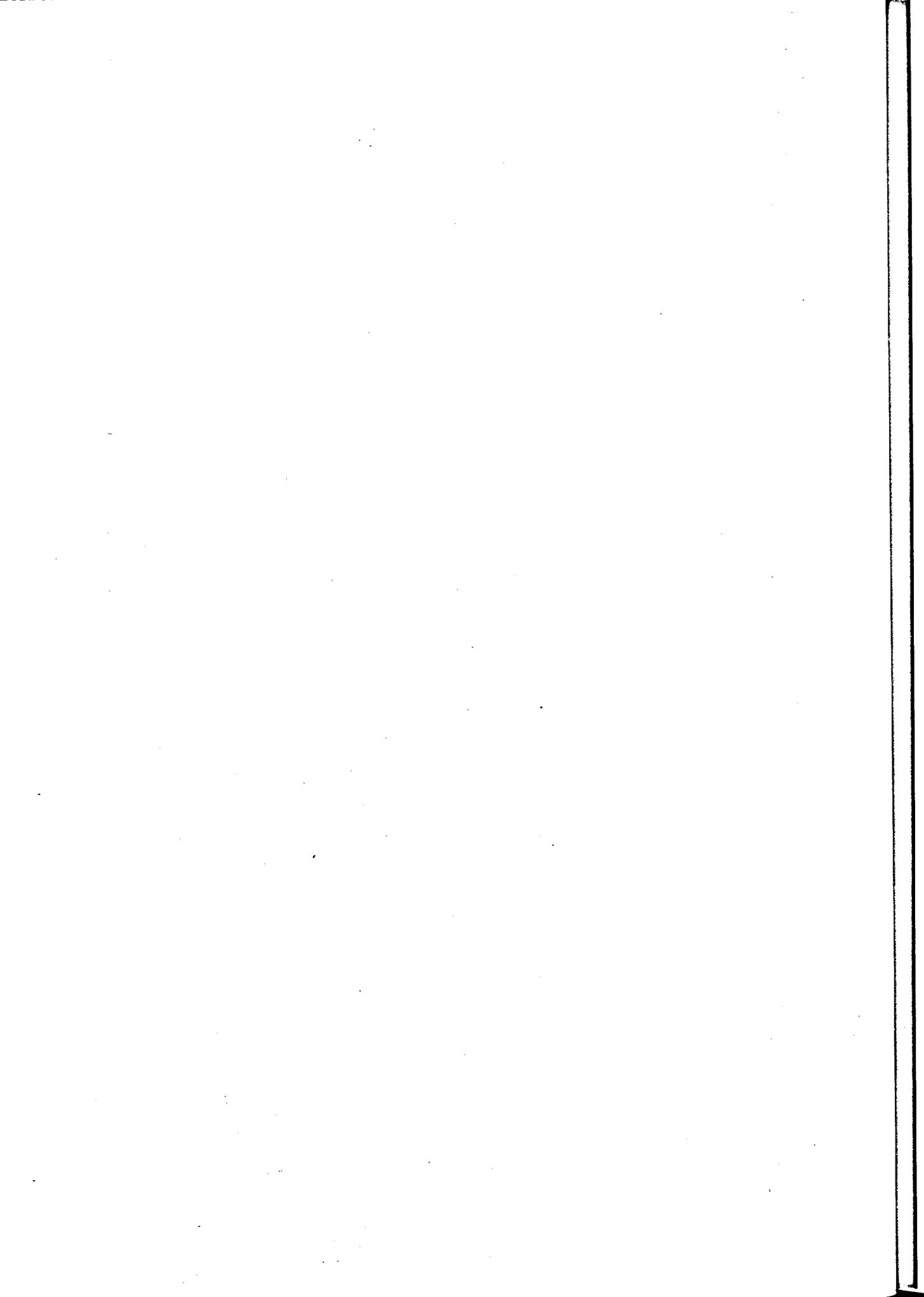
The Conference of Education Ministers of French-speaking Countries met in Paris in 1981, and the Conference of Ministers of Youth and Sports was held in Port-au-Prince the same year. Canada also supported many initiatives by public and private international Francophone associations, including the Association of Partially or Entirely French Language Universities (AUPELF), which met in Quebec City, and the International Institute of French Language Law (IDEF), which met in Montreal in September.

Thus Canada maintained its policy of actively supporting closer relations and co-operation among the countries of the Francophone community. Although plans for the conference of heads of state were not actively pursued during this period, contacts and consultations were maintained at the highest level. The interest shown in La Francophonie and North-South relations by France's new government augurs well for increased co-operation in this area among partly or wholly French-speaking countries.

P A R T B

CANADA AND ITS REGIONAL INTERESTS

Canada has 118 diplomatic and consular posts or offices located throughout the world. Members of the Department of External Affairs and of other branches of the government working in these posts and offices perform a wide variety of tasks in support of Canadian interests and offer a number of services to Canadians: formal contact and negotiation with governments; assessment of current developments; promotion of trade; granting of visas; immigration and consular services and protection of Canadian citizens; administration of development assistance programs; and the promotion of a favourable image of Canada by means of information and cultural programs. While these are the constant elements in the conduct of foreign relations, particular events or conditions abroad relevant to Canadian interests in 1981 are described in the following chapters.



PART B

Chapter 1: THE UNITED STATES

The year began with the installation of a new Administration in the USA, which was committed to economic recovery through a "supply-side" economic and de-regulatory approach, and to the exercise of American leadership in many aspects of international affairs. Relations were, at times, strained between Canada and the US during 1981 and the two countries dealt with a bilateral agenda that was more crowded than usual. From the Canadian perspective, environmental, fisheries and certain economic and trade issues predominated. From the American perspective, energy and investment issues were of primary importance.

The number and scale of visits between Canadian ministers and officials and their US counterparts increased markedly, owing partly to the change in government on one side of the border and the consequent need to establish contacts. The increase was also attributable to the new Administration's expressed desire to have closer relations with Canada and to the active and lengthening list of bilateral issues. The most important visits during the year were those of President Reagan to Ottawa in March for his first visit abroad as President, and indeed the first state visit of an American President to Canada since 1972, and then in July for the Ottawa Summit; and Prime Minister Trudeau's visits to Washington in July and to Grand Rapids, Michigan in September. (The meeting in Grand Rapids included President Lopez Portillo of Mexico, the USA's other neighbour with whom President Reagan also wished to strengthen ties.) These visits were of central importance to the effective management of the bilateral relationship.

Many other meetings took place at the ministerial and senior official level, as Canada and the USA discussed a broad range of bilateral and international questions. External Affairs Minister MacGuigan and US Secretary of State Haig met frequently throughout the year. The most important meeting between legislators was the Canada-USA Interparliamentary Group meeting in Halifax in May.

Environment

Transboundary environmental issues continued to be of importance in bilateral relations between Canada and the USA. Acid rain was of particular concern. Canadian and US negotiators met twice in 1981 to begin to develop a Transboundary air pollution agreement. Scientific work groups of US and Canadian experts, established under an August 1980 Memorandum of Intent, held numerous meetings during 1981 to assemble the scientific information which would form the basis for such an agreement. Efforts continued under the 1978 Great Lakes water quality agreement to retain an acceptable level of water quality in the Great Lakes. Concern over hazardous and toxic waste sites in the Niagara River area led to the establishment of a bilateral toxics committee to monitor Niagara River pollution. The Garrison

Diversion Project in North Dakota which might cause inter-basin transfer of foreign biota into Canadian waters remained an issue of concern to Canada. Another unresolved environmental item was the proposed flooding of a wilderness area of the Skagit Valley by a Seattle utility company.

Energy

Bilateral consultations on aspects of Canada's National Energy Program (NEP) continued in 1981, particularly on the subjects of the Crown share of oil and gas production in the Canada Lands and the Committee for Mega-Project Industrial and Regional Benefits. The Canada Oil and Gas Act, containing provisions affecting these subjects, was passed by Parliament in December, after several amendments to Bill C-48. The Department played a leading role in explaining the objectives of the NEP to the American public.

In response to the NEP and the Foreign Investment Review Agency (FIRA), the US Administration began an investigation of Canada's reciprocal status under the US Mineral Lands Leasing Act (which resulted in a confirmation of that status in early 1982).

The US Administration successfully submitted to Congress a package of waivers to US laws that were impeding progress in the private financial arrangements for the northern segment of the Northern Natural Gas Pipeline. The western leg of the "pre-built" section of the pipeline, from Alberta to California, became operational in October.

In May the National Energy Board approved in principle the export of 1,200 megawatts of firm, continuous power from Ontario Hydro from 1981 to 1991.

The value of Canadian exports of petroleum, natural gas and electricity to the US rose from \$8.5 billion in 1980 to \$9.6 billion in 1981.

Maritime boundaries and fisheries

In November the two countries referred the Gulf of Maine maritime boundary dispute to the International Court of Justice. President Reagan, on the eve of his visit to Ottawa in March, had concluded that the Fisheries treaty, which formed a package with the Boundary treaty, could not secure the consent of the US Senate and he therefore withdrew it. The Canadian government expressed its profound disappointment that this important treaty, designed to deal with a difficult bilateral problem and signed after lengthy negotiations, should not be put into effect.

The absence of an agreed upon management regime for East Coast fish stocks in the disputed area continued to be highly detrimental from the point of view of conservation. Nevertheless, it appeared by year end that the USA would soon adopt its first ever scallop management plan, which would impose some controls on its fishermen. The situation was not so promising on groundfish, however, where the USA was moving towards the easing of a

management system which in the Canadian view needed tightening. Bilateral discussions continued throughout the year in the search for some measure of mutual accommodation on the conservation and management issue.

With regard to Pacific fisheries, progress was made towards a Salmon interception treaty. In 1981 a Pacific albacore tuna treaty was signed and ratified by both parties.

Economic and trade issues

Canada and the USA remained each other's most important trading partner in 1981. Mutual market access improved as the Multilateral Trade Negotiations tariff cuts and other measures began to be phased in. Two-way trade totalled almost \$110 billion. This represented an increase of 15.4 per cent over 1980 Canadian exports to the USA and of 12 per cent in imports from the USA. Canada had a surplus of \$1.7 billion on merchandise account with the USA, and a deficit of \$3.5 on non-merchandise account for a current account deficit of \$1.8 billion.

Automotive trade, which accounted for almost a quarter of total trade, was a source of concern for Canada as our deficit in this area, while less than in 1980, remained high at \$1.7 billion. Particularly worrying was the growing deficit in the high technology, skill-intensive parts sector which reached a record \$5 billion in 1981. Bilateral consultations continued on the future of the North American automotive industry and Canadian participation in it. The growing imbalance in the USA's favour in trade under the Canada-US Defence Development and Defence Production Sharing Arrangements was also a source of concern for Canada.

Notwithstanding the economic downturn and protectionist pressures, neither side took trade actions that seriously affected the interests of the other. A welcome development in US trade law was the incorporation, as a result of the Multilateral Trade Negotiations, of an injury test in US countervail legislation. This led to the withdrawal during the year of most US countervail actions which had been taken prior to its enactment. The US Administration moved to obtain an injunction on constitutional grounds, against certain inspection regulations imposed by the state of Maine that would have impeded Canadian potato exports to the USA. A worrisome development, however, was the US Senate resolution in December to have the US International Trade Commission undertake an investigation into allegedly subsidized Canadian softwood lumber exports to the USA.

Canada and the USA held frequent bilateral discussions throughout the year on a wide variety of trade and investment issues. Canadian concerns included US export subsidies under the DISC, Buy America legislation at the state and federal levels, US restrictions on uranium imports, and aspects of the US Transportation Assistance Act. US concerns centred on certain trade-related practices of the FIRA and the NEP and on the Crown interest provisions of the NEP. With respect to the FIRA, the USA indicated

it was considering referring its complaints to the dispute settlement mechanism of the GATT, which it has subsequently done.

Both Canada and the USA took advantage of multilateral meetings or agreements in efforts to resolve a number of outstanding bilateral trade and investment issues. Canada held consultations under the GATT with the USA on the US import restrictions on uranium. A GATT panel upheld Canada's case against the US 1979-80 embargo on imports of Canadian tuna. Canada referred to a GATT panel the US use of a discriminating adjudication procedure for imports in cases of alleged patent infringement. The USA raised in the OECD the Canadian exceptions to national treatment contained in the NEP.

Transportation

In the transportation area, negotiations began in 1981 towards a new bilateral air agreement. Canada also attempted to ensure that US deregulation did not have an adverse impact on Canadian railway and trucking interests and to prevent legislation to extend US regulatory control over American cargoes passing through Canadian ports. The St. Lawrence Seaway tolls were renegotiated.

Extraterritoriality

A continual cause for concern for Canada has been attempts by US government and regulatory agencies to exercise jurisdiction over persons, property and events in Canada. Congress also introduced laws which sought to extend US jurisdiction extraterritorially. With the close interrelationship of the Canadian and US economies, situations have arisen in which US law has been in conflict with Canadian law and interests. It appeared that one major extraterritorial irritant, the civil anti-trust actions brought by private litigants against Canadian uranium producers in US courts, had moved towards final resolution through out-of-court settlements. Legislation (Bill C-41) was introduced in Parliament in July 1980 aimed at protecting Canadian citizens and corporations from extraterritorial rulings of foreign tribunals.

Taxation and social security

The bilateral Tax treaty, signed in 1980, underwent US Senate scrutiny but was not ratified pending further negotiations on modifications relating in particular to the treatment of real estate capital gains. During President Reagan's visit in March the Canada-US social security agreement was signed, providing for portability of benefits. Before coming into effect, the agreement must be ratified by both sides, a process which, owing to certain technical difficulties, is not expected to be completed until 1983.

Defence

Two major events in bilateral defence relations were the renewal of the NORAD agreement and the reaffirmation of the Canada-US defence

development and defence production sharing agreements (DD/DPSA) during President Reagan's visit to Ottawa in March. The Canada-USA Permanent Joint Board on Defence discussed a wide variety of defence issues. Bilateral discussions also continued on plans to modernize North American aerospace defences.

Communications

The relationship between Canada and the USA in the field of communications is the most complex between any two countries. While in practice it was characterized in 1981 by co-operation and close co-ordination, the different policy approaches to communications in the two countries (i.e. US "open skies" and "free market" philosophies as opposed to the more regulated Canadian approach) gave rise to some areas of disagreement. Where they occurred, these differences in policy reflected the various economic, political and cultural circumstances in each country.

One such example was the border broadcasting issue. In 1976, a section of the Canadian Income Tax Act (Section 19.1) was amended so as to ensure the viability of the Canadian broadcasting industry by encouraging greater use of Canadian markets. As a result of pressure from a number of US television stations near the border, the Reagan Administration submitted retaliatory legislation to Congress in November 1981 that would mirror the effects of Section 19.1.

PART B

Chapter 2: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN

In 1981 Canada pursued its policy of closer contacts with Latin America and the Caribbean and of concentrating its efforts in Mexico, Brazil and Venezuela, as well as the countries of the Commonwealth Caribbean. A number of official visits took place including some at the head-of-government level - such as the first visit of a Canadian prime minister to Brazil - which were very significant in both political and economic terms.

There was increasing public and parliamentary interest in Latin America and the Caribbean as evidenced by two full days of debate in the House of Commons on El Salvador and Central America in March and June and the establishment of a House of Commons sub-committee on Canada's relations with Latin America and the Caribbean, which submitted an interim report in December 1981.

In January 1981 the inaugural meeting of the Canada-CARICOM Joint Trade and Economic Committee at ministerial level in Jamaica was attended by Secretary of State for External Affairs Mark MacGuigan, who also made official visits to Barbados and St. Kitts-Nevis. On this occasion, Dr. MacGuigan announced in Kingston that, following a major review by Cabinet of Canada's relations with the Commonwealth Caribbean, that region would henceforth be considered a priority in Canada's external relations. He also announced that Canadian official development assistance (ODA) to the region would be doubled over the next five years. In addition, Canada undertook to extend more assistance to the Commonwealth Caribbean countries in crime prevention, coastal environment, fisheries and rescue capabilities and to cope more effectively with natural disasters such as earthquakes, volcanoes and hurricanes. In May, Canada was instrumental in organizing a special meeting, held in Antigua, to discuss the special development problems of the Leeward and Windward Islands, small states in the eastern Caribbean.

In July, the foreign ministers of Canada, the United States, Mexico and Venezuela meeting in Nassau, agreed to the Caribbean Basin Initiative to promote social and economic development in the Caribbean area without considerations or political preconditions.

The North-South dialogue was continued at the Summit Meeting in Cancun, Mexico in September.

In September Belize (formerly British Honduras) became independent and was accepted into the Commonwealth and the United Nations.

Trade

There was a decrease of 15.8 per cent in exports from Canada to South America from 1980 to 1981 and an increase of 8 per cent in imports from that area. In Central America, Mexico and the Caribbean, there was an

increase of 22.4 per cent in exports and 71.6 per cent in imports, with particularly marked increases in trade between Canada and Mexico as well as Trinidad and Tobago. As Canadian exports were about 30 per cent manufactured or semi-produced goods this meant a sizable number of jobs for Canadians. Among the more important trading regions are Brazil (exports Canadian \$675 million, imports \$429 million), Venezuela (exports \$552 million, imports \$2,385 million), Mexico (exports \$714 million, imports \$97 million), Cuba (exports \$452 million, imports \$196 million).

Canada signed an Industrial development agreement with Argentina and an Agricultural commodities supply agreement with Mexico, which not only underlines the importance the government attaches to developing and enhancing its commercial links with the countries of Latin America but also emphasizes the support the government provides to Canadian businessmen in expanding exports.

The Prime Minister visited Brazil and Mexico in January 1981; the Minister of State for International Trade visited Brazil and Colombia in December 1981. The Secretary of State for External Affairs visited Brazil in March and presided over the fourth meeting of the Canada-Brazil Joint Economic Committee. In June, the State Governor of Sao Paulo visited Canada with 80 Brazilian businessmen. The National Film Board and Embrafilme began planning the development in Brazil of close co-operation in film production.

Other activities

Canada was active in the Inter-American Development Bank (IDB) and in the Caribbean Development Bank. It also looked after interests of the region in the World Bank and in the International Monetary Fund.

In cultural affairs, Canada sought to develop further links by bilateral exchanges in the academic field as well as to promote exhibitions and concerts by Canadian artists. Several journalists from the area were invited to Canada to see at firsthand Canada's political, social and industrial development. Several other steps were initiated to improve cultural relations with Latin America and the Caribbean.

In 1981 Canada continued to participate in the OAS (Organization of American States) as a permanent observer. A Canadian was appointed vice-president of the Pan-American Institute of Geography and History. Canada was also active in various other inter-American specialized agencies and made arrangements to become a full member of the Inter-American Telecommunications Conference.

PART B

Chapter 3: EUROPE

European Community

The year 1981 was the fifth anniversary of the signing by Canada and the European Community (EC) of the Framework agreement for commercial and economic co-operation. To mark the occasion the EC Vice-President responsible for External Relations visited Ottawa in July to co-chair with the Secretary of State for External Affairs a meeting of the Joint Co-operation Committee, the body established to supervise the work program undertaken as a result of the agreement. Dr. MacGuigan had visited Brussels in May for discussions with EC President Thorn and, in that same month, the Minister of Regional Economic Expansion and the President of the Canadian International Development Agency (CIDA) were also in Brussels for consultations with the European Commission. In October the President of the European Parliament, Simone Veil, visited Ottawa at the invitation of the Speaker of the House of Commons.

On December 30 Canada signed a long-term agreement on fisheries with the Community. The agreement, which will run for six years, is the outcome of negotiations which began in 1977. Under its terms certain Canadian fish products will have improved access to EC markets in return for which fishing vessels from several EC member states will be allowed specific fishing rights in Canadian waters.

Also in December, an Exchange of Letters between Canada and the Community completed the process that began with the January 1978 Exchange of Letters amending the 1959 Agreement between Canada and the European Atomic Energy Community (Euratom). The 1981 Exchange of Letters, which incorporates a generic approach to reprocessing, represents an important advance in the application of Canadian non-proliferation and safeguards policy. It will provide Canada with the assurances it requires, give Euratom the long-term predictability its nuclear energy programs need and further the evolution of an effective, internationally agreed upon non-proliferation regime.

Canada and the Community were able to resolve in 1981 the question of access to EC markets for Canadian cheddar cheese, quality beef and seed potatoes. The EC continued to express interest in the development of Canadian oil and gas resources but registered concern over certain aspects of the implementation of the National Energy Program and the Foreign Investment Review Act. Canada was disturbed at year's end at the prospect of a resolution calling for an EC ban on imports of seal products, which was to come before the European Parliament early in 1982.

Two-way trade between Canada and the EC member states was \$15.1 billion, an increase of 1.3 per cent over the 1980 figure of \$14.9 billion. Canada enjoyed its customary merchandise trade surplus with the Community although it declined to \$2.6 billion in 1981 from \$3.8 billion in 1980. This occurred as a result of a 6.5 per cent decline in our exports to the

EC, brought about by depressed economic conditions, the appreciation of the Canadian dollar vis-à-vis European currencies and lower commodity prices.

Western Europe

Relations with West European countries remained a priority for Canada in light of our strong historical and cultural links, our similar views on a variety of global issues and because the region comprises the world's greatest concentration of industrialized democracies including four of the seven states that participate in the economic summits.

The year was marked by a significant increase in high-level contacts. The Governor General, accompanied by the Secretary of State for External Affairs, carried out state visits to the five Scandinavian countries in the spring. The Prime Minister, in preparing for the Ottawa Economic Summit, visited Britain, France, the Federal Republic of Germany and Italy. There were also a number of high-level contacts with the British government in connection with patriation of the Constitution. These bilateral contacts were supplemented during the year by numerous collective discussions on matters of joint concern, notably in the context of NATO, the OECD, and the CSCE.

Relations with the United Kingdom were largely focused upon patriation of the Constitution, a process that moved to its conclusion in the course of the year, notably with the federal-provincial agreement in November. The very lively interest of British parliamentarians and the British press in this complex dossier required a sustained program of contact and information in London by the High Commission.

Canada mounted a highly successful trade and cultural show, Canada Days in Birmingham. The United Kingdom remained Canada's largest source of landed immigrants (16 per cent of the 1981 total), its second largest source of direct foreign investment and its third most important export market, \$3.3 billion in 1981.

In the first six months of 1981 the main factors affecting bilateral relations with France were the approaching presidential election and preparations for the Ottawa Summit. The election of President Mitterrand and the coming to power of a Socialist government in France brought a renewal of efforts toward rapprochement which were begun by both countries several years ago.

The Summit provided President Mitterrand and his ministers with their first opportunity to make official contact with Canada. The general tone of relations was set by a meeting in Paris in June between the French President and Prime Minister Trudeau and by several ministerial visits that included trips to Canada by the French ministers for Planning and Economic Development, Research and Technology, and Labour as well as visits to France by the Canadian ministers responsible for Science and Technology, Industry, Trade and Commerce, the Canadian Wheat Board and Regional Economic Expan-

sion. Special efforts were made to develop concrete plans for bilateral co-operation between the two countries. In October the Working Group on Energy and Raw Materials considered prospects for co-operation in the area of energy and, in December, the tenth session of the Joint Commission established a two-year program of cultural co-operation. These activities set the stage for the visit to Canada of Prime Minister Mauroy, planned for 1982.

Relations with the Federal Republic of Germany (FRG) received a noteworthy impetus in 1981 as the Prime Minister and Chancellor Schmidt agreed, during the Chancellor's official visit to Canada in July, that special measures were required to develop the unrealized potential of our bilateral economic relations. Both leaders appointed personal representatives to examine ways and means to that end. On the recommendation of the Prime Minister's personal representative an interdepartmental Canada-FRG management team was formed in Ottawa to facilitate and expedite bilateral initiatives arising from government or the private sector, as well as to formulate a strategy for the long-term management of the relationship with the FRG. Political relations with the FRG continued to be characterized by general common agreement and co-operation.

Italy continued in 1981 to occupy its position as one of Canada's major partners in Europe. An increase in the number of ministerial visits over the year led to the strengthening of ties between the authorities of the two countries. Dr. MacGuigan made an official visit to Italy and, at the same time, became the first Secretary of State for External Affairs to hold official discussions at the Holy See. The welfare of Italians residing in Canada and of Canadian citizens of Italian origin remained a matter of interest to both countries as did the negotiations toward the signing of a cultural agreement which continued over the year.

The high point of the year regarding relations with the Nordic countries was the state visit of the Governor General and Secretary of State for External Affairs to Sweden, Finland, Norway, Denmark and Iceland in the latter part of May and early June. Considerable emphasis was placed during the visit on the extent to which Canada and the Nordic countries face similar developmental and other problems typical of a northern environment. There was also an opportunity to review a number of multilateral issues, including North-South and disarmament, on which Canada and some of the Nordic countries have taken similar positions.

Canada's relations with Austria were highlighted by the visit of Foreign Minister Pahr in October and by visits to Austria in the course of the year by the Secretary of State for External Affairs, the Minister of State for Science and Technology and the Minister of Energy, Mines and Resources. Many senior officials also took advantage of their presence at UN meetings in Vienna, the "third" UN city, for encounters with their Austrian counterparts. Canada and Austria continue to think alike on many issues that come before such international bodies as the UN and the CSCE.

Canada was honorary president of the NATO alliance when, in December, Spain formally presented its request to become a member, which Canada warmly welcomed. Relations in the fisheries sector remained difficult and the two countries were unable to conclude a fisheries agreement. The year 1981 also included the first visit to Canada of a Swiss foreign minister and one by the Minister-President of the Walloon region of Belgium following a trip to that country earlier in the year by the Minister for Regional Economic Expansion.

On the election of the new Greek Prime Minister, Mr. Papandreou, Prime Minister Trudeau extended an invitation to him to visit Canada. At year end the Governor General was making plans for a visit to Greece in 1982, thereby confirming the importance of our bilateral relationship and the interest of the two countries in each other.

Eastern Europe

Canada has sought to develop links with the countries of Eastern Europe on a basis of mutual benefit and reciprocity and in the spirit of the Helsinki final act. In trade and economic co-operation there are benefits to be derived by both sides, and the expansion of these and other bilateral exchanges can help alleviate tensions in East-West relations. Although relations with the Soviet Union were seriously affected by Western reaction to Soviet behaviour, Canada's ties with the countries of Eastern Europe continued to develop satisfactorily.

Canadian-Soviet relations improved in selective areas in the first 11 months of 1981 but hopes for a longer-term change for the better were dashed at the end of the year, following Soviet support for the imposition of martial law in Poland. As a result, little progress was made in developing bilateral political and economic interests.

The major exception was in grain sales to the Soviet Union, where Canada enjoyed a record year with 1981 sales totalling \$1.7 billion. Total trade in 1981 was in the order of \$1.8 billion with a trade surplus very much in Canada's favour; the USSR was Canada's largest purchaser of food. In keeping with our shared interests in agriculture, the Canadian Minister of Agriculture visited the Soviet Union in October, when an agreement was signed establishing a Mixed Agricultural Commission that will meet annually to further agricultural co-operation.

The Secretary of State for External Affairs met the Soviet Foreign Minister at the United Nations in September and set out the political considerations underlying the ongoing difficulties in the relationship. Chief among these was the continuing Soviet occupation of Afghanistan. Canada reaffirmed on this, and other occasions through the year, that there could be no full resumption of normal relations until Soviet troops left Afghanistan. The influence exerted by the Soviet Union over the events in Poland and the eventual imposition of martial law in that country generated

a further reluctance to resume full efforts at developing Canadian-Soviet relations.

Reform and renewal characterized national life in Poland during the first 11 months of 1981. The process had begun with the signing of the Gdansk and Szczecin agreements by the government and striking workers in August of the previous year.

Canada provided considerable assistance in 1981 to a Poland in troubled economic circumstances, continuing to supply grain under the terms of the Bilateral grains agreement and providing an additional \$500 million in credit to facilitate those shipments. A special fishing allocation of 8,000 tonnes was granted in addition to the traditional annual allocation of 12,000 tonnes. Moreover Poland's fish purchase commitment was reduced from \$8 million to \$5 million. Canada was also party to the Multilateral agreement on the rescheduling of Poland's 1981 official debts, concluded by the 15 Western creditor states in Paris in April.

With the imposition of martial law on December 13, the period of Polish reform and renewal came to an abrupt end. In response, the Canadian government began a comprehensive review of its relations with both the Polish military regime and the Soviet Union. Consultations with the NATO allies would lead to a united Western call for the lifting of martial law, the release of those detained and the resumption of the dialogue between the government, the church and Solidarity. In the closing days of 1981, the Prime Minister and the Secretary of State for External Affairs expressed the concern of Canadians over developments in Poland, and the need for the Polish government and people to turn to the business of national reconciliation, free from outside interference.

Relations with Hungary were highlighted by the first visit to Budapest of a Canadian Secretary of State for External Affairs. The trip, which took place in March, provided an opportunity for extensive discussions on the current state of East-West relations and on ways to expand bilateral trade and economic co-operation. Developing cultural ties were strengthened on the opening of an exhibition of Canadian paintings by the Minister in Budapest. In addition both sides reviewed progress towards agreement on a bilateral consular convention. The convention will include an annex on nationality matters designed as a legal framework for the provision of consular protection for Canadians of Hungarian origin visiting their former homeland. In May, the Speaker of the Senate led a parliamentary delegation to Hungary.

Nuclear co-operation is the principal element in Canada's bilateral relationship with Romania and many exchanges in 1981 were either directly or indirectly concerned with the CANDU project under construction at Cernavoda. The Minister of State for Trade went to Bucharest in May to sign a Long-term economic agreement, an indication of the appreciable increase in trade between the two countries in recent years. From Romania, the State Secretary for Foreign Trade and Economic Co-operation came to

Canada in November for the meeting of the Joint Governmental Commission for the Promotion of Trade and Economic Co-operation. On the political side, the 1981 round of consultations was held in Ottawa in October and reflected the interests of Canada and Romania in East-West issues and of frequent co-operation in international fora. The Romanian side was led by a vice foreign minister. A parliamentary delegation under the leadership of the Speaker of the Senate visited Romania in May.

During 1981, negotiations continued on both a consular convention and a civil aviation agreement. Planning began for the first meeting of the Canada-Romania Joint Commission on Agricultural Co-operation.

Relations with Czechoslovakia were highlighted by the visit of the Minister of State for Trade to Prague in May, which enhanced Canada's trading image in that country. In October, the Minister of National Defence, in his capacity of alternate Minister for Veterans Affairs, led a delegation to honour Canadian war dead buried in Czechoslovakia. The Minister, while he was in Prague, was received by the Prime Minister and engaged in discussions with Czechoslovak leaders. Canadian-Czechoslovak political consultations to review bilateral and international issues were also held in Prague early in the year.

Relations with Bulgaria were marked by the visit of the Bulgarian Deputy Foreign Minister to Ottawa in October for a round of political consultations. Later that month, a Canadian delegation went to Sofia to discuss trade. Agreement was also reached on the settlement of Canadian claims arising out of certain outstanding Bulgarian bonded debts, and discussions were initiated for an exchange of notes on cultural relations.

Canada's relationship with the German Democratic Republic, although not extensive, took some steps forward in 1981. Political consultations took place in East Berlin in February and, as evidence of an interest in Canada which could lead to increased exchanges between scientists and academics, members of the GDR academic community attended the annual Gummersbach Conference on Canadian Studies in the German-speaking Countries. A bilateral trade agreement, which was initialled in September, signalled the possibilities for future economic co-operation.

Canada's substantial interest in Yugoslavia originates from that country's strategic importance, its role in the Non-Aligned Movement and the North-South dialogue and the presence in Canada of more than 150,000 Canadians of Yugoslav origin. At present, trade is an important element of the bilateral relationship. Both Canada and Yugoslavia are exerting efforts to expand co-operation in other areas such as culture, science and technology, and agriculture.

The year 1981 was one of frequent high level contacts between the two countries. In March, the Parliamentary Secretary to the Minister of Energy, Mines and Resources led a delegation to Yugoslavia for a seminar on Canadian nuclear technology. In April, the Yugoslav Minister of Foreign

Trade was in Canada as a guest of the Minister of State for Trade and in May, the Canadian Minister of Agriculture was in Belgrade for an official visit. The Minister of National Defence travelled to Belgrade later in the year as alternate Minister for Veterans Affairs and leader of a delegation to honour Canadian war dead buried in Yugoslavia.

PART B

Chapter 4: AFRICA AND THE MIDDLE EAST

The Middle East

In 1981, the Middle East remained an area of tension and instability but represented an area of opportunity for Canada in bilateral terms. The Camp David peace process continued under changing US and Egyptian leadership with the inauguration of President Ronald Reagan at the beginning of the year and the election of President Hosni Mubarak following the assassination of President Sadat in October. Israeli Prime Minister Begin, who was one of the original signers of the Camp David accords in 1978, remained in office following the June 30 general elections in Israel.

Lebanon continued to be a dangerous flashpoint in the Arab-Israeli conflict. In April fighting broke out in Zahlé and the "missile crisis" was precipitated when the Syrians moved missiles into the Bekaa Valley in response to the downing of two of their helicopters by the Israelis. Tensions increased with Israeli air strikes against Palestine Liberation Organization (PLO) targets in Beirut in July which caused many civilian casualties. Canada expressed grave concern over the situation and called upon all parties to the conflict to refrain from further hostilities, and to respect a ceasefire. We also urged them to respect the duly constituted authorities, to negotiate an end to the hostilities and to work toward restoring stability. Through the efforts of the United States special envoy, Philip Habib, a fragile ceasefire relating to hostile military action between Lebanese and Israeli territory was eventually worked out on July 24, and continued to hold to year's end. Israel's bombing of the Iraqi nuclear installations near Baghdad on June 7 was universally condemned. Canada considered it extremely harmful to the cause of peace in the Middle East and made representations to the Israeli government. Canada's strong condemnation was expressed in the International Atomic Energy Agency, where the issue was discussed both by the governing board in June and by the general conference in September. Canada, however, did not support attempts to have consideration given to suspending Israel from exercise of the privilege and rights of members, a move which it regarded as seriously prejudicial to the principle of universality of membership, to which Canada attaches great importance.

The polemics in the Arab-Israeli dispute intensified throughout the United Nations system in 1981. At the United Nations General Assembly, some 35 resolutions relating to the Arab-Israeli dispute were adopted, most of them critical of Israel. Israel's extension of its laws to the occupied Golan Heights on December 14 in particular intensified the Arab campaign against Israel at the United Nations. Canada strongly opposed Israel's action as tantamount to annexation, contrary to international law and detrimental to the peace process. The Secretary of State for External Affairs made representations to the Israeli Foreign Minister.

The Iraq-Iran conflict continued to exact a heavy toll in human life. Canada remained strictly neutral and supported various efforts at mediation.

Some positive developments occurred. The year began with the release by the Iranian authorities of the 52 Americans who had been held hostage since November 4, 1979. Following this the Canadian government lifted the sanctions, including an export embargo, which had been imposed against Iran because of that country's violation of international law in holding the US staff.

Egypt and Israel continued the process of normalization of relations. They reached agreement on a multinational force and observers (MFO) to monitor the implementation of their peace treaty following Israel's withdrawal from Sinai in April 1982. In September they resumed their talks on autonomy for the West Bank and Gaza Strip, although by year's end no results had been registered. Canada continued to support the Camp David peace process.

In August Crown Prince Fahd of Saudi Arabia announced an eight-point proposal for peace in the Middle East, which included a reference to the right of all states in the region to live in peace. The Fez Arab Summit in November was adjourned before the proposals could be discussed.

The untimely death of President Sadat in October came as a great shock. Canada was represented at the funeral by the Governor General and the Secretary of State for External Affairs. Canada's commitment to (and involvement in) the future of Egypt is manifested by its growing development assistance program (over \$25 million in 1982-83), its strong trade profile (over \$133 million for 1981) and increasing socio-cultural links.

In December, following negotiations which were conducted in Baghdad, the Canadian and the Iraqi delegations initialled the text of an Agreement on trade, economic and technical co-operation.

In 1981, Canadian exports to the Middle East amounted to \$1.384 billion, up from \$1.05 billion in 1980. They include a high proportion of manufactured goods and technical services. Canada has also been highly successful in engineering, consulting and planning, the export value of these services amounting to some \$500 million. The main markets were in Saudi Arabia, Israel and Iraq. About 38 per cent of Canadian oil imports came from the Middle East in 1981, a decline of about 12 per cent from the 1980 figure.

A number of high-level visits took place during the year: Ed Lumley, Minister of State (International Trade) visited Egypt in February and Saudi Arabia in May and attended the Baghdad fair in October, Jean-Jacques Blais, Minister of Supply and Services, attended the Iraqi National Day celebrations in Baghdad in July; Donald Johnston, President of the Treasury Board, visited Israel in April as head of a trade mission; King

Hussein of Jordan visited Ottawa in November; and Libya's Secretary of Agriculture Reclamation and Land Development, Bashir Judah, visited Alberta in August.

Francophone Africa

Canada continued to implement in 1981 its over-all policy of expanding and strengthening its links with the countries of Francophone Africa. A new impetus was given to the political dialogue with African governments through an increased number of high level visits. A wide range of development assistance programs and commercial relations, together with a renewed interest in cultural and sports exchanges, contributed to the intensification of Canada's relations with the countries in this area.

The Prime Minister visited Senegal, Algeria and Morocco, while several Cabinet ministers covered almost half of the countries in Francophone Africa, namely Benin, Ivory Coast, Morocco, Gabon, Guinea, Upper Volta, Mali, Niger, Rwanda, Burundi and Zaïre. Canada, for its part, received the foreign ministers of Ivory Coast, Morocco and Togo, and various ministers from Algeria, Guinea, Upper Volta, Niger, Rwanda, Comoros, Senegal, Tunisia and the Central African Republic.

These visits provided occasions to pursue in-depth consultations on political matters of bilateral or general interest and to further different trade or developmental projects. Some of the visits coincided with meetings of bilateral commissions which reviewed the whole realm of Canada's relations with the countries involved. Such bilateral meetings were held with Algeria, Senegal, Gabon, Ivory Coast and Zaïre.

On the economic front, 1981 was another year of relative stagnation for most Francophone African countries, with the exception of oil-exporters such as Algeria, Tunisia, Cameroun and Gabon. Structural economic problems, combined with low international prices for tropical agricultural products and mineral staples such as copper and phosphates, led to insufficient rates of growth. The need for economic assistance became particularly acute in the less developed countries, which held various donor conferences to publicize their plight.

Several major disputes remained unsolved. Despite their agreement to hold an Organization of African Unity-inspired (OAU) referendum in Western Sahara, the parties were unable to determine its modalities and the territory remained a theatre of hostilities. After the Libyan withdrawal from Chad, the OAU succeeded in sending a pan-African peacekeeping force to the area, which did dampen somewhat the civil war but did not achieve a lasting political settlement between the parties. Senegal supported militarily the Gambian government, threatened by a coup d'état, and both countries agreed to create a Senegambian Confederation, within which both states would retain their sovereignty while collaborating closely in economic, defence and foreign policies. A bloodless coup d'état brought a change of government in the Central African Republic.

While several other countries experienced some degree of internal instability, the over-all picture was not devoid of positive aspects. In particular, Tunisia adopted a multi-party system and Senegal strengthened its own democratic institutions. A human rights charter was adopted by the OAU summit, to be ratified by the member states. The Sahel produced better crops than it did in the previous year, and there were improved prospects for additional oil discoveries in the gulf of Guinea.

The level of Canada's development assistance to the area exceeded \$158 million, mainly in the form of grants. Commercial exchanges continued to grow, reaching \$764 million in exports and \$487 million in imports, mainly due to large purchases of Algerian oil. Canada continued to participate actively in francophone international organizations, thus adding a strong multilateral dimension to its relations with the countries of Francophone Africa.

Anglophone Africa*

The year 1981, which opened with the Geneva Conference on Namibia in January and ended with a New Year's eve coup d'état in Ghana, was an eventful year for Anglophone Africa.

Canada maintained its commitment to economic development in Africa and to the peaceful settlement of disputes throughout the region. Canadian embassies and high commissions in Anglophone Africa administered bilateral aid programs worth some \$166 million in 1981. Canadian negotiators pursued a peaceful settlement for Namibia through the Western Contact Group of Five, of which Canada is a member, especially in the second half of the year when a Contact Group team toured Africa to begin a new round in the revitalized negotiations.

Closer bilateral relations with a number of countries were actively pursued through a series of high-level visits, beginning with that of Prime Minister Trudeau to Nigeria in January, followed by a similar visit by Trade Minister Lumley in April and by prime ministerial visits to both Kenya and Tanzania in August. Zimbabwean Minister of Economic Affairs, Dr. Bernard Chidzero, and Angolan Vice-Foreign Minister da Moura figured prominently among African visitors to Canada in 1981.

Besides attending the ZIMCORD Conference in March, convened to co-ordinate international assistance to the newly-established state of Zimbabwe, Canadian representatives participated in the Geneva Conference on Namibia in January, the African Refugee Conference in Geneva in April, the Paris meeting in September on aid to the least developed countries, nine of which are in Anglophone Africa, and the Blantyre ministerial meeting of the Southern African Development Co-ordination Conference in November.

* Anglophone Africa Division of the Department of External Affairs covers the former Portuguese territories of Angola and Mozambique, as well as the so-called "English-speaking" countries of Africa.

PART B

Chapter 5: ASIA AND THE PACIFIC

North Asia and the North Pacific

Two visits to Canada in 1981 by the Japanese Prime Minister highlighted the continuing closeness of Canada's relations with Japan and the desire by both countries to further mutual understanding through exchanges at the highest level. The first visit in May afforded the Canadian and Japanese Prime Ministers an opportunity to engage in a wide-ranging review of current multilateral and bilateral issues. The Japanese Prime Minister, accompanied by his Ministers of Foreign Affairs and Finance, later returned in July for the Ottawa Summit.

Canada remains very interested in encouraging the process of political consultations with Japan and, to this end, the Secretary of State for External Affairs travelled to Tokyo in November for the second Annual Foreign Ministers' Consultations. These talks were begun in 1980 to ensure that Canada and Japan are fully aware on a continuing basis of each other's policies on questions of global and regional interest. Five other Canadian ministers also visited Japan in 1981, including the Minister of State for Trade and the Minister of Energy, Mines and Resources. From Japan, the Minister of International Trade and Industry and the Minister of Construction visited Canada. The Japanese Minister of Finance paid a short visit to Alberta and British Columbia following the Ottawa Summit.

The Japan-Canada Parliamentary League dispatched a four-man delegation from the Diet to Canada in June and July and, throughout the year, the Canada-Japan Friendship Association, composed of members of the House of Commons and the Senate, continued its various activities aimed at strengthening the bonds between parliamentarians in both countries.

In economic and commercial affairs, Japan continues as Canada's second largest trading partner after the United States. Canada-Japan two-way trade registered a record total of \$8.5 billion during 1981, up 19 per cent from the 1980 level, although most of the growth was in Japanese exports to Canada to \$4.04 billion, reducing the trade surplus in Canada's favour from the \$1.6 billion registered in 1980 to \$446 million in 1981. The slow growth in Canadian exports was largely attributable to a cyclical fall in demand and depressed commodity prices. Our major exports continued to be raw and processed products such as metals and minerals, grains, wood pulp, lumber, pork and fish roe. Prospects for our single largest export, coking coal, improved significantly with the conclusion of major new contracts for long-term supplies from northeastern British Columbia beginning in 1983-84. A reciprocal banking agreement was also successfully negotiated during 1981, indicative of the continuing diversification and complexity of Canada's interests with Japan.

Established in 1980 by the Canada-Japan Joint Economic Committee, a bilateral working group on resource processing held two meetings in 1981.

The Canadian objective is to encourage co-operation with Japan on the advantages of further resource processing in Canada prior to export. The fourth Canada-Japan Businessmen's Conference in Vancouver in May 1981 continued to improve the dialogue between private sectors and broadened the understanding of respective policies and conditions so essential to durable and more interdependent business ties.

The lively provincial interest in deepening relations with Japan was exemplified by two visits to Japan in 1981, by Premier Bennett of British Columbia as well as numerous other provincial ministerial missions. The Canadian embassy in Tokyo worked closely with provincial leaders and officials to ensure that provincial concerns were fully understood by the Japanese government. Periodic federal-provincial consultations on economic and other matters of particular interest to the provinces ensure that provinces remain abreast of developments in Canada-Japan relations.

Among the activities of the Canadian embassy in Tokyo, several are particularly worthy of note. Contacts in the area of science and technology continue to expand through, for example, the commencement of liquefaction-testing of Canadian coals in Japan and the signing of memoranda of understanding in the areas of basic particle research of the upgrading of heavy oils. Preparations began for the fifth Canada-Japan Science and Technology Consultations which will be held in Ottawa in June 1982.

In the cultural domain, the first exhibition of Canadian painting, organized through the National Gallery of Canada with assistance from the Department, was shown at the Tokyo National Museum of Modern Art and toured Sapporo and Oitsu, receiving a very positive response. Smaller print, photo and information exhibitions brought other Canadian cultural achievements to wider Japanese audiences. Under the 1976 Cultural agreement, the second biennial Canada-Japan Cultural Consultations were held in June 1981 in Ottawa.

Canadian studies continued to attract growing interest among Japanese academics and students led by the Department's sponsorship of this year's visiting professor of Canadian studies, David Smith, of the University of Saskatchewan. In addition to his activities mainly in the Tokyo area, promising starts were made on Canadian studies courses at Kwansai-Gakuen University in Kobe and Hokkai-Gakuen University in Hokkaido. The academic program in Japan continued to be supported by the government of Canada scholarship and the faculty enrichment programs which allow worthy students and professors to pursue their scholarly interests at Canadian institutions.

Canada's relations with China were highlighted in 1981 by the visit of the Secretary of State for External Affairs to China in August, during which he held talks with the Chinese Foreign Minister, Huang Hua, and met with other senior Chinese officials, including Vice Chairman Deng Xiaoping. These talks resulted in the announcement that further discussions would be held leading towards a program of development co-operation with China.

In April the Minister of the Environment led a delegation to China during which a memorandum of understanding on forestry matters was signed. The President of the Canadian Broadcasting Corporation visited China in September.

Trade grew in 1981 to \$1.224 billion, compared to \$1.021 billion in 1980. Canada's exports to China rose by \$117.6 million over the level of the previous year. Once again wheat predominated but exports of wood pulp, potash, newsprint, and plastics also showed increases. Chinese exports to Canada increased by \$66 million.

Cultural exchanges were highlighted by a Canadian writers' delegation visit to China and the visit of two members of the Beijing Dance Academy to the Theatre Ballet Company of Canada for nine months. Science and technology contacts were particularly numerous in 1981, and covered such areas as agriculture, atomic energy, forestry, transportation, hydro-electricity, geology, petroleum, metallurgy, oceanography, radio engineering, chemicals, medicine and botany.

Continuing the momentum generated in 1979 by the signing of a Canada-China educational arrangement, agreement was reached to extend the arrangement for a third year. By the end of 1981, about 380 scholars were studying in Canada under the arrangement which is administered by the Council of Ministers of Education, Canada. Another 500 students were placed privately. Under the family reunification program, 6,500 Chinese arrived in Canada in 1981, more than one third of the 18,000 accepted since the program began in 1974.

Relations between Canada and Hong Kong are generally very good, especially in view of Canada's acceptance of large numbers of Indochinese refugees from Hong Kong, and Canada's continuing role as a country of immigration and study for many Hong Kong residents. Of the approximate 70,000 Indochinese refugees accepted by Canada, some 13,000 came from camps in Hong Kong. In 1981 Canada took a further 2,600. Canada, which has become the third-ranked destination for Hong Kong immigrants, currently hosts over 15,000 students from Hong Kong.

In the area of trade, the value of Canadian exports to Hong Kong in 1981 was off slightly from 1980 levels, reaching \$184.1 million, while imports grew by 45 per cent to \$674.5 million, resulting in a negative trade balance of \$490.4 million.

The year 1981 was eventful in the rapid expansion of Canada's relations with the Republic of Korea, highlighted by the visit to Korea by Prime Minister Trudeau in September. During the visit, the Prime Minister held discussions with the Korean President, the Prime Minister and several other Korean ministers on a wide range of bilateral and multilateral subjects, including the strategic and security concerns on the Korean Peninsula and Canada's strong interest in expanding the economic relationship with Korea. The Prime Minister also took the opportunity to honour Canadian war

dead at the UN cemetery in Pusan, to visit the Canadian community at the CANDU reactor site of Wolsung and to tour the ancient cultural site of Kwangju.

The Prime Minister's trip was the major element in an increasing tempo of visits in 1981. The Korean Minister of Commerce and Industry, came to Canada in April and the Minister of State for Trade responded by visiting Korea in June. The Speaker of the Senate was Canada's special envoy to President Chun's inauguration in March. Canadian members of the Canada-Korea Parliamentary Association visited Seoul in May and hosted their Korean counterparts in Ottawa in August.

The expansion of economic and trading links continued in 1981. Two-way trade exceeded the billion-dollar mark (\$1,053 million) in 1981. Canadian exports, which totalled approximately \$446 million, included both semi-manufactured and raw materials, such as coal, pulp, asbestos, aluminum and potash, and high-technology items; imports, which amounted to approximately \$608 million, included textiles, clothing, apparel and light industrial goods. The provinces were active participants in this relationship, particularly in the resource field. The importance of the growing economic relationship is reflected in the activities of the Canada-Korea Business Council which held its inaugural meeting with Korean counterparts in Seoul in mid-September.

Canada has long supported moves for peace and stability on the Korean Peninsula, based on the principle that the Republic of Korea must be party to the negotiation of any reunification plan. While in Seoul, the Prime Minister endorsed, publicly, the Korean President's proposals of January and June 1981 (which were rejected by North Korea) for discussions between the two Koreas at the highest levels. Similarly, the Secretary of State for External Affairs noted in his September address to the United Nations General Assembly that Canada was encouraged by the Republic's initiatives for dialogue and reconciliation without conditions. Canadians continue to express their concern over the observance of human rights and basic civil liberties in Korea; the Canadian government continues to ensure the Korean government is kept aware of them.

Australia, New Zealand, South Pacific

Canadian relations with Australia and New Zealand grew considerably in 1981. Our ties with these countries have broadened from traditional strengths through new directions in the Commonwealth and the Pacific, and have taken on greater intimacy.

In this ambience, Australian Prime Minister Fraser came to Ottawa in June 1981, to discuss with Prime Minister Trudeau the three Summits - Ottawa, Cancun and the Commonwealth heads of government meeting. The Australian Foreign Minister met with his Canadian counterpart three times in as many months - twice in Canada and at the ASEAN foreign ministers meeting in Manila. The Canadian Minister of State for Mines visited Australia in

the autumn of 1981 to compare notes on mineral resource development, and Prime Minister Trudeau attended the Commonwealth heads of government meeting in Melbourne in October.

Our ties with Australia and New Zealand have extended well beyond the federal government to include the Canadian provinces and Australian states. Among other provincial visits to the region were those by the Ontario Premier to Australia and New Zealand in September, and by British Columbia's Minister of Industry and Small Business to Australia in February.

Throughout the past year, there were 12 government officials from Australia working in key positions on two-year assignments in Ottawa, with an equal number of Canadians in Canberra. Journalists and academics, many sponsored by federal and provincial governments or working under university exchange schemes, continued to move between Canada and Australia on the one hand and Canada and New Zealand on the other, in impressively large numbers. Many thousands of Canadians travelled to and from Australia and New Zealand in pursuit of private business opportunities and as tourists.

Canada's relationships with Australia and New Zealand are particularly well illustrated in the breadth of our trade and economic ties. With both Australia and New Zealand, we have continued efforts to put in place government-to-government arrangements which would have the direct effect of encouraging more vigorous trade arrangements through maintaining current preferential access for each other's products, while enhancing Canadian capacity to participate in the enormous energy projects now under way in Australia and New Zealand and in the impressive expansion of Australian resource production and infrastructure development. In particular, this Department has worked with business interests and other government departments to support successful bids by Canadian companies for a major satellite telecommunications project and for the provision of a Telidon videotex network in Australia.

A new, revised Trade and economic agreement, concluded with New Zealand in 1981, would come into force January 1, 1982. Trade discussions with Australia, aimed at revising the existing preferential agreement to take advantage of the vast opportunities of the future, are well under way.

Ties with the South Pacific have received increasing attention in Canada, bolstered by discussions between premiers at the Melbourne Commonwealth heads of government meeting, and by Prime Minister Trudeau's visit to Fiji in October. A number of Canadian government officials have been seconded under the Interchange Canada scheme to assist in key areas in Vanuatu and Western Samoa, and a start has been made in implementing a program of training for senior administrators under a Canadian "Management for Change" allocation which was announced by the Prime Minister during his stop-over in Fiji. The mission-administered fund - a program of assistance to small-scale community development projects - has been particularly successful and appropriate in the South Pacific region, and has increased in amount over the past year from \$600,000 to \$850,000.

South Asia

Canada's relations with the countries of the South Asia region were enhanced significantly in 1981, when a number of senior level bilateral visits took place and economic and political consultations were intensified. This focus on Canada's relations with South Asia reflected the continuing importance of the region in terms of global stability and economic development. 1981 was the second year of the Soviet occupation of Afghanistan, where the Babrak Karmal régime continued to be sustained only by Soviet forces, in the face of heavy resistance by a large majority of the population. Canada continued to support efforts through the United Nations to achieve an acceptable solution to the crisis, which would encompass a Soviet withdrawal and a restoration of freedom to Afghanistan. Canada also contributed to international humanitarian relief for the two million Afghan refugees in Pakistan. Pakistan's vulnerability in the aftermath of the Soviet move into Afghanistan continued to be a source of concern, while India has shown unease at the danger of the Afghanistan situation leading to increased super-power involvement in South Asia. In addition to Canada's focus on the Afghanistan situation, the over-all peace and security of the South Asia region continues to have implications in terms of Canadian nuclear non-proliferation policy. South Asia continued to face enormous problems of poverty and underdevelopment and remained the largest recipient of Canadian development assistance. The participation of Bangladesh and India in the Cancun North-South Summit was an important indication of South Asia's major involvement in issues related to the North-South dialogue.

Efforts continued in 1981 to achieve a settlement to the Afghan crisis, with the third full scale United Nations General Assembly debate on the situation taking place in November. Again Pakistan, with other Islamic Summit countries, led in promoting a resolution which condemned the invasion of Afghanistan, called for the immediate withdrawal of foreign troops and reaffirmed the right of the Afghan people to self-determination, free from outside interference. Canada lent strong support to the resolution. The General Assembly endorsed the resolution with the highest vote yet (116 in favour, 23 opposed and 12 abstentions).

In addition to its strong stand in the United Nations, Canada, in concert with its allies, continued to condemn in other forums the Soviet invasion and insisted that the prerequisite to a solution of the crisis must be the withdrawal of Soviet troops. Regrettably, in defiance of the overwhelming weight of international opinion, by the end of the year the Soviet Union had increased its troop strength in Afghanistan to over 90,000. The Soviet presence and the Karmal régime, however, continue to be opposed by a vast majority of the Afghan people and the struggle of the resistance fighters against the occupation remains strong. The impact on Pakistan of the Afghan situation became more severe during the year. By the end of 1981 it was estimated that some two million refugees had fled into Pakistan, placing a severe strain on the Pakistan economy and on the fabric of the social structure in Pakistani regions bordering on Afghanistan. Canada's humanitarian concern about this situation was demonstrated through its

increased contributions to the UNHCR, the International Committee of the Red Cross and the Pakistan Government for Afghan Refugees. Contributions in 1981 in cash and food aid were about \$13 million.

Bilateral relations with Pakistan assumed greater importance during the year, in part because of the Afghanistan situation. Canada maintained a high level of development assistance to Pakistan which in 1981 was some \$45 million. In December, a successful round of bilateral Canada-Pakistan political consultations at the senior officials level took place in Islamabad.

A major event in trade was the founding in October of a Canada-Pakistan Trade and Economic Council which was inaugurated in Montreal by the Pakistan Minister of Finance. Canada continued to enjoy a substantial trade surplus with Pakistan, with exports reaching \$80 million.

The importance of India as a major regional power and a growing economic force continued to be recognized by Canada during 1981. A number of important visits and events demonstrated the deepening of Indo-Canadian relations during 1981. The Minister of State for Trade, led a trade mission to India in February and later in the year the Minister of Immigration, visited India to review aspects of the immigration program. Canadian exports to India during the year maintained their level of approximately \$350 million, and efforts were initiated to conclude major new joint ventures between Canadian and Indian firms. India continued to be a recipient of Canadian development assistance with disbursements reaching close to \$50 million in 1981-82. A further example of growing Canada-India ties was the official visit by Indian Vice President Hidayatullah to Ottawa, Montreal and Toronto in October. Prime Ministers Trudeau and Gandhi met at the United Nations Energy Conference in Nairobi, at the Cancun North-South Summit and at the Commonwealth heads of government meeting. A third round of bilateral consultations at the senior officials level on political and economic topics took place in New Delhi in November.

In Bangladesh, the assassination of President Zia Rahman in May deprived that country of a dynamic and energetic leader, who was succeeded by President Sattar. At approximately \$80 million in food and project aid, Canadian aid to Bangladesh continued to be our largest single bilateral program. In contrast to the encouraging rate of agricultural and economic expansion in the previous year, Bangladesh experienced a drop in food production and economic output owing to drought in 1981.

Good relations were maintained during 1981 with Sri Lanka, where rapid progress was achieved on the Maduru Oya reservoir and irrigation project, which is the largest single Canadian aid project.

Canada also maintained major assistance to the Kingdom of Nepal, where the process of constitutional evolution involved the election of a national parliament.

During 1981 Canada established diplomatic relations and accredited a non-resident Ambassador to the Republic of the Maldives.

Canada-Burma relations continued to be friendly, although political and commercial contacts remained limited.

Canada's interest in the security of the South Asia region was reflected in our active involvement in the United Nations Ad Hoc Committee on the Indian Ocean. It was also encouraging to note the progress towards the establishment of a "South Asia Forum" which is intended to facilitate closer relations between the countries of the sub-continent.

Southeast Asia

Canada's relations with the member countries of the Association of Southeast Asian Nations (Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand) continued to expand and strengthen in 1981 in recognition of the critical geographic location, growing political importance, increased economic potential and increasingly important roles of these countries in the Pacific region. Canada-ASEAN two-way trade exceeded \$1 billion in 1981, a decrease of 10.7 per cent from that of 1980, but other tangible aspects of a deepening relationship were realized. The Secretary of State for External Affairs along with the foreign ministers of other ASEAN dialogue partners met with the ASEAN foreign ministers following their annual meeting in Manila in June.

The most significant development in Canada-ASEAN relations was the signature in September by the Secretary of State for External Affairs and the ASEAN foreign ministers of an Economic co-operation agreement, which will accelerate the transfer of technology and underpin Canada-ASEAN co-operation in the region.

Canada-ASEAN, a regional publication of the Canadian posts in the five ASEAN countries, made its début in January 1981. This quarterly magazine has achieved considerable success in keeping the public and private sectors in the ASEAN countries informed of Canadian activities and interests in that region.

The growing importance of Canada's relationship with the ASEAN countries was underlined by ministerial exchanges. Visits were made to Indonesia and the Philippines by the Minister of Energy, Mines and Resources and the Premier of British Columbia; the Minister of State for Mines visited Thailand, while the Ministers of Supply and Services and Employment and Immigration also visited several ASEAN countries. There were eight ministerial visits to Canada from the ASEAN countries. These included the Thai, Indonesia, and Philippine Foreign Ministers; the Malaysian Ministers of Industry and Trade, and of Culture, Youth and Sports; the Thai and Indonesian Ministers of Agriculture and the Thai Minister of Industry.

Southeast Asia remained a focal point for significant Canadian development assistance in 1981. Indonesia continued to be the main regional

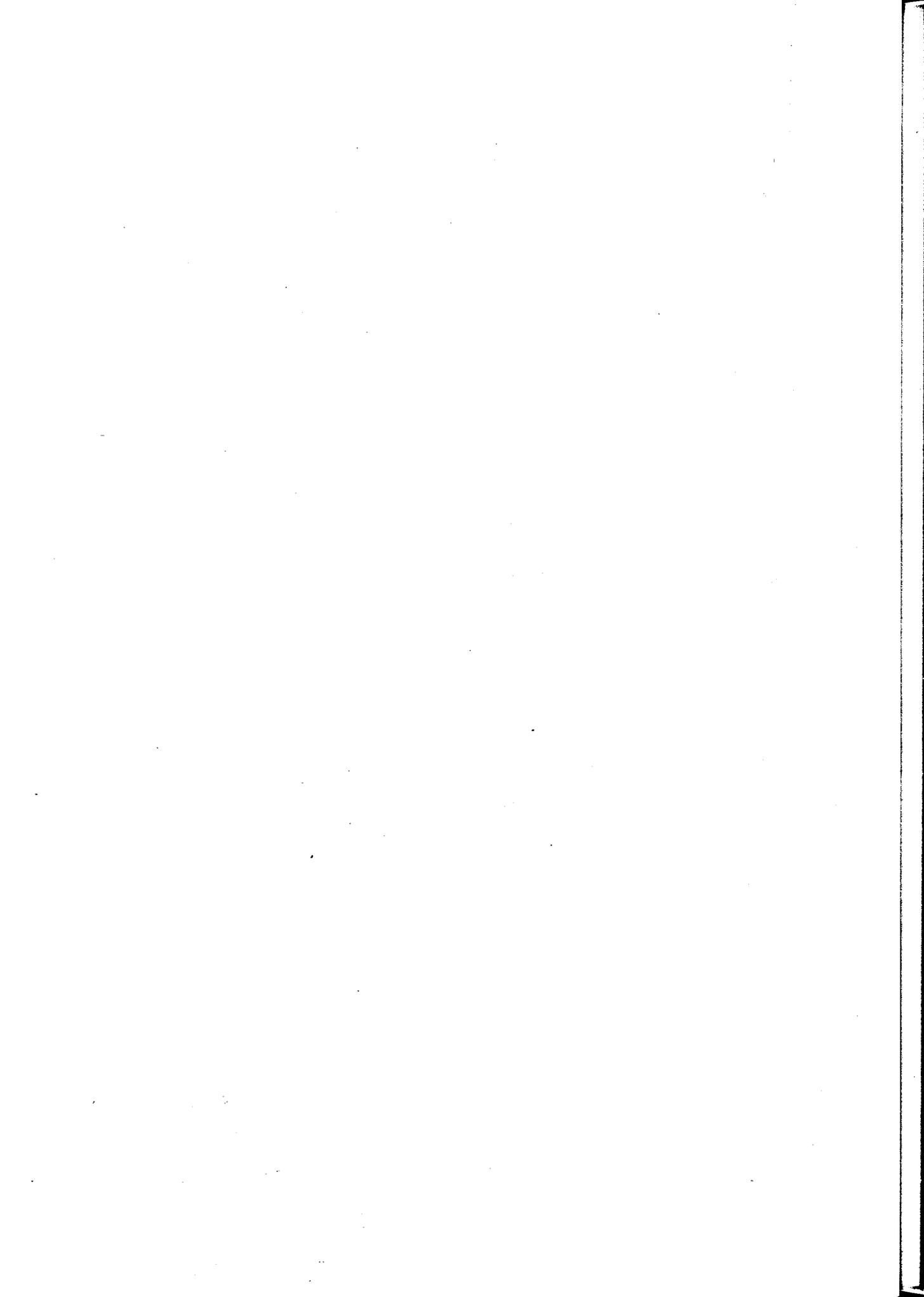
recipient of Canadian aid with \$340 million projected over the next five years. Thailand was designated a country of concentration for Canadian development assistance in 1981 and will receive up to \$50 million over the next five years for rural and industrial development.

The number of students from Malaysia attending Canadian schools remained steady, with over 8,000 enrolled as of December 1981.

Canadian interest in peace and stability in Southeast Asia was reflected in continued Canadian support for efforts to seek solutions to the political and humanitarian problems existing in Indochina. This involved continued close co-operation with the countries of ASEAN, particularly Thailand. The Secretary of State for External Affairs participated in the International Conference on Kampuchea (ICK) in New York in July, at which the basis for a peaceful solution to the Cambodia problem was set out in a declaration which included a call for a cease-fire, withdrawal of foreign troops under UN supervision and observation, and UN-supervised free elections with appropriate measures to ensure such elections could be carried out without interference and in an orderly atmosphere. The Secretary of State for External Affairs reiterated at the conference Canada's desire to see a Cambodian government in which all Khmers had an opportunity to participate. The results of the ICK were endorsed at the United Nations General Assembly in October where Canada, for the third successive year, co-sponsored a resolution on the "The Situation in Kampuchea". The 1981 resolution passed by the largest vote ever (100 for, 24 against, 22 abstentions). Unfortunately, the Socialist Republic of Vietnam has refused to co-operate with the UN in finding a solution to the Cambodian problem.

Despite Canada's continued recognition of Democratic Kampuchea as the legitimate government of Cambodia, the Secretary of State for External Affairs made it clear once again at the ICK that Canada would not support a return to power of the Pol Pot regime. Efforts to create a new coalition government of Democratic Kampuchea that would include non-Communist Khmer resistance groups was welcomed by Canada in 1981. The Secretary of State for External Affairs gave encouragement to these efforts when he met Mr. Son Sann, leader of the Khmer People's National Liberation Front, who paid an unofficial visit to Canada in December.

In 1981, Canada continued to accept Indochinese refugees from countries of first asylum (primarily ASEAN) and over 70,000 of these refugees have come to Canada since 1975. Canada's contributions to international and non-governmental organizations active in humanitarian relief for Cambodia also continued in 1981 and, since 1979, contributions now exceed \$22 million.



P A R T C

CULTURAL EXCHANGES AND
INFORMATION IN FOREIGN RELATIONS

Public attitudes towards Canada constitute an important factor in relations with other countries. Informing the public abroad - particularly persons who are influential in forming opinions about Canada - and stimulating cultural and academic exchanges are, therefore, major tasks of the Department of External Affairs. In Canada, providing information to the media, to people and institutions with a special interests in foreign affairs and to the general public, has helped to broaden discussion about Canadian interests in the world and heighten the awareness of Canadians of the role of the Department and the services it provides to Canadians.

PART C

Chapter 1: INTERNATIONAL CULTURAL RELATIONS

Cultural agreements

Canada's cultural relations with Belgium, France, Japan, Mexico, the Federal Republic of Germany and Italy are governed by cultural agreements, and relations with the USSR come under a general scientific, university and cultural co-operation agreement. There are periodic consultations governing cultural exchanges with Britain and the Netherlands, while Canada's cultural links with some countries take the form of specific and timely activities.

Under the agreements, the fourth Canada-Mexico cultural meeting took place in Ottawa on February 4 and 5, while the second set of Japan-Canada cultural consultations was held there on June 8. The seventh session of the Canada-Belgium Joint Commission convened in Quebec City from October 22 to 24, while Ottawa was the site of the tenth session of the Canada-France Joint Commission on December 7, 8 and 9.

Consultation with the provinces

Following the consultations with the provinces, in autumn 1980, the first federal-provincial meeting on culture was held in Ottawa in May with a view to improving the consultative processes involved in the Department's international cultural programs; all the provinces and federal departments and agencies responsible for the administration of cultural programs were represented. A federal-provincial meeting is planned for 1982 to review the recommendations that were adopted.

Artistic exchanges and cultural promotion

The Department of External Affairs responded to an increasing demand for tours by professional artists abroad in 1981. Despite budgetary constraints, the Department was able to provide assistance to a greater number of projects than in the previous year and to promote Canadian artistic activities on all continents. The fact that the talent of Canadian performers is recognized by audiences of a wide variety of cultures and languages is encouraging. A considerable effort was made to open up new markets and to distribute artistic productions on an exchange basis. The lively activity of our cultural centres and our posts was also instrumental in the progress made in our relations in the field of the performing arts. Both in Canada and abroad, impresarios and artists resorted more to the Department to help them to efficiently co-ordinate their tours.

In the field of dance, the National Ballet of Canada was acclaimed in all the cities of the Federal Republic of Germany and Luxembourg in which it performed. The Eddy-Toussaint Company received favourable comments throughout France and Belgium, while audiences marvelled at dancer Margie

Gillis during her tour of India, China and New Zealand. The same was true for the Group de la Place Royale, which performed in France and the United Kingdom.

There was no lack of originality among the theatre groups. The Ligue Nationale d'Improvisation gave a brilliant series of performances in France that earned it an invitation to the next Avignon Festival. Over 40 performances were staged by the Theatre Direct Children's Company in Britain and on the continent. The troupe La Marmaille on its return from France and Belgium, indicated that it could easily obtain work abroad for half the season. In another area of theatre, the troupe Mime Omnibus divided its time between the United States, Mexico and Western Europe. And mime Claude St-Denis, on the strength of the interest he generated two years ago, returned this year to four countries on the African continent.

The Department made it possible for a large number of musicians to be heard in many regions of the world. While the Montreal Symphony Orchestra was earning the favour of American critics, the McGill Chamber Orchestra was successfully touring South America. The Orford Quartet performed in Belgium and Spain, while the York Winds Quintet toured the Middle East. The popular Orchestre sympathique made a three-month tour of eight European countries, with its first grant from the Department.

In the interest of promoting direct contacts in the art world, the Department continued its policy of regularly inviting festival directors and persons responsible for art organizations in other countries to come and assess the work being done in Canada. As a result, several companies were approached and asked to stage performances abroad.

In the field of cinema, the Department continued to co-ordinate Canadian participation in various film festivals abroad, in co-operation with the Film Festivals Bureau of the Department of Communications and the National Film Board. In addition, the Department provided financial support to bring to Canada film personalities from abroad during festivals such as the Festival of Festivals in Toronto, the World Film Festival in Montreal, the Super-8 Film Festival in Toronto, the New Cinema Festival in Montreal, and the Festival of Art Films in Montreal.

In the plastic arts, the Department helped artists, art publications, museums and private galleries to participate in cultural events abroad, such as the Basle International Fair and the Canadian Days in Edinburgh. It also assisted in organizing exhibitions such as the Jean-Paul Riopelle Exhibition (co-ordinated by the Musée du Québec and shown at the Centre d'Art Georges Pompidou in Paris, the Museum of Modern Art in Mexico and the Museum of Fine Arts in Caracas); the McMichael Collection in the United States; an art bank collection in Alaska; the major exhibition "Canadian Painters of the 20th Century", (shown in three Japanese museums); the National Museum of Natural Science's "Canadian Nature Art" collection (exhibited in Germany, France and England); and finally, a video exhibition and performance staged at the Palais des Beaux-Arts in Brussels. The

Department also commissioned the Agnes Etherington Art Centre in Kingston to prepare a collection of contemporary Canadian tapestry for exhibition at the opening of the Barbican Centre in London. In addition, the Department's 12 permanent collections of prints, tapestries and sculptures continued their tour of Europe, the United States, Mexico, Australia and South America.

In the field of literature, the Department subsidized 25 tours of Canadian writers abroad - mainly in Western Europe and the United States - and the reception in Canada of foreign participants in the Rencontre internationale québécoise des écrivains and the International Festival of Poetry in Toronto. The program of support for the Canadian literary community was enhanced by the development of links between Canadian writers' associations and their counterparts abroad, especially in West Germany, from whose association five delegates visited Canada in 1981, and which was visited in turn by Henry Beissel and Marian Engel, who attended the annual congress of the Association of German Writers in Hanover last September. Antonine Maillet took part in the annual symposium of the Association of Canadian Studies in Germanic Europe as part of a European and Francophone African tour. In co-operation with the Canadian associations, the Department subsidized, for distribution abroad, the first issue of a bulletin on current events on the Quebec literary scene and another on English Canada. The Department also subsidized the compilation of lists of recent Canadian works for the purpose of stimulating the sale of rights and translation into foreign languages and initiated a program to provide one travel grant a year to a Canadian writer to attendance at the International Book Fair at Frankfurt, if one of that writer's books were to be made available in the Federal Republic of Germany or in a neighbouring country influenced by the publicity of the Frankfurt fair. In 1981, the recipient of the grant was Marian Engel, whose novel Bear was placed on the market in Sweden.

The Department continues to sponsor two literary prizes for which the Canada Council administers the selection juries. The Canada-Belgium prize, for works in French, was awarded to Belgian poet Jacques-Gérard Linze, while the Canada-Australia prize for works in English went to Australian novelist Roger MacDonal. Michael Ondaatje, the Canadian prize-winner in 1980, visited Australia in June 1981. The Department also continued its annual donations of Canadian books and magazines in both official languages to some 50 foreign libraries for the updating of their Canadian collections.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)

A - Intergovernmental conferences

- 1) Canada, a member of the Intergovernmental Council in Charge of Co-ordinating the International Program for the Development of Communication, attended its first meeting in Paris in June.
- 2) Canada participated in the thirty-eighth session of the International Conference on Education, which was held at the Geneva

headquarters of the International Bureau of Education from November 10 to 19. The Canadian delegation was led by Gerald R. McCarthy, Deputy Minister of Education for Nova Scotia.

- 3) In the context of the Year of the Handicapped, UNESCO, in co-operation with the Spanish government, organized a conference on special education, prevention, re-education and aid to the physically and mentally deficient. The conference was held in Torremolinos from November 2 to 7. The Canadian delegation comprised André LeBlanc, federal Department Health and Welfare, Edward Bruce, Alberta Department of Advanced Education and Manpower, and John Dyck, Manitoba Department of Education.
- 4) The biennial meeting of the International Council co-ordinating the Man and the Biosphere program was held in September. The Canadian delegation was led by Dr. J. Harrisson.

B - Meetings of experts (non-governmental)

Noel Vallerand, artistic director of Quebec's Grand Théâtre, participated in a meeting of experts preparatory to the World Conference on Cultural Policies planned for July 1982.

John McWhinnie of the Department of Indian and Northern Affairs was invited to take part in a meeting of experts on "the elaboration and use of social indicators for the handicapped", in Brussels in December.

The following international gatherings were hosted in Canada:

- 1) The Colloquium on Water Conservation Strategies. This was held at Laval University, in June and was organized jointly by Laval and UNESCO.
- 2) The symposium on Renewable Resources and the Economy of the North was held in Banff. Present were representatives of the Association of Canadian Universities for Nordic Studies - Iceland, Finland, Sweden, Norway, Denmark (Greenland), the United States (Alaska) and the USSR took part. The meeting was sponsored by UNESCO.
- 3) The meeting on Planning with People for the Environment of Man was held at the University of Waterloo, Ontario, in May, organized jointly by Waterloo and the Commonwealth Human Environment Council under the auspices of UNESCO. Representatives of Commonwealth countries participated.

C - Program for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage

Two natural sites were included on the list of the World Cultural and Natural Heritage: Anthony Island in British Columbia and Head-Smashed-In-Bison-Jump, Alberta.

D - Prizes

- 1) The Carlos J. Finlay Prize for Microbiology was awarded to Professor Roger Y. Stanier. Professor Stanier is working at the Pasteur Institute in Paris and teaches at Berkeley University. He is known mainly for his work in molecular biology. The prize is valued at \$15,000.
- 2) To commemorate the Year of the Handicapped, UNESCO and ICOGRADA (the International Council of Graphic Design Associations) organized a poster-calendar competition on the theme of full participation for the handicapped in society. The second prize in this competition was won by Montreal graphic artist Varco Cecon.

Awards

The Department continued the Government of Canada Awards Program which, in 1981, offered 150 graduate scholarships and fellowships to nationals of 18 countries: Belgium, Brazil, Denmark, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Hungary, Italy, Japan, Mexico, the Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland and Yugoslavia. This program is administered on behalf of the Department by World University Service of Canada. The partner countries offer, on a reciprocal basis, approximately the same number of awards to Canadians through, in most cases, the Association of Universities and Colleges of Canada.

Canadian studies abroad

The promotion of Canadian studies (teaching, research and publication) limited mainly for budgetary reasons to the United States, France, Britain, Germany, Japan, Italy and Belgium, remains the main thrust of the Department's academic relations program i.e. developing and cultivating a special interest in Canada among foreign leadership groups. Some modest assistance was also possible in Scandinavia, Australia, Ireland, Austria and the Netherlands. The principal activities of the program are facilitation of supplementary training for academics undertaking to prepare and teach new or more in-depth courses on Canada; limited support for conferences and seminars about Canada organized abroad by foreign universities or related organizations; limited support for universities in the countries of concentration inviting Canadian academics to lecture or teach about Canada in the context of their Canadian studies activities; limited support for Canadian studies associations (in the United States, Britain, France, Japan and Italy); provision to foreign libraries of books, learned journals and other pedagogical material for teaching and research about Canada; and assistance to foreign universities developing curriculum material on Canada for use in the school systems of their countries (principally in the United States and Britain).

Academics in Australia and Ireland decided in 1981 to form Canadian studies associations along the lines of those already operating in

the United States, France, Britain, Japan, Italy and the Federal Republic of Germany. In June these associations and their Canadian counterpart set up an International Council for Canadian Studies as a clearing house for the exchange of information.

Academic exchanges

The Department continued, wherever possible, to encourage direct inter-university exchanges. Assistance was also provided for an exchange program with China involving 15 students in each direction. The annual exchange of researchers with France continued, with the National Research Council taking on the role of administrator.

International education conferences and meetings

The Department continued, in co-operation with other departments and the Council of Ministers of Education, to facilitate Canadian participation in international education conferences and meetings under the auspices of the Organization for Economic Co-operation and Development, UNESCO and the Commonwealth.

Relations with universities

Under the Department's program of relations with Canadian universities, 60 officers from headquarters gave 82 lectures or seminars at 44 universities and related organizations across the country. The purpose of the program is to enable university students and faculty members to keep abreast of foreign policy developments in Canada. In addition, three senior officers were on detachment at the Universities of Laval, Calgary and Moncton to contribute directly to the study and teaching of Canadian foreign policy and international relations.

Sports

Since 1981 was the first year of the Olympic cycle, it was one of planning for the sports community, and there was less top-level international competition than usual. The highlight was the awarding of the 1988 Winter Olympics to Calgary, Alberta, at the eleventh Olympic Congress at Baden-Baden, Federal Republic of Germany, in September. Calgary's bid was supported by the government of Canada and promoted through Canadian diplomatic missions abroad. Their triumph at Baden-Baden was assisted and witnessed by the Secretary of State and Minister responsible for Sport, Gerald Regan, and the Premier of Alberta, Peter Lougheed. An officer of the Department was attached to the delegation to give on-the-spot assistance.

In April 1981, the Minister responsible for Sport visited Cuba, where he renewed the Sports exchange agreement between Canada and Cuba.

PART C

Chapter 2: INFORMATION PROGRAMS AND PRESS SERVICE

Information programs abroad

Public affairs is an essential aspect of the work performed by personnel of Canada's diplomatic and consular posts abroad. International cultural, academic and information activities constitute a vital role in furthering Canada's foreign policy objectives with important political and economic partners. The audience comprises principally politicians, journalists, businessmen, academics and other interested observers of the Canadian scene, although the general public is also served.

The objective is to promote an image of Canada as:

- 1) a democratic, federal state and important international partner;
- 2) a reliable trading partner and urbanized, industrialized country open to foreign investment;
- 3) a country of sophisticated technology and cultural expression; and
- 4) a bilingual country with a multicultural heritage.

The projection of this image also serves to support more specific foreign policy goals such as the promotion of trade, the stimulation of investment, and the understanding of Canadian foreign and domestic policies. The dissemination of information is achieved through: publications, pamphlets, films, videotape and photographs. The program also sponsors visits to Canada of foreign journalists, politicians and other opinion-formers.

In 1981, two Canadian matters with international implications loomed large in the information program - the National Energy Program and the patriation of the Canadian Constitution - and several methods were used to inform foreign audiences of issues and developments in these two areas. Senior editors and writers and public officials were invited to Canada for briefings by federal and provincial officials and non-governmental specialists; Canadian missions abroad were supplied with videotapes of pertinent debates and events; daily news bulletins and selections from the House of Commons question period were transmitted by telex to posts for distribution to key contacts; background media and information kits were distributed to foreign journalists and opinion-formers; and visits by Canadian ministers and officials were arranged with journalists, political leaders and businessmen in several countries.

Under the Department's information program, 843 visitors came to Canada in 1981 (in 143 separate sponsored visits) to be informed of Canadian developments and interests by bankers, businessmen, government officials and others. They came mainly from France, the United Kingdom, the Federal

Republic of Germany, the United States, but also from a host of other countries. At the same time, some 25 Canadian academics, scientists and public officials went abroad to talk about matters Canadian.

Supplying posts with texts and background material on topical issues and more mundane matters is another responsibility of the information program. In 1981, 1,602 enquiries from posts were answered. In addition, 19 press and 22 information kits were prepared; numerous texts were written for 12 post publications, departmental brochures and international exhibits; and briefing notes were prepared on the Constitution, energy and investment. In addition, daily summaries of federal-provincial and economic news were sent to posts by telex or facsimile for the use of foreign service officers in their information and other duties; extracts from the House of Commons question period were often also transmitted on a priority basis. Special efforts were made to transmit important documents like the federal budget. Among special projects was page-creation for Telidon terminals, which are being installed at several Canadian missions.

Audio-visual material also supports the Department's information and cultural affairs activities abroad. Film libraries at 90 missions received more than 2,800 National Film Board and private sector films in 1981 for general and prestige screenings. The film The Canadian Federation/La fédération canadienne, which was commissioned from the National Film Board, was produced in English, French, German, Italian, Japanese, Spanish and Portuguese. Also completed was Canada Today/Canada d'Aujourd'hui, a 30-minute film on Canada and its people. Videotape and audio cassettes of television public affairs programs and public events were sent to posts to keep information officers and foreign journalists abreast of Canadian political developments (for example, a videotape of the Supreme Court ruling on the government's constitutional patriation proposal). Photographs on a myriad of topics and events were sent to posts for use in post and foreign periodicals and newspapers and by television. Among material provided were transparency and photo sets on Canadian art and Canadian cities, as well as coverage of visits to Canada by such prominent foreign leaders as President Ronald Reagan and Chancellor Helmut Schmidt.

A variety of publications, brochures, folders and fact sheets were also produced for foreign distribution. (Response Sheets, for example, cover 19 topics and exist in ten languages.) Canada Weekly and Hebdo Canada are the principal vehicles for Canadian news going abroad; these weekly publications are also produced bi-weekly in Spanish and Portuguese. The total readership for these four publications alone is over two million. Some 200 documents of one kind or another were produced and another 80 or so revised. Twelve Canadian missions produce regular publications (some of which are printed in Canada) that reach more than 200,000 readers in Australia, Belgium, France, the Federal Republic of Germany, Italy, the Netherlands, francophone Africa, the United Kingdom, Mexico, the United States, Japan and at the European Community headquarters in Brussels.

Finally, the information program also included touring exhibits, on 30 topics, erected at trade shows, cultural fairs and during Canada Days.

Information programs in Canada

The Department continued its domestic information work on Canadian foreign policy and in support of consular awareness (see Part D), for the general public, schools and special interest groups. An enquiries service answers domestic mail and telephone requests by means of correspondence, prepared texts, statements and speeches and brochures.

In 1981, domestic information activities included: a visits program under which members of Parliament, journalists, leaders of women's organizations and junior university professors travelled to the headquarters of NATO, the EC and the OECD to learn firsthand about Canada's security and economic links with Europe; a publications program, including the Department's annual report to Parliament; projects such as texts on foreign policy for use in high schools, radio "mini-documentaries" on foreign policy and international relations and a film on the Department's consular services; an information kit for schools on Commonwealth Day; a speakers' program under which Canadian ambassadors travelled in Canada speaking to community groups and representatives of the press and participated in radio and TV public affairs programs. The Department also arranged film showings and briefings on Canada's foreign policy for a large number of groups of students and adults.

Relations with universities

In 1981, as part of the Department's academic programs, 90 officers from headquarters gave 300 lectures or seminars at some 50 universities and related organizations across the country. The purpose of the Speakers Program is to enable university students and faculty members to keep abreast of foreign policy developments in Canada. In addition, three senior departmental officials were on detachment at the Universities of Calgary, Laval and Moncton to contribute directly to the study and teaching of Canadian foreign policy and international relations.

Historical affairs

The Department's historical affairs division has three main objectives: to collect and disseminate information about the Department's evolution and Canada's past foreign policy; to develop co-operative relations in the research field with the Department's academic constituency as well as with other researchers and writers at home and abroad; and to establish a research and data base for other branches of External Affairs.

Much of the resources were committed to the writing of a two-volume history of the Department's evolution to 1979. Volume 1, to 1963, has been completed and will be published simultaneously with Volume 2 for the seventy-fifth anniversary of the Department in 1984. In connection

with this work, over 300 former and present employees of the Department have been interviewed as part of the oral history program. Preparations were also made for publication of Volume 2 of the Documents on Relations between Canada and Newfoundland and a final selection made of documents originating in 1948-49 for subsequent publication in the Documents on Canadian External Relations series. Work is also under way to reproduce the Department's historical documents on microfiche.

In addition, arrangements were made to facilitate several scholarly research projects and 534 professors and researchers were given controlled access to departmental files.

World exhibitions program

The World Exhibitions Program is responsible for managing Canadian participation in world expositions, sometimes referred to as world fairs. Canada accepted an invitation to participate in Energy Expo 82 in Knoxville, Tennessee and, for the first time, will create with the provinces a joint exhibition for the Canadian pavilion. Events of a similar scale were registered by the International Bureau of Expositions for New Orleans in 1984 on the theme of river cultures and for Tsukuba, Japan in 1985 on science and technology for man at home. During 1981 the Bureau took notice of plans for universal world expositions in Paris in 1989 and Chicago or Seville in 1992. Registration proceedings for these expositions are expected to be completed by 1982.

The international government-to-government promotion and co-ordination of the 1986 World Exposition, Expo 86, to be held in Vancouver on the theme of transportation and communications, is the responsibility of the World Exhibitions Program. In the spring of 1981, diplomatic invitations were issued to over 100 nations and it is expected that at least 25 will agree to participate as exhibitors. The exposition, which runs from May 2 to October 13, 1986, will be located on 50 hectares of waterfront property in the heart of Vancouver.

As part of the Department's public affairs activities, the World Exhibitions Program manages a collection of travelling exhibitions which are used to increase foreign audiences' knowledge of Canadian society. The exhibits range from photographic collections, to displays to "hands-on" presentations. The exhibitions are circulated through the posts and installed in such locations as universities, museums and commercial centres.

Press service

The main function of the Department's press office is to disseminate information on Canada's foreign policy to the media and to secure for the Secretary of State for External Affairs the services required to carry out his or her relations with the press. The press office director serves as the Department's official spokesman, answers questions from journalists, arranges briefings, makes verbal and written statements on

foreign policy, and arranges press conferences and interviews for the Secretary of State for External Affairs in Ottawa and abroad.

The press office facilitates the work of Canadian journalists going abroad on assignments by planning their visits, if they request it, and by ensuring that Canadian posts provide them with all necessary assistance, including that of informing them when asked of the political, economic and social situation in the country visited.

The press office also has a role to play when the Prime Minister or the Secretary of State for External Affairs travels abroad officially, accompanied by Canadian journalists. In addition to briefings to explain the objectives of the visit, the press office usually distributes a press kit containing the main economic and political data the journalists require for their assignments. Arrangements of this sort were made in 1981 on a number of occasions.

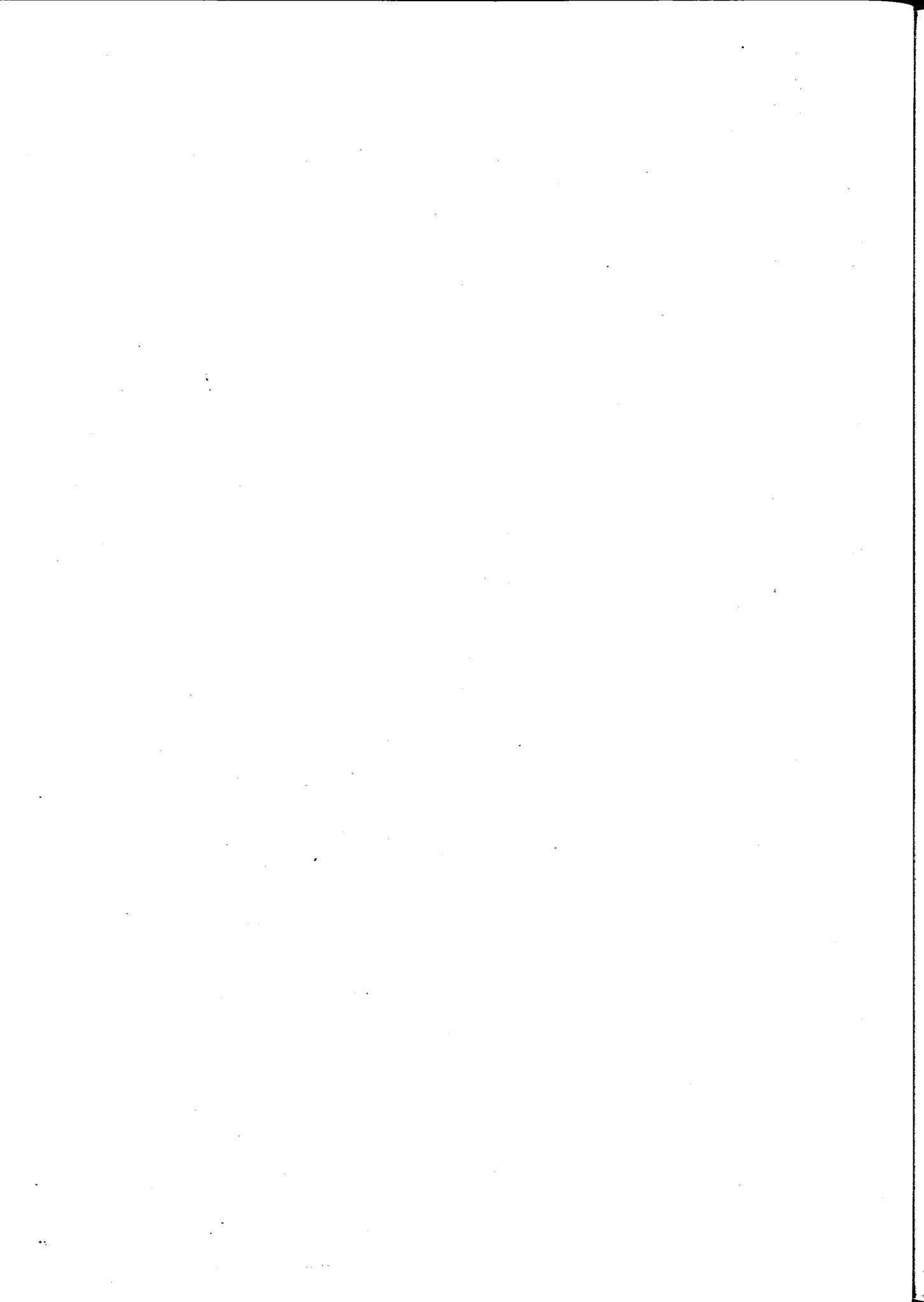
When foreign dignitaries make official visits to Canada, the press office organizes a program - coverage of special events, briefings, meetings and interviews - for journalists accompanying the visitor or visitors. When necessary, the office arranges for the accreditation of foreign and Canadian journalists.

The press office publishes all press releases issued on behalf of the Secretary of State for External Affairs, as well as his speeches and formal announcements. By means of a daily telegraphic transmission to all Canadian posts of a scan of the Canadian printed and electronic media, the office makes a key input into the range of information these posts receive from the Department to help them do their work.

The press office regularly assists foreign correspondents reporting on the Canadian scene and who are based in Canada or in the United States. The office is in constant touch with these correspondents - there are some 40 of them - and, in a variety of ways, facilitates their work of covering news and developments in Canada.

P A R T D
PROTECTION OF
PRIVATE INTERESTS ABROAD

In all sorts of ways, Canadians can encounter problems of an international character for which special help is needed. Through the provision of the consular, passport, legal and other services described here, the Department of External Affairs is often able to give that help.



PART D

INTERNATIONAL SOCIAL AFFAIRS

Consular assistance

The Department continued to protect the interests of Canadians abroad who called for assistance when in distress or detention, when subject to discrimination, denial of justice or violation of fundamental human rights or when exposed to risks in situations of civil strife or natural disaster.

Although there was a decline in the number of Canadians travelling abroad in 1981, the total number of consular services provided by our posts continued to grow. Some 645,000 consular services were provided by 105 Canadian diplomatic and consular posts, and 15 consulates staffed by honorary consuls. This was an increase over the preceding year's figure of some 40,000 services. However, the number of cases of distress which called for special care and help, some 4,000, remained at the same level as last year's.

Posts assisted 1,900 Canadians who experienced financial difficulty outside Canada owing to theft or loss of funds, breakdown of travel arrangements, unforeseen medical or other expenses, or other unusual circumstances. In a number of instances posts and headquarters were involved in the arrangements for the transfer of private funds. In some cases, these Canadians received recoverable subsistence advances until personal funds were received. In an additional 357 cases, where particular hardship was involved, recoverable public financial outlays were made for their return to Canada. There were 610 Canadians detained in foreign jails in 1981, some of whom were released in the course of the year, but many began, or were continuing, to serve out their sentences. Consular officers helped Canadian detainees abroad by ensuring access to legal counsel, seeing that the process of justice did not discriminate against them, acting as intermediaries between them and their families, relatives and friends, and assisting in whatever other way was possible and appropriate in individual circumstances. Canadians reported by our posts to have required hospitalization abroad numbered 447, and deaths totalled 422; in such cases, Canadian consular officials were often involved in making arrangements requested by families or friends.

While consular services delivered abroad consist of a variety of tasks as noted above, the most frequent are: providing information and advice on local conditions; issuing passports; processing applications for proof of Canadian citizenship and for related citizenship services; providing legal and notarial services; and facilitating contacts between Canadians and local authorities.

In Ottawa, the Bureau of Consular Services continued to plan, coordinate and support the consular program abroad. The Bureau was also

responsible for: the negotiation of consular conventions or understandings relating to consular and nationality matters; the monitoring of relevant legislative developments; the provision of information on, and assessments of, conditions of interest to members of the Canadian public intending to travel or reside outside Canada; liaison with other Canadian government departments and the Canadian travel industry; the management of consular training and evaluation programs; the collection and analysis of consular reports and statistics; and the preparation of consular directives and other guidance.

Political and civil unrest, natural disasters, and some local conflicts around the globe posed threats of varying degrees to the safety of Canadians travelling or residing in affected areas; of particular note were Lebanon, Guatemala, Gambia and Poland. In addition to meeting the requirements for collection and prompt distribution of up-to-date information on these events and subsequent developments, headquarters, as well as posts responsible, kept under continuous review contingency plans for emergency assistance to Canadians and updated information on Canadians registered in these areas as well as elsewhere.

Honorary consuls for Canada were appointed in Nicosia (Cyprus), Bombay (India) and Barcelona (Spain) bringing to 15 the number of consulates headed by honorary consuls. Under the direction of the Canadian head of post accredited to the country concerned, honorary consuls provide emergency consular assistance and other services to Canadians.

Transfer of offenders

Under an existing treaty with the USA, 12 Canadians serving sentences in American prisons were returned to Canada, at their request, so that they might complete their sentences in Canada in the interests of their rehabilitation and to be closer to their communities, families and friends; similarly, five American prisoners were returned to American penal institutions. The treaty with Mexico remained in force but there were no transfers of inmates between the two countries during 1981. The treaty with Peru remained in force and one Canadian prisoner was transferred to Canada. No Peruvians were transferred to Peru. An Exchange of offenders treaty, signed with Bolivia on March 6, 1980, is awaiting ratification.

Canada participated in Council of Europe discussions on negotiating a multilateral agreement with member states. Exploratory discussions are planned with other countries where the mutual interests of Canada and the state concerned suggest that a treaty might be negotiated.

Consular conventions and understandings

The process of consultations and negotiations was pursued with those countries with which Canada has specific interests in concluding bilateral conventions or understandings to facilitate consular relations for the protection of Canadian citizens. Emphasis was placed on the dual

nationality question in order to determine, and agree upon, the extent of protection and assistance dual national Canadians would be entitled to receive under certain conditions when temporarily in their country of other nationality. As a number of the matters under negotiation fall within the competence of the provinces in Canada, their concurrence or views were sought on the contents of the proposed conventions with Hungary and Romania. Consular consultations on a broad range of issues were also held with Mexico, Italy, Czechoslovakia and the USSR in the course of 1981.

The consular awareness program

The Department continued efforts to inform the Canadian travelling public of precautions which could be taken to make their trips abroad as pleasant and trouble-free as possible. A 1981 edition of Bon Voyage, But... was published and some 650,000 copies were distributed through regional passport offices across Canada, at posts abroad and at headquarters. A new film sponsored by the Department on consular assistance to Canadians was completed late in the year and plans were made for its wide distribution through television and cinema showings. Officials of the Department provided information and analysis to members of the media and press in the course of interviews and briefings both on general aspects affecting international travellers and on specific situations, as well as on the assistance and other services which can be provided to Canadians abroad by posts.

Consular policy for the '80s

The Department undertook a major examination of Canada's consular policies and practices as envisaged in the present decade in light of the changing domestic and international environments affecting Canadians travelling or residing abroad. As a result of this examination recommendations will be made on desirable improvements in our policies and practices to cope with expected changes in the coming years.

Immigration

On March 20, 1980, the Prime Minister directed that, to better achieve Canadian foreign policy objectives abroad, there be a major consolidation of the foreign service and program operations. On April 1, responsibility for delivery of immigration programs abroad was transferred to the Department of External Affairs. This transfer brought to the Department not only a responsibility for the delivery of a wide range of immigrant and refugee programs which reflect Canada's economic, social and humanitarian interests but also a responsibility to achieve these programs within the framework of global immigration policy objectives. These objectives, set out in the Immigration Act 1976, provide for the reunification of families; the fulfillment of Canada's international obligations with respect to refugees; the fostering of economic growth by the selection of skilled workers and entrepreneurs; and the protection, safety and good order of Canadian society.

Interest in immigration to Canada remained at a high level throughout the world in 1981. Reflecting this interest as well as Canada's own domestic needs and humanitarian concerns, missions abroad issued 127,706 immigrant visas, compared with 136,417 visas in 1980.

Within the context of deteriorating situations in many parts of the world, Canada's commitment to the resettlement of refugees remained an operational priority in 1981. Government-sponsored programs for refugees and self-exiled persons continued in the Asia and Pacific region, Eastern Europe and Latin America, as did several family reunification programs which are operative through private sponsorships. This commitment to assist these unfortunate persons was reinforced by the increasing attention and support of the Canadian public, the latter often through private sponsorships.

The Indochinese Refugee Program remained Canada's single largest resettlement program. In 1981 there was an increasing concentration on the reunification of families. Under the mandate of this successful and highly visible program 9,523 Indochinese refugees were provided with visas for resettlement in Canada. The Family Reunification Program from the Socialist Republic of Vietnam, on the other hand, continued, as in 1980, to have serious problems of operational accessibility. In September, the Vietnamese government announced that it would permit the resumption of regular selection visits to Vietnam from the Canadian mission in Thailand. This decision allowed for large-scale processing of family reunification cases in accordance with the guidelines of the program.

In Eastern Europe the worsening state of the Polish economy and developments arising from the growth in importance and size of the trade union movement, Solidarity, resulted in the mass exodus of Poles to Western Europe, primarily through Austria. In response to the requests of the Austrian government and the concerns expressed by Canadian non-governmental organizations, Canada participated in a major international resettlement program for these persons. A special task force was sent to Vienna in September to speed the processing of Polish self-exiles there who wished to resettle in Canada. Other Canadian missions in Western Europe dealt on a priority basis with similar influxes of Poles, as well as other Eastern European nationals. As a result of this concentrated effort 2,544 Polish self-exiles obtained visas under the mandate of the Eastern European Designated Class Program, compared with 467 in 1980. A total of 5,153 visas were issued to Eastern Europeans, compared with 3,940 in 1980; of this number 546 persons received visas through private sponsorships.

In Central America the dramatic escalation of violence in El Salvador and Guatemala forced hundreds of thousands of persons to flee for safety to other countries in the region. While the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) sought local resettlement in the region as a temporary solution to eventual repatriation, the UNHCR did recognize the need in certain cases for resettlement outside the area. To assist Salvadoreans in such circumstances, the government put into force on March 19 the special measures program, which not only facilitated family

reunification but also provided for the adjustment of status of hundreds of Salvadoreans already in Canada. Missions in the region monitored closely the movements of these refugees and their accessibility to Canada's refugee and special measures programs.

Another facet of immigration operations abroad was providing services to persons wishing to enter Canada for a short period, including visitors, students and temporary workers. Many programs were in place to facilitate these persons, whose numbers increased significantly in 1981. They included: student and summer youth work exchanges; seasonal agricultural workers movements; and young technicians' training courses. In 1981, missions issued a total of 242,279 visitor visas, compared with 218,150 in 1980.

On October 15, citizens of India were removed from visitor visa exemption. This action was taken to provide better servicing of Indian nationals seeking to visit Canada for legitimate reasons, and to control the number of dubious claims being made to refugee status by Indian citizens on their arrival in Canada. The latter situation, if not corrected, threatened to overwhelm the refugee determination process. In 1981, of the 2,592 claims made in Canada, 1,047 or 40 per cent were from Indian nationals.

At the annual review meetings held in Ottawa, in December, agreement was reached respectively with Mexico and Commonwealth Caribbean countries on new five-year agreements for the seasonal agricultural workers programs, which provide an important dimension to Canada's relations with the government of Mexico and with the government of the Commonwealth Caribbean nations. In 1981, 689 agricultural workers from Mexico and 5,130 from the Commonwealth Caribbean entered Canada under the mandate of these programs.

Foreign claims

The Department handles requests from Canadian citizens for assistance in pressing claims against or involving foreign governments, and these are ordinarily dealt with on an individual basis. However, when large numbers of claims arise by reason of a sweeping change in the political organization of a country involving the nationalization or affectation of private property, it is more practical to negotiate a comprehensive or block settlement with the country. Such an agreement, which had been signed with Cuba on November 7, 1980, entered into force on June 26, 1981.

Canada also entered into a Claims settlement agreement with the government of the People's Republic of China on August 20, 1981, marking the successful completion of work that began in 1974. A press release which requested all Canadians with claims against the People's Republic of China to submit their claims to the Department, led to two rounds of consultations in April 1980 and August 1981. Under the terms of the agreement, the government of Canada agreed to refrain from espousing claims of Canadian citizens in respect of certain categories of claim arising out of measures

adopted by the government of the People's Republic of China between October 1, 1979 and August 20, 1981 in return for the payment of \$340,000, as a lump sum settlement of those claims.

When a lump sum settlement has been negotiated and a fund thereby created, all claims are referred to an independent body -- the Foreign Claims Commission -- for a report and recommendation to the Secretary of State for External Affairs and the Minister of Finance, as to who are eligible or not for awards out of the fund and the amounts of such awards.

During 1981, the Commission began its work in connection with Cuban and Chinese claims. Regulations governing the disposition of the proceeds of the Cuban settlement were passed and a number of claims under this program were processed. The Commission also began its examination of the claims against the Chinese settlement.

Private international law

In the area of private international law, the Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders and judgments and other related matters have become subjects of international co-operation due to the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, liaison is carried on between the Department and the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. In 1980, the Department had published a booklet entitled International judicial co-operation in civil, commercial, administrative and criminal matters. This publication, aimed at assisting Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems, was given wide distribution in 1981.

Another area of co-operation between states involves the enforcement of criminal law. In this area also, the Department ensures the required liaison in Canada and abroad. It is expected that the new Extradition treaty signed with France in 1979 will be ratified in the near future. It was expected also that an Extradition treaty with the Netherlands would be signed shortly. The new Extradition treaty between Canada and Italy was signed on May 6, 1981 and is awaiting confirmation from the Italian authorities that they are in a position to ratify. Discussions continued with the American authorities concerning possible amendments to the Canada-USA extradition treaty. By the end of 1981, the House of Commons had not dealt with the new fugitive offenders bill which passed the Senate in December 1978. It was expected that, once enacted, the bill would be merged with the Extradition Act under that general name.

In 1981 as before, the Department was extensively involved in the international aspects of a number of civil kidnapping, or "childnapping", cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The Department has attempted to obtain reports on the well-being of

the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada in cases where Canadian courts have already ruled on custody. In part because of the acute personal distress caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the federal and provincial governments. Eight of the ten provinces have adopted model legislation on reciprocal enforcement of provincial custody orders since 1975, and the two remaining provinces are contemplating similar action. Internationally, Canada played a role in the completion, in 1980, of the Convention on the civil aspects of international child abduction at the fourteenth session of The Hague Conference on Private International Law. Canada signed this convention on October 25, 1980 and is in the process of discussing it with the provincial authorities prior to ratification. The main purpose of the convention is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of the child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted.

Passport services

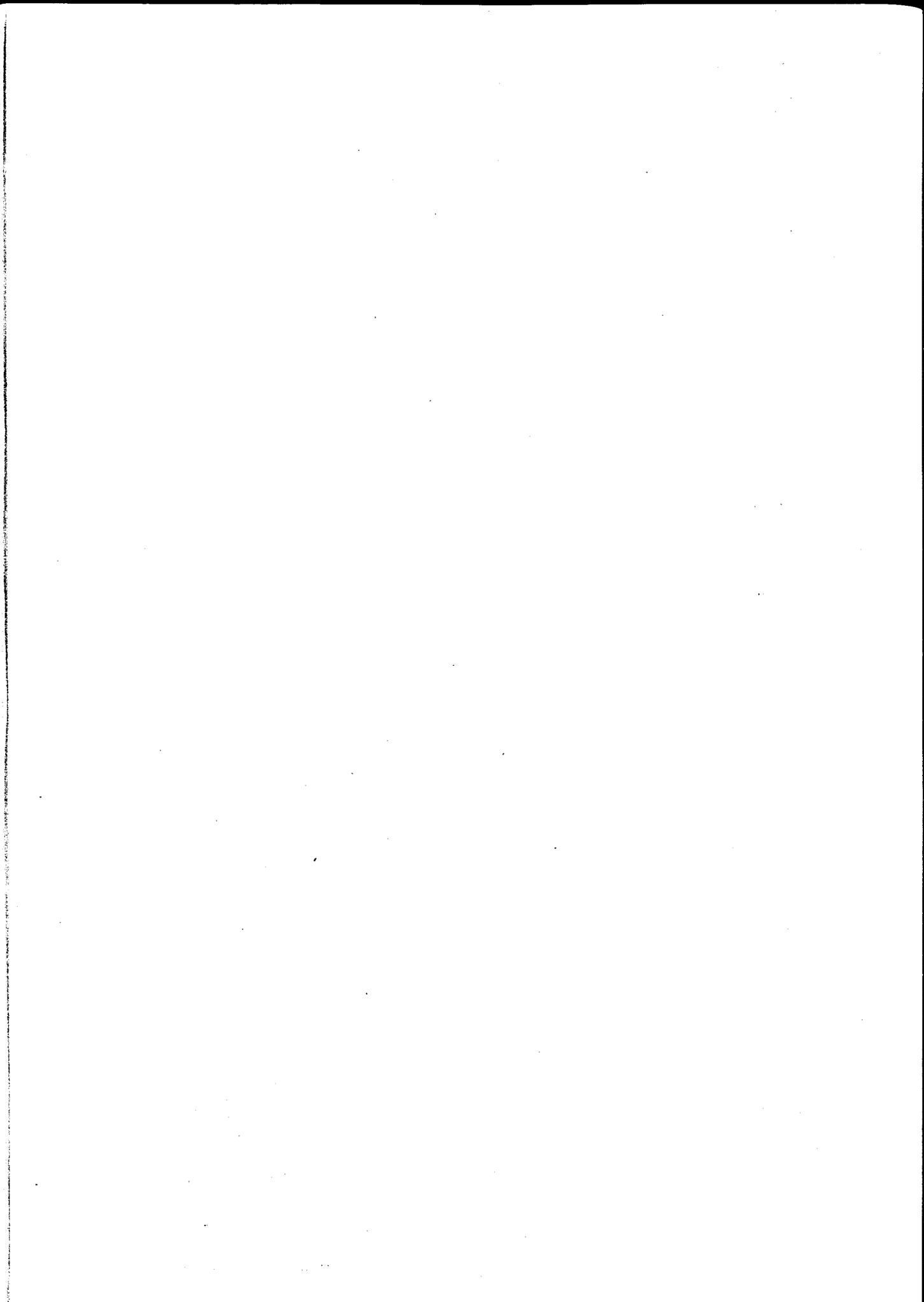
Demand for passport services declined marginally in 1981, owing in part to economic conditions at home and abroad, fluctuations in foreign exchange rates, and the government's policy of encouraging travel within Canada.

New regional passport offices were opened in 1981 in Windsor, London, Victoria and Fredericton to expand the decentralization of passport services to Canadians. These new offices produced 5.6 per cent of the passports issued by regional passport offices in Canada during the year. There are now 15 regional offices outside Ottawa providing over-the-counter passport services to 68.4 per cent of passport applicants in Canada - a 7.1 per cent increase over the 1980 figure - while assisting with travel and consular-related problems of Canadians in difficulties abroad.

In addition to management of the passport program in Canada, and issuance of passports, the Passport Office in Ottawa continued to provide instruction, training and other support services to staff issuing passports at posts abroad.

In 1981, a total of 632,704 Canadian passports, Certificates of Identity and UN refugee convention travel documents were issued. Of these, 587,158 (93 per cent) were issued in Canada and 45,546 (7 per cent) were issued at posts. These figures compare with the 1980 figures of 616,581 issued in Canada and 44,531 at posts and indicate a decrease of 4.8 per cent in passports issued in Canada and a 2.3 per cent increase in those issued at posts abroad.

Under government refugee programs, special travel documents were required and in the year under review 3,396 Certificates of Identity and 272 refugee travel documents were issued to entitled individuals. This represents a further 59.3 per cent increase from the already substantial 1980 volume of Certificates of Identity and a decrease in the number of refugee travel documents issued.



P A R T E

POLICY FORMULATION AND
MANAGEMENT SYSTEMS

Canada's Department of External Affairs is a large and complex institution. To function efficiently, it requires central co-ordination of policy and of operations carried out in a federal system, property management on a world-wide scale, staffing of offices located in many countries, administrative units to deal with multi-currency budgets and complex protocol questions and an effective communications network. The following pages describe these activities.

PART E

POLICY FORMULATION AND MANAGEMENT SYSTEMS

Policy planning

A policy planning secretariat assists the Under-Secretary of State for External Affairs and senior management by evaluating the effectiveness of current policies in light of changing international and domestic circumstances, advancing options and suggesting new directions in foreign policy. It also works to strengthen the Department's function as the federal agency responsible for the management of Canada's foreign relations. During the year, the secretariat was involved in several activities aimed at bringing a higher degree of consistency and co-ordination to policy development in the Department.

Security and intelligence

The Department's intelligence analysis and security branch is responsible for programs designed to ensure the physical security of documents and communications and the safety of personnel both at posts and at headquarters. Responsibility for matters of international terrorism and emergency preparedness also belongs to this branch. Branch officers collect and analyze political and economic intelligence from many sources to provide a basis for policy formulation on matters affecting Canada's interests.

Federal-provincial co-ordination

Federal-provincial co-ordination seeks to harmonize the policies and activities of the two levels of government in the international field. The division in charge of this co-ordination formulates government policy relating to the interests of provinces in the area of international affairs and helps them carry out international activities related to these interests.

Close liaison is maintained between the Department and the provinces, chiefly through periodic visits by departmental officials to the provinces as well as almost daily telephone contact. The Department's telecommunications network is available to the provinces, giving them rapid access to the services offered by Canada's posts abroad.

The Department operates an information program for the use of the provinces whereby observations, comments and research, primarily from Canada's posts in the US, the Canadian embassy in Japan and the Canadian mission to the EC, are sent to the provinces. Most of this material is economic, dealing with energy, the environment, trade and commerce and natural resources.

This same co-operation exists outside Canada between posts and some 40 provincial offices in Europe, Asia, Latin America and the United States.

In the case of multilateral institutions, the Department continued to facilitate provincial participation in the sessions of the World Health Assembly, the Food and Agriculture Organization, the ILO, UNESCO, and the UN Human Rights Commission, as well as in certain sectorial meetings of the Commonwealth and the OECD. As well, seven provinces took part in the work preparatory to the UN Law of the Sea (LOS) conference and sent advisers to be part of the Canadian delegation to that conference.

As in the past, the provinces participated in the work of the sub-committees of the Joint Co-operation Committee formed under the Framework agreement between Canada and the EC. Provinces also took part in the working groups created by the sub-committees to study specific sectors such as aeronautics, telecommunications, forest products, metals and minerals.

Consultations with provinces were held regarding many of Canada's international economic activities. Provincial participation in international economic meetings was intense, particularly in the Canada-Japan working group on resource-processing and in discussions on various sectorial activities and issues. In May, two provinces joined the Canadian delegation to the Paris meeting of the OECD Inter-ministerial Committee on Scientific and Technological Policy. In August, five provinces took part in the UN Conference on New and Renewable Sources of Energy in Nairobi and in the preparatory and follow-up meetings organized in connection with it. Provincial representatives also participated on the Canadian negotiating team to the first session of the Canada-United States discussions on acid rain. The Federal-Provincial Trade Relations Committee (FPTRC) was very active in 1981, holding one meeting in Toronto to review the international trading environment, the Canadian import regime and sectorial and bilateral trade issues, and one meeting in St. John's Newfoundland jointly with the Federal-Provincial Export Development Committee to review marketing strategies and programs and issues before the Export Trade Development Committee, composed of members of the private sector.

In immigration matters, the Department continued to facilitate close co-operation between the federal and provincial immigration services at home and abroad.

The first in what will be a series of regular annual federal-provincial meetings on Canada's international cultural relations was held in Ottawa in May 1981. The decision to initiate such annual meetings, which will be a major step towards improving federal-provincial consultation mechanisms in the international cultural field, is one of the results of liaison visits to provincial capitals undertaken by the Department in 1980.

Some progress was made in 1981 in international educational co-operation. A meeting between the Secretary of State for External Affairs and the Secretary of State on one hand, and the Council of Ministers of Education, Canada on the other, was held in Ottawa, on April 1, 1981. This

meeting led to the establishment of a working group of federal and provincial officials charged with developing mechanisms for closer federal-provincial co-operation in matters involving international education. Work then proceeded on the establishment and mandate of the joint working group. There was also considerable activity directed towards the international marketing of educational services.

In 1981, the Department helped to arrange visits for a number of provincial delegations travelling outside Canada. These included the trip of Premier Buchanan of Nova Scotia to London; Premier Lougheed of Alberta to Washington and New York; Premier Hatfield of New Brunswick to Europe; Premier Blakeney of Saskatchewan to Los Angeles and San Francisco; Premier Lyon of Manitoba to Europe and New York City; Premier Bennett of British Columbia to the Orient and France; and Premier Davis of Ontario to Australia and New Zealand. In addition, numerous visits outside Canada were organized for ministers from all provinces, as well as the regular visits to the provinces by foreign diplomats accredited to Canada. The Department also assisted in arranging numerous visits of foreign delegations to meet with provincial ministers and officials.

Executive information

An executive information service is responsible for the provision of comprehensive foreign policy information to senior departmental management, to posts and to other departments and agencies of the federal government that have an interest in Canada's external relations. The service discharged its responsibility by the circulation of daily summaries of important communications between the Department in Ottawa and posts and by the regular publication of bulletins and selected documents dealing with a variety of foreign policy matters.

Communications, information, storage and retrieval systems

All government departments with programs abroad continued to seek a more efficient information base to facilitate their daily business. This thirst for information, which was reflected in a 14.7 per cent increase in traffic volumes over those of the previous 12 months, is a tribute to the ability of the system to service the requirement. However, the Report of the Task Force on Canadian Representation in the United States highlights the need for new and improved communications systems to existing services so that the primary function of representatives abroad might better be served. To meet these needs the Department pursued an extension of the existing secure facsimile network to all US consulates and the establishment of pilot projects in secure communicating word processors.

Radio teletype was installed in Warsaw and Ankara in direct response to the Polish crisis. Further network reconfiguration was researched to ensure maintenance of efficiency and cost effectiveness. Significant progress was made in meeting post requirements for telephone service by the installation of technologically advanced Canadian telephone

services at a rate of one a month. Many technical security inspections were carried out and successes reinforced the importance of this program.

Escalating diplomatic courier costs, air fares and other travel costs and demands for faster exchange of material with posts, forced yet another re-examination of the service. Co-operation with both the Australian and British courier services continued to produce savings and some contraction of regional functions may improve over-all efficiency.

Telecommunications made a substantial contribution to the 1981 Ottawa Summit. As communications co-ordinator, the Department was responsible for three centres of conference activity plus facilities for the media through communications links by radio, microwave and telephone lines. Both fixed and mobile communications were established for the seven heads of state attending the conference.

To increase typing productivity, word processing services were made available to all branches at headquarters and the introduction of word processing at some posts continued.

Major progress continued in the implementation of the automated records information storage and retrieval systems with the recruitment of additional para-professional staff. Over 50 per cent of incoming substantive documentation is now cited in the data base. The system also supports financial, personnel and material management data bases. In the context of the records management function the Department worked with Treasury Board on access to information and preparations to implement the Department's responsibilities when Bill C-43 is enacted.

The departmental library continued to receive increasing demands for research assistance, both manual and automated searching, with an average increase of 35 per cent since 1979. The special cataloguing task force met its target to convert one half of the old monograph catalogue to machine readable format in line with the library's objective to provide an automated on-line catalogue on site by the end of fiscal year 1983-84. Prior to the end of 1981 the library completed its study of the possible alternatives for the full automation of the statistical data base concerning Canada's bilateral relations, selected the best alternative in light of monies available and proceeded to carry out the project.

Personnel

The Department's personnel bureau is responsible for the recruitment, assignment, salaries and general working conditions of 5,442 employees. Of these, 2,070 are Canada-based employees and 2,488 are locally-engaged employees working at 118 posts. During 1981, the personnel sector changed considerably through such measures as the consolidation of the foreign service under the aegis of External Affairs, the extension of the new management category (EX) to the Department, and the renegotiation of the Foreign Service Directives.

By the end of 1981, employees of the former foreign branch of the Canadian Employment and Immigration Commission (CEIC) had been integrated into External Affairs and a bureau of immigration affairs created. Negotiations were taking place with the Department of Industry, Trade and Commerce concerning the Trade Commissioner Service, as well as with the Canadian International Development Agency about the creation of a group of rotational aid specialists within the Department of External Affairs.

During this period, substantial work had been done to effect the harmonization of senior levels in the foreign service with the new management category system that applies to the whole of the federal public service. A concomitant of this change would eventually be the restructuring of the remaining levels of the foreign service group according to a new classification plan. Work began on this long-term project at the end of 1981.

The triennial discussions with the members of the National Joint Council (involving management, unions and the Treasury Board), concerning the revision of the Foreign Service Directives continued throughout the year. The directives, which govern the terms and conditions of service abroad, were to be renegotiated by April 1, 1982. On October 21, 1981, a Royal Commission on Conditions of the Foreign Service, headed by Pamela A. McDougall, submitted its report to the Prime Minister. The report was published at the end of 1981.

The major portion of the bureau's work was devoted to essential, ongoing tasks. Modest increases in recruitment took place during 1981 in view of the previous austerity and the larger responsibilities of the Department (i.e. the integration of the former CEIC foreign branch).

During the year, there was a total of some 935 movements of personnel assigned to posts or returned to headquarters. This involved a total of 1,998 employees and dependents.

Interdepartmental co-ordination

In 1980, the Committee of Deputy Ministers on Foreign and Defence Policy was established to replace the Interdepartmental Committee on External Relations (ICER). The committee of deputies is chaired by the Under-Secretary of State for External Affairs; it reviews major policy and expenditure issues referred to it by Cabinet committee, or prepared by departments for Cabinet committee, and is expected to ensure that recommendations reaching Cabinet committee are sound in substance, correct in form, consistent with government priorities and objectives, and responsible in their reconciliation of policy proposals with the resources required to implement them. The committee of deputies is supported by an interdepartmental secretariat.

The committee of deputies deals with the political, economic and other issues that may arise in the area of foreign affairs, aid and defence,

and with the foreign operations matters with which ICER dealt; its sub-committee on foreign operations is now the focal point for interdepartmental co-ordination, co-operation and consultation on these matters. Since May 1980, the sub-committee has:

- guided the implementation of newly established procedures for the appointment and appraisal of heads of post;
- taken a fresh look at the country assessment, review process and the preparation of a detailed report on program plans and personnel allocation proposals of all posts abroad; and has
- guided the consolidation of the foreign service in accordance with the decision of the Prime Minister.

Internal evaluation and audit

Internal audit and program evaluation are integral parts of the Department's managerial processes.

In 1981 the internal audit division conducted a comprehensive audit of the accounting and financial services division of the bureau of finance and management services. Auditors assigned to the inspection service conducted audits at 36 posts, covering the administrative operations of finance, property and material management.

Program evaluation is the formal review and assessment, in accordance with Treasury Board directives, of the continued relevance and of the effectiveness of existing departmental programs. The first such study, which dealt with the provision by the Department of consular services to Canadians abroad, was completed in 1981. An evaluation of the Department's information activities abroad is now under way.

Inspection service

An inspection service, which reports to the Committee of Deputy Ministers on Foreign and Defence policy through the Under-Secretary of State for External Affairs in his capacity as chairman, undertakes independent audits and evaluations of the full range of Canada's foreign operations at posts abroad.

During 1981, inspections were made at 36 posts: 13 in Asia; 4 in Australia; 7 in eastern Europe; 12 in Latin America and the Caribbean; as well as, in the last-named region, 5 honorary consulates.

Budgetary estimates 1981-82

For the fiscal year April 1, 1981 to March 31, 1982, departmental estimates for operating and capital expenditures and for grants and contributions totalled \$450.5 million. Of this total, the amounts spent by

category of major activity were: \$203.4 million for relations with foreign governments; \$14.3 million for consular services to Canadians abroad; \$40.1 million for information and cultural relations; \$43.6 million for general administration; and \$149 million for the provision of support services to other departments and agencies having representatives abroad, notably Industry, Trade and Commerce and CIDA. During the year, an additional \$17.6 million was transferred to the Department for consolidation of immigration foreign operations into the Department of External Affairs.

Operating and maintenance expenditures (\$313.9 million) enabled the Department to carry out its responsibilities for the management and co-ordination of operations both at home and abroad; included under this heading were expenditures for salaries, wages and other personnel costs, rentals of properties abroad, travel and communications and a wide range of costs associated with the conduct of foreign operations.

Grants and contributions (\$111.2 million) were, for the most part, non-discretionary payments arising from Canada's membership in a number of international organizations (UN, NATO, OECD, Commonwealth, Agency for Cultural and Technical Co-operation, etc.).

Physical resources

The provision of the Department's overseas real estate is entrusted to a physical resources branch. The branch also has responsibility for a long-range capital program approved by the Treasury Board in 1978 and funded at a level of over \$26 million annually; the object of the program is to increase Crown ownership of office and living accommodation abroad to secure more economical and satisfactory accommodation. A recent evaluation of the realty inventory places its value at \$500 million.

During 1981 the physical resources branch completed construction of a chancery in Mexico, while major renovations to the Paris chancery neared completion. Interior design and renovation work continued on the cultural centre at Canada House in London, and construction began on a chancery in Belgrade and staff quarters in Port of Spain. Work on the cultural centre in New York was completed. The branch also continued with negotiations and design for major chancery projects in Riyadh, Peking, and Washington. Minor alteration projects were carried out at several missions at a cost of \$1.6 million and a property maintenance program of \$8.5 million was implemented during the year.

Acquisition of properties related to post openings in Amman, Munich and Perth, Australia was initiated. Purchases of a chancery in Abidjan and an official residence in Dallas were finalized while projects in progress included acquisition of official residences in Abidjan, Athens, Buenos Aires and Brussels, staff quarters in Bangkok, The Hague and Singapore and a chancery in Rio de Janeiro. With the addition of four staff quarters, the last phase of a joint venture to provide 13 staff quarters in

Tokyo was completed. In addition, the Department disposed of surplus staff quarters in Brasilia and Santiago, as well as a major office property in Paris which realized \$5.8 million.

Other activities of note during the year included leasing of new chanceries in Budapest and Cleveland.

The branch pursued its energy conservation measures with the initiation of a solar energy program and instituted several studies and reviews of existing administrative standards and practices.

Foreign representation in Canada and protocol

Canada has diplomatic relations with 140 countries. There are 76 resident ambassadors, 22 resident high commissioners, 28 non-resident ambassadors and 14 non-resident high commissioners. In addition there is ICAO with representatives from 41 nations, as well as the delegation of the EC Commission, the Office of the High Commissioner for Refugees, the International Labour Office, the UN Audio-Visual Information Centre on Human Settlements and the field office of the IEA.

During 1981, the Department's protocol branch maintained contact with these missions, providing services and advice in accordance with Canada's obligations under international conventions and Canadian laws and regulations. Such matters as the protection of foreign embassy and consular personnel, and ceremonial arrangements involving the diplomatic corps and government hospitality to foreign visitors, were the responsibility of this branch. It was also responsible for overseeing the privileges and immunities of 881 diplomatic personnel, some of whom were resident outside Canada, 692 individuals and their families attached to consulates and 604 foreign administrative and support staff and their families. There were also 251 private servants working for foreign representatives. At the ICAO headquarters in Montreal, there is a secretariat staff of 288 international civil servants, including senior officials with status similar to that of the diplomats. The protocol branch continued to help newly-arrived foreign personnel to understand Canadian customs, laws and regulations they would be expected to observe. While protecting Canadian interests, it helped to prevent misunderstandings between the diplomatic community and Canadians from adversely affecting the work of foreign missions.

The protocol branch was also responsible for welcoming foreign visitors and for offering them government hospitality. In 1981, the branch organized 441 hospitality functions and made arrangements for 150 visits to Canada. These were at the level of official, private and technical, head of state, head of government and ministerial, including deputy prime minister and minister of foreign affairs. Among the 27 official visitors were the President of the USA, the King of Jordan, the Vice-President of India, the Chancellor of the Federal Republic of Germany, the Prime Minister of Australia and ministers of foreign affairs of 15 countries. Also hosted by Canada in 1981 was the Economic Summit which was held under the chairmanship of the Prime Minister at Montebello, Quebec.

Arrangements were also co-ordinated for travel abroad by the Governor General to the Nordic countries and by the Prime Minister to 14 countries including Saudi Arabia, Algeria, United Kingdom, Tanzania, Australia, Korea and Mexico. The Secretary of State for External Affairs' visits to 17 countries were also co-ordinated by the protocol bureau.

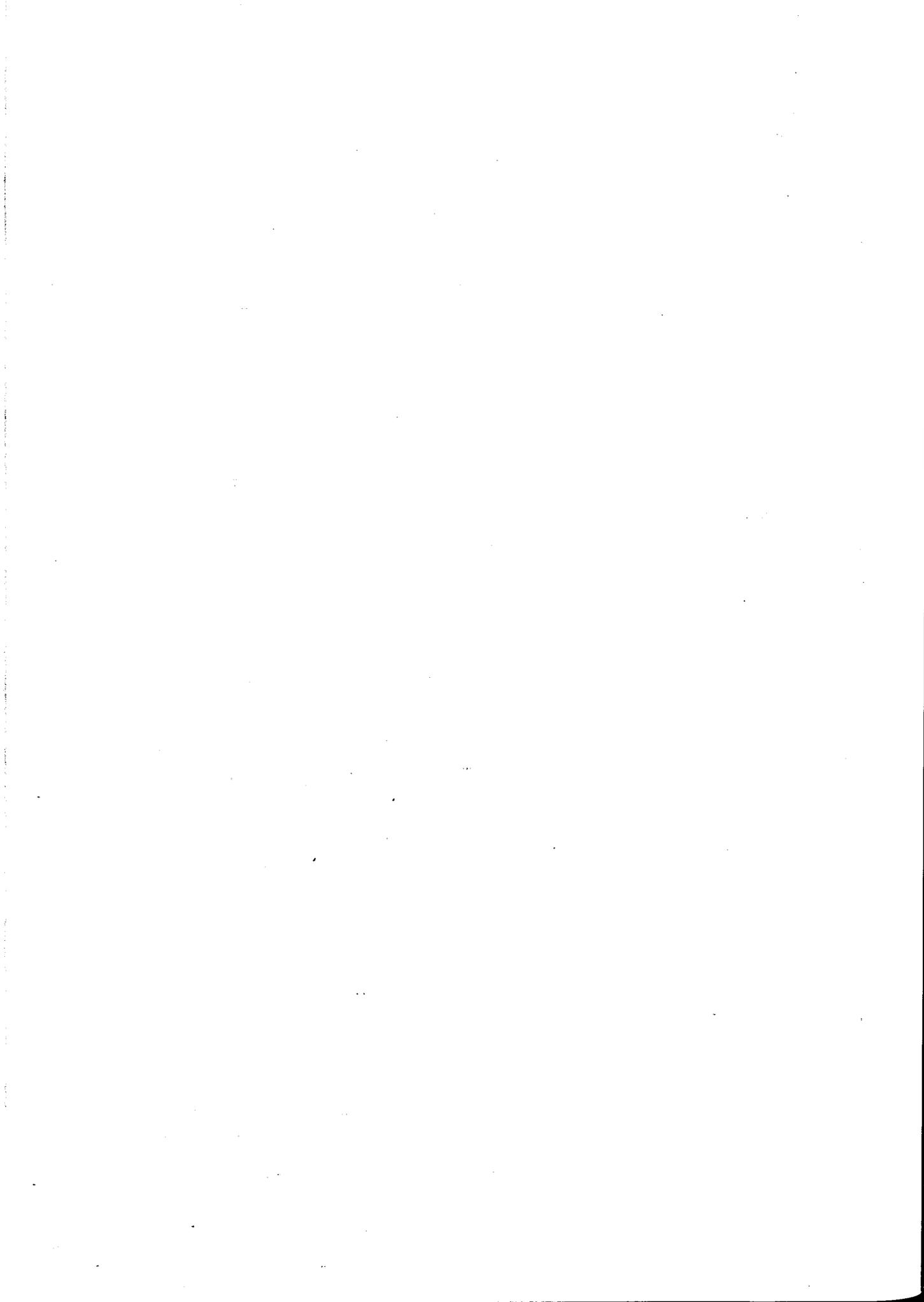
Privileges and immunities

The Department is responsible for the interpretation and application, in Canada and abroad, of the principles contained in international agreements on privileges and immunities affecting diplomatic missions, consular posts and international organizations.

In November 1981, Canada participated at a diplomatic conference convoked in London for the purpose of adopting a Protocol on the privileges and immunities of the International Maritime Satellite Organization (INMARSAT), an organization established for the purpose of improving maritime communications. In order to facilitate the performance of their functions, the protocol confers certain privileges and immunities on the organization, its staff and representatives of member states.

The State Immunity Bill, which provides for immunity of foreign states in Canadian courts, was passed by the Senate on May 27, 1981 and received second reading in the House of Commons on June 23, 1981. It was then referred to the Standing Committee on Justice and Legal Affairs. In general terms, this bill provides that foreign states operating in Canada will not be immune from proceedings relating to their commercial activities. The bill is sponsored by the Department of Justice and is strongly supported by the Department of External Affairs.

ANNEXES



INTERNATIONAL AGREEMENTS - BILATERAL

ASEAN

Agreement between the Government of Canada and the Governments of the Association of Southeast Asian Nations on Economic Co-operation

New York, September 25, 1981

Australia

Agreement between the Government of Canada and the Government of Australia concerning the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Ottawa, March 9, 1981

Entered into force March 9, 1981

Convention between Canada and Australia for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Canberra, May 21, 1980

In force April 29, 1981

Barbados

Development Loan Agreement between the Government of Canada and the Government of Barbados

Bridgetown, January 12, 1981

In force January 12, 1981

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Barbados constituting an Agreement extending for six months the 1979 Interim Agreement on International Air Services between Canada and Barbados

Bridgetown, April 22 and May 21, 1981

In force May 21, 1981

With effect from May 1, 1981

China, People's Republic of

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China concerning the Settlement of Private Canadian Claims

Beijing, August 20, 1981
In force August 20, 1981

Cuba

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Cuba relating to the Settlement of Canadian Claims

Havana, November 7, 1980
Instruments of Ratification exchanged at
Ottawa, June 26, 1981
In force June 26, 1981

Denmark

Agreement between Canada and the Kingdom of Denmark concerning Faroese Fishing off the Canadian Coast

Ottawa, June 3, 1980
In force December 22, 1981

Egypt

Development Loan Agreement between the Government of Canada and the Government of the Arab Republic of Egypt

Ottawa, August 18, 1981
In force August 18, 1981

European Atomic Energy Community

Agreement in the form of an Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Atomic Energy Community (Euratom) intended to replace the "Interim Arrangement concerning enrichment, reprocessing and subsequent storage of nuclear material within the Community and Canada" constituting Annex C of the Agreement in the form of an Exchange of Letters of January 16, 1978 between Euratom and the Government of Canada

Brussels, December 18, 1981
In force December 18, 1981

European Economic Community

Agreement on Fisheries between the Government of Canada and the European Economic Community

Brussels, December 30, 1981
In force December 30, 1981

Agreement in the form of an Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Economic Community concerning their Fisheries Relations

Brussels, December 30, 1981
In force December 30, 1981

France

Exchange of Notes between Canada and France constituting an Agreement on the cold weather testing during the winter of 1981 at a Canadian Armed Forces weapons testing range of a French helicopter and anti-tank missiles

Ottawa, February 16 and 17, 1981
In force February 17, 1981
With effect from February 9, 1981

Agreement between Canada and France on Social Security

Ottawa, February 9, 1979
In force March 1, 1981

Germany, Federal Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Federal Republic of Germany constituting an Agreement concerning German Air Force flight training in Canada

Bonn, April 8, 1981
In force April 8, 1981

Agreement between Canada and the Federal Republic of Germany for the Avoidance of Double Taxation with respect to Taxes on Income and certain other Taxes

Ottawa, July 17, 1981

Ghana

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Ghana on Development Co-operation

Accra, November 17, 1981
In force November 17, 1981

Greece

Agreement with respect to Social Security between Canada and the Hellenic Republic

Athens, May 7, 1981

Haiti

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Haiti constituting an Agreement providing for the exchange of Third Party communication between Amateur Radio Stations of Canada and Haiti

Port-au-Prince, February 16 and May 8, 1981
In force May 23, 1981

Indonesia, Republic of

Development Loan Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Indonesia

Jakarta, May 26, 1981
In force May 26, 1981

Italy

Treaty between the Government of Canada and the Government of the Republic of Italy concerning Extradition

Rome, May 6, 1981

Jamaica

Agreement between Canada and Jamaica for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Kingston, March 30, 1978
In force April 2, 1981

Korea, Republic of

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Korea constituting an Agreement amending the Textile Restraints Agreement of December 13, 1978

Ottawa, February 13, 1981 and March 2, 1981
Entered into force March 2, 1981

Mexico

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Mexican States on Industrial and Energy Co-operation

Ottawa, May 27, 1980
In force April 30, 1981

Morocco

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Morocco concerning Economic and Technical Co-operation

Ottawa, October 13, 1981
In force October 13, 1981

New Zealand

Convention between the Government of Canada and the Government of New Zealand for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income

Wellington, May 13, 1980
In force May 29, 1981

Agreement on Trade and Economic Co-operation between the Government of Canada and the Government of New Zealand

Ottawa, September 25, 1981

Norway

Exchange of Notes amending the Agreement of October 16, 1980 between the Government of Canada and the Government of Norway for the purpose of facilitating the reciprocal enforcement of Maintenance Orders between Norway and the Province of Manitoba

Ottawa, December 7 and 11, 1981
In force December 11, 1981

Philippines, Republic of the

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of the Philippines concerning the Peaceful Uses of Nuclear Material, Equipment, Facilities and Information Transferred between Canada and the Republic of the Philippines

Manila, June 19, 1981

Portugal

Agreement between Canada and Portugal with respect to Social Security

Toronto, December 15, 1980
Instruments of Ratification exchanged at
Ottawa, March 30, 1981
In force May 1, 1981

Romania

Long Term Agreement between the Government of Canada and the Government of the Socialist Republic of Romania to promote and to develop Economic and Industrial Co-operation

Bucharest, May 19, 1981

Rwanda

General Agreement for Development Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Republic of Rwanda

Kigali, October 25, 1981

Sweden

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Sweden amending the 1977 Agreement concerning the uses of nuclear material, equipment, facilities and information transferred between Canada and Sweden

Ottawa, December 18, 1981
In force December 18, 1981

Union of Soviet Socialist Republics

Protocol between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics in respect of the claim for damages caused by the Soviet satellite Cosmos 954

Moscow, April 2, 1981
In force April 2, 1981

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on Agricultural Co-operation

Moscow, September 26, 1981
In force September 26, 1981

United Kingdom

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland constituting an Agreement amending the Agreement for Air Services of August 19, 1949, as amended on August 18, 1958 and September 6, 1960

London, April 14, 1981
In force January 1, 1981

United Nations

Agreement between the Government of Canada and the United Nations concerning the establishment and support of an Information Office for North America of the United Nations Centre for Human Settlements (Habitat)

Nairobi, January 23, 1981
In force January 23, 1981
With effect from October 1, 1980

United States

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America relating to Social Security

Ottawa, March 11, 1981

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America constituting an Agreement concerning the organization and operation of the North American Aerospace Defence Command (NORAD)

Ottawa, March 11, 1981
In force March 11, 1981
With effect from May 12, 1981

Treaty between the Government of Canada and the Government of the United States of America on Pacific Coast Albacore Tuna Vessels and Port Privileges

Washington, May 26, 1981

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America to further extend and amend the Agreement concerning joint participation in the Augmentor Wing Flight Test Project of November 10, 1970

Ottawa, August 14 and 19, 1981
In force August 19, 1981
With effect from July 1, 1981

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the United States of America amending the Air Transport Agreement between the two countries of January 17, 1966, as subsequently amended by Exchange of Notes of May 8, 1974

Ottawa, August 10 and 28, 1981
In force August 28, 1981

Postal Convention between Canada and the United States of America
(with detailed regulations)

Ottawa, September 10, 1981 and
Washington, September 14, 1981

Postal Money Order Agreement between the Canada Post Office and
the United States Postal Service

Washington, September 14, 1981

Treaty between the Government of Canada and the Government of the
United States of America to Submit to Binding Dispute Settlement
the Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine
Area, incorporating certain changes agreed to by both Governments
subsequent to its signature

Washington, March 29, 1979
Instruments of Ratification exchanged
at Ottawa, November 20, 1981
In force November 20, 1981

Special Agreement between the Government of Canada and the
Government of the United States of America to Submit to a Chamber
of the International Court of Justice the Delimitation of the
Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area, incorporating certain
changes agreed to by both Governments subsequent to its signature

Washington, March 29, 1979
In force November 20, 1981

Agreement between the Government of Canada and the Government of
the United States of America to Submit to a Court of Arbitration
the Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine
Area, incorporating certain changes agreed to by both Governments
subsequent to its signature

Washington, March 29, 1979
In force November 20, 1981

INTERNATIONAL AGREEMENTS - MULTILATERAL

Protocol to the Agreement on the Implementation of Article VII of the General Agreement on Tariffs and Trade

Done at Geneva, November 1, 1979

Accepted by signature by Canada December 30, 1980

Entered into force for Canada January 1, 1981

Agreement on Government Procurement

Done at Geneva, April 12, 1979

Accepted by signature by Canada December 30, 1980

Entered into force for Canada January 1, 1981

The following Declarations by the Government of Canada were deposited December 30 and 31, 1980

DECLARATIONS ON NON-APPLICATION

The following declarations apply to Canada's acceptance of the Agreement on Government Procurement with respect to the European Economic Community:

- (a) The Department of the Post Office is included in the Canadian list of entities on the understanding that, should it cease to be a government department, the provisions of Article IX, paragraph 5(b) of the Agreement on Government Procurement would not apply. The Government of Canada does not, therefore, accept the declarations of the European Economic Community concerning the Canadian Post Office.
- (b) The Government of Canada will apply the Agreement to the European Economic Community on a provisional basis until such time as the European Economic Community applies the Agreement definitively with respect to Canada.

DECLARATION UNDER ARTICLE IX, PARAGRAPH 5(b)

The Department of the Post Office is included in the Canadian list of entities on the understanding that, should it cease to be a government department, the provisions of Article IX, paragraph 5(b) of the Agreement on Government Procurement would not apply.

Agreement establishing the Common Fund for Commodities

Done at Geneva, June 27, 1980

Signed by Canada January 15, 1981 subject to ratification

International Convention for Safe Containers (CSC)

Done at Geneva, December 2, 1972

Entered into force September 6, 1977

Canada's Instrument of Ratification deposited at London on
February 19, 1981

Enters into force for Canada February 19, 1982

Convention on Prohibitions or Restrictions on Use of certain
Conventional Weapons which may be deemed to be Excessively
Injurious or to have Indiscriminate Effects

Done at Geneva, April 10, 1980

Signed by Canada on April 10, 1981

Convention on Wetlands of International Importance especially as
Waterfowl Habitat

Adopted at Ramsar (Iran) February 2, 1971

Entered into force December 21, 1975

Canada's Instrument of Accession deposited at UNESCO/Paris,
January 15, 1981

Entered into force for Canada May 15, 1981

On acceding to the Wetlands Convention, Canada designated the
Cap Tourmente National Wildlife Area as a wetland under
Article 2(4) of the Convention

Convention on the Prohibition of Military or any other Hostile use
of Environmental Modification Techniques (ENMOD)

Done at Geneva, May 18, 1977

Signed by Canada at Geneva, May 18, 1977

Entered into force October 5, 1978

Canada's Instrument of Ratification deposited at
New York, June 11, 1981

Entered into force for Canada June 11, 1981

Universal Postal Convention and Final Protocol to the Universal
Postal Convention and Detailed Regulations

Done at Rio de Janeiro, October 26, 1979

Canada's Instrument of Approval deposited at
Berne, June 1, 1981

Entered into force July 1, 1981

General Regulations of the Universal Postal Union and Final Protocol

Done at Rio de Janeiro, October 26, 1979
Canada's Instrument of Approval deposited at
Berne, June 1, 1981
Entered into force July 1, 1981

1981 Protocol for the Sixth Extension of the Wheat Trade Convention, 1971

Done at Washington, March 24, 1981
Canada's Instrument of Accession deposited at
Washington, June 29, 1981
Entered into force July 1, 1981

1981 Protocol for the First Extension of the Food Aid Convention, 1980

Done at Washington, March 24, 1981
Canada's Instrument of Accession deposited at
Washington, June 29, 1981
Entered into force July 1, 1981

Amending the Interim Convention on Conservation of North Pacific Fur Seals of February 9, 1957 as amended

Done at Washington, October 14, 1980
Signed by Canada October 14, 1980
Canada's Instrument of Ratification deposited at
Washington, July 2, 1981

Geneva (1979) Protocol to the General Agreement on Tariffs and Trade

Done at Geneva, June 30, 1979
Signed by Canada, July 11, 1979
Entered into force January 1, 1980
Canada's Instrument of Ratification deposited at
Geneva, September 1, 1981
Entered into force for Canada
September 1, 1981

Protocol Supplementary to the Geneva (1979) Protocol to the General Agreement on Tariffs and Trade

Done at Geneva, November 22, 1979
Signed by Canada, December 17, 1979
Entered into force January 1, 1980
Canada's Instrument of Acceptance deposited at

Geneva, September 1, 1981
Entered into force for Canada
September 1, 1981

Agreement to amend the Protocol of signature to the Agreement of August 3, 1959 to supplement the Agreement between the Parties to the North Atlantic Treaty regarding the Status of their Forces with respect to Foreign Forces stationed in the Federal Republic of Germany as amended by the Agreement of October 21, 1971

Done at Bonn, May 18, 1981
Signed by Canada at Bonn, May 18, 1981
Canada's Instrument of Ratification
deposited at Washington, October 9, 1981

Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination
against Women

Done at New York, March 1, 1980
Signed by Canada at Copenhagen, July 17, 1980
Entered into force September 3, 1981
Canada's Instrument of Ratification deposited at New York,
December 10, 1981
Enters into force for Canada January 9, 1982

STATEMENT

In a letter accompanying the instrument of ratification, the Government of Canada made the following statement:

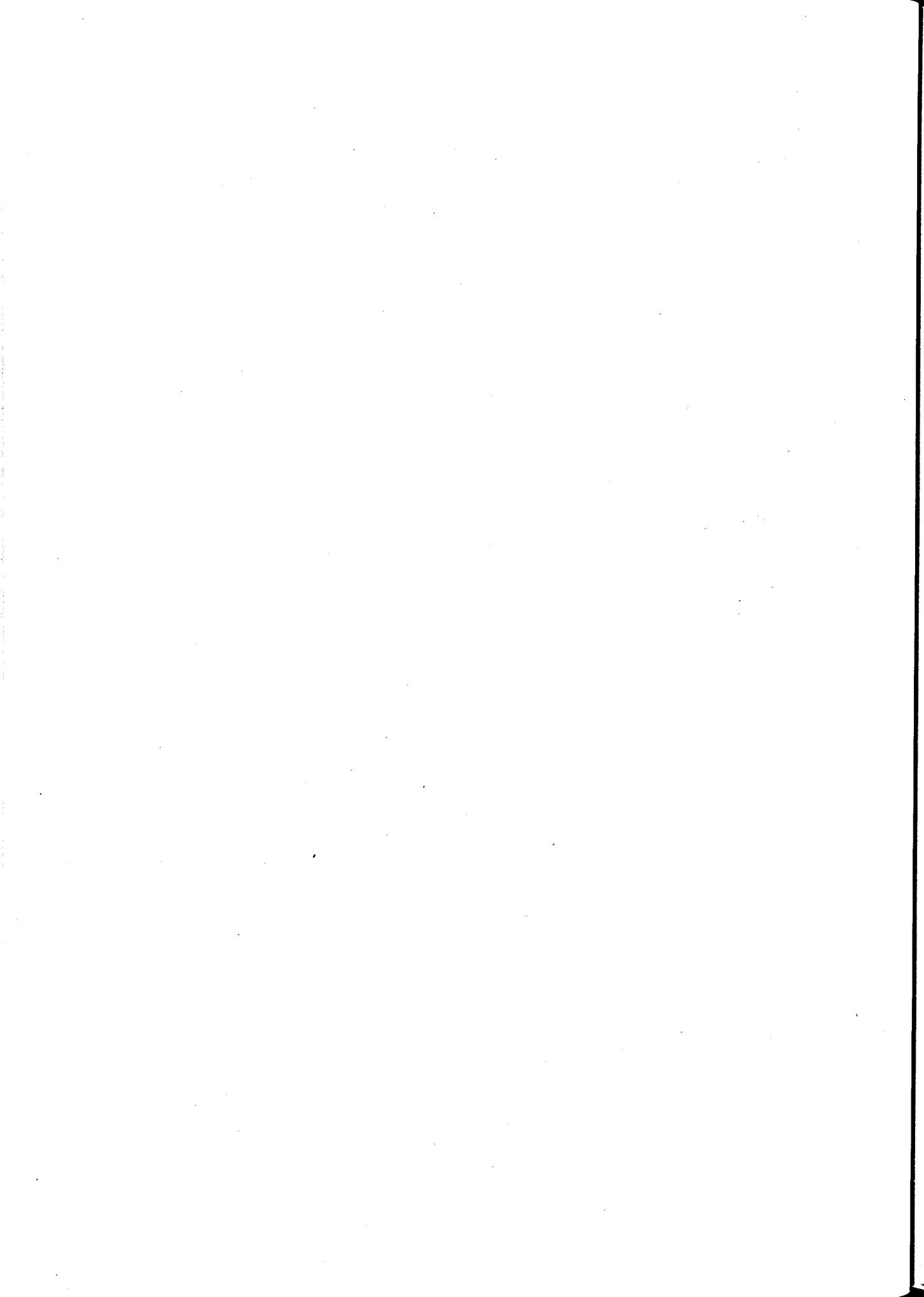
"The Government of Canada states that the competent legislative authorities within Canada have addressed the concept of equal pay referred to in article 11 (1) (d) by legislation which requires the establishment of rates of remuneration without discrimination on the basis of sex. The competent legislative authorities within Canada will continue to implement the object and purpose of article 11 (1) (d) and to that end have developed, and where appropriate will continue to develop, additional legislative and other measures."

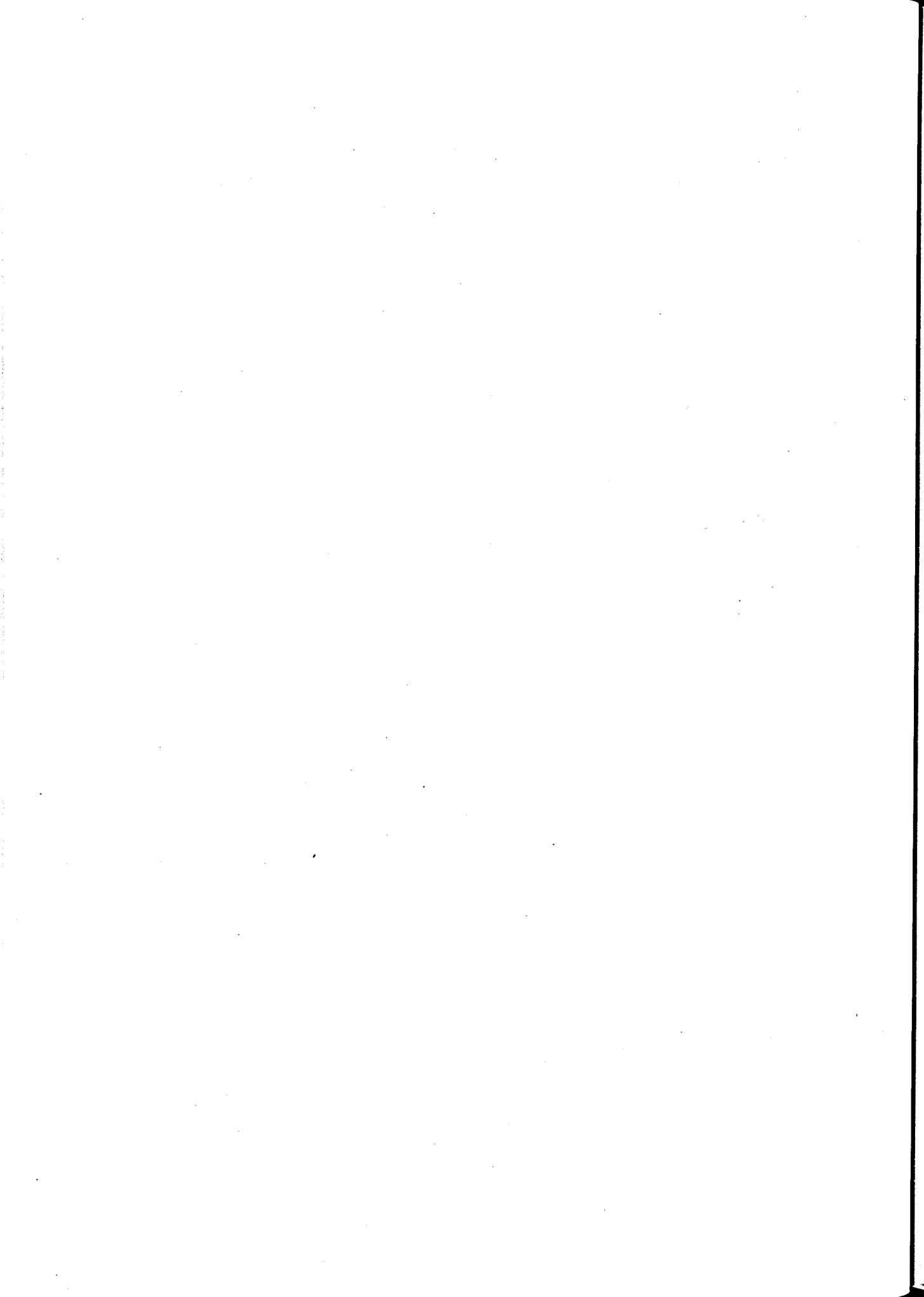
Protocol to the North Atlantic Treaty on the Accession of Spain

Done at Brussels, December 10, 1981
Signed by Canada December 10, 1981

International Natural Rubber Agreement 1979

Done at Geneva, October 6, 1979
Signed by Canada June 30, 1980





**Distribution of Canadian posts
and personnel abroad by geographical region
(as of September 1, 1981)**

Region	Posts and offices	Program personnel	Support personnel
Africa and Middle East	25	186	444
Anglophone Africa	8	60	154
Francophone Africa	11	64	138
Middle East	6*	62	152
Asia and the Pacific	17	269	618
South and Southeast Asia	9	125	348
North Asia and Pacific	8	144	270
Europe	35	481.5	1 178
Eastern Europe	6	60	206.5
Western Europe	29	421.5	971.5
Latin America and Caribbean	18	188	374
Caribbean	10	83	170
Latin America	8	105	204
United States	15	291	452.3
International Organizations	8	67.3	109.2
TOTAL	118	1 482.8**	3 175.5***

* Excludes Teheran

** Program personnel:

Canada based:	1 132
Locally engaged:	350.8
	<u>1 482.8</u>

*** Support personnel:

Canada based:	838
Locally engaged:	2 337.5
	<u>3 175.5</u>

Deployment of person-years abroad by program
(as of September 1, 1981)

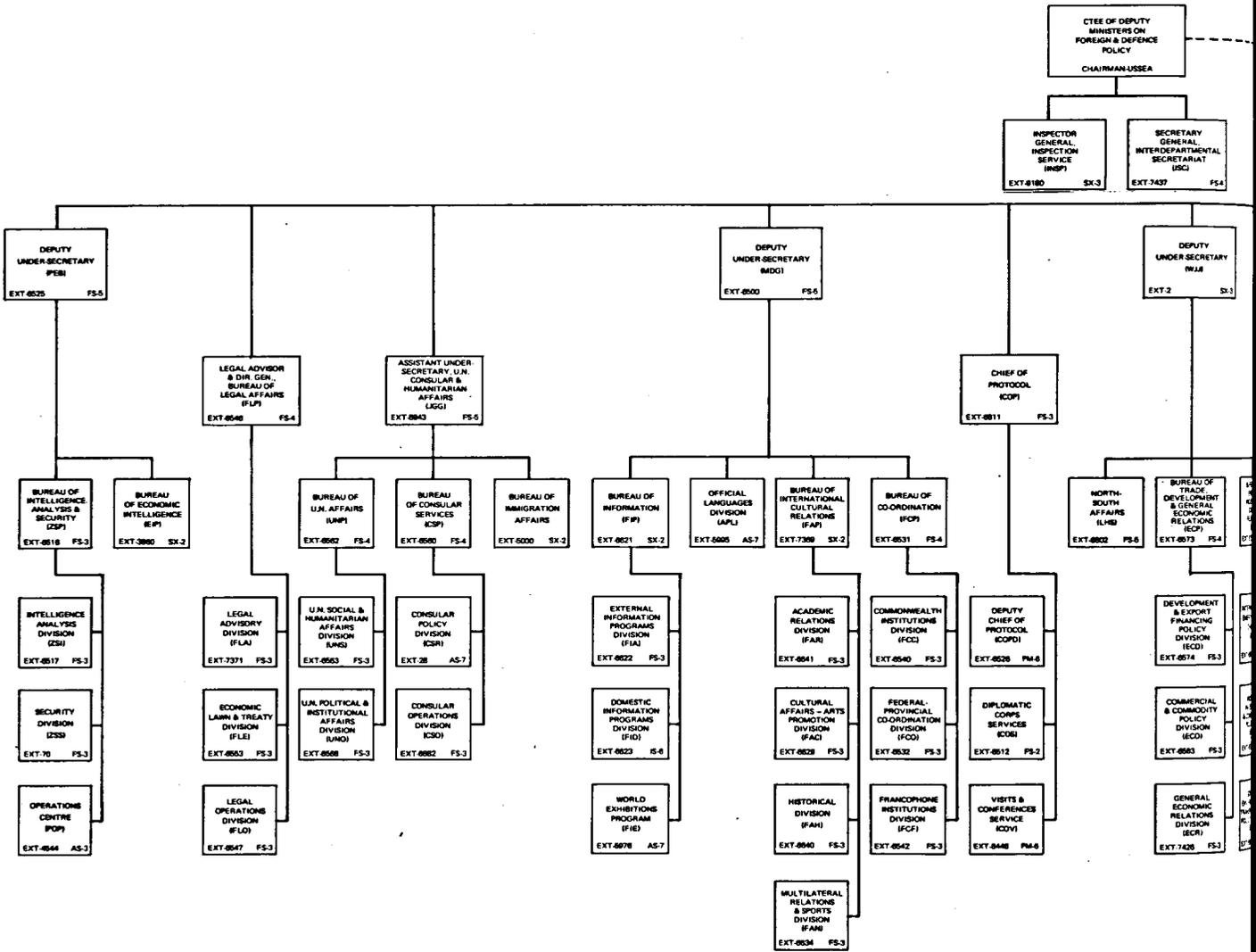
Program	Program person-years	Support person-years
Consular	46.6	130.6
Customs and excise	11.0	13.9
Defence relations	89.4	126.0
General relations	229.2	177.6
International development assistance	93.7	56.7
Employment and immigration	272.2	428.0
Police liaison	36.6	26.8
Information and cultural relations	105.8	185.2
Science, technology and environment	16.5	11.0
Tourism	69.6	42.1
Trade and industrial development	379.2	303.5
Transport, communications and energy	12.9	6.8
Administrative and support services	120.1	1 667.3
TOTAL	1 482.8	3 175.5

**Distribution of personnel abroad by department
(as of September 1, 1981)**

Department	Program personnel	Support personnel
Agriculture	1	1
Foreign service departments (External Affairs, CIDA, ITC, CGOT)	1 293	3 049
Health and Welfare	26	
National Defence	77	80
Public Archives	1	3
National Revenue	11	
RCMP	50	
Supply and Services	20	13
National Film Board	4	30
TOTAL	1 483	3 176

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

Effective April 1, 1981



ANNEX III

